

Université de Montréal

L'humanité et le droit international

par
Valerie Parent

Faculté de droit

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de Maîtrise en droit (L.L.M.)

Août 2013

© Valerie Parent, 2013

Résumé

Le droit n'est possible que par l'humanité qui le porte. Pourtant, la notion d'humanité n'aura été prise en compte que tardivement par le droit international et seulement à titre d'objet. Depuis la seconde moitié du XX^e siècle, au sortir de la Deuxième guerre mondiale, les appels à l'humanité se sont malgré tout multipliés jusqu'à en faire une référence récurrente à la fois transcendante et transversale. La prise en compte de l'humanité juridique demeure cependant complexe dans un paradigme westphalien qu'elle contrarie en révélant au passage toutes les contradictions, mais peine tout de même à dépasser. Ainsi, les tentatives visant à reconnaître à l'humanité une personnalité ou un patrimoine et à assurer ses intérêts communs ont connu des dénouements mitigés. Les changements profonds auxquels le droit international est confronté sous l'influence de la mondialisation pourraient bien être l'opportunité de repenser l'humanité en droit et, surtout, de réaffirmer les valeurs universelles qu'elle promeut.

Mots-clés : droit international, humanité, souveraineté, patrimoine commun de l'humanité, mondialisation

Abstract

Law is possible only when mankind upholds it. Yet the notion of humanity was not taken into account until late by international law and this only as an object thereof. Since the second half of the 20th century, right after the Second World War, calls for humanity have nevertheless multiplied to the point where it is now a recurring reference both transcending and interdisciplinary. The taking into account of the juridical aspects of humanity remains complex in the Westphalian paradigm which it challenges as it reveals its contradictions over time, but has difficulties to surpass. Thus, all attempts aimed at recognizing that humanity has a personality and a heritage and to ensure its common interests have met with mitigated results. The profound changes which confront international law under the influence of globalization could well be an opportunity to re-think law for humanity, and especially reaffirm the universal values it promotes.

Keywords : international law, mankind, sovereignty, common heritage of mankind, globalization

Légende

OMC	Organisation mondiale du commerce
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisations non-gouvernementales
ONU	Organisation des Nations unies
PCH	Patrimoine commun de l'humanité
UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture

Table des matières

Résumé	ii
Abstract	ii
Légende	iii
Table des matières	iv
Remerciements	vi
Introduction	1
Chapitre 1 UN PARADIGME REMIS EN QUESTION : LA GENÈSE DE L'HUMANITÉ- OBJET EN DROIT INTERNATIONAL	6
1. Le XX ^e siècle s'humanise sous l'influence du droit international humanitaire	7
2. La protection de la personne humaine comme gage d'une paix durable suite à la Deuxième guerre mondiale	9
2.1. La répression des crimes contre l'humanité	10
2.2. La protection des droits de l'homme	11
3. La solidarité humaine comme instrument de développement	12
3.1. Le patrimoine commun de l'humanité	16
3.2. La désillusion des grands fonds marins	20
3.3. Le patrimoine commun et l'enjeu du développement	30
4. La prise de conscience du destin collectif de l'humanité	33
4.1. Les intérêts communs et les préoccupations communes de l'humanité	34
4.2. L'arrivée de nouvelles notions aux visées similaires	41
Chapitre 2 UN PARADIGME EN PERDITION : LE DÉPASSEMENT D'UN DROIT PAR L'ÉTAT ET POUR L'ÉTAT	44
1. L'évolution transversale des références à l'humanité en droit international	45
1.1. La notion d'humanité décroïssonne le droit international	45
1.2. L'émergence de « droits de l'humanité »	53
2. Les droits de l'humanité contrarient la conception westphalienne de l'État	54
2.1. Le dépassement du volontarisme étatique	55
2.2. La remise en cause de la territorialité et de la non-ingérence	60

2.3. La socialisation par-delà l'État	66
3. L'humanité se découvre un nouvel antagonisme	71
3.1. Le mercantilisme	71
3.2. La <i>lex mercatoria</i>	73
Chapitre 3 UN PARADIGME EN ÉMERGENCE : LE RÉSEAU	83
1. La mondialisation met au jour le paradigme du réseau	83
1.1. Un réseau de droits	85
1.2. Un réseau d'acteurs	89
2. Les acteurs du réseau	93
2.1. L'État	93
2.2. Les organisations internationales et les tribunaux internationaux	100
2.3. Les autres acteurs	108
3. La conceptualisation de l'humanité dans le réseau	108
3.1. L'ordre supraétatique ou l'approche fonctionnelle	109
3.2. La transcendance de l'humanité dans le réseau	113
4. La finalité de valeurs communes de la notion d'humanité	117
4.1. Les valeurs communes	118
4.2. Quelques écueils	122
Conclusion	126
Bibliographie	131

Remerciements

Je souhaite d'abord remercier Isabelle Duplessis pour les divers rôles qu'elle a joués dans ma longue aventure d'étudiante. Professeure incarnant le dépassement de soi, révélée comme une rare alliée à travers ses écrits, elle sera finalement devenue une directrice de recherche au mentorat précieux. Ses encouragements et sa patience ont su résister à tous les détours.

Un grand merci à François Le Borgne, enseignant et conseiller aussi inspiré qu'inspirant.

Merci aussi au vaste réseau d'entraide, composé de ceux qui, le sachant ou non, ont permis l'aboutissement de ce projet. Une mention spéciale à N. van Tol dont la gentillesse a fait voyager un savoir qui n'a pas de prix.

Toute ma reconnaissance va enfin à Philippe, pour tout.

À L., le monde de demain t'appartient.

Introduction

Au-delà des fluctuations de l'Histoire, on trouve un élément constant et fondamental en la réflexion des hommes sur leur humanité¹. Par la multitude des hommes qui la composent, l'humanité est ainsi perpétuellement une « réalité en train de se faire »². Une réalité complexe qui a, entre tous, un visage juridique car, de tous les temps, le droit a eu pour finalité l'humanité³. Pourtant, lorsque l'on cherche l'humanité dans le droit international, le premier constat qui s'impose est de la découvrir évanescence : elle se dérobe alors que l'on cherche à en tracer les contours. Ce n'est pourtant pas faute de références à l'humanité dans le droit international, au contraire, elle y forme par ses multiples manifestations une vaste constellation⁴.

Pour comprendre la difficulté avec laquelle l'humanité est saisie par le droit international, il faut plutôt regarder du côté du paradigme de Westphalie⁵ qui a porté à son triomphe le mythe fondateur de l'État-nation⁶ déterminant l'ordre international moderne. Ainsi, le droit international, par sa terminologie même, annonce sans ambages qu'il s'agit d'une affaire ayant cours *entre les nations* qui, dans une adéquation parfaite, prennent la forme de l'État⁷. Dans l'arène internationale, l'entité étatique est alors définie par deux notions qui se complètent⁸ et la caractérisent : la souveraineté et l'indépendance⁹. La première situe l'État

¹ Alexandre Kiss, « La notion de patrimoine commun de l'humanité » (1982) 175 RCADI 103 à la p. 113 [Kiss, « La notion de patrimoine »].

² René-Jean Dupuy, *L'humanité dans l'imaginaire des nations*, Paris, Juillard, 1991 à la p. 284 [Dupuy, « L'humanité dans l'imaginaire »].

³ Catherine Le Bris, *L'humanité saisie par le droit international public*, Paris, L.G.D. J., 2012 à la p. 5 [Le Bris].

⁴ Préface de Xavier Philippe dans Franck Abikhzer, *La notion juridique d'humanité*, Aix-en-Provence, Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2005 aux pp. 11 à 12 [Abikhzer].

⁵ Ainsi nommé en référence aux Traités de Westphalie du 24 octobre 1648. Pour le détail des circonstances entourant leur conclusion, voir Jean-Maurice Arbour, *Droit international public*, 4^e éd., Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2002 à la p. 20 [Arbour].

⁶ Karim Benyekhlef, *Une possible histoire de la norme. Les normativités émergentes de la mondialisation*, Montréal, Éditions Thémis, 2008 à la p. 617 [Benyekhlef].

⁷ « Sur la scène internationale l'État cesse d'être une personne fictive, il ne représente plus il est. » Agnès Lejbowicz, *Philosophie du droit international. L'impossible capture de l'humanité*, Paris, Presses Universitaires de France, 1999 à la p. 143 [Lejbowicz].

⁸ Kiss, « La notion de patrimoine », *supra* note 1 à la p. 109.

⁹ La *Charte des Nations Unies*, 26 juin 1945, R.T. Can. 1945 no 7 et en ligne : Organisation des Nations Unies <<http://www.un.org/fr/documents/charter/>> consacre l'égalité souveraine de ses membres à son art. 2 (1) et la compétence nationale ne devant faire l'objet d'ingérence à son art. 2 (7) [Charte NU].

dans le droit international, où il a la faculté d'apprécier les situations qui le concernent et d'inférer les conclusions qui lui semblent appropriées¹⁰, et la seconde définit son rapport, d'égal à égal, avec les autres États souverains¹¹. De ces deux notions découle la liberté d'action dont jouissent les États¹², aussi bien maîtres de leur territoire et de leur population que principaux acteurs de la scène internationale, pour donner lieu à un ordre juridique qui se construit à partir de traités et coutumes tirant leur légitimité de leur acceptation par l'État et du respect de sa volonté¹³. Le droit international est donc extrêmement réactif à la souveraineté des États¹⁴, qui en se déclarant souverains ne reconnaissent aucune autorité supérieure et édictent, en fonction de leur liberté, par voie d'accords, la réglementation qui exprime le mieux leurs intérêts¹⁵.

Les rapports internationaux n'ont toutefois pas toujours répondu à cette logique, loin s'en faut. Le droit naturel, compris comme l'ensemble des lois et principes destinés à guider la conduite des hommes, se passant de toute proclamation puisqu'issu d'un état de nature s'imposant à l'intelligence rationnelle de l'homme de toute appartenance¹⁶, a longtemps contrarié la liberté étatique. Ainsi, au XIII^e siècle, d'Aquin¹⁷ opérait une distinction entre la loi du législateur et le *ius gentium*¹⁸, expression humaine du droit naturel¹⁹. Au XVI^e siècle,

¹⁰ Kiss, « La notion de patrimoine », *supra* note 1 à la p. 109.

¹¹ « L'indépendance, relativement à une partie du globe, est le droit d'y exercer à l'exclusion de tout autre État, les fonctions étatiques », voir *Affaire de l'Île de Palmas (États-Unis c. Pays-Bas)*, (1928), C.P.A., en ligne : The Hague Justice Portal <<http://www.haguejusticeportal.net/Docs/PCA/Ethiopia-Eritrea%20Boundary%20Commission/Island%20of%20Palmas%20French%20PCA%20final.pdf>> [Affaire Palmas].

¹² Kiss, « La notion de patrimoine » *supra* note 1 à la p. 109.

¹³ Isabelle Duplessis, *Pour un statut juridique de l'Humanité en droit international*, mémoire de maîtrise en droit, Université de Montréal, 1994 [non publiée] aux pp. 20 à 21 [Duplessis, « L'humanité en droit international »].

¹⁴ Edith Brown Weiss, *In Fairness to Future Generations : International Law, Common Patrimony, and Intergenerational Equity*, New York, Transnational Publishers, 1989 à la p. xix.

¹⁵ René-Jean Dupuy, *Le droit international*, Paris, Presses universitaires de France, 1966 aux pp. 5 à 6.

¹⁶ Kemal Baslar, *The Concept of Common Heritage of Mankind in International Law*, La Haye/Boston, M. Nijhoff, vol. 30, 1998 à la p. 14 [Baslar].

¹⁷ Thomas d'Aquin (1225-1274).

¹⁸ Reprenant en cela la distinction proposée d'abord par Isidore. Robert B. Mellert, « Reconsidering the Medieval Concept of Nature in the Development of a Scientific Ethics » dans Wolfgang Kluxen dir., *Sprache und Erkenntnis im Mittelalter*, Berlin, Walter de Gruyter, 1981 à la p. 610.

¹⁹ *Ibid.* à la p. 611. On doit la distinction entre *ius naturale* et *ius gentium* à Rogerius et Azo, voir Gaines Post, *Studies in Medieval Legal Thoughts: Public Law and the State 1100-1322*, Clark, The Lawbook Exchange Limited, 2006 aux pp. 542 à 543.

Vitoria²⁰ concevait le droit des nations comme dérivant du droit naturel et devant tendre vers le bien commun²¹. Au XVII^e siècle, Grotius²² rappelait au souverain que, bien que la loi des nations fût distincte du droit naturel, l'expression de sa volonté ne devait tenir lieu de critère absolu²³. Le *ius gentium* restera d'ailleurs une idée régulatrice du droit jusqu'au XVII^e siècle et même au-delà puisque Vattel²⁴, au XVIII^e siècle, tout en admettant que les citoyens renonçaient à leur appartenance à une société universelle gouvernée par les lois de la nature en s'organisant en État, supposait que ce dernier se voyait alors incombier la responsabilité de son respect²⁵. C'est donc plutôt récemment que la théorie ascendante, qui conçoit le comportement, la volonté et l'intérêt d'un État comme seuls créateurs du droit international, s'est substituée à la théorie descendante, qui présuppose un ensemble normatif préexistant guidant les actions et créant des obligations internationales²⁶.

Cette annihilation de la théorie descendante élève l'État à la fois comme seul sujet et seul objet du droit international²⁷, une situation qu'on pourrait croire perdurer encore aujourd'hui. Toutefois, dans les faits, la mondialisation a imposé à l'État de « nouveaux acteurs non-étatiques qui dérangent »²⁸ et, en révélant la complexité croissante des rapports humains, a fait « perdre toute plausibilité aux fictions fondatrices du droit moderne »²⁹. Ainsi, l'État n'est plus sujet unique, n'est plus seul à dire le droit³⁰ sur une scène internationale atomisée. Le droit international peine à convaincre qu'il est encore apte à contenir toute la

²⁰ Francisco de Vitoria (1492-1546).

²¹ Philip Allott, *The Health of Nations : Society and Law Beyond the State*, Cambridge University Press, Cambridge, 2002 à la p. 410 [Allott, « Health of Nations »].

²² Hugo de Groot (1583-1645).

²³ Allott, « Health of Nations », *supra* note 21 à la p. 411.

²⁴ Emmerich de Vattel (1714-1767).

²⁵ Allott, « Health of Nations », *supra* note 21 aux pp. 413 à 414.

²⁶ Martti Koskeniemi, *From Apology to Utopia. The Structure of International Legal Argument*, Helsinki, Lakimiesliiton Kustannus Finnish Lawyers' Publishing Company, 1989 à la p. 41 et Duplessis, « L'Humanité en droit international », *supra* note 13 à la p. 14. Les travaux de Koskeniemi s'inscrivent dans le courant des *Critical Legal Studies* (CLS), il s'interroge notamment sur la nature hégémonique des valeurs universelles.

²⁷ *Ibid.* Duplessis, « L'Humanité en droit international » à la p. 25.

²⁸ Isabelle Duplessis, « Communauté internationale, appareils étatiques et droit international » dans *La souveraineté nationale à l'heure de la mondialisation*, séminaire virtuel de philosophie du droit, en ligne : Chaire UNESCO d'études des fondements philosophiques de la justice et de la société démocratique au département de philosophie de l'Université du Québec à Montréal <<http://www.unesco.chairephilo.uqam.ca/SeminR/module5a.htm>> [Duplessis, « Communauté internationale »].

²⁹ Benyekhlef, *supra* note 6 à la p. 559.

³⁰ *Ibid.* à la p. 216.

normativité en tant que vecteur unique des intérêts de tous les acteurs en présence³¹. C'est dans cette tourmente qui a tout de la crise existentielle que s'est réinvitée la notion transcendante d'humanité, qui nous permet de croire, au surplus, que l'État a également perdu son statut d'objet unique dans la foulée d'un XX^e siècle mouvementé. Alors que naguère l'humanité était surtout débattue par les théologiens, les philosophes et les poètes, elle apparaît dès lors dans le langage de tous jusqu'aux États³².

La genèse de l'humanité-objet est à plusieurs égards réactionnaire au paradigme westphalien et contribue, tout comme la mondialisation, à remettre en question les prérogatives étatiques héritées de Westphalie, à savoir la souveraineté entendue comme un contrôle absolu sur un territoire et une population assorti d'un libéralisme fait de volonté étatique expresse et de réciprocité. Elle met en exergue les oscillations d'un balancier qui explore tantôt les aspirations d'un ordre vertical, tantôt celles d'un ordre horizontal et révèle la pertinence encore actuelle d'un questionnement jamais véritablement résolu.

Si le stade du pré-paradigme se reconnaît à l'énergie inutilement engloutie dans un affrontement improductif (théories descendante et ascendante) concomitant à l'exposition de trop nombreuses failles du paradigme actuel (mondialisation)³³, il est intéressant de se demander quel rôle cette notion transcendante est appelée à jouer dans l'avènement d'un nouveau paradigme. Est-elle dévolue à nous guider dans cette transition par le biais des valeurs communes qui lui sont intrinsèques?

La présente étude n'a pas la prétention d'être exhaustive dans l'exercice de présentation du concept juridique de l'humanité et de son rapport avec le droit international. Elle n'est en fait qu'une nouvelle partie d'un jeu de piste dans laquelle le joueur s'efforce de ne pas emprunter les mêmes sentiers que ses prédécesseurs. Dans cet esprit, nous présenterons au premier chapitre la genèse de l'humanité-objet par le biais de l'infiltration progressive de la notion d'humanité en droit international. Dans un second chapitre, nous expliciterons en quoi

³¹ Benyekhlief, *supra* note 6 à la p. 574.

³² Dupuy, « L'humanité dans l'imaginaire », *supra* note 2 à la p. 193.

³³ Thomas S. Khun, *The Structures of Scientific Revolutions*, Chicago, Chicago University Press, 1962.

la multiplication de ces références dans les diverses branches du droit international contrarie les attributs étatiques tels que définis par la Paix de Westphalie. Pour finir, au troisième chapitre, nous explorerons les avenues possibles de la notion d'humanité et de l'expression de ses droits naissants dans un ordre juridique mondialisé en voie d'affirmation. En procédant à l'inventaire des manifestations d'une humanité juridique, nous souhaitons souligner à la fois les failles d'un paradigme par trop axé sur l'État et tout le potentiel d'inspiration que recèle le concept d'humanité dans un droit en changement.

Toutefois, un avertissement s'impose : « [l']humanité, au-delà de la griserie qu'elle suscite, est toujours douloureuse quand l'on s'efforce de la construire dans le réel »³⁴.

³⁴ Dupuy, « L'humanité dans l'imaginaire », *supra* note 2 à la p. 117.

Je sens qu'il existe des conflits. Ils éclateront bientôt, crois moi. Ils n'amélioreront pas le monde [...] Mais ce bouleversement ne sera pas vain. Il nous rendra conscients de la médiocrité des idéaux actuels [...] Le monde, tel qu'il existe aujourd'hui, veut mourir, veut s'effondrer, et ainsi en sera-t-il [...] Autour de ce qui subsistera de nous, ou bien autour de ceux qui nous survivrons, se concentrera la volonté de l'humanité.

– Herman Hesse³⁵

Chapitre 1

Un paradigme remis en question : la genèse de l'humanité-objet en droit international

Si, de tous les temps, le droit a eu pour finalité l'humanité et y a eu recours à titre de référent, il en est allé autrement de sa prise en compte en tant qu'objet du droit international³⁶. Ainsi, malgré des références antérieures, y compris depuis la formation du droit international moderne avec, par exemple, des actes de piraterie perpétrés par des « ennemis de l'humanité » (*hostes generis humanis*)³⁷, on aura tardé à lui reconnaître des droits et à concevoir que l'on puisse formuler des devoirs à son égard.

Le développement du droit international humanitaire sera le signe précurseur d'un XX^e siècle qui s'humanise, même s'il faudra ensuite subir deux conflits d'une ampleur sans précédent pour que l'humanité soit réellement saisie par le droit³⁸. C'est ainsi que de nouvelles bases seront jetées aux lendemains de la Deuxième guerre mondiale par l'infiltration progressive du concept d'humanité dans le droit international public en trois temps : d'abord avec la protection de la personne humaine au nom de la paix mondiale, ensuite avec la promotion de l'humanité dans la foulée des revendications d'un développement plus juste et,

³⁵ *Demian*, Paris, Éditions Stock, Le livre de poche, 1974 à la p. 156.

³⁶ Le Bris, *supra* note 3 à la p. 5.

³⁷ Sompong Sucharitkul, « L'humanité en tant qu'élément contribuant au développement progressif du droit international contemporain » dans *L'avenir du droit international dans un monde multiculturel. Colloque de l'Académie de droit international de La Haye tenu du 17 au 19 novembre 1983 à La Haye*, Boston, Nijhoff, 1984 aux pp. 420 à 421 [Sucharitkul, « L'humanité en tant qu'élément »].

³⁸ Le Bris, *supra* note 3 à la p. 20.

finalement, avec la prise de conscience des menaces pesant sur une humanité commune³⁹. Cette infiltration ne se fera toutefois pas sans heurts dans un ordre international conservant toujours la souveraineté comme ultime repère.

1. Le XX^e siècle s'humanise sous l'influence du droit international humanitaire

Alors que l'humanité n'est encore qu'un concept se confondant avec « un humanisme vague et incertain »⁴⁰, elle est entrevue pour la toute première fois par la doctrine internationaliste comme une victime potentielle des relations étatiques⁴¹. Le vocable d'humanité s'impose notamment aux lendemains de la guerre de Crimée⁴², qui fait resurgir le spectre du *ius gentium*⁴³ en posant l'exigence commune de juguler les violences guerrières suite au développement de nouvelles techniques militaires. Souhaitant éviter toute référence au droit naturel dans cette entreprise dépassant le cadre national⁴⁴, les puissances européennes en vinrent à envisager la codification du droit de la guerre⁴⁵ issu de la coutume.

Réunies à l'occasion de la *Déclaration de St-Petersbourg*⁴⁶ de 1868, une initiative russe visant à bannir certains projectiles, elles établirent que les nécessités de la guerre devaient être limitées par les exigences de l'humanité⁴⁷, dont celle de minimiser l'occurrence de la mort et de la souffrance humaine⁴⁸, et convinrent que l'emploi des projectiles visés était « contraire aux lois de l'humanité »⁴⁹. Des visées similaires furent poursuivies avec la *Convention II de la*

³⁹ Le Bris, *supra* note 3 à la p. 24.

⁴⁰ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 473.

⁴¹ *Ibid.* à la p. 473.

⁴² La guerre de Crimée oppose de 1853 à 1856 l'Empire russe à une coalition comprenant l'Empire ottoman, le Royaume-Uni, l'Empire français et le Royaume de Sardaigne (aujourd'hui l'Italie). Eric Myles, « "Humanity", "Civilization" and the "International Community" in the Late Imperial Russian Mirror : Three Ideas "Topical for Our Days" » (2002) 4 J. Hist. Int.'l L. 310 à la p. 316 [Myles].

⁴³ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 474.

⁴⁴ Robin Coupland, « Humanity : What Is It and How Does It Influence International Law? » (2001) 83 RICR 969 aux pp. 975 à 976 [Coupland].

⁴⁵ Myles, *supra* note 42 à la p. 316.

⁴⁶ *Déclaration à l'effet d'interdire l'usage de certains projectiles en temps de guerre*, 11 décembre 1868, en ligne : Comité international de la Croix-Rouge <<http://www.icrc.org/applic/ihl/dih.nsf/Article.xsp?action=openDocument&documentId=20C9164AAC62C500C12563BD002B8C6F>> [*Déclaration de St-Petersbourg*].

⁴⁷ *Ibid.* à son préambule.

⁴⁸ Myles, *supra* note 42 à la p. 318.

⁴⁹ *Déclaration de St-Petersbourg*, *supra* note 46 à son préambule.

Haye⁵⁰ de 1899 rappelant « les intérêts de l'humanité et les exigences [...] de la civilisation »⁵¹ et ajoutant au surplus :

que, dans les cas non compris dans les dispositions réglementaires adoptées par Elles, les populations et les belligérants restent sous la sauvegarde et sous l'empire des principes du droit des gens, tels qu'ils résultent des usages établis entre nations civilisées, des lois de l'humanité et des exigences de la conscience publique⁵².

Cette clause additionnelle reçut le nom du délégué russe, Fyodor Fyodorovich Martens, qui en fit la proposition par voie de déclaration afin de dissiper une divergence de vues concernant le statut de civils prenant les armes contre l'occupant⁵³. Elle s'inscrit dans la vision russe selon laquelle les nations civilisées se distinguaient par leur reconnaissance de droits inaliénables à l'humanité et du caractère impératif de leur respect dans les rapports étatiques, en temps de guerre comme de paix⁵⁴. La clause de Martens place ainsi les populations et les belligérants sous l'emprise et la sauvegarde du droit des gens⁵⁵ car, après tout « si un peuple peut recevoir et faire sien le droit élaboré par un autre, c'est parce que dans la nature de l'un et de l'autre il y a des exigences et des nécessités communes qui se reflètent dans le droit »⁵⁶.

La référence aux intérêts de l'humanité et à la clause de Martens sera par la suite également incluse à la *Convention IV de La Haye*⁵⁷ de 1907 dans la poursuite d'une

⁵⁰ *Convention (II) de La Haye concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre*, 28 juillet 1899, en ligne : Comité international de la Croix-Rouge <<http://www.icrc.org/applic/ihl/dih.nsf/Treaty.xsp?documentId=11331D79375C6484C12563140043A1D6&action=openDocument>>.

⁵¹ *Ibid.* à son préambule.

⁵² *Ibid.*

⁵³ Combattants réguliers pour les petites puissances ou francs-tireurs passibles d'exécution selon les grandes. Rupert Ticehurst, « La clause de Martens et le droit des conflits armés » (1997) 824 *Revue internationale de la Croix Rouge* 133 ¶ 3 [Ticehurst].

⁵⁴ Myles, *supra* note 42 aux pp. 321 à 322.

⁵⁵ Paul Martens, « L'humanité comme sujet de droit », conférence au Centre Perelman de Philosophie du droit lors du séminaire « Le contentieux transnational des droits de l'homme », Université libre de Bruxelles, 30 mars 2010, [non publiée]. Disponible pour écoute en ligne : Centre Perelman de Philosophie du droit <http://www.philodroit.be/spip.php?page=article&id_article=1086&lang=fr> [Martens, « Conférence »].

⁵⁶ Giorgio Del Vecchio, *Humanité et unité du droit : essais de philosophie juridique*, Paris, LGDJ, 1963 à la p. 16 tel que repris par Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 475.

⁵⁷ *Convention (IV) de la Haye concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre*, 18 octobre 1907, en ligne : Comité international de la Croix-Rouge <<http://www.icrc.org/applic/ihl/dih.nsf/Treaty.xsp?documentId=7C5A1DD850591B0FC12563140043A35B&action=openDocument>> [*Convention IV de La Haye de 1907*] à son préambule.

philosophie du droit humanitaire définie comme « la prise en compte de la personne humaine protégée en tant qu'être humain indépendamment de toute autre considération »⁵⁸ qui restera chère à la tradition russe⁵⁹. Cependant, si certains auteurs parleront alors d'un « droit commun de l'humanité »⁶⁰, appelleront à ce que soit « reconnue nulle pour illicéité de son objet toute convention tendant à la violation du droit international positif, des règles de la morale universelle, des droits fondamentaux de l'Humanité »⁶¹ ou se firent les champions du droit des gens⁶², la plupart des juristes délaisseront la notion d'humanité au profit de l'étude du droit positif. Ce sera le *ius inter gentes*, le droit entre les États, qui prendra le pas sur le *ius gentium*, le droit commun aux hommes nonobstant leur appartenance à une nation, et l'humanité retombera alors dans l'ombre de la souveraineté⁶³.

2. La paix par la protection de la personne humaine au lendemain de la Deuxième guerre mondiale

Conflit sans précédent ayant durement éprouvé les populations civiles et dépassé les esprits avec les horreurs de l'Holocauste, la Deuxième guerre mondiale, en portant les exigences de la conscience publique à son paroxysme⁶⁴, fera en sorte que l'on renoue avec la tradition du droit des gens⁶⁵. Après un exercice d'autodestruction qui aura « infligé à l'humanité d'indicibles souffrances »⁶⁶ et fait réapparaître la barbarie de l'État alors même que l'on pensait que la civilisation progressait⁶⁷, l'étoile de la souveraineté pâlit alors que l'on s'affaire à condamner les crimes contre l'humanité qui y ont été commis et que l'on procède à la reconnaissance expresse des droits de l'homme pour préserver la paix future.

⁵⁸ Abikhzer, *supra* note 4 aux pp. 472 à 473.

⁵⁹ À titre d'exemple, dans un traité conclu avec la Mongolie en 1921, on pouvait lire l'engagement des Russes à ne pas « impairing the human moral personality », selon Myles, *supra* note 42 à la p. 332.

⁶⁰ Antoine Pillet, « Recherche sur les droits fondamentaux des États » (1998) 5 R.G.D.I.P. 66 aux pp. 66 à 89 et 236 à 264, tel que cité dans Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 475.

⁶¹ Paul Fauchille, *Traité de droit international public*, Paris, Rousseau & cie, 1925 à la p. 300 tel que reproduit dans Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 545.

⁶² Nommément, George Scelle.

⁶³ Le Bris, *supra* note 3 à la p. 12.

⁶⁴ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 20.

⁶⁵ *Ibid.* à la p. 420.

⁶⁶ Préambule de la Charte NU, *supra* note 9.

⁶⁷ Martens, « Conférence », *supra* note 55.

2.1. La répression des crimes contre l'humanité

Le concept d'humanité doit une grande part de son articulation à titre d'objet du droit international à l'activité du Tribunal de Nuremberg, constitué après que les puissances alliées aient convenu de « juger les criminels de guerre dont les crimes sont sans localisation juridique précise » par voie de l'*Accord concernant la poursuite et le châtement des grands criminels de guerre des Puissances européennes de l'Axe et statut du tribunal militaire*⁶⁸ de 1945. Ce sera ce tribunal qui l'accréditera⁶⁹ en donnant naissance à une nouvelle infraction : le crime contre l'humanité⁷⁰. Il s'agit toutefois d'une formulation négative de l'humanité⁷¹, puisque qu'on ne la considère que par l'entremise de l'énumération des comportements⁷² qui, par leur barbarie, lui sont attentatoires⁷³. En général, on conçoit le crime contre l'humanité comme une destruction métaphysique de l'homme qui s'opère en niant chez la victime ce qui fait l'essence de son humanité⁷⁴, par une action si abjecte qu'elle questionne jusqu'à l'humanité de son perpétrateur et dont la gravité est telle que l'effet se prolonge en une atteinte à tout le genre humain⁷⁵. Ce que l'on tente de protéger est l'intégrité de l'humanité, qui est à la fois celle de l'homme que son humanité rattache à la communauté humaine⁷⁶ et celle du genre humain dont la perte d'une composante peut constituer une mutation irréversible excluant toute possibilité de deuil, tout oubli, tout pardon⁷⁷. Le crime contre l'humanité se rapproche en

⁶⁸ 8 août 1945, en ligne : Comité international de la Croix-Rouge <<http://www.icrc.org/applic/ihl/dih.nsf/Treaty.xsp?action=openDocument&documentId=6AA5276A7884D0DEC12563140043A8DB>> à son art. 1. L'art. 2 indique que la constitution, la juridiction et les compétences du Tribunal militaire international de Nuremberg sont prévues au statut qui lui est annexé et fait partie intégrante de l'*Accord*.

⁶⁹ Auteur inconnu, « Le concept d'humanité et le droit international » (2004) 25 La Chronique judiciaire d'Haïti 14 à la p. 14 [Auteur inconnu].

⁷⁰ *Statut du tribunal international de Nuremberg*, 8 août 1945, en ligne : Comité international de la Croix-Rouge <<http://www.icrc.org/dih.nsf/52d68d14de6160e0c12563da005fdb1b/ef25b8f448034148c1256417004b1ce6?OpenDocument>> à son art. 6 c).

⁷¹ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 345.

⁷² Mireille Delmas-Marty, *Vers un droit commun de l'humanité*, Paris, Éditions Textuel, 1996 à la p. 85 [Delmas-Marty].

⁷³ Julie Allard, « L'humanité, un concept juridique sans précédent ? » dans Thomas Berns, dir., *Le droit saisi par le collectif*, Bruxelles, Bruylant, 2004, 189 à la p. 194 [Allard].

⁷⁴ Paul Martens, « L'humanité comme sujet de droit » dans Thomas Berns, dir., *Le droit saisi par le collectif*, Bruxelles, Bruylant, 2004, 207 à la p. 213 [Martens, « L'humanité »].

⁷⁵ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 426.

⁷⁶ *Ibid.* à la p. 346.

⁷⁷ Alain Renaut, « Le crime contre l'humanité, le droit humanitaire et la Shoa » (2000) 67 Philosophie 23 à la p. 24 tel que repris dans Martens, « L'humanité », *supra* note 74 à la p. 213.

cela du crime de génocide « infligeant de grandes pertes à l'humanité »⁷⁸, qui constitue expressément un « crime du droit des gens que le monde civilisé condamne »⁷⁹, et dont la répression sera organisée peu après⁸⁰.

Bien que la dénomination de « crime contre l'humanité » puisse sembler trompeuse en ce qu'elle ne couvre pas tous les types d'atteintes aux intérêts de l'humanité⁸¹, elle fait ressortir les préoccupations fondamentales à son endroit, à savoir celles qui concernent son intégrité mais aussi sa dignité.

2.2. La protection des droits de l'homme

La *Déclaration universelle des droits de l'homme*⁸² de 1948 contribuera elle aussi à promouvoir le concept d'humanité, cette fois indépendamment d'un contexte de guerre ou de crimes⁸³ mais toujours dans une optique de préservation de la paix⁸⁴, « la méconnaissance et le mépris des droits de l'homme » étant identifiés comme la circonstance ayant permis la survenance d'actes de barbarie⁸⁵. Ainsi, elle fait référence à la « famille humaine »⁸⁶ et a recours à un usage abondant de l'expression « être humain »⁸⁷. Les droits de l'homme, comme la protection de son insaisissable humanité, sont largement orientés vers le concept de la dignité⁸⁸. Certains ont vu dans cet outil faisant la promotion de valeurs universelles⁸⁹

⁷⁸ Préambule de la *Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide*, 9 décembre 1948, en ligne : Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme <<http://www2.ohchr.org/french/law/genocide.htm>> [*Convention génocide*].

⁷⁹ *Ibid.* à son art. 1.

⁸⁰ *Ibid.*

⁸¹ Le Bris, *supra* note 3 à la p. 281.

⁸² 10 décembre 1948, en ligne : Organisation des Nations Unies <<http://www.un.org/fr/documents/udhr/index2.shtml>> [*Déclaration des droits de l'homme*].

⁸³ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 21.

⁸⁴ Préambule de la *Déclaration des droits de l'homme*, *supra* note 82.

⁸⁵ *Ibid.*

⁸⁶ *Ibid.*

⁸⁷ *Ibid.* et art. 1.

⁸⁸ *Ibid.* Il est mentionné à deux endroits au préambule, puis aux art. 1, 22 et 23.

⁸⁹ Alexandre Kiss, « Réflexions sur l'intérêt général de l'humanité » dans Renato Zerbini Ribeiro Leão, Andrew Drzemczewski et als., dir., *Os rumos do direito internacional dos direitos humanos : ensaios em homenagem ao professor Antônio Augusto Cançado Trindade*, vol. 1, Porto Allegre, Fabris, 2005, 79 à la p. 86 [Kiss, « Réflexions »].

l'émergence d'un *ius gentium* des droits de l'homme⁹⁰ ou la réitération de l'héritage humaniste des Lumières⁹¹ par son « inspiration toute jusnaturaliste »⁹². Bref, le rappel à l'État-nation de l'existence d'un ordre descendant qui, s'il n'a pas été auparavant l'objet du droit international, ne le précède pas moins⁹³ puisqu'il procède de la reconnaissance de l'antériorité de l'humanité sur toute formation politique⁹⁴.

La situation est autrement complexe. Le « nous, peuples des Nations unies » coiffant la *Charte*⁹⁵ de 1945 ne sonnera pas le glas d'un ordre international résolument interétatique. Au contraire, cette dernière réaffirmera avec plus de force la segmentation territoriale⁹⁶ en consacrant juridiquement la souveraineté étatique⁹⁷, une souveraineté qui, au surplus, ne souffre pas l'ingérence⁹⁸. L'humanité, les nations, les peuples et les individus s'effaceront derrière les « États-membres » de l'organisation⁹⁹ et, partant, de la scène internationale.

3. La solidarité humaine comme instrument du développement

L'inscription de l'humanité dans les instruments internationaux s'est néanmoins poursuivie¹⁰⁰ avec la notion de patrimoine commun de l'humanité, qui a opéré un nouveau glissement de la souveraineté à la solidarité¹⁰¹. Une notion inventée et réinventée¹⁰² dont la

⁹⁰ Martens, « Conférence », *supra* note 55.

⁹¹ Massimo Iovane, « The Universality of Human Rights and the International Protection of Cultural Diversity : Some Theoretical and Practical Considerations » (2007) 14 International Journal on Minority and Group Rights 231 à la p. 231 [Iovane].

⁹² Lejbowicz, *supra* note 7 à la p. 335.

⁹³ L'UNESCO mentionne the « antiquity and broad acceptance » des droits de l'homme malgré une prise en compte tardive par le droit international dans *The Grounds of an International Declaration of Human Rights (Report of the UNESCO Committee of the Philosophic Principles of the Rights of Man to the Commission on Human Rights of the United Nations)*, Doc. Off. UNESCO, 1947, en ligne : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture <<http://unesdoc.unesco.org/images/0012/001243/124350eb.pdf>> [UNESCO « Grounds Human Rights »].

⁹⁴ Lejbowicz, *supra* note 7 à la p. 335.

⁹⁵ *Charte NU*, *supra* note 9, à son préambule.

⁹⁶ Duplessis, « Communauté internationale », *supra* note 28.

⁹⁷ Art. 2 (1) *Charte NU*, *supra* note 9.

⁹⁸ *Ibid.* à son art. 2 (7).

⁹⁹ Lejbowicz, *supra* note 7 à la p. 323.

¹⁰⁰ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 22.

¹⁰¹ Selon Jean-Robert Henry, « L'imaginaire juridique d'une société mutante », dans Centre de recherche et d'études sur les sociétés méditerranéennes, *La formation des normes en droit international du développement*, Paris, éd. CNRS, 1984 aux p. 29 à 51, tel que rapporté dans *ibid.* à la p. 518.

difficulté à en dégager une articulation juridique claire¹⁰³ relève en bonne partie de son caractère multidisciplinaire¹⁰⁴ : il n'existe pas *un* patrimoine commun de l'humanité mais plutôt *des* patrimoines¹⁰⁵, multiples et parcellaires¹⁰⁶.

Ainsi, l'espace est appréhendé comme patrimoine commun à toute l'humanité dès 1952¹⁰⁷, ce qui a abouti à la reconnaissance de l'espace extra-atmosphérique, de la Lune et des corps célestes comme « apanage de l'humanité » dans le *Traité sur l'espace*¹⁰⁸ de 1967. La culture reçoit également cette appellation lorsque la *Convention de la Haye sur les biens culturels*¹⁰⁹ de 1954 atteste d'un « patrimoine culturel de l'humanité entière »¹¹⁰ à protéger en temps de guerre¹¹¹. On étendra par la suite la protection de la culture en temps de paix avec la *Déclaration des principes de la coopération culturelle internationale*¹¹² de 1966 et la *Convention concernant la protection du patrimoine mondial*¹¹³ de 1972. Dans une moindre mesure, le *Traité sur l'Antarctique* de 1959 évoque l'humanité à son préambule¹¹⁴.

¹⁰² Mohamed Bedjaoui, « Des œuvres de l'esprit d'intérêt universel comme patrimoine commun de l'humanité » dans Karel Vasak, dir., *Amicorum liber : les droits de l'homme à l'aube du XXI^e siècle*, Bruxelles, Bruylant, 1999, 951 à la p. 960 [Bedjaoui, « Œuvres de l'esprit »].

¹⁰³ Michael W. Lodge, « The Common Heritage of Mankind » (2012) 27 *The International Journal of Marine and Coastal Law* 733 à la p. 734 [Lodge].

¹⁰⁴ Baslar, *supra* note 16 à la p. xxv.

¹⁰⁵ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 483.

¹⁰⁶ Lejbowicz, *supra* note 7 à la p. 167.

¹⁰⁷ Selon une proposition argentine, voir Aldo Armando Cocca, « The Law of Mankind : Ius Inter Gentes Again » 1993 12 *Ann. dr. marit. & aéro.-spat.* 507 aux pp. 520 à 521.

¹⁰⁸ Art. 4 du *Traité sur les principes régissant les activités en matière d'exploration et de l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes*, 27 janvier 1967, 610 R.T.N.U. 220 et en ligne : Organisation des Nations Unies <<http://treaties.un.org/doc/Publication/UNTS/Volume%20610/volume-610-I-8843-French.pdf>> [*Traité sur l'espace*].

¹⁰⁹ *Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflits armés*, 14 mai 1954, en ligne : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture <http://portal.unesco.org/fr/ev.php-URL_ID=13637&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html> [*Convention des biens culturels*].

¹¹⁰ *Ibid.* à son préambule.

¹¹¹ *Ibid.*

¹¹² *Déclaration des principes de la coopération culturelle internationale*, 4 novembre 1966, en ligne : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture <http://portal.unesco.org/fr/ev.php-URL_ID=13147&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html> [*Déclaration de la coopération culturelle*].

¹¹³ *Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel*, 16 novembre 1972, en ligne : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture <http://portal.unesco.org/fr/ev.php-URL_ID=13055&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html> [*Convention du patrimoine mondial*].

¹¹⁴ *Traité sur l'Antarctique*, 1^{er} décembre 1959, en ligne : Secrétariat du Traité sur l'Antarctique <http://www.ats.aq/documents/ats/treaty_original.pdf> [*Traité sur l'Antarctique*].

La mer sera pour sa part envisagée très tôt comme un patrimoine commun, Albert Lapradelle avançant dès 1898 que « la mer est susceptible de former la propriété d'une personne morale que serait la société internationale des États »¹¹⁵, mais elle ne sera réellement identifiée comme un « héritage commun de toute l'humanité »¹¹⁶ qu'en 1958 par le président de la première Conférence de Genève sur le droit de la mer¹¹⁷. Ses grands fonds marins se verront graduellement attribuer le statut de patrimoine commun, d'abord par un discours du président américain en 1966¹¹⁸ mais, surtout, suite à l'intervention de Arvid Pardo, représentant de la délégation de Malte aux Nations Unies¹¹⁹, qui fit valoir devant l'Assemblée générale le 1^{er} novembre 1967 que le sol et le sous-sol de la mer pourraient être soumis à une gestion internationale en tant qu'héritage commun de l'humanité afin d'éviter qu'ils ne deviennent l'objet, en raison de leur importance économique, de conflits entre les puissances¹²⁰. Sa proposition donna lieu à de nombreuses résolutions¹²¹ puis à la *Déclaration*

¹¹⁵ Albert Geouffre de Lapradelle, « Le droit de l'État sur la mer territoriale » (1898) R.G.D.I.P. 275 à la p. 283. Quoique, en d'autres termes, la liberté des mers ait été prônée par Grotius en 1609 dans son ouvrage *Mare Liberum*.

¹¹⁶ Par le Prince Wan Waithayakorn de Thaïlande, à la première séance plénière de la Conférence de Genève, le 24 février 1958, tel que rapporté par Sompong Sucharitkul, « Évolution continue d'une notion nouvelle : le patrimoine commun de l'humanité » dans Y. Dinstein et M. Tabory, *International Law at a Time of Perplexity*, Essays in Honor of Shabtai Rosenne, Boston, Nijhoff, 1989, 887 à la p. 897 [Sucharitkul, « Évolution »].

¹¹⁷ Cette conférence donnera lieu à la *Convention sur le plateau continental*, 29 avril 1958, en ligne : Organisation des Nations Unies <http://untreaty.un.org/ilc/texts/instruments/francais/traites/8_1_1958_plateau_continental_francais.pdf> fixant à son art. 1 le critère de l'exploitabilité comme limite aux revendications nationales sur le plateau continental [*Convention sur le plateau continental*]. Voir également Jean-Paul Pancraccio, *Droit international des espaces : air, mer, fleuves, terre, cosmos*, Paris, A. Colin, 1997 aux pp. 154 et 155 [Pancraccio].

¹¹⁸ Les propos tenus par Lyndon Johnson furent les suivants : « Nous devons veiller à ce que le lit des mers et des océans devienne et demeure un patrimoine commun de l'humanité », tel que cités dans André Oraison, « Réflexions générales sur le concept de "patrimoine commun de l'humanité" en droit international de la mer » (2005) 83 R.D.I.S.D.P. 249 à la p. 257 [Oraison].

¹¹⁹ Arvid Pardo sera ainsi, et le restera toute sa vie, une figure de proue de la réforme du droit de la mer. Il demeurera critique de l'interprétation du patrimoine commun retenue pour les grands fonds marins jusqu'à son décès en 1999.

¹²⁰ Pancraccio, *supra* note 117 à la p. 202.

¹²¹ *Examen de la question de l'affectation à des fins exclusivement pacifiques du lit des mers et des océans ainsi que de leur sous-sol, en haute mer, au-delà des limites de la juridiction nationale actuelle, et de l'exploitation de leurs ressources dans l'intérêt de l'humanité*, Rés. AG 2340 (XXII), Doc. Off. AG NU, 22^e session (1967), en ligne : Organisation des Nations Unies <[http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/2340\(XXII\)&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/2340(XXII)&Lang=F)>, *Question de l'affectation à des fins exclusivement pacifiques du fond des mers et des océans ainsi que de leur sous-sol, en haute-mer, au delà des limites de la juridiction nationale actuelle et exploitation de leurs ressources dans l'intérêt de l'humanité*, Rés. AG 2467 (XXIII), Doc. Off. AG NU, 23^e session (1968), en ligne : Organisation des Nations Unies <[http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/2467\(XXIII\)&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/2467(XXIII)&Lang=F)>, *Question de l'affectation à des fins exclusivement pacifiques du fond des mers et des océans ainsi que de leur sous-sol, en haute-mer, au delà des limites de la juridiction nationale actuelle et exploitation de leurs ressources dans*

sur les fonds marins¹²² de 1970 et, finalement, à la *Convention des Nations unies sur le droit de la mer*¹²³ de 1982 qui fait définitivement des fonds marins et de leur sous-sol au-delà des limites de la juridiction nationale¹²⁴ (qu'elle désigne comme « la Zone »¹²⁵) le patrimoine commun de l'humanité¹²⁶.

L'absence d'une reconnaissance claire des droits de l'humanité en droit international a cependant donné lieu à une nette tendance à se ruer sur le concept de patrimoine commun pour y mettre tout ce qui est en rapport avec elle¹²⁷, les appels au concept sont donc aussi variés que difficilement répertoriables¹²⁸ et ne font pas l'objet d'un consensus¹²⁹. Le patrimoine commun étant pour une large part issu d'une stratégie des pays en voie de développement visant à empêcher les pays plus développés de s'accaparer les ressources du globe et les nouveaux espaces¹³⁰ sur un fond de lutte économique farouche¹³¹, il devient aussi pertinent de se questionner sur le contenu de la notion que sur ses visées.

l'intérêt de l'humanité, Rés. AG 2574 (XXIV), Doc. Off. AG NU, 24^e session (1969), en ligne : Organisation des Nations Unies <[http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/2574\(XXIV\)&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/2574(XXIV)&Lang=F)>, *Affectation à des fins exclusivement pacifiques du fond des mers et des océans ainsi que de leur sous-sol, en haute-mer, au delà des limites de la juridiction nationale actuelle et exploitation de leurs ressources dans l'intérêt de l'humanité, et convocation d'une conférence sur le droit de la mer*, Rés. AG 2750 (XXV), Doc. Off. AG NU, 25^e session (1970), en ligne : Organisation des Nations Unies <[http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/2750\(XXV\)&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/2750(XXV)&Lang=F)> et *Affectation à des fins exclusivement pacifiques du fond des mers et des océans ainsi que de leur sous-sol, en haute-mer, au delà des limites de la juridiction nationale actuelle et exploitation de leurs ressources dans l'intérêt de l'humanité, et convocation d'une conférence sur le droit de la mer*, Rés. AG 2881 (XXVI), Doc. Off. AG NU, 26^e session (1971), en ligne : Organisation des Nations Unies <[http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/2881\(XXVI\)&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/2881(XXVI)&Lang=F)>.

¹²² Art. 1 de la *Déclaration des principes régissant le fond des mers et des océans, ainsi que leur sous-sol, au-delà des limites de la juridiction nationale*, Rés. AG 2749 (XXV), Doc. Off. AG NU, 25^e session (1970), en ligne : Organisation des Nations Unies <<http://daccess-dds-ny.un.org/doc/RESOLUTION/GEN/NR0/787/12/IMG/NR078712.pdf?OpenElement>>.

¹²³ *Convention des Nations Unies sur le droit de la mer*, 10 décembre 1982, en ligne : Organisation des Nations Unies <<http://www.un.org/french/law/los/unclos/closindx.htm>> [CNUDM].

¹²⁴ Toujours fixées aux limites du plateau continental mais selon les critères moins arbitraires de l'art. 76 de la CNUDM, *ibid.*

¹²⁵ Appellation apparemment reçue dès les premiers travaux du Comité des fonds marins selon Pancraccio, *supra* note 117 à la p. 203.

¹²⁶ CNUDM, *supra* note 123 à ses art. 136 et 137, renforcés par l'art. 311.

¹²⁷ Le Bris, *supra* note 3 à la p. 356.

¹²⁸ Une tâche insurmontable pour emprunter les propos de Baslar, *supra* note 16 à la p. xxv.

¹²⁹ *Ibid.* à la p. 110.

¹³⁰ R.J. Dupuy, « Conclusions of the Workshop » dans *L'avenir du droit international dans un monde multiculturel. Colloque de l'Académie de droit international de La Haye tenu du 17 au 19 novembre 1983 à La Haye*, Boston, Nijhoff, 1984 à la p. 481 [Dupuy, « Conclusions »].

¹³¹ Auteur inconnu, *supra* note 69 à la p. 14.

3.1. Le patrimoine commun de l'humanité

Du point de vue de ses objectifs, le patrimoine commun de l'humanité cherche à soustraire des espaces ou des biens à la souveraineté étatique afin d'organiser leur gestion commune et durable¹³². La déclaration d'un espace ou d'une ressource à titre de patrimoine commun de l'humanité ne crée toutefois pas, en soi, les conditions nécessaires à la consolidation de ce statut¹³³. La mention, dans un instrument, des critères y donnant ouverture est donc essentielle et, au surplus, leur respect subséquent est nécessaire à la conservation du statut de patrimoine commun¹³⁴. Cependant, les éléments constitutifs du patrimoine commun de l'humanité sont controversés¹³⁵ et ont largement été abandonnés au débat doctrinal¹³⁶. Arvid Pardo est le premier ayant procédé à l'identification des composantes juridiques du patrimoine commun de l'humanité et on lui reconnaît à ce motif, malgré l'antériorité de la mention de la notion dans des domaines autres que celui du droit de la mer, la paternité du concept¹³⁷. Il a identifié cinq critères, qui, sans faire l'unanimité, sont les plus couramment repris, à savoir : la non-appropriation, la présence d'un régime international, le partage des bénéfices, l'usage pacifique et la prise en considération des générations futures¹³⁸.

Le critère de la non-appropriation s'entend généralement comme l'absence de discrimination dans l'accès à l'espace ou à la ressource¹³⁹. Il exclut bien évidemment l'appropriation nationale par proclamation de souveraineté¹⁴⁰ puisque, au plan des principes, la

¹³² Jean-Marc Lavieille, *Droit international de l'environnement*, 2^e éd., Paris, Ellipses, 1998 à la p. 20.

¹³³ Sylvie Paquerot, « Les exigences de l'État de droit dans le concept de patrimoine commun de l'humanité : réflexion autour de la mise en représentation de la légitimité au plan international » dans Daniel Mockel, dir., *Mondialisation et État de droit*, Bruxelles, Bruylant, 2002, 321 à la p. 325 [Paquerot, « Les exigences »].

¹³⁴ Pierre-François Mercure, « La proposition d'un modèle de gestion intégrée des ressources naturelles communes de l'humanité » (1998) 36 Can. Y.B. Int'l Law 41 aux pp. 47 à 49 [Mercure, « Modèle de gestion »].

¹³⁵ Umberto Leanza, « De la souveraineté à la coopération : l'émergence d'intérêts collectifs » dans Aristotle Constantinides, Nikos Zaicos, dir., *Essays in Honor of Professor Kalliopi K. Koufa*, Boston, Martinus Nijhoff Publishers, 2009, 609 à la p. 610 [Leanza].

¹³⁶ John E. Noyes, « The Common Heritage of Mankind : Past, Present, and Future » (2011) 40 Denver Journal of International Law and Policy 447 à la p. 559 [Noyes].

¹³⁷ Baslar, *supra* note 16 à la p. 81.

¹³⁸ *Ibid.*

¹³⁹ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 511.

¹⁴⁰ *Ibid.* à la p. 449.

non-appropriation cherche à réconcilier les peuples dans une propriété commune¹⁴¹ dénuée de toute exclusivité¹⁴². Le patrimoine commun s'apparente donc davantage au régime de la *res communis*, chose commune à tous et ne pouvant appartenir à personne¹⁴³, qu'à celui de la *res nullius*, chose sans maître susceptible d'appropriation¹⁴⁴ par la découverte et l'occupation¹⁴⁵, qui est marqué par « l'inertie d'un droit qui ne s'en préoccup[e] pas »¹⁴⁶. Le patrimoine commun appartient donc à toute l'humanité¹⁴⁷ et n'est pas sujet à l'appropriation, ce qui est exprimé clairement dans le cas des grands fonds marins où « aucun exercice de souveraineté ou de droits souverains ni aucun acte d'appropriation n'est reconnu »¹⁴⁸ et dans celui de l'espace extra-atmosphérique et de la Lune qui « ne peu[ven]t faire l'objet d'appropriation nationale par proclamation de souveraineté, ni par voie d'utilisation ou d'occupation, ni par aucun autre moyen »¹⁴⁹. Sont exclues d'emblée par ce critère l'Antarctique et la culture, dont les instruments réaffirment les souverainetés territoriales¹⁵⁰.

L'exigence de la mise en place d'un régime international, second critère, découle de manière indispensable de la non-appropriation puisqu'il s'agit de placer concrètement le territoire ou les ressources à l'abri des « appétits étatiques »¹⁵¹ en organisant sa gestion prudente dans un intérêt commun¹⁵². Cette gestion rationnelle par une autorité reconnue sur le

¹⁴¹ René-Jean Dupuy, « Conclusions à la lumière de la notion d'humanité », dans Académie de droit de La Haye, *Le règlement des différends sur les nouvelles ressources naturelles*, The Hague/Boston, Martinus Nijhoff, 1983 aux pp. 465 à 475 tel que reproduit dans Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 495.

¹⁴² Robert A. Goldwin, « Le droit de la mer : sens commun contre "patrimoine commun" », (1985) 89 RGDIP 719 à la p. 719.

¹⁴³ Sucharitul, « Évolution », *supra* note 116 à la p. 890.

¹⁴⁴ Bradley Larschan et Bonnie C. Brennan, « The Common Heritage of Mankind Principle in International Law » (1982-1983) 21 Columbia Journal of Transnational Law 305 à la p. 312.

¹⁴⁵ *Ibid.*

¹⁴⁶ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 494.

¹⁴⁷ Sucharitul, « Évolution », *supra* note 116 à la p. 890.

¹⁴⁸ Art. 137 de la CNUDM, *supra* note 123.

¹⁴⁹ D'après les formules identiques du *Traité sur l'espace*, *supra* note 108 à son art. 2 et l'art. 11 de l'*Accord régissant les activités des États sur la Lune et les autres corps célestes*, 5 décembre 1979, 1363 R.T.N.U. 29 et en ligne : Organisation des Nations Unies <<http://treaties.un.org/doc/publication/UNTS/Volume%201363/v1363.pdf>> [*Accord sur la Lune*].

¹⁵⁰ Art. 4 du *Traité sur l'Antarctique*, *supra* note 114, art. 22 (3) de la *Convention des biens culturels*, *supra* note 109, préambule de la *Convention sur la coopération culturelle*, *supra* note 112 et art. 6 de la *Convention du patrimoine mondial*, *supra* note 113.

¹⁵¹ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 485.

¹⁵² *Ibid.* à la p. 487.

plan international¹⁵³ cherche à tempérer les concurrences de manière à garantir la paix et la stabilité des relations internationales¹⁵⁴. Seuls les grands fonds marins et la Lune sont destinés à une gestion internationale et centralisée, respectivement par la création de l'Autorité internationale des fonds marins¹⁵⁵ et par l'engagement, conditionnel toutefois, d'instaurer un régime d'exploitation de ressources naturelles lorsque la Lune « sera sur le point de devenir possible »¹⁵⁶, ce qui n'apparaît pas d'ailleurs « technologiquement probable dans un avenir rapproché »¹⁵⁷.

Le partage des bénéfices est quant à lui le critère qui distingue véritablement le patrimoine commun de l'humanité des concepts qui peuvent lui être apparentés. Par lui, le patrimoine commun dépasse la *res communis*¹⁵⁸ ou tout régime d'internationalisation basé sur la liberté d'utilisation et d'exploitation, tel que celui ayant cours en haute mer¹⁵⁹ puisque, dans les deux cas, l'utilisation et l'exploitation se réalisent dans l'avantage exclusif de l'État qui les met en œuvre¹⁶⁰. Ce partage se veut non-discriminatoire¹⁶¹ et équitable puisqu'il dépasse les intérêts strictement étatiques¹⁶². Encore une fois, seuls les fonds marins et la Lune laissent entrevoir cette possibilité, les premiers, de manière fort détaillée, dans la *Convention des Nations Unies sur le droit de la mer*¹⁶³ et la seconde, de manière succincte, dans l'*Accord sur la Lune*¹⁶⁴.

L'usage pacifique, pour sa part, est imposé dans tous les cas susceptibles de constituer un patrimoine commun de l'humanité. L'utilisation de la Zone des grands fonds marins ne

¹⁵³ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 502.

¹⁵⁴ *Ibid.* à la p. 511.

¹⁵⁵ Art. 156 et s. de la *CNUDM*, *supra* note 123.

¹⁵⁶ Art. 11 (5) de l'*Accord sur la Lune*, *supra* note 149.

¹⁵⁷ Dominique Gaurier, « La permanence d'un mythe : patrimoine commun des pauvres ou patrimoine commun de l'humanité? » (1991) 11 Ann. dr. marit. & aéro.-spat. 61 à la p. 87 [Gaurier].

¹⁵⁸ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 494.

¹⁵⁹ Martian I. Niciu, « Le patrimoine commun de l'humanité en droit international maritime et en droit spatial » (1995) 13 Ann. dr. marit. & aéro. spat. 9 à la p. 16 [Niciu].

¹⁶⁰ Leanza, *supra* note 135 à la p. 610.

¹⁶¹ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 511.

¹⁶² *Ibid.* à la p. 518.

¹⁶³ Art. 140 de la *CNUDM*, *supra* note 123.

¹⁶⁴ Art. 11 (7) de l'*Accord sur la Lune*, *supra* note 149.

peut l'être qu' « à des fins exclusivement pacifiques »¹⁶⁵, tout comme celle de la Lune où de nombreuses limitations sont explicitées¹⁶⁶ et qui ne doit pas « servir d'arène à des conflits internationaux »¹⁶⁷. Les activités dans l'espace extra-atmosphérique¹⁶⁸ et l'Antarctique¹⁶⁹ doivent également être menées à des fins pacifiques. La culture, qui ne s'appréhende pas comme un espace, comprend tout de même un objectif de coopération pacifique¹⁷⁰ et appelle à un statut de protection particulier en cas de conflit¹⁷¹.

La prise en considération des générations futures est elle aussi un point de convergence en matière de patrimoine commun. Parfois subtile, il est généralement entendu qu'elle s'infère des références à « l'humanité tout entière »¹⁷², qui a un caractère transtemporel, ou du souci d'une gestion rationnelle¹⁷³. Elle est affirmée avec force dans le cas de la Lune où « il est dûment tenu compte des intérêts de la génération actuelle et des générations futures »¹⁷⁴ et, surtout, dans le cas de la culture¹⁷⁵ qui, de par sa nature, traite de la « transmission aux générations futures »¹⁷⁶.

Les conclusions de ce rapide examen sont décevantes. Seuls les grands fonds marins et la Lune semblent pouvoir se définir à titre de patrimoine commun de l'humanité. Et encore, la Lune fait surtout des sceptiques, avec son régime international dont la mise en œuvre reste hypothétique et qui n'est appuyé, en somme, que par la ratification de quelques États¹⁷⁷. Reste

¹⁶⁵ Art. 141 de la *CNUDM*, *supra* note 123.

¹⁶⁶ Art. 3 de l'*Accord sur la Lune*, *supra* note 149.

¹⁶⁷ *Ibid.* à son préambule,

¹⁶⁸ Préambule et art. 4 du *Traité sur l'espace*, *supra* note 108.

¹⁶⁹ Préambule et art. 1 du *Traité sur l'Antarctique*, *supra* note 114. Réitéré dans *Question of Antarctica*, Rés. AG 3877 (XXXVIII), Doc. Off. AG NU, 38e session (1983), en ligne : Organisation mondiale des Nations Unies <http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/38/77&Lang=E&Area=RESOLUTION>.

¹⁷⁰ Préambule de la *Déclaration sur la coopération culturelle*, *supra* note 112.

¹⁷¹ Préambule de la *Convention des biens culturels*, *supra* note 109.

¹⁷² Art. 140 de la *CNUDM*, *supra* note 123, art. 1 du *Traité sur l'espace*, *supra* note 108, préambule du *Traité sur l'Antarctique*, *supra* note 114 et préambule de la *Convention des biens culturels*, *ibid.*

¹⁷³ Voir Bartha Maria Knoppers, *Dignité humaine et patrimoine génétique*, Ottawa, Commission de réforme du droit du Canada, 1991, à la p. 20.

¹⁷⁴ Art. 4 de l'*Accord sur la Lune*, *supra* note 149.

¹⁷⁵ Art. 10 de la *Déclaration de la coopération culturelle*, *supra* note 112.

¹⁷⁶ Art. 4 de la *Convention du patrimoine mondial*, *supra* note 113.

¹⁷⁷ Quinze États seulement, pour être plus précis, l'ont ratifié. Aucun membre du Conseil de sécurité de l'ONU ne l'a fait, voir « État des traités – Accord régissant les activités des États sur la Lune et les autres corps célestes »,

donc seulement les grands fonds marins qui rassemblent tous les critères nécessaires à l'obtention du statut de patrimoine commun de l'humanité¹⁷⁸. Ceci ne doit d'ailleurs pas surprendre puisque la doctrine mesure bien souvent, par sophisme, les attributs du patrimoine commun à l'aune des dispositions de la partie XI de la *Convention des Nations Unies sur le droit de la mer*¹⁷⁹, seule victoire répertoriée de l'institution d'un patrimoine commun. Et, c'est aussi là où le bât blesse, puisque la partie XI de la *Convention* a été remplacée, en 1994, par l'*Accord de New York*¹⁸⁰, qui en altère substantiellement le contenu. Les attributs du patrimoine commun de l'humanité ont-ils seulement résisté à cette relecture?

3.2. La désillusion des grands fonds marins ou la fin du patrimoine commun

Le régime d'exploitation minière prévu à la partie XI a éveillé un antagonisme profond dès lors que se sont opposées la vision des pays industrialisés, qui souhaitaient le maintien du *statu quo* de la liberté des mers, et celle de l'ensemble des autres États, en voie de développement pour la plupart, qui tenaient un discours de protection du patrimoine commun de l'humanité¹⁸¹. Les premiers, en prônant le libre accès, considéraient que les fonds marins au-delà des juridictions nationales devaient être disponibles à l'utilisation par toutes les nations mais que le fait qu'un État donné puisse s'en prévaloir ou non n'était pas pertinent¹⁸². Les seconds, tenant quant à eux à un accès plus équitable, prônaient la mise en commun et y voyaient une propriété commune et indivisible de l'humanité ne pouvant être utilisée que pour le bénéfice de cette dernière¹⁸³.

en ligne : Organisation des Nations Unies
http://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=IND&mtdsg_no=XXIV-2&chapter=24&lang=fr.

¹⁷⁸ Leanza, *supra* note 135 à la p. 611.

¹⁷⁹ Tullio Treves, « Judicial Action for the Common Heritage » dans Holger Hestermeyer et al., dir., *Law of The Sea in Dialogue*, Berlin, Springer Berlin Heidelberg, 2010, 113 à la p. 114 [Treves, « Judicial »].

¹⁸⁰ *Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982*, 28 juillet 1994, en ligne : Organisation des Nations Unies
<http://treaties.un.org/doc/publication/UNTS/Volume%201836/v1836.pdf> [Accord de New York].

¹⁸¹ Said Mahmoudi, *The Law of Deep Sea-Bed Mining : a Study of the Progressive Development of International Law Concerning the Management of Polymetallic Nodules of the Deep Seabed*, Stockholm, Almquist et Wiksell International, 1987 à la p. 20 [Mahmoudi, « Deep Sea-bed Mining »].

¹⁸² *Ibid.* aux pp. 21 à 22.

¹⁸³ *Ibid.*

Or, lors de la Troisième conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, débutant en 1973, les pays industrialisés se retrouvèrent en position d'infériorité numérique face aux pays en voie de développement rassemblés sous la coalition du *Groupe des 77*¹⁸⁴ et, assaillis de toutes parts, ne purent faire valoir leur point de vue. Il en découla que l'on retint ultimement celui de la majorité et que l'on décida par la suite de créer une institution internationale chargée de gérer ce patrimoine commun, l'Autorité. Toujours à l'encontre des puissances maritimes déjà réticentes qui la souhaitaient modelée selon leur conception traditionnelle de l'organisation internationale (dépourvue de véritables pouvoirs autonomes et chargée essentiellement de la délivrance de permis d'exploitation, bref qui ménagerait leur liberté d'accès¹⁸⁵), on la conçut comme une organisation aux pouvoirs très étendus, au sein de laquelle chaque État disposerait d'une voix et qui serait habiletée à exploiter directement la Zone¹⁸⁶. De plus, le *Groupe des 77* parvint à imposer une vision du patrimoine commun comprenant un partage systématique des bénéfices de l'exploitation des ressources de la Zone, ce qui acheva de les faire renâcler. Aussi, devant le régime ultimement négocié pour la partie XI, la plupart des États développés refusèrent tout simplement de ratifier la *Convention* telle que rédigée en 1982¹⁸⁷ et issue de neuf années de négociation¹⁸⁸.

Les pays en voie de développement réalisèrent alors que l'absence des pays développés comme parties à la *Convention*¹⁸⁹ anéantissait tout espoir d'un régime juridique viable¹⁹⁰. Par ailleurs, une participation non-universelle était difficilement tolérable considérant que les

¹⁸⁴ Fondé en 1964 par soixante-dix-sept États déterminés à faire front commun à l'Assemblée générale sur des questions économiques, *Joint Declaration of the Seventy-seven Developing Countries Made at the Conclusion of the United Nations on Trade and Development*, 15 juin 1964, en ligne : Le Groupe des 77 à l'ONU <<http://www.g77.org/doc/Joint%20Declaration.html>>. Pour plus de détails voir « About the Group of 77 », en ligne : Le Groupe des 77 à l'ONU <[77.org](http://www.g77.org)>.

¹⁸⁵ Jean-Pierre Beurrier, *Droit maritime*, Paris, Dalloz, 2006 à la p. 125.

¹⁸⁶ Laurent Lucchini et Michel Voelckel, *Droit de la mer*, Paris, Éditions A. Pedone, 1996 à la p. 302 [Lucchini].

¹⁸⁷ Philippe Vincent, *Droit de la mer*, Bruxelles, Larcier, 2008 à la p. 143 [Vincent].

¹⁸⁸ Jean-Pierre Lévy, *Le destin de l'Autorité internationale des grands fonds marins*, Paris, Éditions A. Pedone, 2002 à la p. 15 [Lévy] et Lodge, *supra* note 103 à la p. 736.

¹⁸⁹ Et notamment l'opposition des États-Unis, du Royaume-Uni et de la République d'Allemagne, constituant à eux trois plus du tiers du budget des Nations Unies en 1989. Voir Markus G. Schmidt, *Common Heritage or Common Burden? : The United States Position on the Development of a Regime for Deep Sea-Bed Mining in the Law of the Sea Convention*, New York, Oxford University Press, 1989 à la p. 307 [Schmidt].

¹⁹⁰ Lévy, *supra* note 188 aux pp. 123 à 124.

dispositions de la *Convention* étaient censées concerner l'humanité¹⁹¹. Seul l'amendement de la partie XI de la *Convention*, avant même l'entrée en vigueur de cette dernière, pouvait dénouer l'impasse et c'est ce qui fut entrepris par le biais d'une résolution des Nations Unies à laquelle fut annexé le paradoxalement nommé¹⁹² *Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention*¹⁹³ qui visait à en remplacer totalement le contenu. C'est seulement avec l'*Accord*, qui forme maintenant avec la partie XI un seul et même instrument tout en prévalant sur cette dernière en cas d'incompatibilité¹⁹⁴, que la *Convention* put finalement entrer en vigueur le 16 novembre 1994¹⁹⁵. Ce revirement s'explique également largement par un changement de contexte économique, les années quatre-vingt dix ayant étant marquées par un néolibéralisme qui laissait peu de place à des revendications reliées au nouvel ordre économique international promu précédemment et dans lequel la désignation des fonds marins à titre de patrimoine commun s'inscrivait¹⁹⁶.

L'*Accord*, s'il reconnaît toujours les grands fonds marins comme patrimoine commun de l'humanité¹⁹⁷, vide de toute substance la quasi-totalité des dispositions de la *Convention* relatives à la Zone¹⁹⁸. Le partage équitable des bénéfices y est converti en « conditions de gestion optimales favorisant l'investissement et l'innovation propres à assurer la création de plus de richesses »¹⁹⁹ alors que la participation égalitaire²⁰⁰ à la gestion y est ramenée à une gestion efficace (par des processus décisionnels axés sur le consensus²⁰¹ plutôt que sur les

¹⁹¹ Normand Lemyre, *Les aspects juridiques de l'internationalisation des grands fonds marins*, mémoire de maîtrise en droit, Université de Montréal, 1980 [non publié] aux pp. 597 et 606.

¹⁹² Oraison, *supra* note 118 à la p. 265.

¹⁹³ *Accord de New York*, *supra* note 180.

¹⁹⁴ *Ibid.* à son art. 2.

¹⁹⁵ Lévy, *supra* note 188 aux pp. 136 à 137.

¹⁹⁶ Voir la partie 3.3. du Chapitre 1, *ci-dessous*, pour l'approfondissement de ce contexte.

¹⁹⁷ Préambule de l'*Accord de New York*, *supra* note 180.

¹⁹⁸ Vincent, *supra* note 187 à la p. 155.

¹⁹⁹ Sylvie Paquerot, *Le statut des ressources vitales en droit international : essai sur le concept de patrimoine commun de l'humanité*, Bruxelles, Bruylant, 2002 à la p. 336 [Paquerot, « Ressources vitales »].

²⁰⁰ Paquerot, « Les exigences », *supra* note 133 à la p. 324.

²⁰¹ Voir la section 3, par. 2 de l'*Accord de New York*, *supra* note 180 ainsi que la création de chambres dont la composition avantage les pays développés en l'absence de consensus à la section 3 par. 8. On peut penser aussi à la Commission des finances, prévue à l'art. 162 (2) y) de la CNUDM, *supra* note 123 dont la nouvelle répartition des sièges, en vertu de l'annexe 9 par. 3 de l'*Accord de New York*, *ibid.*, octroie un véritable veto aux pays industrialisés. Voir également : Oraison, *supra* note 118 aux pp. 268 à 269, Paquerot, « Les exigences », *supra* note 133 à la p. 339, Josette Beer-Gabel, « L'exploitation du fonds des mers dans l'intérêt de l'humanité :

principes du « un État, un vote »²⁰² et de la majorité²⁰³), recréant une « aristocratie conventionnelle » comparable à celle qui a été établie en Antarctique en concentrant le pouvoir réel entre peu de mains²⁰⁴. La redistribution et le transfert de technologie²⁰⁵ sont convertis en obligation générale de coopération²⁰⁶, alors que les pays en voie de développement ne détiennent ni les connaissances, ni les moyens d'exploiter les fonds marins²⁰⁷.

De « common sovereignty; common benefit; common management »²⁰⁸ on passe donc à la liberté des échanges²⁰⁹ et à la liberté d'accès²¹⁰. Une réaffirmation de la liberté des mers, que d'ailleurs nous devons à Grotius, moins pour ses inspirations jusnaturalistes que pour garantir la route des Indes aux Hollandais²¹¹. Il s'agit également d'un retour au régime de *res communis*²¹², du « first come first », à un sort similaire à celui de la Lune²¹³ puisque l'on remplace la finalité d'égalité qu'avait tenté de structurer le régime de la *Convention* pour lui préférer des mécanismes de concurrence et de compétition²¹⁴ s'inscrivant dans la vision de libre accès qui n'a jamais cessé d'habiter les grandes puissances²¹⁵. L'Autorité, dépouillée de sa capacité à contracter des emprunts²¹⁶, est réduite à l'état de simple co-contacteur soumis à

chimère ou réalité? » (1977) 81 R.G.D.I.P. 167 aux pp. 185 et 228 [Beer-Gabel] et Lévy, *supra* note 188 à la p. 145.

²⁰² Art. 157 de la CNUDM, *supra* note 123.

²⁰³ *Ibid.* à son art. 161.

²⁰⁴ Sylvie Paquerot, « Les exigences », *supra* note 133 à la p. 337.

²⁰⁵ Art. 114 de la CNUDM, *supra* note 123.

²⁰⁶ À l'annexe 5 de l'*Accord de New York*, *supra* note 180. Voir Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 493.

²⁰⁷ *Ibid.* à la p. 501.

²⁰⁸ Consécutivement à l'annulation par l'annexe 6 de l'*Accord de New York*, *supra* note 180, des dispositions de traitement préférentiel accordées par l'art. 151 par. 10 de la CNUDM, *supra* note 123. Voir C. W. Pinto, « Common Heritage of Mankind : from Metaphor to Myth, and the Consequences of Constructive Ambiguity » dans J. Makarczyk (dir.) *Theory of International Law and the Threshold of the 21st Century : Essays in Honor of Krzysztof Skubiszewski*, La Haye/ London, Kluwer Law International, 1996, 249 à la p. 254 [Pinto].

²⁰⁹ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 493.

²¹⁰ Paquerot, « Les exigences », *supra* note 133 à la p. 334.

²¹¹ Baslar, *supra* note 16 à la p. 30 et M. Rémond-Gouilloud, « Mer et environnement : de quelques relations plus ou moins raisonnables » (1995) 13 Ann. dr. marit. & aéro.-spat. 19 à la p. 23.

²¹² M. Adda Bekkouche, « La récupération du concept de patrimoine commun de l'humanité (P.C.H.) par les pays industriels » (1987) 20 Rev. B.D.I. 124 à la p. 135 [Bekkouche].

²¹³ Leanza, *supra* note 135 à la p. 616.

²¹⁴ Paquerot, « Les exigences », *supra* note 133 à la p. 341.

²¹⁵ Les États-Unis, par exemple, n'ont jamais rien vu d'autre dans l'Autorité que le spectre d'une bureaucratie mondiale menaçant de faire ombrage à la libre entreprise. Schmidt, *supra* note 189 à la p. 307.

²¹⁶ Art. 174 de la CNUDM, *supra* note 123 et annexe 1 par. 14 de l'*Accord de New York*, *supra* note 180.

l'approbation du Conseil²¹⁷ alors que son organe, l'Entreprise, devait être le moteur de l'exploitation future²¹⁸. Elle n'est toujours pas dotée d'un régime d'exploitation à ce jour²¹⁹ et, lorsqu'elle le sera, il à redouter que celui-ci ne bénéficie qu'à des acteurs consortiaux²²⁰.

Le principe de liberté, renforcé par une reddition de comptes presque absente²²¹, emporte également le risque de la tragédie des communs selon lequel «[r]uin is the destination towards which all men rush, each pursuing his own best interest in a society that believes in the freedom of the commons. Freedom in a common brings ruin to all»²²². Ce scénario s'est d'ailleurs déjà concrétisé dans l'espace extra-atmosphérique, où le régime de la liberté d'accès a également prévalu, avec la problématique des débris spatiaux. En raison d'environ cent dix-huit lancements annuels depuis 1965, on estimait déjà en 1989 à dix-huit milles le nombre d'objets gravitant dans l'espace et à six milles le nombre d'entre eux qui étaient toujours en orbite autour de la terre²²³. Ces objets artificiels, allant de minuscules fragments à des systèmes de propulsion de navettes entiers, s'ils ne sont pas munis de dispositifs les ramenant au sol, finissent désintégrés lors de leur chute ou, pire encore, retombent en une multitude de fragments sur la surface du globe²²⁴. À cela viennent s'ajouter les produits dérivés de carburant utilisés par les engins spatiaux, une pollution qui, depuis le début de l'ère spatiale, représente au moins autant qu'un million de tonnes de produits toxiques qui contribuent à aggraver l'état de l'atmosphère et de la couche d'ozone²²⁵. Sans oublier le nombre croissant de satellites non opérationnels dont certains sont propulsés à l'énergie nucléaire, ce qui ajoute une dimension au problème considérant la possibilité qu'ils entrent en collision²²⁶. Pourtant, aucun régime de protection du milieu spatial encadrant les

²¹⁷ Annexe 2 par. 2 de l'*Accord de New York*, *supra* note 180.

²¹⁸ Art. 153 et 170 de la *CNUDM*, *supra* note 123 et 170 et annexe 2 par. 2 de l'*Accord de New York*, *supra* note 180.

²¹⁹ Lodge, *supra* note 103 à la p. 739.

²²⁰ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 520.

²²¹ La conférence de révision automatique après quinze ans prévue dans la *CNUD*, *supra* note 123, à son art. 155 ayant été annulée par l'*Accord de New York*, *supra* note 180 à son annexe 4.

²²² G. Hardin, *Tragedy of the Commons*, dans R. Clarke, dir., *Notes for the Future : An Alternative History of the Past Decade*, London, Thames & Hudson, 1975 à la p. 64.

²²³ Gijsbertha C. M. Reijnen et Willem de Graaf, *The Pollution of Outer Space, in Particular of the Geostationary Orbit*, Dordrecht, M. Nijhoff, 1989 à la p. 4.

²²⁴ *Ibid.* à la p. 4.

²²⁵ *Ibid.* à la p. 34.

²²⁶ *Ibid.* à la p. 35.

différentes activités qui s'y déroulent n'a été esquissé²²⁷ et les dispositions des traités pouvant s'appliquer se sont révélées impuissantes à prévenir ou juguler le problème²²⁸. Les États conduisant des activités dans l'espace intériorisent donc les bénéfices de son exploration et de son exploitation mais partagent avec l'ensemble de l'humanité les risques de ces activités, dont celui de compromettre toute activité future²²⁹. Il est à craindre qu'une dynamique similaire s'installe dans les grands fonds marins.

Il faut également rappeler que les grands fonds marins ont avant tout été réfléchis en fonction de la présence de nodules polymétalliques recelant des quantités considérables de métaux²³⁰ que les avancées techniques faisaient entrevoir la possibilité prochaine d'exploiter²³¹ et que, la partie XI de la *Convention* de même que l'*Accord* ne traitant que de ses ressources minérales, on se trouve plus proche d'un droit minier que du droit de la mer²³². Pourtant, d'autres ressources de la Zone des grands fonds marins sont tout autant concernées par la liberté d'accès et les risques qu'elle comporte. Ses ressources génétiques²³³ en sont un exemple parlant : des plantes marines situées dans la Zone pourraient servir à des usages aussi divers que la production de gaz naturel, l'alimentation et la mise au point de médicaments²³⁴.

²²⁷ Patricia W. Birnie, *International Law and the Environment*, 2^e éd., Oxford, Oxford University Press, 2002 à la p. 534.

²²⁸ Le *Traité de l'espace*, *supra* note 108 établit à son art. 7 la responsabilité internationale de l'État pour tout dommage causé par un objet dont le lancement se serait effectué depuis son territoire et à son art. 9 le devoir de l'État d'éviter la contamination de l'espace. Pour sa part, l'*Accord sur le sauvetage des astronautes, le retour des astronautes et la restitution des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique*, 22 avril 1968, en ligne : Organisation des Nations Unies [http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/2345%20\(XXII\)](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/2345%20(XXII)) prévoit à son art. 5 (4) qu'un État ayant lancé un objet dangereux peut être prié de prendre les mesures nécessaires pour éviter tout risque de préjudice.

²²⁹ Nicolas D. Welly, « Enlightened State-Interest : a Legal Framework for Protecting the "Common Interest of All Mankind" from Hardinian Tragedy » (2010) 3 *Journal of Space Law* 273 à la p. 287.

²³⁰ Tels que le nickel, le cuivre, le cobalt et le manganèse. Voir Mahmoudi, « Deep Sea-bed Mining », *supra* note 181 à la p. 19.

²³¹ Vincent, *supra* note 187 à la p. 142.

²³² Lucchini, *supra* note 186 à la p. 315. Il ne suffit d'ailleurs pour s'en convaincre que de consulter les ouvrages abordant la question des grands fonds marins internationaux sans traiter d'autre chose que de l'exploitation minière. Par exemple : Theodore G. Kronmiller, *The Lawfulness of Deep Sea-Bed Mining*, New York, Oceana Publications, 1980.

²³³ Art. 133 de la *CNUDM*, *supra* note 123.

²³⁴ Arvid Pardo, « Résumé des débats » dans R. J. Dupuy, dir., *La gestion des ressources pour l'humanité : le droit de la mer : colloque, La Haye, 29-31 octobre 1981*, La Haye/ Boston/ Londres, Martinus Nijhoff Publishers, 1982, 283 à la p. 285 [Pardo].

alors que les micro-organismes vivant dans les cheminées hydrothermales²³⁵ situées à plus de 4000 mètres de profondeur, en vertu de leurs caractéristiques uniques, « prompted speculations about their enormous importance for science, great economic value and immense potential in pharmaceutical and biological sectors »²³⁶. Exclues, selon les uns en raison des difficultés juridiques et techniques qu'elles posent²³⁷ (elles vivent à la fois dans le sous-sol marin, sur le sol marin et dans la colonne d'eau surjacente²³⁸ alors que la *Convention* établit que les fonds marins sont placés sous le régime de la Zone alors que la colonne d'eau et la surface navigable relèvent plutôt du régime de la haute mer²³⁹) et selon les autres en raison de l'ignorance quant à leur existence ou leur potentiel lors des années auxquelles les négociations ont été conduites. Pourtant, peu avant la conclusion de la *Convention*²⁴⁰ de 1982, la question des ressources biologiques était soulevée²⁴¹ et certains, dont Pardo²⁴², auraient voulu inclure la pêche²⁴³ et l'environnement marin²⁴⁴ dans le concept de patrimoine commun des fonds marins. Au fait, on faisait mention des ressources vivantes des grands fonds marins dès 1967²⁴⁵. Guère portés à la gestion globale, il est plus probable que les États perçoivent plutôt ces ressources, présentant un intérêt économique immédiat et une facilité d'exploitation²⁴⁶, à travers le « prisme des intérêts nationaux »²⁴⁷. Comment expliquer autrement que les fonds marins situés

²³⁵ Voir *Oceans and the Law of the Sea*, Doc. Off. AG NU, 59^e session (2005), en ligne : Organisation des Nations Unies <http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/59/24&Lang=E> à la p. 13.

²³⁶ Said Mahmoudi, « New Technologies and Law of the Marine Environment » (2009) 39 *Environmental Policy and Law* 87 à la p. 87 [Mahmoudi, « New Technologies »].

²³⁷ Tullio Treves, « Continuité et innovation dans les modèles de gestion des ressources minérales des fonds marins internationaux » dans R. J. Dupuy, dir., *La gestion des ressources pour l'humanité : le droit de la mer : colloque, La Haye, 29-31 octobre 1981*, La Haye/ Boston/ Londres, Martinus Nijhoff Publishers, 1982, 63 à la p. 66 [Treves, « Continuité »].

²³⁸ Mahmoudi, « New Technologies », *supra* note 236 à la p. 87.

²³⁹ Art. 135 de la *CNUDM*, *supra* note 123. Voir également, Schmidt, *supra* note 189 à la p. 19.

²⁴⁰ Et même avant, voir Ram Pradash Anand, *Legal Regime of the Sea-Bed and the Developing Countries*, Delhi, Thomson Press, 1975 à la p. 12.

²⁴¹ R. Vaissière, « Résumé des débats » dans R. J. Dupuy, dir., *La gestion des ressources pour l'humanité : le droit de la mer : colloque, La Haye, 29-31 octobre 1981*, La Haye/ Boston/ Londres, Martinus Nijhoff Publishers, 1982, 283 à la p. 289.

²⁴² Pardo, *supra* note 235 à la p. 285.

²⁴³ Shigeru Oda, « Sharing of Ocean Resources – Unresolved Issues in the Law of the Sea » dans R. J. Dupuy, dir., *La gestion des ressources pour l'humanité : le droit de la mer : colloque, La Haye, 29-31 octobre 1981*, La Haye/ Boston/ Londres, Martinus Nijhoff Publishers, 1982, 49 à la p. 60.

²⁴⁴ *Ibid.* à la p. 60 et Treves, « Continuité », *supra* note 237 à la p. 66.

²⁴⁵ Doc. off. AG NU, 22^e session, 1515^e séance, Doc. NU A/C.1/PV.1515 (1967), en ligne : ONU http://www.un.org/Depts/los/convention_agreements/texts/pardo_ga1967.pdf

²⁴⁶ Mahmoudi, « New Technologies », *supra* note 236 à la p. 87

²⁴⁷ René-Jean Dupuy, *Dialectiques du droit international : souveraineté des États, communauté internationale et droits de l'humanité*, Paris, Pedone, 1999 à la p. 177 [Dupuy, « Dialectiques »].

sur les plateaux continentaux nationaux, en vertu de la *Convention*, comprennent quant à eux toutes les ressources naturelles, même vivantes, à condition qu'elles se trouvent sur le lit de la mer ou au-dessous²⁴⁸? L'existence d'un lien symbiotique découvert récemment entre certains micro-organismes et des minéraux présents dans les fonds marins pourrait peut-être engager la compétence de l'Autorité²⁴⁹, autrement dévolue aux seules ressources minérales²⁵⁰, un pis-aller dans les circonstances.

Il faut aussi noter que les efforts pour contrer l'appropriation par voie de déclaration de souveraineté sont contrariés par la limite extérieure des plateaux continentaux nationaux²⁵¹, qui fixent négativement les contours de la Zone. À cet égard, « an inch of the continental shelf beyond 200 nautical miles under the jurisdiction of the coastal states is one less inch of the international seabed of the common heritage of mankind »²⁵² et la Zone a effectivement été sensiblement réduite par rapport aux prévisions initiales suite aux demandes des États en ce sens²⁵³. Elle conserve toujours une assiette imprécise²⁵⁴, en l'absence de disposition empêchant l'empiètement²⁵⁵ et de compétence de l'Autorité sur sa délimitation²⁵⁶. L'étendue de la Zone a ainsi un caractère carrément résiduel²⁵⁷ et est susceptible de voir ses dimensions évoluer en fonction des convoitises des États²⁵⁸. Le nouveau droit de la mer instauré par la *Convention*, malgré son effort pour désigner les fonds marins comme patrimoine commun de l'humanité, n'en reste pas moins toujours un « rayonnement des rivages »²⁵⁹. Les États semblent incapables de faire abstraction de leur souveraineté et préférer invariablement

²⁴⁸ Art. 77 par. 4 de la CNUDM, *supra* note 123 qui reprend en grande partie l'art. 4 de la *Convention sur le plateau continental*, *supra* note 117.

²⁴⁹ Car l'Autorité ne peut être sollicitée que dans le cas où on peut faire un lien entre les activités minières et un risque environnemental associé, art. 145 de la CNUDM, *supra* note 123. Voir aussi Mahmoudi, « New Technologies », *supra* note 236 à la p. 89.

²⁵⁰ Art. 157 (2) de la CNUDM, *ibid.* Voir Noyes, *supra* note 136 aux pp. 468 à 469.

²⁵¹ *Ibid.* art. 76 et, plus généralement, art. 300. Dupuy, « Dialectiques », *supra* note 247 à la p. 354.

²⁵² Jia Yu et Wu Ji-Lu, « The Outer Continental Shelf of Coastal States and the Common Heritage of Mankind » (2011) 42 *Ocean Development and International Law* 317 à la p. 320 [Yu].

²⁵³ Oraison, *supra* note 118 aux pp. 254

²⁵⁴ *Ibid.*

²⁵⁵ Noyes, *supra* note 136 à la p. 304.

²⁵⁶ Yu, *supra* note 252 à la p. 324.

²⁵⁷ Lucchini, *supra* note 186 à la p. 303.

²⁵⁸ Pancrazio, *supra* note 117 à la p. 173.

²⁵⁹ Pour emprunter l'expression de René-Jean Dupuy dans *L'océan partagé : analyse d'une négociation (troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer)*, Paris, Éditions A. Pedone, 1979 à la p. 3.

repousser les frontières physiques où elle s'applique plutôt que de distinguer les régimes juridiques applicables dans les différents espaces selon des critères fonctionnels basés sur des activités ou des besoins spécifiques aux espaces en question. On aura ainsi pensé la mer et les airs selon la même approche, soit en évitant de déterminer de manière claire l'ultime frontière de la souveraineté territoriale. La Zone est l'espace résiduel tributaire de l'extrême limite des plateaux continentaux nationaux exactement comme l'espace extra-atmosphérique se trouve aux confins d'un espace aérien national aux frontières floues²⁶⁰. Il aura d'ailleurs fallu contrer les prétentions à la souveraineté des pays équatoriaux jusqu'à l'orbite géostationnaire²⁶¹, des revendications finalement jugées comme entrant en conflit avec le *Traité de l'espace* et subséquemment refusées²⁶².

L'usage pacifique des grands fonds marins est également soumis à une interprétation préoccupante, la démilitarisation ayant été discutée dans le cadre de la *Convention*²⁶³ puis finalement traitée indépendamment dans un traité de 1971²⁶⁴. Elle est généralement entendue comme l'interdiction d'actes belliqueux²⁶⁵, plutôt que celle, plus large, d'utilisations militaires²⁶⁶. Cachettes d'armes, rampes de missiles, sous-marins pouvant « se tapir librement

²⁶⁰ C'est ainsi l'approche zonale qui a été retenue pour délimiter l'espace aérien, sous souveraineté nationale selon la *Convention relative à l'aviation civile internationale*, 7 décembre 1944, 15 R.T.N.U. 295 à l'art.1, de l'espace extra-atmosphérique, non-appropriable selon le *Traité sur l'espace*, *supra* note 108. On a rejeté une approche fonctionnelle, selon laquelle la nature des activités (spatiales ou aériennes) déterminait le régime juridique applicable, en raison de l'empiètement sur la souveraineté aérienne qui en aurait découlé. Voir Pancraccio, *supra* note 117 aux pp. 58 à 60, Armand D. Roth, *La prohibition de l'appropriation et les régimes d'accès aux espaces extra-terrestres*, Paris, Presses universitaires de France, 1992 à la p. 92 et Nicolas Mateesco Matte, *Deux frontières invisibles : de la mer territoriale à l'air territorial*, Paris, Éditions A. Pedone, 1965 à la p. 216. La souveraineté sur l'espace aérien est reconnue par la Cour internationale de Justice dans l'*Affaire des activités militaires et paramilitaires au Nicaragua (Nicaragua c. États-Unis d'Amérique)*, [1986] en ligne : Cour internationale de Justice <<http://www.icj-cij.org/docket/files/70/6502.pdf>> au par. 212 [*Affaire Nicaragua*].

²⁶¹ Philippe Kahn, « Les patrimoines communs de l'humanité : quelques réflexions » dans M. Prieur et C. Lamrechts, dir., *Les hommes et l'environnement, quels droits pour le 21^e siècle?*, Études en hommage à Alexandre Kiss, Paris, éd. Frison-Roche, 1998, 307 à la p. 308 [Khan].

²⁶² Pancraccio, *supra* note 117 à la p. 255. L'orbite a été confiée en 1977 à la gestion de l'Union internationale des télécommunications (UIT), institution spécialisée des Nations Unies rassemblant 193 pays membres et 700 entités privées, voir « Les membres de l'UIT », en ligne : Institution spécialisée des Nations Unies pour les technologies de l'information et de la communication <<http://www.itu.int/fr/about/Pages/membership.aspx>>.

²⁶³ Doc. off. AG NU, 22^e session, 1515^e séance, Doc. NU A/C.1/PV.1515 (1967), en ligne : ONU <http://www.un.org/Depts/los/convention_agreements/texts/pardo_ga1967.pdf>

²⁶⁴ *Traité interdisant de placer des armes nucléaires ou d'autres armes de destruction massive sur le fonds des mers et des océans ainsi que dans leur sous-sol*, 11 février 1971, en ligne : Organisation des Nations Unies <<http://treaties.un.org/doc/Publication/UNTS/Volume%20955/volume-955-I-13678-French.pdf>>.

²⁶⁵ Au sens de l'art. 2 de la *Charte NU*, *supra* note 9.

²⁶⁶ Lodge, *supra* note 103 à la p. 736.

sur le fonds des océans »²⁶⁷ sont donc autant d'éventualités. La même définition été retenue dans l'espace extra-atmosphérique²⁶⁸ et, de la même manière, les dispositions traitant de l'usage pacifique reflètent un arrangement externe²⁶⁹. Dans l'espace, l'interprétation d'un usage pacifique n'excluant essentiellement que les actions militaires offensives n'aura pas empêché, à titre d'exemple, les États-Unis de positionner un vaste bouclier anti-missile qui se veut défensif mais contribue indiscutablement à la militarisation de l'espace extra-atmosphérique²⁷⁰. Un risque à considérer également en milieu marin.

Force est de constater que, si le statut de patrimoine commun n'a pas expressément été retiré aux grands fonds marins, il aura été, au mieux, « fortement édulcoré »²⁷¹ et n'aura pas su « infléchir les convoitises »²⁷² étatiques davantage qu'assurer une paix durable par une gestion rationnelle ou la démilitarisation. Il reste bien peu de choses de la proposition de Malte, portée par le discours inspirant de Pardo à l'Assemblée, qui a conduit à élaborer le patrimoine commun juridiquement et de faire des fonds marins son exemple phare :

En raison du développement rapide de techniques nouvelles dans les pays technologiquement avancés, on est fondé à craindre que la situation n'évolue et que le fond des mers et des océans au-delà des eaux territoriales actuelles ne deviennent progressivement et dans un contexte de concurrence l'objet d'une appropriation et d'une utilisation par certaines nations. Il en résultera vraisemblablement une militarisation des fonds accessibles des océans au moyen d'installations militaires fixes, ainsi que l'exploitation et l'épuisement, au profit des pays technologiquement avancés, des ressources qui pourraient être immensément bénéfiques au monde dans son ensemble [nos soulignés]²⁷³.

²⁶⁷ Oraison, *supra* note 118 à la p. 263.

²⁶⁸ *Question de l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques*, Rés. AG 1348 (VIII), Doc. Off. AG NU, 8^e session (1958), en ligne : Organisation des Nations Unies <<http://www.un.org/french/documents/ag/resolutions.shtml>>. Ainsi, l'usage pacifique ne signifie pas la démilitarisation car le contraire de pacifique n'est pas militaire mais belliqueux, l'illicéité repose donc sur le caractère offensif de l'action menée. Voir : Pierre-Marie Martin, *Droit des activités spatiales*, Paris, Masson, 1992 à la p. 52 et Jacqueline Dutheil de la Rochère, *Droit de l'espace*, Paris, A. Pedone, 1988 à la p. 39.

²⁶⁹ Art. 4 du *Traité sur l'espace*, *supra* note 108, reproduisant un arrangement soviéto-américain de 1963. Voir Mircea Mateescu-Matte, « Au trentième anniversaire de l'ère spatiale » (1987) XII *Annals air and space law* 279 [Mateescu-Matte].

²⁷⁰ Voir, à titre indicatif, Barbara Debays, « Le bouclier anti-missile », *Radio-Canada* (24 février 2005), en ligne : Radio-Canada <<http://www.radio-canada.ca/nouvelles/dossiers/bouclier/index.html>>.

²⁷¹ Paquerot, « Ressources vitales », *supra* note 199 à la p. 91.

²⁷² Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 486.

²⁷³ L'aide mémoire de la délégation maltaise à l'appui de sa proposition du 17 août 1967, tel que reproduit dans Nations Unies, Division des affaires maritimes et du droit de la mer, *Le droit de la mer : la notion de patrimoine commun de l'humanité : historique de l'élaboration des articles 133-150 et 311 (6) de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer*, New York, Nations Unies, 1997, aux pp. 9 à 13 et cité par Paquerot, « Les exigences », *supra* note 133 à la p. 324.

L'arrivée du concept de patrimoine commun a été saluée comme « la révolution emportant le remplacement au niveau international de l'intérêt individuel des États par l'intérêt collectif prédite par les internationalistes il y a plus d'un demi-siècle et présentée comme l'équivalent, dans les esprits, du passage du système géocentrique au système héliocentrique »²⁷⁴. Il y a donc lieu de se demander quelles circonstances l'ont ainsi vidé de son contenu.

3.3. Le patrimoine commun de l'humanité et l'enjeu du développement

Pour comprendre la débâcle des grands fonds marins, il faut expliquer le contexte de la lutte pour le développement et son instrumentalisation du patrimoine commun. L'apparition du concept de patrimoine commun de l'humanité coïncide avec la période de décolonisation des années soixante²⁷⁵. Les États nouvellement indépendants, presque tous des pays en voie de développement²⁷⁶, accèdent ainsi à la souveraineté dans un ordre juridique international « qui a pour finalité de servir les intérêts des grandes puissances »²⁷⁷. Ils sont alors confrontés à une réalité politique qui cadre mal avec l'égalité des États, pourtant présentée à titre de « clé de voûte du droit international »²⁷⁸. Le mythe de l'égalité souveraine est alors mis à mal par des disparités économiques qui le révèlent fictif²⁷⁹:

A poverty curtain has descended right across the face of our world, dividing it materially and philosophically into two different worlds, two separate planets, two unequal humanities – one embarrassingly rich and one desperately poor. The struggle to lift this curtain of poverty is certainly the most formidable challenge of our time²⁸⁰.

²⁷⁴ Kiss, *supra* note 1 à la p. 109.

²⁷⁵ Pierre-François Mercure, « Le rejet du patrimoine commun de l'humanité afin d'assurer la gestion de la diversité biologique » (1995) 33 Can. Y.B. Int'l Law 281 à la p. 281 [Mercure, « Rejet du patrimoine commun »].

²⁷⁶ Sucharitkul, « L'humanité en tant qu'élément », *supra* note 37 à la p. 423.

²⁷⁷ Mercure, « Rejet du patrimoine commun », *supra* note 275 à la p. 281.

²⁷⁸ Selon l'art. 2 (1) de la *Charte NU*, *supra* note 9 et l'expression de Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 487.

²⁷⁹ *Ibid.* à la p. 501.

²⁸⁰ Mehbood ul Haq, *The Poverty Curtain : Choices for the Third World*, New York, 1976, p. xv. tel que cité par Ram Prakash Anand, *Studies in international law and history. An Asian perspective*, Leiden, Martinus Nijhoff Publishers, 2004 à la p. 245 [Anand, « Studies »].

L'entrée de ces nouveaux États motivés à modifier l'ordre international dans l'Organisation des Nations unies et, au surplus, majoritaires à l'Assemblée générale, changera la donne²⁸¹ et donnera le ton. Le patrimoine commun de l'humanité sera au centre de ces revendications :

The days when the rich nations of the world can take for themselves whatever territory and resources that they have access to are over... Henceforth all the unclaimed wealth of this earth must be regarded as the common heritage of all nations of this planet²⁸².

Le fossé entre les États étant accentué par l'écart des connaissances techniques et un progrès non partagé²⁸³, ils furent assimilés à des patrimoines de l'humanité à plusieurs reprises. Ainsi, la *Déclaration universelle des droits des peuples*²⁸⁴ de 1976 inclut le progrès scientifique et technique dans le patrimoine commun de l'humanité et la *Charte des droits et devoirs économiques*²⁸⁵ de 1974 réitère l'égalité des États²⁸⁶ et, du même souffle, le droit d'accès aux techniques et aux savoirs²⁸⁷.

Pour combattre les inégalités structurelles et décisionnelles au sein des organisations internationales²⁸⁸, le *Groupe des 77* sera créé en 1964. Véritable consortium d'intérêts²⁸⁹ au sein de l'ONU, il rassemblera jusqu'à cent vingt membres et sera derrière beaucoup de grandes batailles visant à faire reconnaître le statut de patrimoine commun de l'humanité à diverses ressources, incluant les ressources minières de l'Antarctique²⁹⁰ et, bien entendu, les ressources de la Zone des grands fonds marins. La *Convention* de 1982 est le résultat de leurs

²⁸¹ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 488.

²⁸² Le Premier ministre malaisien Dr. Mahatir Mohamad, lors des débats concernant l'Antarctique à l'Assemblée générale de l'ONU tenus le 29 septembre 1982, tel que repris par Baslar, *supra* note 16 à la p. 35.

²⁸³ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 500.

²⁸⁴ Paris, éditions François Maspero, 1977.

²⁸⁵ *Charte des droits et devoirs économiques des États*, Rés. AG 3281 (XXIX), Doc. Off. AG NU, 29^e session, (1974), 53, en ligne : Organisation des Nations Unies <[<http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/3281%20\(XXIX\)>](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/3281%20(XXIX))>.

²⁸⁶ *Ibid.* à son art.10.

²⁸⁷ *Ibid.* à son art. 13.

²⁸⁸ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 501.

²⁸⁹ Anand, « Studies », *supra* note 280 à la p. 21.

²⁹⁰ Notamment lors des négociations de la *Convention on the Regulation of Antarctic Mineral Resource Activities*, du 2 juin 1988 (jamais entrée en vigueur), une exploitation qui demeurera finalement entre les mains des Parties consultatives. Voir Francesco Francioni, « Resource sharing in Antarctica: for whose benefit? » (1990) 1 E.J.I.L. 258 à la p. 266 et Donat Pharand, « L'Arctique et l'Antarctique : patrimoine commun de l'humanité? » (1982) 7 Ann. Air & Sp. L. 415 à la p. 427.

revendications et de leur nouvelle influence politique²⁹¹. Ce fut, à titre d'exemple, la première fois qu'une organisation internationale, l'Autorité des fonds marins, aura son siège dans un pays en voie de développement²⁹².

Il faut néanmoins conclure que cette approche économique du patrimoine commun de l'humanité en vint à opérer une correspondance dans les esprits avec « un droit des pauvres aux ressources »²⁹³. Mise en adéquation avec les aspirations des pays en voie de développement²⁹⁴ et exigeant des aménagements particuliers sur la base d'une égalité de traitement qui ne peut être équitable qu'entre égaux²⁹⁵, le bras de fer au nom de l'humanité sera de courte durée et l'ordre international en redeviendra un où « les plus forts ont le droit, parce qu'ils le peuvent, de manger les plus faibles »²⁹⁶. Paradoxalement, l'État, en tant que fiction, aura été renforcé par la décolonisation²⁹⁷ alors même qu'elle aura précisément tenté de remettre en question l'ordre international établi : « [l]es aversions que ces États ont éprouvées contre le droit classique et traditionnel sont fondées [...] sur une base solide, d'inégalité, d'injustice et de faute inhérente à ce droit de respect dû à l'humanité »²⁹⁸. Alors que toute référence à la dignité semblait être absente du discours associé aux revendications des territoires et des ressources (à titre de comparaison, la culture était confortée dans son statut de patrimoine commun par le fait que « la dignité de l'homme exige la diffusion de la culture et l'éducation de tous »²⁹⁹), c'est peut-être bien dans cette demande d'égalité que nous apparaît le plus clairement cet appel. La dignité des pays pauvres motivaient en grande partie les revendications d'un patrimoine commun de l'humanité³⁰⁰ et la « désillusion des pays sous-développés [...] se traduit par un constat aux conséquences d'une extrême gravité pour la paix mondiale »³⁰¹. Le concept de patrimoine commun de l'humanité s'est présenté comme la « copie, dont l'habillage est modifié, des structures existantes, c'est-à-dire de celles qui

²⁹¹ Kahn, *supra* note 26 à la p. 308.

²⁹² À Kingston, en Jamaïque. Voir Oraison, *supra* note 118 à la p. 265.

²⁹³ Paquerot, « Ressources vitales », *supra* note 199 à la p. 46.

²⁹⁴ Baslar, *supra* note 16 à la p. 120.

²⁹⁵ Paquerot, « Les exigences », *supra* note 133 à la p. 326.

²⁹⁶ Gaurier, *supra* note 157.

²⁹⁷ Duplessis, « Communauté internationale », *supra* note 28.

²⁹⁸ Sucharitkul, « L'humanité en tant qu'élément », *supra* note 37 à la p. 423.

²⁹⁹ Préambule de la *Déclaration de la coopération culturelle*, *supra* note 112.

³⁰⁰ Noyes, *supra* note 136 à la p. 458.

³⁰¹ Bekkouche, *supra* note 212 à la p. 125.

maintiennent, voire reproduisant le sous-développement »³⁰², ce qui l'a irrémédiablement terni.

Toutefois, même en le réduisant à une « incantation grandiloquente dont la prodigalité n'aura eu d'égal que la faiblesse de ses effets juridiques »³⁰³, la nécessité du maintien du concept de patrimoine commun ou de sa réforme fait l'unanimité³⁰⁴. Le patrimoine commun se trouve ainsi à reformuler ou à dépasser³⁰⁵ : « [I]et the present generation improve it and let the succeeding ones extend it to new, diverse and more valuable rights »³⁰⁶. La Terre n'est-elle pas, en soi³⁰⁷, un patrimoine commun qui mériterait que l'on tente de relever le défi? Ceci traduit une seconde visée de la notion d'humanité qui, dévolue à la protection de sa dignité, œuvre également à organiser sa survie.

4. La prise de conscience du destin collectif de l'humanité

Alors qu'auparavant, « les dangers encourus par l'humanité semblaient pouvoir être maîtrisés »³⁰⁸, les expériences traumatisantes de catastrophes naturelles, industrielles ou sanitaires ont révélé l'« équilibre précaire de l'humanité »³⁰⁹ et la nécessité d'organiser une action allant au-delà de la démarche bien intentionnée³¹⁰. Le concept d'humanité est en effet intimement lié à l'idée de menace³¹¹ et « inséparable de l'idée d'irréversibilité »³¹². En ce sens, Jonas était prophète³¹³, l'humanité se soude sous l'effet d'une heuristique de la peur³¹⁴. Les

³⁰² Bekkouche, *supra* note 212 à la p. 125.

³⁰³ Jacqueline Morand-Devillier, « L'environnement, notre patrimoine commun : Quelle gouvernance? Quelles obligations pour l'État gardien? » dans Paule Halley, dir., *L'environnement, notre patrimoine commun et son État gardien*, Cowansville, Yvon Blais, 2012, 5 à la p. 10 [Morand-Devillier].

³⁰⁴ *Ibid.*

³⁰⁵ Voir Annick Fayard-Riffiod, *Le patrimoine commun de l'humanité : une notion à reformuler ou à dépasser?*, thèse de doctorat en droit, Université de Bourgogne, 1995.

³⁰⁶ Aldo Armando Cocca, « Environment as Common Heritage of Mankind » (1989) *Proceedings of the 32th Coll. On the Law of Outer Space* 71 à la p. 74 [Cocca, « Environment »].

³⁰⁷ Rafael Domingo, *The New Global Law*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010 à la p. 77 [Domingo].

³⁰⁸ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 22.

³⁰⁹ *Ibid.* p. 451.

³¹⁰ *Ibid.*

³¹¹ *Ibid.* à la p. 20.

³¹² Le Bris, *supra* note 3 à la p. 3.

³¹³ Hans Jonas, *Le principe de responsabilité : une éthique pour la civilisation technologique*, Paris, Flammarion, 1998 [Jonas].

références à l'humanité prendront alors une autre forme, celle des « intérêts communs de l'humanité » et autres « préoccupations communes de l'humanité ».

4.1. Intérêts communs et préoccupations communes

Le recours aux « intérêts » et « préoccupations » communes de l'humanité a été préféré à la recherche d'une conception plus flexible du patrimoine commun³¹⁵. Régression³¹⁶ ou recul si on considère que ces concepts s'opposent moins aux intérêts des États³¹⁷, il faut néanmoins souligner qu'ils poursuivent les mêmes objectifs : amener les États à coopérer dans l'intérêt commun³¹⁸, dépasser les régimes de liberté d'accès et de *res communis* afin de mieux protéger ressources et espaces³¹⁹ et recentrer le droit international sur l'humanité³²⁰. Ces notions, en « filiation directe »³²¹ avec le concept de patrimoine commun, peuvent avoir les mêmes visées, qui dépendent davantage de la réalisation effective de certains critères que de l'appellation choisie³²². Elles peuvent également agir de concert pour le compléter³²³.

En évitant la mention de patrimoine commun de l'humanité, ce sont aussi les « décennies de négociations pénibles entre le Nord et le Sud »³²⁴ que l'on souhaite laisser derrière. L'intérêt commun met nettement moins l'accent sur la redistribution que sur l'élaboration d'obligations envers des ressources et des valeurs communes³²⁵. On s'est ainsi

³¹⁴ Martine Rémond-Gouilloud, « L'autre humanité » dans M. Prieur et C. Lamrechts, dir., *Les hommes et l'environnement, quels droits pour le 21^e siècle?*, Études en hommage à Alexandre Kiss, Paris, éd. Frison-Roche, 1998, 55 à la p. 57 [Rémond-Gouilloud].

³¹⁵ Leanza, *supra* note 135 à la p. 611.

³¹⁶ Kiss, « Réflexions », *supra* note 89 à la p. 88.

³¹⁷ Paquerot, « Ressources vitales », *supra* note 199 à la p. 227.

³¹⁸ Manfred Lachs, « Ouverture du Colloque » dans R. J. Dupuy, dir., *La gestion des ressources pour l'humanité : le droit de la mer : colloque, La Haye, 29-31 octobre 1981*, La Haye/ Boston/ Londres, Martinus Nijhoff Publishers, 1982, 3 aux pp. 4 à 5.

³¹⁹ Paquerot, « Ressources vitales », *supra* note 199 à la p. 26.

³²⁰ Le Bris, *supra* note 3 à la p. 603.

³²¹ *Ibid.*

³²² Mercure, « Modèle de gestion », *supra* note 134 à la p. 50.

³²³ Stephen Stec, « Humanitarian Limits to Sovereignty : Common Concern and Common Heritage Approaches to Natural Resources and Environment » (2010) 12 Int'l Comm. L. Rev. 361 à la p. 367 [Stec].

³²⁴ Mercure, « Modèle de gestion », *supra* note 134 aux pp. 63 à 64.

³²⁵ Said Mahmoudi, « Common Heritage of Mankind, Common Concern of Humanity » dans Jean-Pierre Beurrier, Alexandre Kiss et Said Mahmoudi, dir., *New Technologies and Law of the Marine Environment*, Kluwer Law International, 2000, 215 à la p. 215 [Mahmoudi, « Common Heritage »].

déplacé du patrimoine-attribut au patrimoine-but³²⁶ : « [i]nternational law meeting challenges of the future »³²⁷. Un cadre moins contraignant, moins « fondamentaliste » pour ceux qui entrevoyaient le patrimoine commun comme un blocage improductif³²⁸, visant à gérer des problématiques communes³²⁹. Car, en somme, les notions d'intérêts et de préoccupations communes de l'humanité procèdent de ce que « no single state can resolve the problems they pose or receive all the benefits they provide »³³⁰. Elles se situent également dans un cadre qui s'élargit car il est plus moral que juridique³³¹.

De prime abord, les questions environnementales sont, par nature, communes à l'humanité³³². Les problématiques liées à la protection de l'environnement s'accommodent mal du fractionnement étatique³³³ puisqu'elles sont « in blissful ignorance of the formality of passport control »³³⁴. Elles appellent plutôt à l'élaboration de stratégies communes variées afin de protéger l'intérêt collectif³³⁵. C'est ainsi que, par exemple, la faune, et particulièrement les espèces migratrices, sont considérées comme un « bien de l'humanité »³³⁶ ou encore, que les changements climatiques sont un « sujet de préoccupation pour l'humanité tout entière »³³⁷. Le climat, dans le cadre des changements climatiques, a d'ailleurs été entrevu dans un premier

³²⁶ Morand-Deville, *supra* note 303 à la p. 15.

³²⁷ Jutta Brunnée, « Common Interest : Echoes of an Empty Shell? » (1989) 49 *Zeitschrift Für Ausländisches Öffentliches Recht Und Völkerrecht* 791 à la p. 792 [Brunnée].

³²⁸ David Leary, « Moving the Marine Genetic Resources Debate Forward : Some Reflections » (2012) 27 *The International Journal of Marine and Coastal Law* 435 à la p. 438.

³²⁹ Said Mahmoudi, « Common Heritage », *supra* note 325 aux pp. 220 à 221, Alexandre Kiss, « The Common Concern of Mankind » (1997) 27 *Env'l Pol'y and L.* 244 à la p. 246 et Brunnée, *supra* note 327 à la p. 792.

³³⁰ Dinah Shelton, « Common Concern of Humanity » (2009) 39 *Envtl. Pol'y & Law* 83 à la p. 83 [Shelton].

³³¹ Baslar, *supra* note 16 à la p. 317.

³³² Dinah Shelton, *supra* note 330 à la p. 83.

³³³ Ellen Hey, « Conceptualizing Global Natural Resources : Global Public Goods Theory and International Law » dans Holger Hestermeyer, dir., *Coexistence, Cooperation and Solidarity : liber amicorum Rüdiger Wolfrum*, vol. 1, Boston, Martinus Nijhoff Publishers, 2012, 881 à la p. 892 [Hey].

³³⁴ Selon l'expression de Michael Bowman, « Environmental Protection and the Concept of Common Concern of Mankind » dans Malgosia Fitzmaurice et als., dir., *Research Handbook on International Environmental Law*, Cheltenham, Edward Elgar, 2010, 493 à la p. 494 [Bowman].

³³⁵ Laurence Boisson de Chazournes et Katerina Varfi, « Intérêt collectif, lutte contre les changements climatiques et le défi de l'universalité » dans Aristotle Constantinides, Nikos Zaicos, dir., *Essays in Honor of Professor Kalliopi K. Koufa*, Boston, Martinus Nijhoff Publishers, 2009, 627 à la p. 627.

³³⁶ Préambule *Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage*, 23 juin 1979, en ligne : Programme des Nations Unies pour l'environnement <http://www.cms.int/documents/convtxt/cms_convtxt_fr.htm> [Convention de Bonn].

³³⁷ *Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques*, 9 mai 1992, en ligne : Organisation des Nations Unies <<http://unfccc.int/resource/docs/convkp/convfr.pdf>> [Convention sur les changements climatiques].

temps comme un patrimoine commun³³⁸. Il est vrai que la reconnaissance des changements climatiques à titre de problématique planétaire³³⁹ peut laisser entrevoir un aveu à l'effet que l'atmosphère et la couche d'ozone ne sont pas appropriables³⁴⁰ et contredire la dynamique d'accaparement de l'atmosphère³⁴¹ qui a lieu depuis la *Convention de Paris* de 1919³⁴². Au surplus, les conventions portant sur l'atmosphère et les changements climatiques encouragent un « bon voisinage »³⁴³ s'apparentant à l'exigence d'une utilisation pacifique³⁴⁴ et à la reconnaissance des besoins particuliers des États en voie de développement³⁴⁵. Il n'en demeure pas moins que la souveraineté étatique y est réaffirmée clairement³⁴⁶.

L'environnement lui-même, milieu de vie de l'humanité³⁴⁷, a été reconnu par la Cour internationale de Justice comme un intérêt essentiel « pour tous les États mais aussi l'ensemble du genre humain »³⁴⁸. Il n'est en effet pas d'intérêt plus fondamental pour l'humanité, toutes tendances politiques et idéologiques confondues³⁴⁹, que la prévention d'une dégradation environnementale qui menace sa survie³⁵⁰. L'humanité fait partie intégrante de son

³³⁸ *Protection du climat mondial pour les générations présentes et futures*, Rés. AG 4353 (XLIII), Doc. Off. AG NU, 43^e session (1988), en ligne : Organisation des Nations Unies <http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/43/53&Lang=F>.

³³⁹ *Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone*, 22 mars 1985, en ligne : Programme des Nations Unies pour l'environnement <<http://ozone.unep.org/pdfs/viennatext-fr.pdf>> [*Convention sur la couche d'ozone*].

³⁴⁰ Mercure, « Modèle de gestion », *supra* note 134 à la p. 53.

³⁴¹ Paquerot, « Ressources vitales », *supra* note 199 à la p. 138.

³⁴² *Convention portant réglementation de la navigation aérienne*, 13 octobre 1919, 11 L.N.T.S. 173 [*Convention de Paris*].

³⁴³ *Convention pour la protection de la couche d'ozone*, *supra* note 339 et *Convention sur les changements climatiques*, *supra* note 337.

³⁴⁴ Mercure, « Modèle de gestion », *supra* note 134 à la p. 57.

³⁴⁵ Préambules respectifs de la *Convention pour la protection de la couche d'ozone*, *supra* note 339 et la *Convention sur les changements climatiques*, *supra* note 337.

³⁴⁶ *Ibid.*

³⁴⁷ Lejbowicz, *supra* note 7 aux pp. 167 et 168.

³⁴⁸ Par. 53 de l'*Affaire relative au projet Gabčíkovo-Nagymaros (Hongrie-Slovaquie)*, [1997] en ligne : Cour internationale de Justice <<http://www.icj-cij.org/docket/files/92/7375.pdf>> [*Affaire Gabčíkovo-Nagymaros*]. Le litige portait sur un projet conjoint de construction d'écluses dans le Danube établi par un traité bilatéral dont la Hongrie a tenté de se dégager en raison de préoccupations environnementales. Son argument quant à l'intérêt essentiel de la protection de son environnement a été admis par la Cour qui a cependant tranché que les périls afférents n'étaient pas suffisamment établis et imminents pour justifier la suspension des obligations hongroises sur la base d'un état de nécessité.

³⁴⁹ Paquerot, « Ressources vitales », *supra* note 199 à la p. 5.

³⁵⁰ Brunnée, *supra* note 327 à la p. 805.

environnement³⁵¹, qui « n'est pas une abstraction mais bien l'espace où vivent les êtres humains et dont dépendent la qualité de leur vie et leur santé »³⁵², ce qui laisse une mince marge d'appréciation³⁵³. Bien que ses pourfendeurs aient été accusés d'avoir étioilé la notion de patrimoine commun en l'abordant comme « a vulgar recast of the philosophy of saving the planet »³⁵⁴, la protection de l'environnement comme patrimoine commun ou comme préoccupation commune ne vise qu'incidemment la protection de la nature et se préoccupe essentiellement de l'humanité. Elle ne s'inscrit donc pas dans une démarche écocentriste faisant de la biosphère l'héritage commun à toute la vie sur Terre et attribuant à l'humanité le rôle de gardien³⁵⁵. Les préoccupations communes dont il est question ne résistent pas à l'anthropocentrisme³⁵⁶ : c'est la survie de l'humanité que l'on cherche à atteindre par la protection de la nature³⁵⁷, une nature qui se trouve à être son milieu de vie.

Procédant de la même philosophie, les intérêts et préoccupations communes sont souvent associés aux ressources vitales³⁵⁸ pour l'humanité. Ainsi, l'eau³⁵⁹, ou encore les

³⁵¹ Préambule de la *Charte mondiale de la nature*, 28 octobre 1982, en ligne : Organisation des Nations Unies <http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/37/7> [*Charte mondiale de la nature*].

³⁵² Au par. 29 de *Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires*, Avis consultatif, [1996], C.I.J. rec. 226 et en ligne : Cour internationale de Justice <<http://www.icj-cij.org/docket/index.php?p1=3&p2=4&k=e1&case=95&code=unan&p3=4>> [*Avis Licéité*]. La Cour devait dans cet avis se prononcer sur la licéité de l'emploi d'armes nucléaires sur requête des Nations Unies. Il fut conclu que ni l'autorisation, ni l'interdiction de l'emploi de telles armes n'étaient contenues dans les droits internationaux conventionnel et coutumier mais que leur emploi ou la menace de leur emploi seraient généralement conçus comme contraires aux règles du droit international applicables aux conflits armés, particulièrement eut égard au droit international humanitaire.

³⁵³ Levan A. Alexidze, « Legal Nature of *Jus Cogens* in Contemporary International Law » (1981III) R.C.A.D.I. 172, 271, tel que cité dans Brunnée, *supra* note 327 à la p. 806.

³⁵⁴ Baslar, *supra* note 16 à la p. 317.

³⁵⁵ Klaus Bosselmann, « A Global Environment Treaty » Auckland University, 1990 [article non publié] à la p. 7. dans Baslar, *ibid.* à la p. 72.

³⁵⁶ Ainsi, Jonas croyait que c'est par l'« heuristique de la peur » que l'homme, menacé lui-même, peut enfin développer une responsabilité écologique, voir Jonas, *supra* note 313 et Andréanne Martel, *Le patrimoine commun de l'humanité : solution possible à l'anthropocentrisme en droit international de l'environnement*, mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal, 2012.

³⁵⁷ Voir Lejbowicz, *supra* note 7 aux pp. 167 et 168 et Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 403.

³⁵⁸ Sylvie Paquerot, « Les patrimoines en droit international public : portée et limites » dans Paule Halley, dir., *L'environnement, notre patrimoine commun et son État gardien*, Cowansville, Yvon Blais, 2012, 19 à la p. 32 [Paquerot, « Les patrimoines »].

³⁵⁹ L'eau est « patrimoine commun de la nation québécoise » selon la *Loi affirmant le caractère collectif des ressources en eau et visant à renforcer leur protection*, L.R.Q. C-6.2 et en ligne : Publications du Québec <http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=2&file=/C_6_2/C6_2.html>. Voir, au niveau international, Jacques Diouf, « L'eau, patrimoine de l'humanité » dans M. Ait-Kadi, A. Shady et A. Szollosi-Nagu, dir., *Water, the World's Common Heritage : Proceedings of the first World Water*

ressources alimentaires mondiales³⁶⁰ nécessaires à la vie et non substituables ont été revendiquées à titre de patrimoine commun et, sans entérinement de ce statut³⁶¹, tombent dans cette catégorie. Les ressources biologiques dans leur diversité ont été identifiées comme une « préoccupation commune à l'humanité » dans la *Convention de Rio* de 1992³⁶², notamment parce que leur conservation et leur gestion rationnelle contribuent « à la paix de l'humanité »³⁶³. Plus récemment, les ressources phytogénétiques, matériel génétique d'origine végétale ayant une valeur effective ou potentielle pour l'alimentation et l'agriculture, sont également devenues « préoccupation commune »³⁶⁴ au terme d'un long processus ayant débuté avec la revendication d'un statut de patrimoine commun de l'humanité³⁶⁵. Ces préoccupations sont indissociables d'une perception d'irréversibilité : « [a]nnihilation of a global resource is final. Once a human society effectively wipes it out, the global resource is gone forever »³⁶⁶. Malgré tout, la protection de la biodiversité des ressources par la *Convention de Rio*, peu contraignante³⁶⁷ et entretenant un flou certain en entérinant la souveraineté des États sur leurs ressources³⁶⁸ tout en faisant appel à la justice et l'égalité³⁶⁹, concède au mieux un statut

Symposium : Marrakesh, Morocco : 21-22 March 1997, Oxford, Elsevier Science, 1997 et *Convention sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à d'autres fins que la navigation*, 21 mai 1997, en ligne : Organisation des Nations Unies <http://untreaty.un.org/ilc/texts/instruments/francais/traites/8_3_1997_francais.pdf>.

³⁶⁰ D'après une proposition de Mohammed Bedjaoui, diplomate et juriste algérien ayant agi à titre d'ambassadeur aux Nations Unies et de président à la Cour internationale de Justice. Elle est reprise dans Juan-Antonio Carrillo-Salcedo, « Contribution de la notion d'humanité au renforcement de la dimension idéologique du droit international » dans Karel Vasak, dir., *Amicorum liber : les droits de l'homme à l'aube du XXI^e siècle*, Bruxelles, Bruylant, 1999, 115 à la p. 116 [Carrillo-Salcedo, « Humanité »].

³⁶¹ Paquerot, « Ressources vitales », *supra* note 199 à la p. 14.

³⁶² Préambule, par. 3 de la *Convention sur la diversité biologique*, 5 juin 1992, en ligne : Organisation des Nations Unies <<http://www.cbd.int/doc/legal/cbd-fr.pdf>> [*Convention de Rio*].

³⁶³ *Ibid.* à son préambule, par. 20.

³⁶⁴ *Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture*, 3 novembre 2001, en ligne : Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture <<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/011/i0510f/i0510f.pdf>>.

³⁶⁵ *International Undertaking on Plant Genetic Resources*, Rés. 8/83, Doc. Off. FAO NU, (1983), en ligne : Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture <http://apps3.fao.org/wiews/docs/Resolution_8_83.pdf>.

³⁶⁶ Erin A. Clancy, « The Tragedy of the Global Commons » (1998) 5 *Indiana Journal of Global Studies* 601 à la p. 616 [Clancy].

³⁶⁷ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 510.

³⁶⁸ *Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement*, 14 juin 1992, en ligne : Programme des Nations Unies pour l'environnement <<http://www.unep.org/Documents.multilingual/Default.asp?DocumentID=78&ArticleID=1163&l=fr>> [*Déclaration de Rio*]. Elle ne fait en réalité que confirmer que l'État « dispose d'un droit inaliénable de disposer de ses richesses et de ses ressources naturelles conformément à ses intérêts nationaux », *Souveraineté permanente sur les ressources naturelles*, Rés. AG 1803 (XVII), Doc. Off. AG NU,

particulier pour ces ressources par une gestion qui ne se veut pas complètement unilatérale³⁷⁰ et soulève des questions quant aux recours possibles pour contester la gestion étatique d'une ressource³⁷¹. Certains y voient par conséquent la « volonté de maintenir l'ordre international existant, structuré par les principes de souveraineté et de liberté »³⁷², soit la réitération de la vision ayant scellé le sort des ressources des grands fonds marins.

Le génome humain, ressource génétique à part, a quant à lui donné lieu à un statut particulier, qui ne manque pas d'ambiguïté. Ainsi, suite aux conclusions du Comité international de bioéthique³⁷³ de l'UNESCO à l'effet que l'ensemble de l'information contenue dans le génome humain appartienne au patrimoine commun de l'humanité, on lui a finalement accordé le statut de « patrimoine commun symbolique » dans la *Déclaration sur le génome humain*³⁷⁴ qui se rapproche, au final, d'une préoccupation ou d'un intérêt commun. On vise ainsi à préserver l'espèce humaine d'une atteinte à son intégrité³⁷⁵ et à éviter que des altérations potentielles ne surviennent par le biais d'expérimentations génétiques³⁷⁶ aux effets inconnus à long terme et pouvant aussi affecter sa survie. Devant un véritable « pouvoir de transformation de sa propre espèce »³⁷⁷, la protection du génome s'effectue aussi par la préservation de sa diversité, la richesse génétique étant un moyen d'adaptation de l'humanité qu'il ne faudrait pas compromettre avec des visées eugéniques³⁷⁸. La notion de dignité est elle aussi engagée dans ces considérations³⁷⁹ et est au centre du débat sur les biotechnologies³⁸⁰.

17^e session (1962), en ligne : Organisation des Nations Unies <<http://daccessdds.un.org/doc/RESOLUTION/GEN/NR0/194/35/IMG/NR019435.pdf?OpenElement>>.

³⁶⁹ Mercure, « Modèle de gestion », *supra* note 134 aux pp. 54 à 55.

³⁷⁰ *Ibid.* aux pp. 56 à 57.

³⁷¹ *Ibid.* à la p. 301.

³⁷² Paquerot, « Ressources vitales », *supra* note 199 à la p. 227.

³⁷³ « La déclaration sur le génome humain débattue en fin de session du comité de bioéthique », (1996) en ligne : UNESCO Press <<http://www.unesco.org/bpi/fre/unescopresse/hebdofr/bioeth2.htm>>.

³⁷⁴ Art. 1 *Déclaration universelle sur le génome humain et les droits de l'homme*, 11 novembre 1997, en ligne : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture <http://portal.unesco.org/fr/ev.php-URL_ID=13177&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html> [*Déclaration sur le génome humain*].

³⁷⁵ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 23.

³⁷⁶ *Ibid.*

³⁷⁷ B. Starlèse, *Les sciences de la vie et le droit de la bioéthique*, Essais et recherches juridiques, Association d'études et de recherche de l'ENM, 1995 tel que repris par Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 349.

³⁷⁸ *Ibid.* aux pp. 351, 353 et 370.

³⁷⁹ Art. 2 de la *Déclaration sur le génome humain*, *supra* note 374.

³⁸⁰ Voir notamment, la question du clonage humain. Abikhzer, *supra* note 4 aux pp. 376 à 380.

Les notions de préoccupations communes et d'intérêts communs interviennent également pour redéfinir le statut d'autres éléments ayant constitué un patrimoine commun. Ainsi, la culture, du moins le patrimoine culturel immatériel composé des « pratiques, représentations, expressions, connaissances et savoir-faire - ainsi que les instruments, objets, artefacts et espaces culturels qui leur sont associés - que les communautés, les groupes et, le cas échéant, les individus reconnaissent comme faisant partie de leur patrimoine culturel »³⁸¹, semble être maintenant reconnu à titre de sujet de coopération étatique dans l'« intérêt général de l'humanité »³⁸². Des considérations environnementales ont quant à elles donné une substance à la mention de l'humanité dans le cadre de l'Antarctique, son rôle crucial dans la régulation du climat mondial ayant mené à la reconnaissance que ses « écosystèmes dépendants et associés [sont] de l'intérêt de l'humanité toute entière » suite au *Protocole de Madrid*³⁸³ de 1991.

L'Autorité des fonds marins a quelque peu revitalisé son rôle en chapeautant des initiatives scientifiques internationales comme le projet Clarion-Clipperton³⁸⁴ établissant des zones protégées dans la Zone par le biais de l'interdiction d'y mener des activités minières sur la base d'un intérêt environnemental particulier³⁸⁵. Le projet Kaplan³⁸⁶, étudiant la biodiversité dans la Zone, aborde quant à lui la question des ressources biologiques au-delà des juridictions

³⁸¹ Art. 2 de la *Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel*, 17 octobre 2003, en ligne : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture <<http://www.unesco.org/culture/ich/index.php?lg=fr&pg=00006>> [*Convention sur le patrimoine culturel immatériel*].

³⁸² *Ibid.* à son art. 19.

³⁸³ Préambule *Protocole au Traité sur l'Antarctique relatif à l'environnement*, 4 octobre 1991, en ligne : Secrétariat du Traité sur l'Antarctique <http://www.ats.aq/documents/recatt/Att006_f.pdf>.

³⁸⁴ Voir *Environmental Management Plan for the Clarion-Clipperton Zone of the Central Pacific Ocean*, 28 novembre 2011, en ligne : Organisation maritime internationale <<http://www.safety4sea.com/images/media/pdf/IMO%20MEPC%201%20Circ%20775.pdf>> et Autorité internationale des fonds marins, *Note officieuse sur les questions dont l'Autorité internationale des fonds marins sera saisie à sa quinzième session*, (2009), en ligne : Autorité internationale des fonds marins <<http://www.isa.org.jm/fr/sessions/2009>>. Cette proposition émane des pays riverains du Pacifique Sud, les premiers affectés par une éventuelle dégradation du milieu marin causée par l'exploitation de cette zone prometteuse.

³⁸⁵ Lodge, *supra* note 103 à la p. 740.

³⁸⁶ Voir *Kaplan Projet : Analyzing Biodiversity, Species Ranges and Gene Flow in Nodules Areas of the Seabed I*, en ligne : Autorité internationale des grands fonds marins <<http://www.isa.org.jm/files/documents/EN/efund/Kaplan.pdf>>.

nationales³⁸⁷ mise de côté dans la *Convention de Rio*. Ces deux projets contribuent à l'approfondissement de la recherche scientifique et du partage de ce savoir³⁸⁸ mais les ressources étudiées et protégées restent tout de même sous le régime de la liberté puisque la *Convention du droit de la mer* ne s'intéresse qu'aux ressources minérales de la Zone et que la *Convention de Rio* ne traite que des ressources génétiques se trouvant à l'intérieur des frontières nationales. Le vide juridique en termes de protection et de gestion subsiste, même si la recherche pourrait contribuer à porter à l'attention générale l'ampleur de cette problématique.

4.2. L'arrivée de nouvelles notions aux visées similaires

Comme le statut de patrimoine commun avant eux, les notions d'intérêt ou de préoccupation commune à l'humanité sont « porteurs d'espérance et facteur[s] de progrès »³⁸⁹. Mais l'engouement entourant leur emploi, tout en risquant lui aussi de les appeler à devenir des concepts fourre-tout, a de surcroît généré d'autres solutions de gestion commune succédant en ligne directe au concept de patrimoine commun de l'humanité. Le concept de développement durable, autre outil de gestion efficace et équitable des ressources et espaces d'intérêt commun³⁹⁰ a ainsi fait son apparition dans le *Rapport Brundtland*³⁹¹ en 1987 avant d'être repris dans les *Conventions de Rio*³⁹² et mène aujourd'hui une vie indépendante au point de présenter l'avantage de jouir d'un consensus international au niveau politique³⁹³. D'ailleurs, la dernière conférence environnementale placée sous l'égide de l'ONU portait exclusivement

³⁸⁷ Mahmoudi, « New Technologies », *supra* note 236 à la p. 87.

³⁸⁸ Lodge, *supra* note 103 à la p. 740.

³⁸⁹ Carrillo-Salcedo, *supra* note 360 à la p. 123.

³⁹⁰ Leanza, *supra* note 135 à la p. 611.

³⁹¹ *Report on the World Commission on Environment and Development « Our Common Future »*, (1987), en ligne: Organisation des Nations Unies <http://conspect.nl/pdf/Our_Common_Future-Brundtland_Report_1987.pdf> [Rapport Brundtland]. Ce rapport est l'œuvre de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement mise en place par l'ONU en 1983, suivant la prise en compte des interactions entre ressources et environnement provoquée par la crise pétrolière des années soixante-dix et les catastrophes écologiques des années quatre-vingt. La Commission commandera de nombreuses études portant sur le développement économique et l'environnement avant de produire son rapport, intitulé « Notre avenir à tous ».

³⁹² Principes 1, 4, 5, 7, 8, 9, 12, 20, 21, 22, 24 et 27 de la *Convention de Rio*, *supra* note 362.

³⁹³ Mercure, « Modèle de gestion », *supra* note 134 à la p. 73.

sur le développement durable³⁹⁴. Il se définit, laconiquement, comme « une gestion de l'environnement qui assure à la fois un développement humain durable et la survie de l'humanité »³⁹⁵. La *Déclaration de Rio sur le développement*³⁹⁶ a également énoncé le principe de précaution, selon lequel « en cas de risque de dommages graves ou irréversibles, l'absence de certitude scientifique absolue ne doit pas servir de prétexte pour remettre à plus tard l'adoption de mesures effectives visant à prévenir la dégradation de l'environnement »³⁹⁷. Ces deux approches s'articulent autour de l'idée d'irréversibilité³⁹⁸.

Suite aux années quatre-vingt, force est donc de constater que les « incidences potentiellement castratrices » du patrimoine commun de l'humanité sur les souverainetés, ont eu pour conséquence sa disparition des textes, voir le bannissement de sa référence³⁹⁹, au profit de concepts alternatifs tels que les préoccupations ou les intérêts communs de l'humanité ou encore ceux de développement durable et de précaution. Avec eux, la coopération entre les États au nom de l'humanité se maintient par contre dans un cadre volontariste flou, caractérisé par la souveraineté et la liberté d'accès. Doit-on y voir un repli stratégique vers des concepts plus politiques ou un recul en matière de protection⁴⁰⁰? Bien qu'il y ait eu un glissement sémantique⁴⁰¹ et que le dépassement de la souveraineté étatique⁴⁰² ne se soit pas accompli, la présence de « stratégies d'apaisement de tensions »⁴⁰³ trahit un point de rupture, une impasse que l'on cherche à dépasser de manière très désorganisée. Ces notions alternatives permettent à tout le moins de répondre par l'affirmative à la question « l'humanité peut-elle s'extraire du PCH? »⁴⁰⁴ La question devient donc de savoir comment,

³⁹⁴ Rio + 20, *L'avenir que nous voulons*, Rés 66288 (LXVI), Doc. Off. AG NU, 66^e session (2012), en ligne : Organisation des Nations Unies <<http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N11/476/11/PDF/N1147611.pdf?OpenElement>>.

³⁹⁵ Rapport Brundtland, *supra* note 391.

³⁹⁶ La Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, tenue à Rio du 3 au 14 juin 1992, a mené à la rédaction de plusieurs documents. Parmi ceux-ci, la *Convention des Nations Unies sur la diversité biologique*, à laquelle nous faisons référence dans le présent travail à titre de *Convention de Rio* et la *Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement*, dont il est ici question.

³⁹⁷ Principe 15 de la *Déclaration de Rio*, *supra* note 368.

³⁹⁸ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 457.

³⁹⁹ Rémond-Gouilloud, *supra* note 314 à la p. 60.

⁴⁰⁰ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 510.

⁴⁰¹ *Ibid.* à la p. 509.

⁴⁰² Voir Pinto, *supra* note 208.

⁴⁰³ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 517.

⁴⁰⁴ *Ibid.*

en dehors des cadres proposés par le concept de patrimoine commun de l'humanité et de ses dérivés, la notion d'humanité est envisagée.

Qu'il est difficile pour l'homme de bien peser ce qu'on doit sacrifier relativement à ce qu'il y a à gagner; qu'il est difficile de vouloir le but et de ne pas dédaigner les moyens! Beaucoup confondent même les moyens et le but; ils s'attachent aux premiers, en perdant de vue le second. On veut toujours guérir le mal là où il apparaît; et l'on ne se préoccupe pas du point où il prend son origine, et d'où il agit. C'est pourquoi il est si difficile de délibérer, surtout avec la foule, qui est parfaitement raisonnable dans la vie de tous les jours mais qui voit rarement plus loin que le lendemain. S'il s'ajoute encore à cela que l'un doit gagner peut-être et l'autre perdre à une entreprise commune, il n'y a absolument rien à faire par accommodement. Tout ce qui a trait au bien commun doit être soutenu par un droit de souveraineté illimité.

– Johann Wolfgang von Goethe⁴⁰⁵

There is no such thing as the State
And no one exist alone

– W. H. Auden⁴⁰⁶

Chapitre 2

Un paradigme en perdition :

le dépassement d'un droit par l'État et pour l'État

Il serait réducteur de s'en tenir à une conception de l'humanité enfermée historiquement dans les vagues qui ont caractérisé son affirmation en droit international. Il est certes nécessaire de traiter de l'influence qu'on en a eu sur elle les époques et les contextes, pour mieux comprendre les formes qu'elle a prises et les domaines par lesquels elle a choisi de s'exprimer, mais, plus que ligne du temps, l'humanité en droit international est arborescence. Les solutions retenues à différentes époques peuvent sembler surannées et leur absence d'aboutissement frustrante, il reste que la notion d'humanité poursuit son évolution, constante, dans tous les domaines qu'elle a touchés. C'est ainsi appréhendée qu'elle expose le mieux non seulement un paradigme remis périodiquement en question par différentes stratégies appliquées au nom de l'humanité mais également, toutes manifestations de la notion confondues, un paradigme en perdition.

⁴⁰⁵ *Les affinités sélectives*, Paris, Gallimard, Folio Classique, 1980 aux pp. 77 et 78.

⁴⁰⁶ « September 1, 1939 », *The New Republic*, 18 octobre 1939.

1. L'évolution transversale des références à l'humanité en droit international

S'exprimant à toutes les époques et par diverses branches du droit international, la notion d'humanité opère une avancée transversale. Ses références forment un tout entremêlé, inextricable, qui se prête peu à une approche par schématisation. Elles poussent les domaines du droit international public à se confronter, à se compléter et à se dépasser, pour toucher du doigt l'humanité évanescence et son rapport au droit. La notion d'humanité décroisse⁴⁰⁷ le droit international et dessine de nouveaux horizons en révélant un « droit de l'humanité » en formation.

1.1. Le concept d'humanité décroisse le droit international

Le recours aux lois, principes et considérations d'humanité véhiculées par la clause de Martens ne s'est pas avéré une « aberration historique »⁴⁰⁸ puisque sa réitération dans les conventions relatives au droit de la guerre s'est révélée constante⁴⁰⁹. La reconnaissance de

⁴⁰⁷ Le Bris, *supra* note 3 à la p. 4.

⁴⁰⁸ Selon l'expression utilisée dans *Licéité de l'utilisation des armes nucléaires par un État dans un conflit armé*, Avis consultatif, « Exposé écrit du Gouvernement de Nauru », (20 septembre 1994), [1996] en ligne : Cour internationale de Justice <<http://www.icj-cij.org/docket/files/93/8792.pdf>> [*Licéité OMS*]. La Cour a tranché dans cet avis que l'OMS ne détenait pas la compétence requise pour lui demander un avis sur la licéité des armes nucléaires compte tenu de leurs effets sur la santé et l'environnement puisque ce sont des activités qui sortent de son cadre d'activités en vertu du principe de spécialité des organisations internationales. Elle a préféré répondre à la requête concurrente de l'Assemblée générale des Nations Unies. On peut supposer que Nauru, à titre d'île du Pacifique voisine de l'Atolle de Kwajalein (îles Marshall), aurait préféré que la question soit axée sur la santé et l'environnement plutôt que sur la licéité de l'emploi et de la menace de l'arme nucléaire.

⁴⁰⁹ Art. 63 de la *Convention de Genève (I) pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne*, 12 août 1949, en ligne Comité international de la Croix-Rouge <<http://www.icrc.org/dih.nsf/INTRO/365?OpenDocument>>, art. 62 de la *Convention de Genève (II) pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés des forces armées sur mer*, 12 août 1949, en ligne : Comité international de la Croix-Rouge <<http://www.icrc.org/applic/ihl/dih.nsf/Treaty.xsp?documentId=4EE20B2B36D570F6C12563140043A999&action=openDocument>>, art. 142 de la *Convention de Genève (III) relative au traitement des prisonniers de guerre*, 12 août 1949, en ligne : Comité international de la Croix-Rouge <<http://www.icrc.org/dih.nsf/INTRO/375?OpenDocument>> [*Convention de Genève (III)*], art. 158 de la *Convention de Genève (IV) relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre*, 12 août 1949, en ligne : Comité international de la Croix-Rouge <<http://www.icrc.org/applic/ihl/dih.nsf/Treaty.xsp?documentId=87DBEB6A73B8E8D0C12563140043A9F3&action=openDocument>> [*Convention de Genève (IV)*], art. 1 du *Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole I)*, 8 juin 1977, en ligne : Comité international de la Croix-Rouge <<http://www.icrc.org/applic/ihl/dih.nsf/Treaty.xsp?documentId=CBEC955A2CE7E0D4C12563140043ACA5&action=openDocument>>, préambule du *Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif*

l'importance de la clause de Martens semble même s'être accrue au fil du temps, par exemple lorsqu'elle a été déplacée du préambule au corps du texte du *Protocole I*⁴¹⁰ de 1977 et lorsque la Cour internationale de Justice y a eu recours par trois fois, en 1949, 1986 et 1996⁴¹¹. L'affaire du *Détroit de Corfu* la fera même sortir du contexte de la guerre⁴¹², en affirmant que les considérations élémentaires d'humanité « sont plus absolues en temps de paix qu'en temps de guerre »⁴¹³. Plus humanistes qu'humanitaires⁴¹⁴, les considérations élémentaires d'humanité débordent également de ce cadre⁴¹⁵ pour entretenir, notamment, un rapport symbiotique avec les droits de l'homme. Elles sont en quelque sorte les premiers droits humains internationaux⁴¹⁶ qui ont dépassé les souverainetés⁴¹⁷ pour protéger la vie humaine⁴¹⁸. Réitérées lorsque les Nations Unies ont exprimé l'ambition de préserver l'humanité du « fléau de la guerre »⁴¹⁹, elles sont en cela les précurseurs des droits de la personne.

à la protection des victimes des conflits armés non internationaux (*Protocole I*), 8 juin 1977, en ligne : Comité international de la Croix-Rouge <<http://www.icrc.org/applic/ihl/dih.nsf/Treaty.xsp?documentId=6A490AB5993C1504C12563140043ACE7&action=openDocument>> [*Protocole additionnel (II)*] et préambule de la *Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou frappant sans discrimination*, 10 octobre 1980, en ligne : Organisation des Nations Unies <[http://www.unog.ch/80256EDD006B8954/\(httpAssets\)/A22CFFAEEA7AD447C12572F4002FDB1E/\\$file/CCW+amended+F.pdf](http://www.unog.ch/80256EDD006B8954/(httpAssets)/A22CFFAEEA7AD447C12572F4002FDB1E/$file/CCW+amended+F.pdf)>.

⁴¹⁰ Le projet de 1973 la plaçait au préambule selon Rupert Ticehurst, *supra* note 53 ¶ 6.

⁴¹¹ Dans l'*Affaire du détroit de Corfu*, [1949] en ligne : Cour internationale de Justice <<http://www.icj-cij.org/docket/files/1/1644.pdf>> à la p. 22 [*Affaire Corfu*], l'*Affaire Nicaragua*, *supra* note 260 à la p. 114 et l'*Avis Licéité*, *supra* note 352 à la p. 35.

⁴¹² Voir Sir Gerald Fitzmaurice, « Judicial Innovation : Its Uses and its Perils », *Cambridge Essays in International Law, Essays in Honor of Lord McNair*, New York, Oceana Publications, 1965, 24.

⁴¹³ *Affaire Corfu*, *supra* note 411 à la p. 22.

⁴¹⁴ Pierre-Marie Dupuy, « Les "considérations élémentaires d'humanité" dans la jurisprudence de la Cour Internationale de Justice » dans René-Jean Dupuy, dir., *Mélanges en l'honneur de Nicolas Valticos : droit et justice*, Paris, Pedone, 1999, 117 à la p. 126 [Dupuy, « Considérations »].

⁴¹⁵ *Ibid.* aux pp. 118 et 127.

⁴¹⁶ Une expression du droit à la vie.

⁴¹⁷ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 475.

⁴¹⁸ Le droit à la survie est le fondement du droit de la guerre selon Henri Meyrowitz, « Réflexions sur le fondement du droit de la guerre », dans *Études et Essais sur le droit international humanitaire*, Mélanges Pictet, 1984 à la p. 430 tel que repris dans Le Bris, *supra* note 3 à la p. 135. Voir également Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 473 et Katia Boustany, « Intervention humanitaire et intervention d'humanité. Évolution ou mutation en Droit international? » (1993-1994) 8 R.Q.D.I. 103 à la p. 107 [Boustany]. Soulignons aussi que George Scelle, *Précis de droit des gens*, Librairie du Recueil Sirey, 1934, aux pp. 50 à 54 traite de l'humanitaire sous son chapitre « Garantie de la vie humaine », tel que mentionné dans Boustany, *ibid.*, à la p. 108.

⁴¹⁹ Préambule de la *Charte NU*, *supra* note 9.

D'ailleurs, dans la mouvance d'un « nouvel ordre humanitaire international »⁴²⁰, on cherche depuis les années quatre-vingt à déterminer le contenu précis de la clause de Martens⁴²¹ en compilant les normes du droit humanitaire international et les droits de l'homme afin d'en dégager des « standards fondamentaux de l'humanité » applicables en toutes circonstances⁴²². Une initiative rendue nécessaire par la prévalence des conflits internes sur les conflits internationaux⁴²³, créant une zone grise⁴²⁴ où le droit humanitaire est difficile à appliquer⁴²⁵ et où les droits de l'homme normalement applicables⁴²⁶ peuvent être suspendus en évoquant la menace à la nation⁴²⁷. Les efforts⁴²⁸ en ce sens n'ont pas donné lieu à un instrument contraignant⁴²⁹ mais demeurent à l'ordre du jour du Conseil des droits de l'homme⁴³⁰.

Ainsi mises en adéquation, les branches de l'humanitaire et des droits de l'homme sont une manière qui se veut plus efficace de promouvoir la sauvegarde de la dignité de la personne humaine⁴³¹. En cela, elles ont le même objectif que les considérations élémentaires de

⁴²⁰ Voir *Nouvel ordre humanitaire international*, Rés. 5573 (LX), Doc. Off. AG NU, 55^e session (2001), en ligne : http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/55/73&Lang=F et *Nouvel ordre humanitaire international*, Rés. 59171 (LIV), Doc. Off. AG NU, 59^e session (2005), en ligne : <http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N04/486/53/PDF/N0448653.pdf?OpenElement>.

⁴²¹ Andreas Schuller, « Fundamental Standards of Humanity : Still a Useful Attempt or an Expired Concept? » (2010) 14 Int'l J.H.R. à la p. 752 [Schuller].

⁴²² Jean-Daniel Vigny et Cecilia Thompson, « Fundamental Standards of Humanity : What Future? » (2002) 20 Nethl. Q.H.R. 185 à la p. 197 [Vigny] et Schuller, *ibid.* à la p. 744.

⁴²³ Vigny, *ibid.* à la p. 185.

⁴²⁴ Asbjørn Eide, « The Need for a Declaration on Standards of Humanity » dans Boutros Boutros-Ghali, dir., *Boutros Boutros-Ghali : Amicorum discipulorumque liber*, vol. 2, Bruxelles, Bruylant, 1998, 1019 aux pp. 1019 à 1021 [Eide] et Vigny, *supra* note 422 à la p. 185.

⁴²⁵ Art. 1 du *Protocole II*, *supra* note 409.

⁴²⁶ Schuller, *supra* note 421 à la p. 758.

⁴²⁷ Le Bris, *supra* note 3 à la p. 160.

⁴²⁸ *Declaration on Humanitarian Minimum Standards*, 2 décembre 1990, en ligne : Åbo Akademi University Institute for Human Rights <http://web.abo.fi/institut/imr/publications/publications_online_text.htm>. Elle a été élaborée par un groupe d'experts internationaux réunis à l'Institut des droits de l'homme de la Åbo Akademi University à Turku, en Finlande.

⁴²⁹ Schuller, *supra* note 421 à la p. 744.

⁴³⁰ *Annual Report of the United Nations High Commissioner for Human Rights on Reports of the Office of the High Commissioner and the Secretary General. Fundamental Standards of Humanity*, Doc. NU A/HRC/8/14 (2008), en ligne : <<http://web.abo.fi/institut/imr/publications/G0814081.pdf>>.

⁴³¹ Vigny, *supra* note 422 à la p. 198.

l'humanité⁴³². Une visée universalisante basée sur une valeur partagée par toutes les civilisations, qui pourrait conduire à dépasser certains écueils du système des droits de l'homme, organisés autour de la valeur plus relative de la liberté⁴³³. On en arriverait, en complétant les droits de l'homme avec les droits de l'humanité⁴³⁴, à la reconnaissance de « droits humains », une troisième génération des droits de l'homme basés sur la solidarité humaine⁴³⁵. En effet, « la différence ne peut faire éclater l'unité fondamentale de la nature humaine qui s'exprime dans la commune dignité des hommes »⁴³⁶. Une dignité axée sur l'essence de la personne humaine plutôt que sur celle de l'individu⁴³⁷ et qui se fait ainsi la somme de tous les droits de l'homme⁴³⁸. Une relecture permettant un dépassement des droits de l'homme qui se sont « révélés inadéquats à protéger la personne humaine dans sa généricité »⁴³⁹, une problématique qui s'est exprimée par la multiplication des instruments de protection des droits de l'homme⁴⁴⁰. Une transition des droits de l'homme souvent réduits à des « droits du citoyen »⁴⁴¹ vers des droits qui sont acquis simplement en étant un être humain⁴⁴² et renforcés de ce que « the basic pattern of response to fundamental human needs and interests is always the same »⁴⁴³. L'idée n'est pas de mettre « [d]'un côté, le tout, de l'autre l'individu »⁴⁴⁴ mais plutôt de donner aux droits de l'homme une dimension nouvelle, par l'ajout de la protection de l'humanité à sa finalité classique de protection de la personne⁴⁴⁵,

⁴³² Dupuy, « Considérations », *supra* note 414 à la p. 121.

⁴³³ Le Bris, *supra* note 3 à la p. 176.

⁴³⁴ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 514.

⁴³⁵ Le concept et la terminologie sont attribués à Karel Vasak. Brunnée, *supra* note 327 à la p. 797.

⁴³⁶ Dupuy, « Dialectiques », *supra* note 247 à la p. 216.

⁴³⁷ Bernard Mathieu, « La dignité de la personne humaine : du bon (et du mauvais?) usage en droit positif français d'un principe universel », dans *Le droit, la médecine et l'être humain : Propos hétérodoxes sur quelques enjeux vitaux du XXI^e siècle*, Aix-en-Provence, Presses Universitaires d'Aix-Marseille, 1996 à la p. 235 repris dans Le Bris, *supra* note 3 à la p. 205.

⁴³⁸ Alexandre Kiss, « La protection internationale de deux valeurs fondamentales de l'humanité : les droits de l'homme et l'environnement » dans Salvino Busuttil, dir., *Mainly human rights*, Malte, Fondation Internationale Malte, 1999, 109 à la p. 114 [Kiss, « Valeurs »].

⁴³⁹ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 417.

⁴⁴⁰ Allard, *supra* note 73 à la p. 190. À titre d'exemple, la seule question de protection contre la discrimination a donné lieu à cinq déclarations et sept conventions. Voir sur la question de la multiplication des instruments de protection des droits de l'homme : Luis Andrés Fajardo Arturo, « Multiplicité des cadres de protection des droits de l'homme » (2008) 14 *Civilizar Ciencias Sociales y Humanas* 27.

⁴⁴¹ Anthony Burke, « Recovering Humanity from Man : Hannah Arendt's Troubled Cosmopolitanism » (2008) 45 *International Politics* 514 à la p. 517.

⁴⁴² Jack Donnelly, *The Concept of Human Rights*, London, Croom Helm, 1985 à la p. 21.

⁴⁴³ Iovane, *supra* note 91 à la p. 244.

⁴⁴⁴ Rémond-Gouilloud, *supra* note 314 à la p. 56.

⁴⁴⁵ Le Bris, *supra* note 3 à la p. 600.

d'en faire des droits collectifs plus efficaces devant « de nouvelles formes d'atteinte ou d'oppression face auxquelles l'individu est mal armé »⁴⁴⁶. La reconnaissance des droits de l'homme passe alors par la reconnaissance des droits de l'humanité⁴⁴⁷. Il s'agit toutefois d'un « jeu de complémentarité et d'opposition qui [...] rend plus difficile l'identification de leur régime juridique et tend à accentuer leur caractère flou »⁴⁴⁸.

La protection de l'humanité par la condamnation des crimes contre l'humanité a également évolué de manière à rejoindre d'autres disciplines du droit international. Sa parenté originelle opère surtout avec le droit humanitaire, puisque la première référence répertoriée de crime contre l'humanité serait survenue pour dénoncer les crimes « against civilization and humanity »⁴⁴⁹ commis par l'Empire ottoman au début du XX^e siècle et qui constituaient une violation de la clause de Martens.

Par la suite, les rédacteurs du *Statut de Nuremberg* se seraient de nouveau appuyés sur la clause de Martens pour légitimer l'incrimination des actes en cause au procès de Nuremberg⁴⁵⁰, où ont également été reconnues, à titre de doctrine coutumière de la nécessité militaire⁴⁵¹, les considérations élémentaires d'humanité entendues comme l'interdiction de moyens et méthodes non nécessaires pour obtenir un avantage militaire⁴⁵². Il est encore à noter que les crimes contre l'humanité et les considérations fondamentales sont deux facettes de la

⁴⁴⁶ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 417.

⁴⁴⁷ Lejbowicz, *supra* note 7 à la p. 159.

⁴⁴⁸ Le Bris, *supra* note 3 à la p. 600.

⁴⁴⁹ Dans une déclaration à l'Empire ottoman signée par la France, la Russie et le Royaume-Uni et datée du 24 mai 1915. Voir Myles, *supra* note 42 à la p. 319.

⁴⁵⁰ Henri Meyrowitz, « La répression par les tribunaux allemands des crimes contre l'humanité », (1961) 13 *Revue internationale de droit comparé* 887 tel que reproduit dans Le Bris, *supra* note 3 à la p. 284.

⁴⁵¹ Elles « étaient admises par tous les États civilisés et regardées par eux comme l'expression, codifiée, des lois et coutumes de la guerre » Procès des grands criminels de guerre devant le Tribunal militaire international, Nuremberg, 14 novembre 1945- 1^{er} octobre 1946, Nuremberg, 1947, vol. 1, p. 267. Voir Ticehurst, *supra* note 53 ¶ 14.

⁴⁵² La doctrine coutumière de la nécessité militaire « signifie que dans une situation difficile au sens général, la guerre, il n'est pas permis d'employer plus de violence que celle qui est strictement nécessaire dans les circonstances de l'espèce ». Sarah Cassella, *La nécessité en droit international : de l'état de nécessité aux situations de nécessité*, Leiden/Boston, Martinus Nijhoff Publishers, 2011 à la p. 239. Le Tribunal de Nuremberg retiendra cette définition, en tenant compte des considérations élémentaires d'humanité, et exclura l'acception allemande (*Kriesgraison*) de la doctrine qui correspondait à la négation de toute règle de droit dans certaines circonstances militaires. Voir également Edward Kwakwa, *The International Law of Armed Conflict: Personal and Material Fields of Application*, Dordrecht, Kluwer Academic, 1992 à la p. 36.

protection de la dignité humaine, liées à l'intégrité et à la survie⁴⁵³, et ce, en toutes circonstances. En effet, il a été arrêté en 1995 par le Tribunal Pénal pour l'ex-Yougoslavie que les crimes contre l'humanité ne sont pas davantage circonscrits au contexte d'un conflit armé que les considérations d'humanité⁴⁵⁴ et que les crimes énumérés au *Statut de Rome*⁴⁵⁵ de 1998 sont prohibés en tout temps⁴⁵⁶.

Les crimes contre l'humanité entretiennent également des relations étroites avec les droits de l'homme. Initialement, c'est bien « en attaquant l'homme, [qu']on nie humanité »⁴⁵⁷ mais il y a plus. Tenu en 1987, le procès de Klaus Barbie⁴⁵⁸ a mis en lumière, en rejetant l'argumentaire de l'accusé sur le caractère arbitraire de l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité, que « les droits de l'homme tels que le droit à un procès équitable ne se justifiaient désormais que s'ils étaient en mesure de protéger l'humanité dans sa dignité »⁴⁵⁹. Les droits de l'homme peuvent donc être mis en échec par l'entité collective qu'est l'humanité si la dignité de cette dernière est en jeu, tout comme sa survie⁴⁶⁰.

Les crimes contre l'humanité sont également employés à la défense d'un intérêt commun dans le cas de la culture. En effet, bien que l'Assemblée générale ait rejeté la notion

⁴⁵³ Le Bris, *supra* note 3 à la p. 294.

⁴⁵⁴ « it is by now a settled rule of customary law that crimes against humanity do not require a connection to international armed conflict. Indeed, [...] customary international law may not require a connection between crime against humanity and any conflict at all ». *Prosecutor v. Tadic*, « Decision on the Defense Motion for Interlocutory Appeal » (2 octobre 1995), en ligne : Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie <<http://www.icty.org/x/cases/tadic/acdec/en/51002.htm>> au par. 141. L'intimé tentait alors de faire valoir, devant le Tribunal pénal d'ex-Yougoslavie institué afin de traduire en justice les responsables de crimes de guerre commis dans les Balkans au cours des années quatre-vingt-dix, que les crimes contre l'humanité dont il était accusé ne pouvaient être commis que dans un contexte de conflit international selon la *Charte de Nuremberg* et que, par conséquent, le principe de droit pénal *nullum crimen sine lege* n'était pas respecté.

⁴⁵⁵ Art. 7 *Statut de Rome de la Cour pénale internationale*, 17 juillet 1998, en ligne : Comité international de la Croix-Rouge <<http://www.icrc.org/dih.nsf/INTRO/585?OpenDocument>> [*Statut de Rome*].

⁴⁵⁶ Schuller, *supra* note 421 à la p. 755.

⁴⁵⁷ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 21

⁴⁵⁸ Chef de la Gestapo en France, Klaus Barbie sera, à l'issue de la guerre, condamné à la peine capitale par le Tribunal permanent des forces armées de Lyon. Choissant la fuite, il sera finalement extradé vers la France pour subir son procès pour crimes contre l'humanité devant la cour d'assises du Rhône. Il sera reconnu coupable le 4 juillet 1987 et emprisonné à perpétuité. Voir « Il y a 25 ans : ouverture du procès Barbie », en ligne : Cour d'appel de Lyon <http://www.caulyon.justice.fr/index.php?option=com_content&task=view&id=507&Itemid=1>.

⁴⁵⁹ Allard, *supra* note 73 aux pp. 189 à 191.

⁴⁶⁰ R.J. Dupuy, « Conclusions », *supra* note 130 à la p. 481.

de génocide culturel⁴⁶¹, la destruction délibérée d'un héritage culturel peut constituer un élément de *mens rea* du crime de génocide⁴⁶² ou un élément du crime de persécution⁴⁶³. Ainsi, on a déterminé, à titre d'exemple, que la destruction délibérée et discriminatoire d'un édifice religieux peut constituer « a nearly pure expression of the notion of “crimes against humanity”, for all of humanity is indeed injured by the destruction of a unique religious culture and its concomitant cultural objects »⁴⁶⁴ ou encore que le bombardement d'une ville peut représenter « une attaque non seulement contre l'histoire et le patrimoine de la région mais aussi contre le patrimoine culturel de l'humanité »⁴⁶⁵. Il faut mentionner que la culture, quant à elle, est envisagée directement comme un droit de la personne dans plusieurs instruments internationaux⁴⁶⁶ et que la protection de l'héritage culturel, histoire par laquelle l'homme construit son identité, est liée au respect de la dignité humaine⁴⁶⁷.

⁴⁶¹ Voir William Schabas, « Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide », (2008) en ligne : United Nations Audio Visual Library of International Law <http://untreaty.un.org/cod/avl/pdf/ha/cppcg/cppcg_f.pdf> à la p. 2.

⁴⁶² *Prosecutor v. Krstic* (2001), Affaire N° IT-98-33-T, en ligne : Tribunal pénal pour l'ex-Yougoslavie <<http://www.icty.org/x/cases/krstic/tjug/en/krs-tj010802e.pdf>> au par. 577. Ce point de droit s'inscrit plus largement dans un questionnement sur l'intention de détruire un groupe requise pour le crime de génocide. Dans cette affaire, portant sur les exactions perpétrées à l'encontre des musulmans bosniaques de Srebrenica, il a ainsi été établi que la destruction physique sous-tend l'intention de la manière la plus évidente mais qu'une destruction culturelle est aussi admise.

⁴⁶³ Art. 5 (h) du *Statut du Tribunal pénal pour l'ex-Yougoslavie*, 25 mai 1993, en ligne : Comité international de la Croix-Rouge <<http://www.icrc.org/applic/ihl/dih.nsf/Treaty.xsp?action=openDocument&documentId=50C1FB4969BF9375C125639B0036A99F>> et *Prosecutor v. Kordic & Cerkez* (2001), Affaire N° IT-95-14/2-T, en ligne : Tribunal pénal pour l'ex-Yougoslavie <http://www.icty.org/x/cases/kordic_cerkez/tjug/en/kor-tj010226e.pdf> au par. 206 [Kordic]. Il était question dans cette affaire de crimes contre l'humanité commis à l'encontre de la population musulmane de la région de la Bosnie centrale. On y a décrété que la destruction et le dommage intentionnels aux institutions dédiées à la religion ou l'éducation musulmanes constituaient des actes de persécution.

⁴⁶⁴ Kordic, *ibid.* au par. 207.

⁴⁶⁵ *Le Procureur c. Miodrag Jokic* (2004), Affaire N° IT-01-42-1, en ligne : Tribunal pénal pour l'ex-Yougoslavie <http://www.icty.org/x/cases/miodrag_jokic/tjug/fr/jok-sj040318f.pdf> au par. 51. Le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie s'est penché dans cette affaire sur le bombardement de la vieille ville de Dubrovnik, une violation du droit international humanitaire à l'encontre de sa population doublée d'une atteinte à l'ensemble de l'humanité puisque la ville figurait sur la liste du patrimoine culturel mondial de l'UNESCO.

⁴⁶⁶ Art. 18, 22 et 27 de la *Déclaration des droits de l'homme*, *supra* note 82 et art. 15 du *Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels*, 16 décembre 1966, en ligne : Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme <<http://www2.ohchr.org/french/law/cescr.htm>> [*Pacte sur les droits économiques, sociaux et culturels*]. Voir également James A. R. Nafziger et Tullio Scovazzi, *Le patrimoine culturel de l'humanité*, Boston, Martinus Nijhoff Publishers, 2007 à la p. 25 [Nafziger].

⁴⁶⁷ Francesco Francioni, « Beyond State Sovereignty : the Protection of Cultural Heritage as a Shared Interest of Humanity » (2004) 25 Mich. J. Int'l. L. 1209 aux pp. 1212 à 1213 [Francioni].

Les concepts de patrimoine, d'intérêt ou de préoccupation communs à l'humanité sont eux aussi considérablement présents dans les divers domaines du droit international public. Ainsi, la clause de Martens a été soulevée par la Cour internationale de Justice pour souligner le danger que les armes nucléaires posent pour l'environnement, la santé et la vie de l'humanité⁴⁶⁸ puis les risques que pouvaient poser les interventions sur l'environnement pour l'humanité⁴⁶⁹. Suivant la même logique, l'usage de techniques de modification de l'environnement à des fins militaires est prohibé⁴⁷⁰. On a aussi avancé que les changements climatiques devraient être abordés comme des problématiques liées à la sécurité et à la paix⁴⁷¹. Alors que, pour leur part, les droits de l'homme de troisième génération ont établi des droits à la paix, au développement⁴⁷² et à l'environnement⁴⁷³. Or, le droit au développement est indissociable de la notion de patrimoine commun⁴⁷⁴, au point où certains considèrent qu'il est en lui-même un droit de troisième génération⁴⁷⁵ lié au droit à la vie, au développement, à la paix, à l'environnement et à l'alimentation⁴⁷⁶.

Le principal critère d'identification du patrimoine commun pourrait d'ailleurs aussi bien être, pour mettre fin à un débat doctrinal improductif, « the protection of the life and dignity of

⁴⁶⁸ *Avis Licéité*, *supra* note 352, par. 29 : « La Cour est consciente de ce que l'environnement est menacé jour après jour et de ce que l'emploi d'armes nucléaires pourrait constituer une catastrophe pour le milieu naturel. L'environnement n'est pas une abstraction, mais bien l'espace où vivent les êtres humains et dont dépendent la qualité de leur vie et leur santé. »

⁴⁶⁹ *Affaire Gabcikovo-Nagymaros*, *supra* note 348 par. 53 : « La Cour ne voit aucune difficulté à reconnaître que les préoccupations exprimées par la Hongrie en ce qui concerne son environnement naturel dans la région affectée par le projet Gabcikovo-Nagymaros avaient trait à un « intérêt essentiel » de cet État ».

⁴⁷⁰ *Convention sur l'interdiction d'utiliser des techniques de modification à l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles*, 10 décembre 1976, en ligne : Organisation des Nations Unies <http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/31/72>.

⁴⁷¹ Hans Corell, « Sovereignty and Humanity : Reality and Possibility » (2007) 36 *Denver J. Int'l L. & Pol'y* 1 à la p. 40 [Corell]. Les changements climatiques ont provoqué, en 2012, le déplacement d'environ 32,4 millions de personnes, voir Andrew Katz, « How Natural Disasters Changed the World in 2012 » *Time* (12 mai 2013) en ligne : *Time* <<http://world.time.com/2013/05/12/natural-disaster-data/>>. Une corrélation a été établie entre le réchauffement climatique et l'augmentation de la violence, voir Maia Szalavitz, « Hotter World Means Hotter Tempers, More Violence », *Time* (2 août 2013), en ligne : *Time* <<http://healthland.time.com/2013/08/02/hotter-world-means-hotter-temper-more-violence/>>.

⁴⁷² *Déclaration sur le droit à l'environnement*, 4 décembre 1986, en ligne : Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme <<http://www2.ohchr.org/french/law/developpement.htm>> à son art. 1 : « Le droit au développement est un droit inaliénable de l'homme en vertu duquel toute personne humaine et tous les peuples ont le droit de participer et de contribuer à un développement économique, social, culturel et politique ».

⁴⁷³ Lejbowicz, *supra* note 7 à la p. 159.

⁴⁷⁴ Voir partie 3.3., *ci-dessus*.

⁴⁷⁵ Niciu, *supra* note 159 à la p. 16.

⁴⁷⁶ Baslar, *supra* note 16 aux pp. 321 à 329.

the present and future generations, which could be termed as “the common concerns of mankind”»⁴⁷⁷. Il y a un lien à faire entre la dignité humaine et une atteinte à l’environnement qui entraîne des conditions de vie dégradées⁴⁷⁸ ainsi qu’entre dignité humaine et manipulations du génome humain, par ailleurs sacré patrimoine commun symbolique dans une déclaration⁴⁷⁹ dont le texte est directement inspiré de la *Déclaration universelle des droits de l’homme* et des *Pactes internationaux relatifs aux droits économiques sociaux et culturels et aux droits civils et politiques* de 1966⁴⁸⁰. La dignité génétique de l’homme, mais aussi de l’humanité, tout comme le droit à l’environnement, qui met en cause des problèmes globaux, concernent bien davantage l’humanité que l’individu⁴⁸¹. Enfin, puisque lorsque

l’on compare les diverses coutumes, les morales, les doctrines, qu’on les fonde dans un même moule et que l’on élimine ce qu’elles ont de particulier, pour ne conserver que ce qui est général, il reste au fond du creuset un métal pur, qui est le patrimoine commun de toute l’humanité⁴⁸²,

ne peut-on pas affirmer que les droits de l’homme dans leur totalité sont en eux-mêmes un patrimoine commun de l’humanité⁴⁸³? D’aucuns affirment que le droit international ainsi humanisé pourrait bien faire partie du patrimoine incorporel de l’humanité⁴⁸⁴.

1.2. L’émergence de « droits de l’humanité »

Les considérations de la précédente section nous amènent à reconnaître qu’au-delà des terminologies et des domaines se dégage un discours commun, sorte de « noyau dur »⁴⁸⁵ des droits de l’humanité, fondé sur le droit à l’environnement, le droit à la paix, le droit au patrimoine commun, le droit à la survie et le droit à l’intégrité, le tout dans le respect de la

⁴⁷⁷ Baslar, *supra* note 16 à la p. 70.

⁴⁷⁸ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 514.

⁴⁷⁹ Voir *Déclaration sur génome humain*, *supra* note 374.

⁴⁸⁰ Georges B. Kutukdjian, « Le génome humain : patrimoine commun de l’humanité » dans Hécator Gros Espiell, dir., *Hécator Gros Espiell, amicorum liber : persona humana y derecho internacional*, vol. 1, Bruxelles, Bruylant, 1997, 601 à la p. 604 [Kutukdjian].

⁴⁸¹ Le Bris, *supra* note 4 à la p. 358.

⁴⁸² Jean Pictet, « Les idées humanitaires à travers les divers courants de pensée et des traditions culturelles », dans *Les dimensions internationales du droit humanitaire*, Paris, Pedone, 1986 aux p. 19 à 20.

⁴⁸³ Selon une proposition du Saint-Siège à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (1975). Voir Carrillo-Salcedo, *supra* note 360 à la p. 116.

⁴⁸⁴ Sucharitkul, « L’humanité en tant qu’élément », *supra* note 37 à la p. 425.

⁴⁸⁵ Le Bris, *supra* note 3 aux pp. 90 à 91.

dignité humaine⁴⁸⁶. Ces droits sont réclamés ensemble dans la *Déclaration sur les responsabilités des générations présentes envers les générations futures*⁴⁸⁷, instrument exprimant les préoccupations à l'endroit des générations futures quant aux enjeux du nouveau millénaire et particulièrement face aux menaces posées à l'humanité et à son environnement⁴⁸⁸. En somme, les exigences de l'humanité sont aussi évidentes qu'unanimes et elles sont le mieux saisies, tout comme la dignité humaine, par leur fonction : veiller au respect de la personne humaine⁴⁸⁹. C'est ainsi comprises qu'elles contrarient plusieurs *a priori* entretenus à l'égard de l'État depuis la Paix de Westphalie.

2. Les droits de l'humanité contrarient la conception westphalienne de l'État

L'ordre international hérité de Westphalie est conçu comme une constellation d'États régnant comme autant de souverains sur le territoire qui leur est dévolu et sur la population qui s'y trouve. Il en résulte une dynamique de rapports horizontaux basés sur le consensualisme d'obligations fondées sur le volontarisme étatique. Le droit international, ordre conventionnel de *convenance* par lequel « chaque sujet agit et lie ou non sa compétence selon ce qui lui convient, en prévoyant toutefois que les autres agiront de même et par conséquent pourront désapprouver »⁴⁹⁰, est alors contrarié par des droits de l'humanité qui se situent « hors de la logique de la réciprocité étatique »⁴⁹¹. Les expressions du droit de l'humanité remettent en cause cette dynamique ainsi que les attributs classiques de la souveraineté étatique entendue comme le contrôle discrétionnaire d'un territoire et d'une population. Elles réclament plutôt la prise en compte de l'humanité par le droit.

⁴⁸⁶ Le Bris, *supra* note 3 aux pp. 90 à 91.

⁴⁸⁷ 12 novembre 1997, en ligne : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture <http://portal.unesco.org/fr/ev.php-URL_ID=13178&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html>. La responsabilité quant à la protection de l'environnement est prévue à son art. 5, la responsabilité quant à la préservation des générations futures du fléau de la guerre figure à son art. 9, la responsabilité de ne pas compromettre le patrimoine commun de l'humanité est formulée à son art. 8 et la responsabilité quant à la survie et à l'intégrité de l'humanité par le biais de son maintien et de sa perpétuation dans la dignité humaine se trouve à son art. 3.

⁴⁸⁸ *Ibid.* au préambule.

⁴⁸⁹ Le Bris, *supra* note 3 à la p. 75.

⁴⁹⁰ Lejbowicz, *supra* note 7 à la p. 15.

⁴⁹¹ Le Bris, *supra* note 3 aux pp. 487 à 491.

2.1. Le dépassement du volontarisme étatique

Les considérations élémentaires d'humanité, reprises dans la clause de Martens, sont par nature en totale opposition avec la conception d'un ordre international volontariste selon lequel la règle de droit trouve son origine dans l'expression de la volonté étatique. Elles étaient déjà soulevées, au début du XX^e siècle, pour s'opposer à la position allemande qui voulait que le droit international n'existe qu'à travers l'assentiment d'un État fondamentalement libre de se retirer d'un traité si ce dernier n'est plus au diapason avec ses intérêts⁴⁹². Les considérations élémentaires d'humanité étaient donc autant de brèches progressives dans l'individualisme des États, même au sein de « l'âge d'or des relations internationales », alors que les conventions qui les contenaient dérogeaient au principe de réciprocité pour « humaniser la guerre » avec des règles de portée générale⁴⁹³. Cette nouvelle catégorie d'obligations générales, les traités-cadres ou traités-lois, « fondés sur ce qui est implicitement reconnu être l'intérêt général », se distinguaient ainsi des traités-contrats fondés sur la réciprocité⁴⁹⁴. La Cour internationale de Justice a par la suite successivement qualifié les considérations élémentaires d'humanité de « principes généraux et bien reconnus »⁴⁹⁵, de « minimum indépendant »⁴⁹⁶ ayant précédé aux conventions qui ne sont que « son expression concrète »⁴⁹⁷ et de « règles fondamentales [qui] s'imposent d'ailleurs à tous les États, qu'ils aient ou non ratifié les instruments conventionnels qui les expriment, parce qu'elles constituent des principes intransgressibles du droit international coutumier »⁴⁹⁸. Ces principes intransgressibles sont d'ailleurs très proches conceptuellement des normes indérogeables du *jus cogens*⁴⁹⁹, à cela près que ces dernières

⁴⁹² Myles, *supra* note 42 à la p. 328. Ainsi, suivant la philosophie de Hegel, deux juristes allemands, Georg Jellinek et de Rudolph von Ihéring, formulent à la fin du XIX^e siècle l'approche selon laquelle le droit international est en quelque sorte un droit interne appliqué aux relations entre les États. Elle sera récupérée par la suite par Heinrich Triepel dans sa théorie de la *vereinbarung* selon laquelle le droit est issu de la volonté, cette fois commune, des États. Voir : Heinrich Triepel, *Droit international et droit interne*, Paris, A. Pedone, 1920.

⁴⁹³ Kiss, « Réflexions », *supra* note 89 aux pp. 81 à 82.

⁴⁹⁴ *Ibid.*

⁴⁹⁵ *Affaire Corfu*, *supra* note 411 à la p. 22. Les principes généraux sont une source du droit international en vertu de l'art. 38 (1) c) du *Statut de la Cour internationale de Justice*, 26 juin 1945, en ligne : Cour internationale de Justice <<http://www.icj-cij.org/documents/index.php?p1=4&p2=2&p3=0>> [*Statut CIJ*].

⁴⁹⁶ *Affaire Nicaragua*, *supra* note 260 par. 219

⁴⁹⁷ *Ibid.* au par. 220.

⁴⁹⁸ *Avis Licéité*, *supra* note 352 au par. 79.

⁴⁹⁹ Art. 53 de la *Convention de Vienne sur le droit des traités*, 23 mai 1969, en ligne : Organisation des Nations Unies <http://untreaty.un.org/ilc/texts/instruments/francais/traites/1_1_1969_francais.pdf> [*Convention de Vienne*].

font pour leur part partie intégrante du droit positif puisque les États les ont incluses à la *Convention de Vienne*⁵⁰⁰. La référence de la Cour internationale de Justice aux principes intransgressibles du droit international coutumier relève d'ailleurs moins d'un désir de distinguer ces deux notions que de la réserve dont elle use dans la référence au *jus cogens*⁵⁰¹.

En somme, la clause de Martens sert donc essentiellement à rappeler que le droit international coutumier demeure applicable après l'adoption d'une norme conventionnelle⁵⁰² et que tout ce qui n'est pas expressément interdit par voie de traité n'est pas autorisé pour autant⁵⁰³. Les droits fondamentaux de l'humanité auxquels elle fait référence, à titre de principes préexistants de la coutume internationale⁵⁰⁴, ne sont donc pas restreints dans leur application aux contextes prévus aux traités qui les mentionnent et se passent au final de toute acceptation conventionnelle⁵⁰⁵. Les considérations élémentaires d'humanité ont été employées par la Cour internationale de Justice pour souligner le « caractère fondamental d'une règle de droit ou des obligations précises qui en découlent [et] contourner un éventuel obstacle conventionnel »⁵⁰⁶. Oscillant entre normes du droit naturel et du droit positif⁵⁰⁷, elles apparaissent alors comme « la liaison normative entre les fondements éthiques de la norme juridique et cette norme elle-même »⁵⁰⁸. Les positions défendues devant la Cour par les États dans leurs exposés et les opinions divergentes des juges ont d'ailleurs révélé « la constante opposition qui existe en droit international entre le droit positif et le droit naturel »⁵⁰⁹. Au final, la Cour, en ne s'embarrassant même pas de la distinction théorique existant entre les

⁵⁰⁰ Pierre-Marie Dupuy, « La Convention de Vienne sur le droit des traités à l'épreuve de la pratique : quel bilan trente ans après son entrée en vigueur », (2006) 2 *Revue belge de droit international* 411 à la p. 429.

⁵⁰¹ *Avis Licéité*, *supra* note 352 par. 83 et *ibid.* à la p. 430.

⁵⁰² Christopher Greenwood, « Historical Development and Legal Basis », dans Dieter Fleck, dir., *The Handbook of Humanitarian Law in Armed Conflicts*, Oxford/New York, Oxford University Press, 1995, p. 28 (par. 129).

⁵⁰³ Voir, notamment, Yves Sandoz, Christophe Swinarski, Bruno Zimmermann, dir., *Commentaire des Protocoles additionnels du 8 juin 1977 aux Conventions de Genève du 12 août 1949*, Genève, CICR/Martinus Nijhoff, 1986 aux pp. 38 à 39 et Nagendra Singh et Edward McWhinney, *Nuclear Weapons and Contemporary International Law*, 2e éd., Dordrecht, Martinus Nijhoff, 1989 aux pp. 46 à 47.

⁵⁰⁴ Dupuy, « Considérations », *supra* note 414 à la p. 121.

⁵⁰⁵ Martens, « Conférence », *supra* note 55.

⁵⁰⁶ Dupuy, « Considérations », *supra* note 414 à la p. 126.

⁵⁰⁷ Le Bris, *supra* note 3 à la p. 133.

⁵⁰⁸ Dupuy, « Considérations », *supra* note 414 à la p. 127.

⁵⁰⁹ Ticehurst, *supra* note 53 ¶ 18.

principes généraux du droit et le droit coutumier et en évitant jusqu'à la mention de la pratique des États⁵¹⁰, a choisi d'interpréter les considérations élémentaires d'humanité comme

un type particulier de droit international inspiré moins par la pratique des États que par les convictions juridiques sur lesquelles ils ont entendu fonder (ou refonder après 1945) l'ensemble de l'ordre juridique international, au risque [...] d'entrer en contradiction avec le maintien des droits fondamentaux de l'État souverain, tels qu'hérités de la période historique antérieure⁵¹¹.

Les considérations élémentaires d'humanité ne seront pas un cas isolé. La Cour adoptera le même raisonnement⁵¹² lorsqu'elle interdira les réserves à la *Convention sur la prévention et la répression du génocide* de 1941⁵¹³ en affirmant que « [l']exclusion complète de la Convention d'un ou de plusieurs États, outre qu'elle restreindrait le cercle de son application, serait une atteinte à l'autorité des principes de morale et d'humanité qui sont à sa base »⁵¹⁴ et que

[d]ans une telle convention, les États contractants n'ont pas d'intérêts propres; ils ont seulement tous et chacun, un intérêt commun, celui de préserver les fins supérieures qui sont la raison d'être de la convention. Il en résulte que l'on ne saurait, pour une convention de ce type, parler d'avantages ou de désavantages individuels des États, non plus que d'un exact équilibre contractuel à maintenir entre les droits et les charges⁵¹⁵.

Les standards fondamentaux d'humanité se réclament quant à eux du *jus cogens*⁵¹⁶ et pourraient être confirmés dans cette ambition suivant l'affirmation du Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie voulant que « la plupart des normes du droit international humanitaire sont des normes impératives du droit international ou *jus cogens* »⁵¹⁷ qui entraînent des obligations *erga omnes*⁵¹⁸ « même lorsque la pratique étatique est rare ou contradictoire »⁵¹⁹. Les obligations *erga omnes* sont les obligations des États envers la communauté internationale et dont la nature est telle qu'elle les concerne tous, elles découlent,

⁵¹⁰ *Avis Licéité*, *supra* note 352 et Dupuy, « Considérations », *supra* note 414 à la p. 124.

⁵¹¹ *Ibid.* à la p. 127.

⁵¹² *Ibid.* aux pp. 126 à 127.

⁵¹³ *Supra* note 79.

⁵¹⁴ *Affaire relative à l'application de la Convention pour la prévention et la répression du génocide (Bosnie-Herzégovine c. Serbie-et-Monténégro)*, [2007] en ligne : Cour internationale de Justice <<http://www.icj-cij.org/docket/files/91/13685.pdf>> à la p. 13.

⁵¹⁵ *Ibid.* à la p. 12.

⁵¹⁶ Eide, *supra* note 424 à la p. 1037.

⁵¹⁷ *Le Procureur c. Kupresik* (2000), Affaire no IT-9516-T, en ligne : Tribunal pénal pour l'ex-Yougoslavie <<http://www.icty.org/x/cases/kupreskic/tjug/fr/kup-tj000114f.pdf>> au par. 520.

⁵¹⁸ *Ibid.* au par. 23.

⁵¹⁹ *Ibid.* au par. 527.

par exemple, des principes concernant les droits fondamentaux de la personne humaine⁵²⁰. L'absence de réciprocité dans les traités⁵²¹ est une caractéristique qui s'observe également dans le domaine des droits de l'homme, qui ont évolué au-delà de la sphère du droit international créé et accepté par les États⁵²². Érigés en idéal commun dans la *Charte des Nations Unies*⁵²³, ils expriment une volonté supérieure aux États⁵²⁴ et peuvent donner lieu à une ingérence contrariant le système étatique westphalien⁵²⁵.

On prête également à la notion de patrimoine commun de l'humanité des visées similaires puisque, en cherchant à neutraliser les oppositions liées au volontarisme étatique⁵²⁶, elle aurait contribué à faire évoluer l'intérêt commun de l'étape des « coinciding interests » à celle des « common interests »⁵²⁷. En est un exemple la protection de l'environnement, où l'absence de réciprocité est essentielle⁵²⁸, ce qui a donné lieu à la confirmation d'une obligation *erga omnes* en haute mer et dans la Zone⁵²⁹ et à cette déclaration du juge Bedjaoui, en marge d'un cas traitant des considérations élémentaires d'humanité :

on peut trouver le témoignage dans la place que le droit international accorde désormais à des concepts tels que celui d'obligations *erga omnes*, de règles de *jus cogens* ou de patrimoine commun de l'humanité. A l'approche résolument positiviste, volontariste du droit international qui prévalait encore au début du siècle [...] s'est substituée une conception objective du droit

⁵²⁰ *Affaire de la Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (Belgique c. Espagne)*, [1970] en ligne : Cour internationale de Justice <<http://www.icj-cij.org/docket/files/50/5387.pdf>> au par. 33 et 34 [*Barcelona Traction*].

⁵²¹ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 413.

⁵²² Benyekhleif, *supra* note 6 à la p. 185.

⁵²³ *supra* note 9 à son préambule : « foi dans les droits fondamentaux de l'homme ».

⁵²⁴ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 544.

⁵²⁵ Benyekhleif, *supra* note 6 aux pp. 235 et suivantes.

⁵²⁶ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 499.

⁵²⁷ Brunnée, *supra* note 327 à la p. 807.

⁵²⁸ René-Jean Dupuy, « Humanité et environnement » (1993) 12 Ann. dr. marit. & aéro.-spat. 493 à la p. 494 [Dupuy, « Environnement »]. Voir également Jonas, *supra* note 313.

⁵²⁹ *Responsibilities and Obligations of States Sponsoring Persons and Entities with Respect to Activities in the Area*, Affaire N° 17, Avis consultatif, [2001] en ligne : Tribunal maritime international <http://www.itlos.org/fileadmin/itlos/documents/cases/case_no_17/adv_op_010211_fr_01.pdf>, par. 180. La Chambre pour le règlement des différends relatifs aux fonds marins du Tribunal international des fonds marins a déterminé dans cet avis que les États patronnant des activités dans la Zone ont l'obligation d'adopter une approche de précaution et les meilleures pratiques écologiques dans le cadre de leurs activités. Ils doivent, pour ce faire, évaluer leur impact écologique.

international, ce dernier se voulant plus volontiers le reflet d'un état de conscience juridique collective et une réponse aux nécessités sociales des États organisés en communauté⁵³⁰.

Cette avancée, timide mais régulière, des impératifs de l'humanité au détriment du volontarisme étatique⁵³¹ serait-elle en passe de nous transposer du « stade de l'internationalité au stade de la mondialité⁵³² »? Il est certain que le *jus cogens*⁵³³ a une « parentalité originelle »⁵³⁴ avec l'humanité lorsqu'il matérialise une conscience universelle⁵³⁵ « dans un monde où d'impérieuses nécessités obligent d'imposer le primat d'intérêts généraux mondiaux sur des intérêts purement nationaux »⁵³⁶. En privilégiant des intérêts supérieurs dépassant les intérêts particuliers consignés aux traités⁵³⁷, il est peut être la porte de sortie⁵³⁸ permettant de dépasser certaines contradictions du droit international⁵³⁹ et le véhicule capable d'imposer la dignité de la personne humaine⁵⁴⁰. Il en va de même des obligations *erga omnes* qui, en opérant une distinction entre les engagements conclus entre les États et les règles qui s'imposent à eux en tant que membres de la communauté internationale⁵⁴¹, ramènent aux valeurs de la *Charte* et, partant, à la communauté humaine⁵⁴². Chaque État se trouvant en droit d'exiger le respect de l'obligation et de réagir contre celui qui la transgresse, la mise en œuvre

⁵³⁰ *Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires*, Avis consultatif, [1996], « Déclaration de M. Bedjaoui » en ligne : Cour internationale de Justice <<http://www.icj-cij.org/docket/files/95/7498.pdf>> au par. 13 [« Déclaration de M. Bedjaoui »].

⁵³¹ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 414.

⁵³² Carrillo-Salcedo, « La Cour pénale internationale : l'humanité trouve une place dans le droit international » (1999) 103 R.G.D.I.P. 23 à la p. 26 [Carrillo-Salcedo, « Cour pénale internationale »].

⁵³³ Voir art. 53 de la *Convention de Vienne*, *supra* note 499.

⁵³⁴ Le Bris, *supra* note 3 à la p. 492.

⁵³⁵ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 490.

⁵³⁶ Paul Reuter, *Le développement de l'ordre juridique international. Écrits de droit international*, Paris, Économica, 1995 à la p. 20 [Reuter].

⁵³⁷ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 414.

⁵³⁸ Baslar, *supra* note 16 à la p. 367.

⁵³⁹ Le Bris, *supra* note 3 à la p. 492.

⁵⁴⁰ Sucharitkul, « Évolution », *supra* note 116 à la p. 903.

⁵⁴¹ *Barcelona Traction*, *supra* note 520 au par. 33 et Jean Salmon, dir., *Dictionnaire du droit international public*, Bruylant, Bruxelles, 2001 à la p. 771.

⁵⁴² Les valeurs au préambule, auxquelles les États ne peuvent déroger dans des accords internationaux selon l'art. 103 de la *Charte NU*, *supra* note 9. Voir Hervé Cassan, « Humanité et développement : quelques remarques prospectives », dans *La formation des normes en droit international du développement*, Paris, Éditions du CNRS, 1984, 197 aux p. 197 à 201 [Cassan].

du droit devient, comme les valeurs que l'on cherche à protéger, l'affaire de tous⁵⁴³. En somme

[c]e n'est pas aujourd'hui que l'on découvre que le droit international général incorpore et consacre des valeurs importantes. Ce qui peut paraître relativement nouveau est d'observer que dans un système fondé sur l'horizontalité, il ait été possible, à la faveur de l'évolution des idées et de la pratique, de consolider l'existence de ces valeurs communes – c'est la consécration du *ius cogens* – et d'asseoir le mécanisme de leur mise en œuvre au nom de la communauté internationale – c'est à quoi conduit la théorie des obligations *erga omnes*. C'est un témoin du caractère vivant et évolutif du droit des gens⁵⁴⁴.

Il reste à voir si l'on peut réellement dépasser un ordre international fait de « disagreement reduced to writing »⁵⁴⁵ et où un devoir-être sous-jacent ne parvient pas à s'imposer⁵⁴⁶ dans un droit caractérisé, à première vue, par l'exercice de l'autorité étatique sur un peuple et son territoire.

2.2. La remise en cause de la territorialité et de la non-ingérence

La souveraineté territoriale, entendue comme « the complete and undisturbed dominion over a territorial space »⁵⁴⁷ qui ne souffre pas l'ingérence⁵⁴⁸ est également compromise par certaines expressions des droits de l'humanité. Ainsi, l'ingérence humanitaire garantissant la mise en œuvre de ces droits⁵⁴⁹, se fait plus insistante alors qu'elle s'investit dans le conflit civil et brouille les contours de l'international⁵⁵⁰. L'intervention d'humanité a cours depuis l'époque byzantine du V^e au XI^e siècle⁵⁵¹ et est comprise depuis le début du XX^e siècle comme une « règle de droit impérative, générale, obligatoire pour tout État aussi bien

⁵⁴³ Christian Dominicé, « Observations sur la consolidation des valeurs communes en droit des gens contemporain » dans Aristotle Constantinides, Nikos Zaicos, dir., *Essays in Honor of Professor Kalliopi K. Koufa*, Boston, Martinus Nijhoff Publishers, 2009, 3 à la p. 7.

⁵⁴⁴ *Ibid.* à la p. 9.

⁵⁴⁵ Allott, « Health of Nations », *supra* note 21 à la p. 305. Pensons notamment à la *CNUDM*, *supra* note 123, qui aura été, en effet, un désaccord couché sur le papier en attente d'un nouveau rapport de forces.

⁵⁴⁶ Hegel, *Principes de la philosophie du droit* tel que cité dans Lejbowicz, *supra* note 7 à la p. 205.

⁵⁴⁷ Francioni, *supra* note 467 à la p. 1220. Voir aussi *Affaire du « Lotus »* (1927), C.P.J.I. (sér. A) n° 10 et en ligne : Cour internationale de Justice <http://www.icj-cij.org/pcij/serie_A/A_10/30_Lotus_Arret.pdf>.

⁵⁴⁸ Art. 2 (7) *Charte NU*, *supra* note 9. La souveraineté de chaque État sur son territoire attitré lui reconnaît une indépendance en excluant l'ingérence des États tiers, voir *Affaire Palmas*, *supra* note 11 à la p. 838.

⁵⁴⁹ Le Bris, *supra* note 3 à la p. 449.

⁵⁵⁰ Duplessis, « Communauté internationale », *supra* note 28.

⁵⁵¹ Baron Michel de Taube, « L'apport de Byzance au développement du droit international Occidental » (1939) I R.C.A.D.I. 237 à la p. 305 tel que repris par Boustany, *supra* note 418 à la p. 103.

que pour tout individu, supérieure aux législations nationales aussi bien qu'aux conventions internationales et qui constituerait le droit commun de l'humanité »⁵⁵². Elle se fonde sur le postulat que l'État manque à ses fonctions s'il méconnaît les intérêts de ses ressortissants⁵⁵³ et a ainsi évolué récemment pour se faire « responsabilité de protéger »⁵⁵⁴, une notion qualifiée de « guiding principle » et de norme émergente⁵⁵⁵. Dans une tentative de réponse à la question « si l'intervention humanitaire constitue effectivement une atteinte inadmissible à la souveraineté, comment devons-nous réagir face à [...] des violations flagrantes, massives et systématiques des droits de l'homme, qui vont à l'encontre de tous les principes sur lesquels est fondée notre condition d'êtres humains? »⁵⁵⁶, on a convenu avec la responsabilité de protéger que la souveraineté impliquait la responsabilité de l'État de protéger son peuple et que cette responsabilité prenait le pas sur la non-intervention dans le cas où l'État ne l'assumerait pas⁵⁵⁷. Le caractère humanitaire d'une intervention est donc « susceptible de la soustraire aux interdictions visant la protection de l'intégrité territoriale [et atteste que] la souveraineté étatique peut se heurter à des limitations du droit international lorsque des droits fondamentaux sont violés de manière à mettre en péril des populations »⁵⁵⁸.

Il en va de même dans le cas des crimes contre l'humanité qui font l'objet d'un ordre répressif international⁵⁵⁹ et échappent à la compétence territoriale, pourtant pilier du droit

⁵⁵² Boustany, *supra* note 418 à la p. 103 citant Antoine Rougier, « La théorie de l'intervention d'humanité » (1910) XVII, R.G.D.I.P. aux pp. 478 à 479.

⁵⁵³ *Ibid.* à la p. 104 reprenant Rougier, *ibid.* aux p. 495 à 496.

⁵⁵⁴ Point 138 du *Document final du Sommet de 2005*, Rés. 60/1 (LX), Doc. Of. AG NU, 60^e session (2005), en ligne : Organisation internationale des Nations Unies <http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/60/1>.

⁵⁵⁵ International Commission on Intervention and State Sovereignty. *The Responsibility to Protect*, Ottawa, International Development Research Center, 2001. Voir aussi la responsabilité de protéger dans le *Document final du Sommet mondial de 2005*, *ibid.*, à la p. 33. Voir finalement : *Protection des civils dans les conflits armés*, Rés. 1674, Doc. Off. CS NU (2006), en ligne : Organisation des Nations Unies <<http://www.un.org/News/fr-press/docs/2006/CS8710.doc.htm>> et *Protection des civils dans les conflits armés*, Rés. 1676, Doc. Off. CS NU (2006), en ligne : Organisation des Nations Unies <<http://www.un.org/News/fr-press/docs/2006/CS8710.doc.htm>>.

⁵⁵⁶ Point 217 du *Rapport du Secrétaire Général des Nations Unies « Nous, les peuples des Nations Unies au XXI^e siècle »* (2000), en ligne : Organisation des Nations Unies <<http://www.un.org/french/millenaire/sg/report/full.htm>>.

⁵⁵⁷ Benyekhlef, *supra* note 6 à la p. 187.

⁵⁵⁸ Boustany, *supra* note 418 à la p. 104.

⁵⁵⁹ *Principes de la coopération internationale en ce qui concerne le dépistage, l'arrestation, l'extradition et le châtiement des individus coupables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité*, Rés. 3074 (XXVIII), Doc. Off. AG NU, 28^e session (1973), en ligne : Organisation des Nations Unies <<http://daccess-dds->

pénal⁵⁶⁰, sur la base du principe que « [l]es frontières ne devraient pas être considérées comme un bouclier contre l'application de la loi et comme une protection pour ceux qui foulent aux pieds les droits les plus élémentaires de l'humanité »⁵⁶¹. La compétence universelle qui en découle⁵⁶² permet à un État de poursuivre l'auteur d'une infraction en l'absence de tout lien de rattachement autre que « le partage d'une commune humanité »⁵⁶³. Elle a été justifiée également par l'appartenance de l'interdiction des crimes contre l'humanité au *jus cogens* et au droit des gens⁵⁶⁴.

L'ingérence culturelle est pour sa part rendue possible par la *Déclaration sur la destruction intentionnelle du patrimoine culturel* de 2003, par laquelle les États doivent prendre les mesures nécessaires afin d'empêcher cette destruction où que le patrimoine protégé soit situé⁵⁶⁵. Procédant du même esprit, la protection de l'environnement, espace non représentable qui « s'oppose à une philosophie du territoire [comme un] espace enclos dans les limites et qui trouve son sens par ces limites mêmes »⁵⁶⁶ donnerait selon certains naissance à une nouvelle forme d'ingérence : l'ingérence écologique⁵⁶⁷. On chercherait par cette dernière à

ny.un.org/doc/RESOLUTION/GEN/NR0/282/97/IMG/NR028297.pdf?OpenElement> et *Statut de Rome*, *supra* note 455.

⁵⁶⁰ Martens, « Conférence », *supra* note 55.

⁵⁶¹ *Le Procureur c. Tadic*, « Arrêt relatif à l'appel de la défense concernant l'exception préjudicielle d'incompétence » (2 octobre 1995), en ligne : Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie <<http://www.icty.org/x/cases/tadic/acdec/fr/51002JN3.htm>> au par 58.

⁵⁶² *Statut de Rome*, *supra* note 455 à son art. 4 : « La Cour peut exercer ses fonctions et ses pouvoirs, comme prévu dans le présent Statut, sur le territoire de tout État Partie et, par une convention à cet effet, sur le territoire de tout autre État ».

⁵⁶³ Philippe Coppens, « Du droit de punir : par humanité? (à propos de la compétence universelle) » (2005) 35 R.G.D.403 à la p. 404 [Coppens].

⁵⁶⁴ *Regina v. Bartle and the Commissioner of Police for the Metropolis and Others Ex Parte Pinochet* (1999), (H.L.) en ligne : Parlement du Royaume-Uni <<http://www.parliament.the-stationery-office.co.uk/pa/ld199899/ldjudgmt/jd990324/pino1.htm>>.

⁵⁶⁵ Art. III (1) de la *Convention sur le patrimoine culturel immatériel*, *supra* note 38. Une préoccupation qui reste d'actualité : Claude Lévesque, « Terre brûlée, livres en périls » *Le Devoir* (28 juin 2013), en ligne : *Le Devoir* <<http://www.ledevoir.com/international/actualites-internationales/369665/terre-brulee-livres-en-peril>>. Cet article porte sur l'Institut Ahmed Baba de Tombouctou, incendié en janvier par des islamistes radicaux dans la foulée de la crise politique et militaire secouant le Mali depuis le coup d'État de mars 2012 et l'occupation subséquente du nord du pays par des rebelles liés à Al-Qaïda. Elle contenait des manuscrits datant du Moyen Âge, trésors culturels attestant de l'histoire écrite de l'Afrique subsaharienne antérieure à la colonisation européenne. Une partie de la collection aurait heureusement été mise à l'abri dès le début de la rébellion.

⁵⁶⁶ Lejbowicz, *supra* note 7 à la p. 150.

⁵⁶⁷ Dominique Hedin, « L'ingérence au-delà de l'humanitaire », (1993) 1 *Études* 1993 à la p. 308 tel que repris dans *Le Bris*, *supra* note 3 aux pp. 451 à 453.

conditionner les échanges au respect du principe de développement durable et de la protection plus générale de l'environnement⁵⁶⁸.

La santé et la sécurité humaine sont également mondialisées et fortement corrélées à la paix internationale. Elles sont réunies dans le concept de la sécurité humaine, élaboré par le Conseil des Nations Unies pour le développement dans un rapport de 1994⁵⁶⁹, qui comporte deux aspects principaux : « d'une part, la protection contre les menaces chroniques, telles que la famine, la maladie et la répression et, d'autre part, la protection contre tout événement brutal susceptible de perturber la vie quotidienne ou de porter préjudice à son organisation dans les foyers, sur le lieu de travail ou au sein de la communauté »⁵⁷⁰. Elle dépasse donc la définition traditionnelle de la sécurité entendue comme la défense des frontières et des intérêts étatiques pour mieux protéger la population humaine⁵⁷¹ et faire de sa sécurité et de sa santé « [the] ultimate goal of humanity, human rights and humanitarian intervention »⁵⁷². Cette relecture de la sécurité est intéressante en ce qu'elle inclut la santé et la dégradation de l'environnement humain qui ne sont pas des ensembles distincts⁵⁷³, la santé étant tributaire d'un environnement sain⁵⁷⁴. Elle permet ainsi de prendre en compte des problématiques humaines diffuses telles que le phénomène des changements climatiques, qui jouent un rôle dans la réémergence de certaines maladies⁵⁷⁵ ou encore risquent de faire augmenter le niveau de la mer et de provoquer des migrations constituant un risque sanitaire⁵⁷⁶ et sécuritaire.

⁵⁶⁸ Par le biais, par exemple, de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement. Voir : *Critères pour la gestion d'un développement durable : vers un développement durable sur le plan écologique* (2001), en ligne : Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement <<http://unctad.org/Sections/dite/iaa/docs/compendium/fr/17%20volume%201.pdf>>.

⁵⁶⁹ Définition du *Rapport sur le développement humain* (1994), en ligne : Programme des Nations Unies pour le développement <http://hdr.undp.org/en/media/hdr_1994_fr_chap2.pdf> à son chapitre 2 sur « Les nouvelles dimensions de la sécurité humaine » à la p. 24.

⁵⁷⁰ *Ibid.* à la p. 24.

⁵⁷¹ Coupland, *supra* note 44 aux pp. 982 à 983.

⁵⁷² *Ibid.* à la p. 984.

⁵⁷³ Michael Bothe, « Droit international de la santé et droit de l'environnement » (1985) 2 R.Q.D.I. 125 à la p. 126.

⁵⁷⁴ Jean-Maurice Arbour et Sophie Lavallée, *Droit international de l'environnement*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2006 à la p. 31.

⁵⁷⁵ David P. Fidler, *International Law and Infectious Diseases*, Oxford, Oxford University Press, 1999 à la p. 245 [Fidler].

⁵⁷⁶ *Ibid.* aux pp. 250 à 251. On envisage d'ailleurs de considérer les changements climatiques comme une question de santé publique, voir Courtney Subramanian, « Rebranding Climate Change as Public Health Issue » *Time* (8 août 2013), en ligne : *Time* <<http://healthland.time.com/2013/08/08/rebranding-climate-change-as-a>>

La sécurité humaine pourrait bien être l'occasion de revoir une gouvernance de la santé mondiale aujourd'hui en crise⁵⁷⁷ alors que la mondialisation, par des facteurs tels que le commerce et le tourisme internationaux⁵⁷⁸, a fait du monde un bassin commun où chaque maladie infectieuse que l'on ne traite pas alors qu'on en aurait les moyens ou que l'on traite de manière inappropriée, constitue une menace⁵⁷⁹. En effet, la résistance aux antibiotiques, et la réémergence mondiale de maladies infectieuses subséquente (y compris dans les pays favorisés), pourrait s'avérer être la crise sanitaire internationale du XXI^e siècle.⁵⁸⁰ Les circonstances y sont à tout le moins favorables considérant le recours inadéquat aux antibiotiques dans les pays en voie de développement⁵⁸¹ et leur disponibilité insuffisante⁵⁸², qui contribuent à créer des populations vulnérables aux maladies réémergentes sur lesquelles les médicaments connus ne démontrent aucune efficacité⁵⁸³. La pollution par les produits chimiques gagnerait également à être traitée par le biais de la sécurité humaine. Nous transmettons aujourd'hui à nos enfants notre patrimoine toxique en même temps que notre

public-health-issue/>. Il ne sera probablement jamais plus pertinent de penser la sécurité humaine en matière d'environnement au niveau international alors que l'environnement mondial se dégrade à un rythme accéléré : « L'état de la planète se dégrade à grande vitesse » *Radio-Canada* (6 juin 2012), en ligne : Radio-Canada <<http://www.radio-canada.ca/nouvelles/environnement/2012/06/06/002-rapport-pnue-geo-5.shtml>> et « Approaching a State Shift in Earth Biosphere » *Nature* (7 juin 2012) en ligne : Nature <<http://www.nature.com/nature/journal/v486/n7401/full/nature11018.html>>. L'humanité consomme également plus de ressources que la planète n'en produit dans une année : Albelle Di Napoli, « Mercredi 22 août, l'humanité a déjà épuisé son crédit annuel de ressources naturelles » *Le Monde* (22 août 2012) en ligne : Le Monde <http://www.lemonde.fr/planete/article/2012/08/22/mercredi-22-aout-jour-du-depassement-pour-les-ressources-mondiales_1748396_3244.html>.

⁵⁷⁷ Allyn L. Taylor, « Enjeux contemporains liés à la gouvernance de la santé mondiale » dans Bartha Maria Knoppers et Yann Joly, dir., *La santé et le bien commun*, Montréal, Thémis, 2008, 221 à la p. 222.

⁵⁷⁸ Fidler, *supra* note 575 à la p. 2. La migration humaine est reconnue comme étant le principal moyen de transmission des maladies infectieuses et on estimait, en 2002, le nombre de touristes internationaux à 715 millions. Voir Comité consultatif national sur le SRAS et la santé publique, *Leçons de la crise du SRAS : renouvellement de la santé publique au Canada*, octobre 2003, en ligne : Agence de la santé publique <<http://www.phac-aspc.gc.ca/publicat/sars-sras/naylor/index-fra.php>> aux pp. 2 et 16.

⁵⁷⁹ Obijiofor Aginam, *Global Health Governance : International Law and Public Health in a Divided World*, Toronto, University of Toronto Press, 2005 à la p. 6 [Aginam] et Fidler, *supra* note 575 aux pp. 5 à 6.

⁵⁸⁰ Laurie Garrett, *Betrayal of Trust : The Collapse of Global Public Health*, New York, Hyperion, 2000 à la p. 571 [Garret].

⁵⁸¹ Fidler, *supra* note 175 1999 à la p. 16.

⁵⁸² Garrett, *supra* note 580 à la p. 571.

⁵⁸³ Voir notamment Bryan Walsh, « Drug-Resistant Malaria is Spreading, and It Could Be a Public Health Disaster » *Time* (6 avril 2012) en ligne : Time <<http://healthland.time.com/2012/04/06/drug-resistant-malaria-is-spreading-and-it-could-be-a-public-health-disaster/>>, « India Races to Contain Untreatable Tuberculosis » *Wall Street Journal* (19 juin 2012) en ligne : Wall Street Journal, <<http://online.wsj.com/article/SB10001424052702303444204577460734274201756.html>> et Fergus Walsh, « Antibiotic Resistance « as Big a Risk as Terrorism » », *BBC News* (11 mars 2013) en ligne : BBC News <<http://www.bbc.co.uk/news/health-21737844?print=true>>.

patrimoine génétique⁵⁸⁴ car, exposé à des milliers de substances chimiques⁵⁸⁵ dont la plupart n'ont pas été concrètement évaluées quant à leur effet sur la santé⁵⁸⁶, notre corps recèle plusieurs composantes chimiques persistantes et transmissibles notamment par le lait maternel⁵⁸⁷. Les plus préoccupants d'entre eux sont sans contredits les produits chimiques reconnus comme étant des perturbateurs endocriniens, capables de bloquer les récepteurs d'hormones et de modifier l'expression des gènes⁵⁸⁸. Or, ces substances, contenues dans une multitude de produits courants, sont susceptibles d'affecter la fertilité et constituent, de l'opinion de plusieurs, rien de moins que le signe précurseur de l'extinction possible de l'humanité⁵⁸⁹. Il est à souligner que les initiatives internationales contraignantes visant à contrer la pollution par les produits chimiques se résument à bien peu de chose⁵⁹⁰ et, surtout, limitent ou interdisent un nombre très limité de produits dangereux. Une ingérence en matière de sécurité sanitaire, serait, dans les circonstances, souhaitable. La mise en place d'un *Règlement sanitaire international*⁵⁹¹ sous l'égide de l'OMS, premier et unique outil d'application universelle visant à protéger la santé de l'ensemble de la population mondiale⁵⁹², n'ayant pas été le pas historique dans le rapprochement de la santé et du droit international que

⁵⁸⁴ Voir, à titre indicatif, « Homo Toxicus », documentaire diffusé le 10 décembre 2008 par Télé Québec, en ligne : <<http://www.homotoxicus.com/index.htm>>.

⁵⁸⁵ Committee on Hormonally Active Agents in the Environment, National Research Council. *Hormonally active agents in the environment*, Washington, National Academy Press, 1999.

⁵⁸⁶ « Notre cocktail quotidien de produits chimiques », en ligne : Bureau européen des unions de consommateurs <<http://www.beuc.org/custom/2002-00344-01-F.pdf>>.

⁵⁸⁷ Gina M. Salomon et Ted Schettler. « Endocrine disruption and potential human health implications » (2000), en ligne : Canadian Medical Association Journal <<http://www.cmaj.ca/cgi/content/full/163/11/1471?maxtoshow=&HITS=10&hits=10&RESULTFORMAT=&fulltext=fertility+and+chemicals&andorexactfulltext=and&searchid=1&FIRSTINDEX=0&sortspec=date&resourcetype=HWCIT>>.

⁵⁸⁸ Voir R. L. Cooper et R. J. Kavlock, « Endocrine Disruptors and Reproductive Development: a Weight-of-evidence Overview », (1997) J. Endocrinol 152 aux pp. 159 à 166 et Michael McCally, « Environment and Health : an Overview », (2000), en ligne : Canadian Medical Association Journal <<http://www.cmaj.ca/cgi/content/full/163/5/533?maxtoshow=&HITS=10&hits=10&RESULTFORMAT=&fulltext=fertility+and+chemicals&andorexactfulltext=and&searchid=1&FIRSTINDEX=0&sortspec=date&resourcetype=HWCIT>>.

⁵⁸⁹ Voir, à titre indicatif, « The Disappearing Male », documentaire diffusé le 13 décembre 2008 par CBC, en ligne : <<http://www.cbc.ca/documentaries/doczone/2008/disappearingmale/>>.

⁵⁹⁰ *Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international*, 10 septembre 1998, en ligne : Organisation des Nations Unies <<http://www.pic.int/LaConvention/Aper%C3%A7u/TextedelaConvention/tabid/1786/language/fr-CH/Default.aspx>> et *Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants*, 23 mai 2001, en ligne : Organisation des Nations Unies <http://www.pops.int/documents/convtext/convtext_fr.pdf>.

⁵⁹¹ *Règlement sanitaire international*, 23 mai 2005, en ligne : Organisation Mondiale de la Santé <http://whqlibdoc.who.int/publications/2008/9789242580419_fre.pdf> [RSI].

⁵⁹² *Ibid.* à son art. 3 (3).

l'on attendait⁵⁹³. Une chose est certaine, l'État, à plusieurs égards, a failli à sa mission de protection de la population se trouvant entre ses frontières, un vide que le concept d'humanité cherche à combler.

2.3. La socialisation par-delà l'État

La vision selon laquelle la société ne peut prendre forme que par l'État⁵⁹⁴ sur la scène internationale est elle aussi mise à mal par le processus d'affirmation des droits de l'humanité et tout particulièrement par ses appels répétés à la conscience publique. Ainsi, et pour ne nommer que ceux-ci, la clause de Martens donne plus de poids aux justifications d'ordre public qu'à la pratique étatique⁵⁹⁵, les considérations d'humanité dans la *Déclaration des droits de l'homme* dénoncent « des actes de barbarie qui révoltent la conscience de l'humanité »⁵⁹⁶, la Cour internationale de Justice se penche sur la « conscience juridique des peuples »⁵⁹⁷, le patrimoine commun de l'humanité est un mythe mobilisateur parce qu'il est « une grande idée susceptible de mobiliser les consciences »⁵⁹⁸, les instruments conclus sous les auspices de l'ONU sont « l'expression de la conscience morale de l'humanité »⁵⁹⁹, le *Statut de Rome* se réfère aux atrocités qui « heurtent la conscience humaine »⁶⁰⁰ et la responsabilité de protéger se limite aux « extreme, conscience-shocking cases of mass atrocities »⁶⁰¹. Nous serions témoins en quelque sorte de l'articulation de la prise de « conscience des hommes [qu'ils] sont condamnés à vivre ensemble »⁶⁰², d'une « prise de conscience généralisée des valeurs fondamentales que doivent protéger tous les États du

⁵⁹³ David P. Fidler et Lawrence O. Gostin, « The New International Health Regulations : An Historic Development for International Law and Public Health » *Journal of Law, Medicine & Ethics* 85 à la p. 93.

⁵⁹⁴ Lejbowicz, *supra* note 7 à la p. 5 et Duplessis, « Communauté internationale », *supra* note 28.

⁵⁹⁵ Le Bris, *supra* note 3 2012 à la p. 600.

⁵⁹⁶ À son préambule, *supra* note 82.

⁵⁹⁷ *Affaire du détroit de Corfu*, [1949], « Opinion individuelle de M Alexandro Rodriguez », en ligne : Cour internationale de Justice <<http://www.icj-cij.org/docket/files/1/1648.pdf>> à la p. 45.

⁵⁹⁸ Morand-Deville, *supra* note 303 à la p. 10.

⁵⁹⁹ *Déclaration à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies*, Rés. 2627 (XXV), Doc. Off. AG NU, 25^e session (1970), en ligne : Organisation des Nations Unies <[http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/2627\(XXV\)&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/2627(XXV)&Lang=F)>.

⁶⁰⁰ À son préambule, *supra* note 455.

⁶⁰¹ Ann Peters, « Humanity as the A and Ω of Sovereignty » (2009) 20 *E.J.I.L.* 513 à la p. 523 [Peters].

⁶⁰² Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 517 citant Noëlle Lenoir, « Constitution et droits de l'homme », (1995) 17 *Diogenes* à la p. 35.

monde »⁶⁰³ et d'une volonté de voir le droit international « relever de [cette] expression de la conscience publique »⁶⁰⁴. Une sorte d'éveil de la conscience universelle⁶⁰⁵ de l'humanité dans son acception d'espèce⁶⁰⁶ et orientée vers sa sauvegarde⁶⁰⁷ au sens propre et figuré. L'humanité porte en effet l'idée fondamentale voulant que ceux qui vivent aujourd'hui ne sont qu'un élément d'une chaîne qui ne doit pas être interrompue⁶⁰⁸ et que, par conséquent, le genre humain devient humanité seulement dans sa perpétuation⁶⁰⁹. Cela explique que la « prise de conscience de l'humanité reste inexorablement liée à la survie même de celle-ci »⁶¹⁰. Aurait-on trouvé avec les exigences de la conscience publique « un moyen objectif de définir le droit naturel »⁶¹¹?

Cette remise en question est fortement corrélée à l'émergence d'un réseau d'information et de communication transnational ayant permis la création d'un forum public inédit⁶¹², un espace public transversal où l'on se livre une lutte pour la faveur de l'opinion publique⁶¹³. L'ouverture du discours international à de nouvelles voix a permis aux individus et aux organisations non gouvernementales de se faire entendre et de jouer un rôle majeur⁶¹⁴, ce qui a contribué à la prolifération de ces dernières⁶¹⁵. Sous l'impulsion de la mondialisation, « l'infrastructure de la conscience internationale »⁶¹⁶ échappe donc à l'État, qui a perdu par la

⁶⁰³ Kiss, « Valeurs », *supra* note 438 à la p. 110.

⁶⁰⁴ Sucharitkul, « L'humanité en tant qu'élément », *supra* note 37 à la p. 418.

⁶⁰⁵ Juan Antonio Yáñez-Barnuevo, « Hacia un tribunal de la humanidad : la Corte Penal Internacional » (2001) 5 *Cursos Euromediterráneos Bancaja de Derecho Internacional* 811 à la p. 818 [Yáñez-Barnuevo].

⁶⁰⁶ Peter Serracino Inglott, « Los sujetos de los derechos humanos : individuos y humanidad » dans José Vidal Beneyto, dir., *Derechos humanos y diversidad cultural : globalización de las culturas y derechos humanos*, Barcelona, Icaria, 2006, 295 à la p. 297 [Inglott] et Allott, « Health of Nations », *supra* note 21 à la p. ix.

⁶⁰⁷ José A. Corriente Córdoba, « Globalización » dans Zlata Drnas de Clément, dir., *Estudios de derecho internacional en homenaje al profesor Ernesto J. Rey Caro*, vol. 1, Drnas-Lerner Editores, 2002, 259 à la p. 261 [Córdoba].

⁶⁰⁸ Kiss, *supra* note 1 à la p. 113.

⁶⁰⁹ Jean Charpentier, « L'humanité : un patrimoine mais pas de personnalité juridique » dans Prieur, Michel et Claude Lambrechts, dir., *Les hommes et l'environnement : Quels droits pour le vingt-et-unième siècle?*, Paris, Frison-Roche, 1998, 17 à la p. 17 [Charpentier].

⁶¹⁰ Hannah Arendt, *Condition de l'homme moderne*, Paris, Calmann-Lévy, 1988 à la p. 245.

⁶¹¹ Ticehurst, *supra* note 53 ¶ 25.

⁶¹² Philip Allott, *Eunomia : New Order for a New World*, Oxford, Oxford University Press, 2001 aux pp. x et xi [Allott, « Eunomia »].

⁶¹³ Duplessis, « Communauté internationale », *supra* note 28.

⁶¹⁴ Kiss, « Valeurs », *supra* note 438 à la p. 117.

⁶¹⁵ Pierre de Senarclens, « L'humanitaire et la globalisation » (2000) 82 *RICR* 311 aux pp. 311 à 312 [Senarclens].

⁶¹⁶ Allott, « Eunomia », *supra* note 612 à la p. xx.

même occasion le contrôle qu'il exerçait sur la réalité sociale nationale⁶¹⁷. L'idée que les nations communiquent entre elles par la seule entremise d'une petite élite semble maintenant surréelle⁶¹⁸. La référence à l'humanité tend à « substituer la vision d'une communauté interdépendante et solidaire à celle de la société internationale classique, atomisée et fractionnée, faite d'un tissu de relations bilatérales dominées par les intérêts nationaux et le *do ut des* »⁶¹⁹. La société humaine avait choisi de se voir au travers de la constellation des États⁶²⁰ mais cette dernière ne s'est pas avérée capable de socialisation⁶²¹ puisqu'elle a choisi de se voir en simple forum étatique⁶²². En effet, la « communauté internationale » n'existe pas sociologiquement⁶²³, puisque « [u]ne communauté est ce qui enracine un groupe, non pas ce qui l'oppose à d'autres »⁶²⁴ et qu'elle exige la poursuite d'un but commun⁶²⁵. La communauté internationale est avant tout une expression que l'on utilise aujourd'hui sans réfléchir⁶²⁶ et qui désigne surtout un cadre normatif⁶²⁷. C'est un impensé, flou et « hautement susceptible d'appropriations stratégiques de toutes sortes »⁶²⁸ puisque « le droit ne peut naître et s'imposer de et sur l'absence d'une société »⁶²⁹. George Scelle suggérait d'ailleurs il y a longtemps d'abandonner « définitivement l'idée que la société internationale est une société d'États [puisque] c'est une vue fausse, une abstraction anthropomorphique, historiquement responsable du caractère fictif et de la paralysie de la science traditionnelle du droit des

⁶¹⁷ Allott, « Eunomia », *supra* note 612 à la p. xxiv.

⁶¹⁸ *Ibid.* aux pp. xiv et xv.

⁶¹⁹ Carrillo-Salcedo, « Cour pénale internationale », *supra* note 532 aux pp. 26 à 27.

⁶²⁰ Allott, « Eunomia », *supra* note 612 à la p. 406.

⁶²¹ *Ibid.* aux pp. 406 à 407.

⁶²² Duplessis, « Communauté internationale », *supra* note 28.

⁶²³ Lejbowicz, *supra* note 7 à la p. 5.

⁶²⁴ André Clair, « La communauté et les principes de la justice », (2000) 212 *Le supplément* 145 aux pp. 157, 162 et 163 tel que cité dans Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 514.

⁶²⁵ Robert Jackson, *The Global Covenant : Human Conduct in a World of States*, New York, Oxford University Press, 2000 aux pp. 105 et 336 tel que repris dans David C. Ellis, « On the Possibility of International Community » (2009) 11 *International Studies Review* 1 aux pp. 8 à 9 [Ellis].

⁶²⁶ Ramesh Thakur, « Introduction », dans Ramesh Thakur, dir., *Past Imperfect, Future Uncertain : The United Nations at Fifty*, New York, St. Martin's Press, 1998 tel que soulevé dans Ellis, *supra* note 625 à la p. 3.

⁶²⁷ Ellis, *supra* note 625 aux pp. 8 à 9.

⁶²⁸ Duplessis, « Les fondements philosophiques », *supra* note 28.

⁶²⁹ *Ibid.*

gens »⁶³⁰. Pour Max Weber, ce n'est d'ailleurs pas l'absence de contraintes qui empêche l'émergence d'un ordre juridique international mais sa non-existence au plan sociologique⁶³¹.

« L'utopisation de la société internationale montre que la logique de la déterritorialisation sert de soupape aux impuissances de l'État qui ne peut satisfaire tous les besoins – économiques, culturels, politiques etc. – de ses citoyens [...] mais plus encore qui ne peut faire face seul à toutes les nécessités »⁶³² et l'humanité se reconnaît en tant que communauté parce que cet état de faits l'a rendue consciente du besoin urgent de les résoudre d'un commun effort⁶³³. L'humanité, « inassimilable à la communauté internationale »⁶³⁴, n'est pas la somme des intérêts étatiques mais plutôt le plus petit dénominateur commun des besoins de la personne humaine⁶³⁵. Elle est la « traduction juridique de l'intérêt commun international que la notion de communauté internationale ne fournissait pas »⁶³⁶ ou encore la voix autonome de la société civile⁶³⁷. « Communauté idéale »⁶³⁸, « collectivité de collectivités »⁶³⁹, « society of all societies »⁶⁴⁰, « instance de mesure de toutes les communautés »⁶⁴¹, l'humanité serait simplement la vraie communauté.

Une communauté transpatiale⁶⁴², transsociétale et aussi transtemporelle⁶⁴³ puisqu'elle ne peut « être réduite à l'ensemble des États existant à un moment donné »⁶⁴⁴ et qu'elle se pense

⁶³⁰ George Scelle, « Droit de la paix » (1933) IV R.C.A.D.I. 331 tel que cité par Abikhzer, *supra* note 3 à la p. 545.

⁶³¹ *Sociologie du droit*, Paris, Presses universitaires de France, 1983.

⁶³² Lejbowicz, *supra* note 7 à la p. 279.

⁶³³ Domingo, *supra* note 307 à la p. 119.

⁶³⁴ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 539.

⁶³⁵ *Ibid.* à la p. 541.

⁶³⁶ Lejbowicz, *supra* note 7 à la p. 165.

⁶³⁷ Le Bris, *supra* note 3 2012 à la p. 497 reprenant les propos de Richard Falk, « The World Order Between Inter-State and the Law of Humanity : The role of Civil Society Institutions » dans Daniele Archibugi et David Held, dir., *Cosmopolitan Democracy : An Agenda for a New World Order*, Cambridge, Polity, 1995 à la p. 165.

⁶³⁸ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 411.

⁶³⁹ George Scelle, *Manuel de droit international public*, Paris, Domat-Montchrestien 1948 à la p. 6 tel que cité par Astrúbal Aguiar Aranguren, « La Humanización del derecho internacional contemporáneo » dans Karel Vasak, dir., *Amicorum liber : les droits de l'homme à l'aube du XXI^e siècle*, Bruxelles, Bruylant, 1999, 459 à la p. 463 [Aranguren].

⁶⁴⁰ Allott, « Eunomia », *supra* note 612 à la p. xxvii.

⁶⁴¹ André Clair, « La communauté et les principes de la justice », (2000) 212 *Le supplément* 145 aux pp. 157, 162 et 163 tel que reproduit dans Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 514.

⁶⁴² Le Bris, *supra* note 3 à la p. 41.

⁶⁴³ *Ibid.* à la p. 38.

au-delà des vivants⁶⁴⁵. L'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité est une conséquence de cette dimension transtemporelle⁶⁴⁶, qui s'exprime ailleurs surtout par le souci particulier accordé aux générations futures. Ainsi, la notion de patrimoine commun de l'humanité ou de l'une de ses déclinaisons, « aménagement improbable d'une solidarité entre les générations »⁶⁴⁷, se fait rarement sans une mention expresse aux générations futures⁶⁴⁸. On parle même d'un « droit des générations futures » en droit de l'environnement et de l'équité intergénérationnelle⁶⁴⁹. La protection de la culture est pour sa part transnationale, intergénérationnelle et conservatoire⁶⁵⁰ puisqu'elle « represents the symbolic continuity of a society beyond its contingent biological existence »⁶⁵¹. Le principe de précaution est quant à lui axé sur l'enjeu ontologique du respect des générations futures alors que le principe de développement durable est défini comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs »⁶⁵². Même la Cour internationale de Justice prend les générations futures en considération dans sa jurisprudence lorsqu'elle traite des dangers de l'arme nucléaire⁶⁵³. L'humanité est ainsi faite « non seulement des hommes épars dans le temps présent mais aussi de ceux qui viendront. Elle aurait valeur d'éternité si l'histoire ne devait finir »⁶⁵⁴. Puisqu'il ne peut y avoir ni réciprocité, ni représentation adéquate avec des êtres non nés⁶⁵⁵, l'articulation des « droits de l'humanité » en droit international est le défi d'une conciliation de visées souvent antagonistes. Un défi qui d'ailleurs ne se heurte pas seulement à l'État.

⁶⁴⁴ Niciu, *supra* note 159 à la p. 15.

⁶⁴⁵ René-Jean Dupuy, « Introduction du sujet » dans R. J. Dupuy, dir., *La gestion des ressources pour l'humanité : le droit de la mer : colloque, La Haye, 29-31 octobre 1981*, La Haye/ Boston/ Londres, Martinus Nijhoff Publishers, 1982, 11 à la p. 11.

⁶⁴⁶ Le Bris, *supra* note 3 à la p. 249.

⁶⁴⁷ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 523.

⁶⁴⁸ Art. 4 de l'*Accord sur la Lune*, *supra* note 149, préambule de la *Convention sur les changements climatiques*, *supra* note 337, préambule de la *Charte mondiale de la nature*, *supra* note 351, Principe 3 de la *Déclaration du Rio*, *supra* note 368, préambule de la *Convention de Rio*, *supra* note 362 et préambule de la *Convention de Bonn*, *supra* note 336.

⁶⁴⁹ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 345 faisant référence à Edith Brown-Weiss, *Justice pour les générations futures*, éd. Sang de la terre, UNESCO, 1993.

⁶⁵⁰ Philippe Kahn, « Les patrimoines communs de l'humanité : quelques réflexions » dans M. Prieur et C. Lamrechts, dir., *Les hommes et l'environnement, quels droits pour le 21^e siècle?*, Études en hommage à Alexandre Kiss, Paris, éd. Frison-Roche, 1998, 307 à la p. 311.

⁶⁵¹ Francioni, *supra* note 467 à la p. 1221.

⁶⁵² Rapport Brundtland, *supra* note 391 à la p. 51.

⁶⁵³ *Affaire Licéité*, *supra* note 352 au par. 29.

⁶⁵⁴ Dupuy, « Dialectiques », *supra* note 247 à la p. 173.

⁶⁵⁵ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 454.

3. L'humanité se découvre un nouvel antagonisme

L'accession de l'humanité à titre d'objet du droit international et titulaire de droits embryonnaires contrarie certes les États qui avaient pris l'habitude de ne se voir qu'entre eux⁶⁵⁶. La difficulté de la notion d'humanité à s'imposer ne peut toutefois s'expliquer que par la seule réticence étatique. Alors que les changements profonds de la mondialisation fournissent au droit international l'opportunité de se réinventer et à la notion d'humanité de se réaffirmer dans un contexte plus ouvert que le paradigme westphalien, le discours des droits de l'humanité piétine. Appliquée à dépasser l'État, elle n'aura pas vu se dessiner un second antagonisme : l'économie globalisée.

3.1. Le mercantilisme

La multiplication des références à l'humanité a apporté son lot de méfiance envers d'éventuels motifs ultérieurs des acteurs étatiques. On s'est demandé si les revendications faites au nom de l'humanité ne pouvaient pas être le paravent de la recherche de l'intérêt particulier des États⁶⁵⁷ qui procéderaient ainsi sans remords à l'exploitation des ressources et des espaces planétaires⁶⁵⁸. Le patrimoine commun pourrait ainsi se réduire à une « neutralisation politique de l'espace destinée à en permettre l'exploitation »⁶⁵⁹ et légitimant une nouvelle forme de conquête, un impérialisme contemporain⁶⁶⁰.

Par ailleurs, en lui-même, le patrimoine commun de l'humanité se voit conférer une connotation mercantile de par son nom⁶⁶¹. Pourtant réactionnaire au mercantilisme dans ses visées⁶⁶², le patrimoine commun de l'humanité reste, malgré tout, un patrimoine. Certains y

⁶⁵⁶ Dupuy, « Environnement », *supra* note 528 à la p. 198.

⁶⁵⁷ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 499.

⁶⁵⁸ Otto Kimminich, « Der internationale Schutz des Einzelnen », (1971) 15 Archiv f. Völkerrecht 413 ainsi que repris dans Adrian Bueckling, « The Strategy of Semantics and the "Mankind Provisions" of the Space Treaty » (1979) 7 J. Space L. 15 à la p. 22.

⁶⁵⁹ Norbert Rouland, *Aux confins du droit. Anthropologie juridique de la modernité*, Paris, Odile Jacob, 1991 à la p. 264 tel que cité dans Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 499.

⁶⁶⁰ Lejbowicz, *supra* note 7 aux pp. 165 et 370.

⁶⁶¹ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 495.

⁶⁶² Baslar, *supra* note 16 à la p. 26.

voient un choix terminologique sans incidence conceptuelle⁶⁶³ mais il est utile de rappeler que Pardo lui-même y aurait préféré le terme héritage⁶⁶⁴. Dans les faits, à cheval entre conservation et gestion, le patrimoine commun n'échappe pas complètement à l'attraction du mercantilisme⁶⁶⁵. Bien que philosophiquement lié à l'idée de préservation, il est surtout un concept orienté vers l'exploitation et l'accès⁶⁶⁶. Ainsi, l'Autorité des fonds marins avait pour objectif la gestion de l'exploitation des ressources de la Zone plutôt que sa protection⁶⁶⁷. Le caractère rationnel de la gestion n'en conduit pas moins à l'interprétation d'un intérêt purement économique⁶⁶⁸ axé sur la valeur matérielle du patrimoine et de sa production⁶⁶⁹. La notion de développement durable, derrière laquelle se profile également la croissance⁶⁷⁰, a pour sa part mené « à la quasi-absorption de la préoccupation environnementale par le souci de promouvoir le développement »⁶⁷¹ auquel on demande tout au plus d'être durable. La croissance est encore ici inhérente à l'idée de développement et il s'agit donc essentiellement de déterminer l'exploitation maximale possible d'une ressource sans, théoriquement, la compromettre⁶⁷². Le message qui s'en dégage est celui selon lequel l'environnement ne doit pas être un frein au développement économique⁶⁷³. Le principe de précaution présente les mêmes penchants en ne requérant des États qu'une obligation d'agir selon leurs aptitudes⁶⁷⁴ ou en fixant des mises en œuvre économiques basées sur le « coût-efficacité »⁶⁷⁵.

Ce langage économique trahit cependant davantage que la cupidité ou la concurrence étatique et trace les contours d'une économie globalisée dans laquelle les références à

⁶⁶³ Nafziger, *supra* note 466 à la p. 31.

⁶⁶⁴ Arvid Pardo, Carl Q. Christol, « The Common Interest : Tension Between the Whole and the Parts », dans R. St. J. Macdonald et M. Johnston, dir., *The Structure and Process of International Law*, 1946, 643 à la p. 653 tel que souligné dans Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 496.

⁶⁶⁵ Abikhzer, *ibid.* à la p. 486.

⁶⁶⁶ Paquerot, « Les patrimoines », *supra* note 358 à la p. 24 et Clancy, *supra* note 366 à la p. 601.

⁶⁶⁷ Clancy, *ibid.* à la p. 611.

⁶⁶⁸ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 508.

⁶⁶⁹ A. Yankov, « Résumé des débats » dans R. J. Dupuy, dir., *La gestion des ressources pour l'humanité : le droit de la mer : colloque, La Haye, 29-31 octobre 1981*, La Haye/ Boston/ Londres, Martinus Nijhoff Publishers, 1982, 283 à la p. 288.

⁶⁷⁰ Monique Chemillier-Gendreau, *Humanité et souverainetés : essai sur la fonction du droit international*, Paris, Découverte, 1995 aux pp. 43 à 44 [Chemillier-Gendreau].

⁶⁷¹ Kiss, « Réflexions », *supra* note 89 à la p. 89.

⁶⁷² Clancy, *supra* note 366 aux pp. 607 à 608.

⁶⁷³ Mercure, « Modèle de gestion », *supra* note 134 à la p. 46.

⁶⁷⁴ Principe 15 de la *Convention de Rio*, *supra* note 362.

⁶⁷⁵ Art. 3 de la *Convention sur les changements climatiques*, *supra* note 337.

l'humanité sont appelées à s'opposer, non seulement à l'appropriation par voie de souveraineté, mais bien à toutes les formes d'accaparement⁶⁷⁶.

3.2. La *lex mercatoria*

Au sortir de la guerre froide, l'humanité fait son entrée dans ce que l'on a appelé le « nouvel ordre mondial » (*New World Order*). Désordre économique⁶⁷⁷ ou religion de l'économie⁶⁷⁸ où tout se conçoit et s'envisage par sa valeur marchande, la *lex mercatoria* s'impose. Ordre juridique transnational, apte à générer « des règles adaptées aux relations commerciales internationales en marge des cadres et des autorités étatiques »⁶⁷⁹, il n'émane pas de l'État et s'oppose même à lui. C'est avant tout ce nouveau contexte qui « videra de son sens »⁶⁸⁰ le concept de patrimoine commun en consacrant, dans l'*Accord* révisionniste⁶⁸¹ de 1994, « la victoire du néolibéralisme à l'échelle planétaire »⁶⁸². La partie XI s'est révélée indésirable pour les États développés mais, surtout, incompatible avec le marché⁶⁸³ car, avec l'*Accord* de 1994, l'exploitation du patrimoine commun de l'humanité s'est moins retrouvée sous le joug étatique que sous le contrôle des accords consacrant la liberté du commerce et des investissements internationaux⁶⁸⁴. On consacre ainsi le caractère économique des ressources de la Zone dans une « ruée vers l'or ordonnée »⁶⁸⁵.

Un sort similaire sera réservé à la diversité culturelle qui sera traitée à Rio en 1992 comme « une pure affaire commerciale »⁶⁸⁶. C'est dans cette perspective que la revendication de la souveraineté sur les ressources et le refus de leur accorder le statut de patrimoine

⁶⁷⁶ Paquerot, « Les exigences », *supra* note 133 à la p. 324.

⁶⁷⁷ Baslar, *supra* note 16 à la p. 121.

⁶⁷⁸ Allott, « Eunomia », *supra* note 612 aux pp. xi et xii.

⁶⁷⁹ Lejbowicz, *supra* note 7 aux pp. 84 et 85.

⁶⁸⁰ Le Bris, *supra* note 3 à la p. 385.

⁶⁸¹ Denis Alland, *Droit international public*, Paris, Éditions Presses Universitaires de France, 2000 à la p. 712.

⁶⁸² Oraison, *supra* note 118 à la p. 249.

⁶⁸³ Hey, *supra* note 333 à la p. 898.

⁶⁸⁴ Paquerot, « Les patrimoines », *supra* note 358 à la p. 27.

⁶⁸⁵ Peter B. Payoyo, *Cries of The Sea. World Inequality, Sustainable Development and the Common Heritage of Humanity*, Boston, Martinus Nijhoff Publishers, 1997 aux pp. 453 et 454.

⁶⁸⁶ Nafziger, *supra* note 466 à la p. 176.

commun se fera moins pour ménager un droit d'appropriation national⁶⁸⁷ que par repli stratégique. Ce sera d'ailleurs les pays en voie de développement qui, pour la première fois, s'opposeront au concept de patrimoine commun par crainte de ses applications subséquentes⁶⁸⁸. Ils préféreront conserver le contrôle sur leurs ressources et en user pour contrer la bioprospection associée au libre accès⁶⁸⁹. Autrement, cet accès aux ressources aurait pu faire l'objet de brevets⁶⁹⁰, la brevetabilité généralisée des organismes vivants obtenus à la suite de manipulations les ayant placés au centre de forts enjeux économiques⁶⁹¹. On peut trouver le même raisonnement à l'origine du choix de consacrer le génome humain « patrimoine commun symbolique »⁶⁹², ce qui visait à affirmer la primauté de la personne sur la recherche⁶⁹³ au-delà de la protection incertaine d'un patrimoine commun. De la même manière, une opposition a été formulée quant à la qualification de la culture comme patrimoine commun afin de favoriser la restitution des œuvres d'art dans leur culture d'origine⁶⁹⁴, un questionnement qui s'est poursuivi après que la *Convention sur le patrimoine culturel immatériel* de 2003 ait laissé « en suspens les questions épineuses des droits des populations indigènes et du régime de la propriété intellectuelle »⁶⁹⁵. L'affirmation de la souveraineté sur les ressources peut dans certaines circonstances se faire tentative de réappropriation et retour à l'affirmation des pactes internationaux des droits de l'homme qui énoncent que : « tous les peuples peuvent disposer librement de leurs richesses et de leurs ressources naturelles, sans préjudice des obligations qui découlent de la coopération

⁶⁸⁷ Paquerot, « Ressources vitales », *supra* note 199 à la p.166.

⁶⁸⁸ Michael Bowman, *supra* note 334 aux pp. 509 et 510.

⁶⁸⁹ Paquerot, « Ressources vitales », *supra* note 199 aux pp. 176 à 178 et Mercure, « Rejet du patrimoine commun », *supra* note 275 aux pp. 281 à 282.

⁶⁹⁰ *Ibid.* aux pp. 282 à 283.

⁶⁹¹ *Ibid.* à la p. 297.

⁶⁹² Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 364.

⁶⁹³ Kutukdjian, *supra* note 480 à la p. 609.

⁶⁹⁴ *Restitution of Works of Art to Countries Victims of Expropriation*, Rés. 3187 (XXVIII), Doc. Off. AG NU, 28^e session (1973), en ligne : Organisation des Nations Unies <http://www.unesco.org/culture/laws/pdf/UNGA_resolution3391.pdf> et *Restitution of works of art to countries victims of expropriation*, Rés. 3391 (XXX), Doc. Off. AG NU, 30^e session (1975), en ligne : Organisation des Nations Unies <http://www.unesco.org/culture/laws/pdf/UNGA_resolution3391.pdf>.

⁶⁹⁵ Nafziger, *supra* note 466 à la p. 176. La question a été discutée cependant dans le *Document de synthèse concernant la propriété intellectuelle relative aux ressources génétiques* (2013), en ligne : Organisation mondiale de la propriété intellectuelle <http://www.wipo.int/edocs/mdocs/tk/fr/wipo_grtkf_ic_23/wipo_grtkf_ic_23_www_230222.pdf>, l'emphasis est cependant placée sur la protection des ressources génétiques et l'obtention du consentement préalable à leur utilisation.

économique internationale, fondée sur le principe de l'intérêt mutuel, et du droit international [et qu'e]n aucun cas, un peuple ne pourra être privé de ses propres moyens de subsistance »⁶⁹⁶.

La démarche utilitariste des industries⁶⁹⁷ tentant de « s'approprier le monde par le brevet »⁶⁹⁸ et induite par l'économie globalisée font du patrimoine commun et du régime de libre accès qu'il emporte une avenue peu souhaitable. Par la logique du brevet, l'invention devient la base de la propriété intellectuelle⁶⁹⁹ et la ressource n'a alors d'autre valeur que celle que lui octroie la recherche⁷⁰⁰. Cette interprétation soulève de nombreuses problématiques quant aux ressources relevant de l'intérêt commun de l'humanité. Le brevet sur la vie emporte la problématique de la sécurité alimentaire (et plus largement, de la sécurité humaine) lorsqu'il est appliqué aux semences puisque le brevet accorde alors à son titulaire l'exclusivité de son invention. Son détenteur peut donc empêcher toute personne de fabriquer ou d'utiliser les graines brevetées et qualifier de vol de propriété intellectuelle le fait pour un agriculteur de conserver et d'échanger ses semences⁷⁰¹. La brevetabilité de gènes humains comporte également de grands risques de dérives et s'inscrit difficilement dans l'intérêt commun. Le brevet sur l'isolation et l'identification de mutations génétiques spécifiques au cancer du sein (BRCA1 et 2) détenu par *Myriad Genetics Inc.*, qui empêchait le développement de tests de dépistage concurrents et constituait un frein à la recherche⁷⁰², avait d'ailleurs soulevé un tollé et il aura fallu attendre que la compagnie soit finalement déboutée par la Cour suprême américaine qui a spécifié que l'on ne peut breveter des séquences d'ADN qui surviennent naturellement⁷⁰³. La seule invention de *Myriad* était en effet la découverte d'un lien entre ces gènes et le cancer du sein⁷⁰⁴.

⁶⁹⁶ Art. 1 *Pacte international relatif aux droits civils et politiques*, 16 décembre 1966, en ligne : Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme <<http://www2.ohchr.org/french/law/ccpr.htm>>.

⁶⁹⁷ Abikhzer, *supra* note 4 aux pp. 499 et 500 et Lodge, *supra* note 103 la p. 741.

⁶⁹⁸ *Ibid.* aux pp. 499 et 500.

⁶⁹⁹ Bekkouche, *supra* note 212 aux pp. 126 à 127.

⁷⁰⁰ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 741.

⁷⁰¹ Vandana Shiva, *La vie n'est pas une marchandise : les dérives des droits de propriété intellectuelle*, Montréal, Éditions Écosociété, 2004 à la p. 15.

⁷⁰² Daniel J. Gervais et Elizabeth F. Judge, « Physionomie et problématiques modernes du monopole octroyé par le droit des brevets » dans JurisClasseur Québec, coll. « Droit des affaires », *Propriété intellectuelle*, fasc. 23, Montréal, LexisNexis Canada, feuilles mobiles au par. 16 [Gervais].

⁷⁰³ Dans une décision unanime : *Association for Molecular Pathology and als. v. Myriad Genetics Inc. et als.* (Sup. Ct. 2013), en ligne : Supreme Court < http://www.supremecourt.gov/opinions/12pdf/12-398_1b7d.pdf>.

Dans la logique du brevetage, peu de moyens restent disponibles pour faire valoir un intérêt commun, mis à part l'*Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC)*⁷⁰⁵ qui permet d'exclure de la brevetabilité « les inventions dont il est nécessaire d'empêcher l'exploitation commerciale pour protéger l'ordre public ou la moralité, y compris la santé et la vie des personnes »⁷⁰⁶ et « les méthodes diagnostiques, thérapeutiques ou chirurgicales pour le traitement des personnes »⁷⁰⁷. L'*ADPIC*, à sa base, « établit un principe de brevetabilité des inventions dans tous les domaines technologiques et permet ensuite aux membres de l'organisation mondiale du commerce d'établir des exceptions limitées aux droits des titulaires de brevets »⁷⁰⁸. Les restrictions au principe général de brevetabilité⁷⁰⁹ doivent être justifiées par un risque qui doit provenir de leur exploitation commerciale et de son incidence sur le territoire du pays concerné⁷¹⁰. La seule modification à l'*ADPIC* est la *Déclaration sur l'accord des ADPIC et la santé publique* de 2001⁷¹¹, une victoire des pays moins développés⁷¹², qui fait en sorte que, sans constituer une obligation pour les compagnies pharmaceutiques de fabriquer un médicament à coût égal ou inférieur au prix coûtant, « lorsque titulaire du brevet ne peut raisonnablement espérer avoir un marché important sur un territoire donné pour un produit qui peut sauver des vies, une démarche fondée sur les droits de la personne mène à la conclusion qu'il n'y a pas de motif légitime d'empêcher l'accès à ce produit si quelqu'un est disposé à le produire à un prix abordable »⁷¹³. Mais, en somme, même si l'OMS a bien rappelé à ses membres que la propriété intellectuelle ne devait pas entraver la santé publique⁷¹⁴, les vaccins, tests de diagnostic et médicaments

Voir Jesse J. Holland, « Court Rules Against Patenting Human Genes » *Time* (13 juin 2013) en ligne : Time <<http://healthland.time.com/2013/06/13/court-rules-against-patenting-human-genes-2/print/>>.

⁷⁰⁴ Gervais, *supra* note 702 au par. 16.

⁷⁰⁵ 15 avril 1994, en ligne : Organisation mondiale du Commerce <http://www.wto.org/french/docs_f/legal_f/27-trips_01_f.htm> [*ADPIC*].

⁷⁰⁶ *Ibid.*, art. 27 (2).

⁷⁰⁷ *Ibid.*, art. 27 (3) Il faut cependant souligner que c'est là un droit des États membres et non une obligation. Voir Le Bris, *supra* note 3 à la p. 390.

⁷⁰⁸ Gervais, *supra* note 702 au point-clé 2.

⁷⁰⁹ *Ibid.* au par. 13.

⁷¹⁰ *Ibid.*

⁷¹¹ 14 novembre 2001, en ligne : Organisation mondiale du Commerce <http://www.wto.org/french/thewto_f/minist_f/min01_f/mindecl_trips_f.htm> [*Déclaration sur les ADPIC*].

⁷¹² Gervais, *supra* note 702 au par. 20.

⁷¹³ *Ibid.* au par. 21.

⁷¹⁴ *Déclaration sur l'Accord des ADPIC*, *supra* note 711.

demeurent largement exclusifs et rivaux⁷¹⁵. Le débat n'est pas clos : une réforme proposée par les États-Unis ayant pour effet de prolonger la protection offerte par les brevets des sociétés pharmaceutiques est dénoncée par Médecins sans frontières car elle retarderait la production de médicaments génériques moins coûteux et critiques dans les pays en développement⁷¹⁶. Ce revers s'ajoute à celui qu'elle a connu avec le *Règlement sanitaire international*. Seule institution spécialisée des Nations unies qui détient un pouvoir règlementaire⁷¹⁷ et qui participe ainsi au développement des législations de ses États-membres⁷¹⁸, elle a dû s'incliner devant les impératifs économiques avec l'article 2 du de son *Règlement* édictant que « [I]'objet et la portée du [règlement] consistent à prévenir la propagation internationale des maladies, à s'en protéger, à la maîtriser et à y réagir par une action de santé publique proportionnée et limitée aux risques qu'elle présente pour la santé publique, en évitant de créer des entraves inutiles au trafic et au commerce internationaux [nos soulignés] »⁷¹⁹.

Dans ces conditions, il est difficile de ne pas voir la contradiction qu'entretient la *lex mercatoria* avec les droits humains comme, par exemple, le droit de bénéficier du progrès scientifique et la liberté dans les activités créatrices⁷²⁰. Les brevets ont une incidence négative sur l'accès à la technologie et à la recherche et à leur diffusion dans la société⁷²¹. Leur contribution à la stimulation de l'innovation est également mise en doute⁷²². Au niveau culturel, la propriété intellectuelle, telle que conçue actuellement par le marché, entrave la libre circulation des œuvres d'intérêt universel⁷²³, « ces pensées qui deviennent le patrimoine

⁷¹⁵ Halla Thorsteindóttir, « Stratégies de promotion de la génomique comme bien public mondial » dans Bartha Maria Knoppers et Yann Joly, dir., *La santé et le bien commun*, Montréal, Thémis, 2008, 185 à la p. 199 [Thorsteindóttir].

⁷¹⁶ La réforme aurait été proposée dans le cadre des discussions entre les onze pays de l'Accord transpacifique, se déroulant à huis clos : « Médicaments : Une réforme nuirait aux pays en développement », La Presse, 17 juillet 2013 à la p. A 12.

⁷¹⁷ Art. 21 de la *Constitution de l'Organisation mondiale de la Santé*, 22 juillet 1946, en ligne : Organisation mondiale de la santé <http://www.who.int/governance/eb/who_constitution_fr.pdf> [*Constitution OMS*]. Son application se limite toutefois essentiellement au RSI, *supra* note 591.

⁷¹⁸ Michel Bélanger, *Le droit international de la santé*, Paris, Presses universitaires de France, 1997 à la p. 26.

⁷¹⁹ RSI, *supra* note 591, à son art. 2.

⁷²⁰ Art. 14 du *Pacte sur les droits économiques, sociaux et culturels*, *supra* note 466.

⁷²¹ Gervais, *supra* note 702 au par. 1.

⁷²² *Ibid.* au point-clé 3.

⁷²³ Bedjaoui, « Des œuvres de l'esprit », *supra* note 102 à la p. 963.

de l'univers »⁷²⁴, et fait abstraction du fait qu'« une époque n'est pas faite par l'auteur seul mais par toute une société humaine [et que l'] œuvre est donc *en relation* avec quelque chose qui dépasse son auteur »⁷²⁵. Plus largement, d'autres ont souligné que la notion d'universalisme des droits de l'homme a coïncidé avec l'apparition de droits sociaux et que ces derniers sont le plus souvent remis en doute lorsque les iniquités sociales se font criantes⁷²⁶. Or, « la dynamique du système capitaliste approfondit les polarisations sociales » lorsqu'elle n'est pas contrôlée⁷²⁷. D'autre part, l'avancée des idées néolibérales, en prônant « les bienfaits de l'individualisme et les fonctions autorégulatrices du marché »⁷²⁸ contribue à réduire l'humanitaire à une mission de charité internationale⁷²⁹ menées par des ONG et tenant lieu des obligations étatiques en matière de paix et de sécurité⁷³⁰. Pourtant, « quand nous donnons aux miséreux les choses indispensables, nous ne leur faisons pas de largesses personnelles : nous leur rendons ce qui est à eux. Nous remplissons bien plus un devoir de justice que de charité »⁷³¹.

La notion d'humanité vise justement, à sa base, à prendre en compte la rareté et la justice⁷³² et à s'extraire d'une logique par laquelle il n'y a que des « biens marchands comme les autres »⁷³³, susceptibles d'une évaluation pécuniaire⁷³⁴. Quand il s'agit d'intérêts communs à l'humanité, « s'agit-il en effet [...] d'autre chose que d'empêcher les préoccupations économiques du court terme d'occulter les enjeux à long terme, en compromettant la pérennité

⁷²⁴ Ahmed Mahiou, « L'Afrique et le patrimoine commun de l'humanité » (1988) 3 *Espaces et ressources maritimes* 1 à la p. 1 citant Chateaubriand dans ses *Mémoires d'Outre-tombe*.

⁷²⁵ Bedjaoui, « Des œuvres de l'esprit », *supra* note 102 à la p. 967. L'auteur se propose de confier ces œuvres à l'UNESCO en contrepartie d'un redevance modique destinée à un fonds visant à stimuler la créativité littéraire, artistique et scientifique.

⁷²⁶ Iovane, *supra* note 91 à la p. 235.

⁷²⁷ Senarclens, *supra* note 615 à la p. 317.

⁷²⁸ *Ibid.* à la p. 313.

⁷²⁹ *Ibid.* à la p. xii. Aux États-Unis seulement, on aurait enregistré une augmentation de l'ordre de 25% des organisations caritatives entre 2011 et 2012 seulement. Cette « entreprise » pèserait environ 316 milliards et emploierait 9,4 millions de personnes. Voir Peter Buffett, « The Charitable-Industrial Complex » *The New York Times* (26 juillet 2013), en ligne : http://www.nytimes.com/2013/07/27/opinion/the-charitable-industrial-complex.html?_r=0.

⁷³⁰ Senarclens, *supra* note 615 à la p. 316.

⁷³¹ Gaurier, *supra* note 157 aux pp. 68 à 69 citant l'expression de Grégoire le Grand.

⁷³² Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 499.

⁷³³ Morand-De villier, *supra* note 303 à la p. 12.

⁷³⁴ Le Bris, *supra* note 3 à la p. 372.

des ressources naturelles vitales? »⁷³⁵ L'humanité est irréconciliable avec l'approche de la logique économique traditionnelle qui privilégie une gestion sur le court ou le moyen terme⁷³⁶ puisque « même le long terme économique apparaît désespérément court par rapport à la vie humaine et insignifiant par rapport à l'environnement »⁷³⁷ et à d'autres enjeux du même ordre. Face au risque des dérives d'une « marchandisation dans le contexte de la mondialisation »⁷³⁸, l'humanité opère d'une volonté de préserver dans le temps⁷³⁹, consciente de la vulnérabilité de l'homme et garante de sa pérennité⁷⁴⁰. Le point central est ainsi « the collective and vital interest of all mankind »⁷⁴¹ par lequel la conservation a autant de prix que la gestion⁷⁴² et qui nécessite un partage de sacrifices plutôt que de bénéfices⁷⁴³. Un exemple concret serait la spéculation boursière sur les aliments de base et son impact sur l'aggravation du problème de la faim dans le monde qui aurait fait jusqu'à 28,9 millions de morts en 2012 seulement⁷⁴⁴. D'aucuns n'hésitent pas à qualifier cette spéculation sur les principales plantes nourricières (le maïs, le blé et le riz), qui se traduit par une explosion de leur prix et leur mise hors de portée d'une large part des populations des pays en voie de développement, de crime contre l'humanité⁷⁴⁵. Le même discours est tenu quant à la spéculation sur l'eau⁷⁴⁶.

Par leur caractère de nécessité vitale qui « emporte la prétention à l'effet [que certaines ressources] ne doivent pas relever du marché »⁷⁴⁷, les droits de l'humanité pourront peut-être dépasser le débat idéologique qui a caractérisé les discussions sur les ressources relevant de

⁷³⁵ Rémond-Gouilloud, *supra* note 314 à la p. 58.

⁷³⁶ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 521.

⁷³⁷ Jean-Claude Fritz, « Le développement durable : la recherche d'autres logiques? » dans G. Fritz et C. Apostolidis, dir., *L'Humanité face à la mondialisation*, Paris, L'Harmattan, 1997 aux pp. 187 à 208 tel que cité dans Abikhzer, *ibid.* à la p. 522.

⁷³⁸ *Ibid.* à la p. 487.

⁷³⁹ *Ibid.* à la p. 22.

⁷⁴⁰ *Ibid.* à la p. 521.

⁷⁴¹ Baslar, *supra* note 16 à la p. 110.

⁷⁴² Dupuy, « Dialectiques », *supra* note 247 à la p. 173.

⁷⁴³ Baslar, *supra* note 16 à la p. 100.

⁷⁴⁴ Reportage « Les colères de Jean Ziegler » par Errol Duchaine (15 juin 2013) à *La semaine verte*, Radio-Canada, en ligne : Radio-Canada <http://www.radio-canada.ca/emissions/la_semaine_verte/2012-2013/chronique.asp?idChronique=298538>.

⁷⁴⁵ Nommément Jean Ziegler, sociologue suisse ayant agi comme rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation, *ibid.*

⁷⁴⁶ Agnès Chapsal, « Rendre la pauvreté illégale », entrevue avec Riccardo Petrella, *24h* (24-26 mai 2013), en ligne : 24h <http://virtuel.24hmontreal.canoe.ca/doc/24hrsmontreal/24heuresmontreal20132405_opt/2013052301/6.html#6> à la p. 6 [Chapsal].

⁷⁴⁷ Paquerot, « Ressources vitales », *supra* note 199 à la p. 14.

l'intérêt commun. En cela, nous pouvons trouver une relève dans la notion de « biens publics globaux »⁷⁴⁸, née d'un rapport de 1999 du Programme des Nations unies pour le développement⁷⁴⁹ visant à « développer une nouvelle approche de la coopération et de l'aide publique internationale, fondée non plus sur la charité, mais sur une co-responsabilité des États dans la préservation des intérêts communs »⁷⁵⁰. Elle accorde ainsi un caractère non-exclusif et non rival à un bien, qualifié de « bien public global », de manière à ce qu'il soit impossible d'exclure un individu de sa consommation⁷⁵¹. Cette notion présente l'avantage, pour se mesurer à la globalisation, d'avoir été initiée par des économistes⁷⁵² et de faire partager les responsabilités avec les individus, les groupes et les acteurs privés⁷⁵³. En somme, elle contribue à faire reposer le marché sur les droits humains⁷⁵⁴, même en faisant l'économie de leur référence. Car, les premiers biens communs mondiaux proposés étant l'environnement, la santé, la connaissance et la paix⁷⁵⁵, ils entretiennent une parenté certaine avec les droits de l'humanité.

On peut aussi y voir le désir de ne pas marchandiser et privatiser le bien commun⁷⁵⁶. Les discours marquent en effet le retour à la référence au bien commun que ce soit lorsque le génome, qu'il soit humain, végétal ou animal, est réclamé comme bien universel et non exclusif⁷⁵⁷ ou lorsque l'on voit dans les « idéologies promotrices de l'autonomie absolue des marchés et de la spéculation financière, [la négation du] droit de contrôle des États chargés pourtant de pourvoir au bien commun »⁷⁵⁸. L'intérêt commun matériel se prolongerait-il alors

⁷⁴⁸ « What are Global Public Goods? », en ligne : Banque mondiale <<http://go.worldbank.org/JKZLIHR2B0>>.

⁷⁴⁹ I. Kaul, *Biens publics mondiaux : la coopération internationale au XXI^e siècle*, Paris, PNUD, Economica, 2002 [Kaul].

⁷⁵⁰ Anne Suy, *La théorie des biens publics mondiaux : une solution à la crise*, Paris, L'Harmattan, 2009.

⁷⁵¹ Hey, *supra* note 333 à la p. 883. Voir aussi P. A. Samuelson, « The Pure Theory of Expenditure », (1954) 36 *Review of Economic Statistics* 387.

⁷⁵² Hey, *ibid.* à la p. 881.

⁷⁵³ *Ibid.* à la p. 886.

⁷⁵⁴ *Ibid.* à la p. 897.

⁷⁵⁵ Kaul, *supra* note 749.

⁷⁵⁶ Chapsal, *supra* note 746 à la p. 6.

⁷⁵⁷ Thorsteindóttir, *supra* note 715 à la p. 192. On peut penser, dans les réalisations concrètes en ce sens, à la mise en place en Norvège de la Banque de semences mondiale qui s'est donné pour objectif de sauvegarder la diversité génétique des cultures pour les générations futures.

⁷⁵⁸ Pape François 1^{er}, Discours aux nouveaux ambassadeurs du Kirghizstan, d'Antigua-et-Barbuda, du Grand-duché de Luxembourg, et du Botswana accrédités par le Saint-Siège, Cérémonie d'accréditation à titre d'ambassadeurs extraordinaires et plénipotentiaires auprès du Saint-Siège, Salle Clémentine, Vatican, 16 mai

en un bien commun moral « inhérent à la sauvegarde et au bien-être du genre humain »⁷⁵⁹? La notion d'intérêt commun remonte jusqu'à Aristote, qui le percevait comme la résultante harmonieuse, plutôt que la somme, des intérêts particuliers⁷⁶⁰. D'Aquin la comprenait quant à lui comme l'ensemble des finalités humaines comprenant à la fois le respect de chacun et les exigences de l'intérêt social.⁷⁶¹ De ces deux conceptions, on peut retenir l'idée que c'est en poursuivant le bien commun, conçu comme une valeur universelle intrinsèque à la nature humaine, que chacun peut obtenir son bien propre⁷⁶². Par la suite, avec l'avènement de l'État-nation, l'intérêt commun deviendra l'intérêt de la nation incarnée par l'État et mise en œuvre par lui⁷⁶³ jusqu'à la fin du XX^e siècle qui emportera la difficulté de l'État à assumer ses missions d'intérêt général⁷⁶⁴, notamment en raison de l'évolution technique, de la naissance d'un commerce international et des moyens de communications⁷⁶⁵. Le bien commun ne serait pas, en définitive, la somme des intérêts étatiques mais plutôt les « besoins universels de la personne humaine »⁷⁶⁶. Le concept de bien commun trahit que l'on souhaite réassujettir l'économie à la société⁷⁶⁷, une tendance qui s'observe jusque dans l'actualité⁷⁶⁸. Il trahit

2013, en ligne : Le Saint-Siège <http://www.vatican.va/holy_father/francesco/speeches/2013/may/documents/papa-francesco_20130516_nuovi-ambasciatori_fr.html> [François 1^{er}].

⁷⁵⁹ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 503.

⁷⁶⁰ François Rangeon, « L'intérêt général et les notions voisines » dans Bartha Maria Knoppers et Yann Joly, dir., *La santé et le bien commun*, Montréal, Thémis, 2008, 19 à la p. 23.

⁷⁶¹ *Ibid.*

⁷⁶² *Ibid.*

⁷⁶³ *Ibid.* aux pp. 24 à 25.

⁷⁶⁴ *Ibid.* à la p. 25.

⁷⁶⁵ Kiss, « La notion de patrimoine », *supra* note 1 aux pp. 109 à 110.

⁷⁶⁶ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 542 citant T. Delos.

⁷⁶⁷ Entrevue de Michel Freitag par Alain Crevier (7 avril 2013) à *Second Regard*, Radio-Canada, en ligne : Radio-Canada <http://www.radio-canada.ca/emissions/second_regard/2012-2013/Reportage.asp?idDoc=283890> [Freitag].

⁷⁶⁸ Dans le discours politique québécois : Françoise David, « Que reste-t-il du bien commun? – Le bien commun : pour l'égalité et la liberté » *Le Devoir* (19 juillet 2004) en ligne : Le Devoir <<http://www.ledevoir.com/non-classe/59323/que-reste-t-il-du-bien-commun-le-bien-commun-pour-l-egalite-et-la-liberte>>, en lien plus récemment avec le Plan Nord et le dossier des ressources naturelles québécoises : Dominic Champagne, « Le bien commun » *Voir* (19 avril 2012) en ligne : Voir <<http://voir.ca/societe/2012/04/19/dominic-champagne-le-bien-commun/>> et « Défense du bien commun : gelons le Plan Nord » *Greenpeace* (19 avril 2012) en ligne : Greenpeace <<http://www.greenpeace.org/canada/fr/campagnes/Forets/foret-boreale/a-vous-dagir/gel-du-plan-nord/>>. Dans l'actualité internationale : Occupy Wall Street : « The only sense in which we are Communists is that we care for the commons. The commons of nature. The commons of privatized by intellectual property. The commons of biogenetics. For this, and only for this, we should fight », Slavoj Zizek, *Discours au Liberty Square pendant Occupy Wall Street*, 10 octobre 2011, en ligne : Impose Magazine <<http://www.imposemagazine.com/bytes/slavoj-zizek-at-occupy-wall-street-transcript>>.

également un retour à des considérations morales dans le contexte changeant d'une mondialisation où la *lex mercatoria* fait figure de centre de gravité.

[I]l n'est rien qui échappe davantage à la représentation verbale et qu'il soit pourtant plus nécessaire de mettre sous les yeux des gens que certaines choses, dont l'existence n'est ni démontrable, ni vraisemblable mais qui, du fait même que des hommes [...] consciencieux en traitent quasiment comme si elles existaient, approchent un peu de l'être et de la possibilité de naître.

– Herman Hesse⁷⁶⁹

Chapitre 3

Un paradigme en émergence : le réseau

La notion d'humanité et les droits embryonnaires auxquels elle donne naissance contrarient le paradigme westphalien et entretiennent une parenté avec le droit naturel en soulignant l'existence d'une lutte à finir entre les conceptions concurrentes d'un ordre horizontal et celle d'un ordre vertical pour décrire le droit. Le phénomène de la globalisation amplifie les défaillances d'un droit international gravitant autour du seul État. En « boulevers[ant] le fonctionnement traditionnel et le discours souverain de l'État, ainsi que la production du droit⁷⁷⁰, elle révèle surtout son inopérabilité à traiter la réalité internationale⁷⁷¹ qui lui échappe pour s'organiser en réseaux.

1. La mondialisation met au jour le paradigme du réseau

La globalisation, dont le système juridique international peine à gérer la réalité et les problèmes⁷⁷², cache en fait deux vagues de fond distinctes. La première est la mondialisation, un « contexte créé au sortir d'une guerre mondiale [et] ayant modifié la manière de voir le monde »⁷⁷³ qui se caractérise par : la multiplication des acteurs étatiques gouvernementaux

⁷⁶⁹ *Le jeu des perles de verre*, Paris, Calmann-Lévy, 1991 à la p. 59.

⁷⁷⁰ Isabelle Duplessis, « Les fondements philosophiques et juridiques d'une communauté internationale », en ligne : Chaire de philosophie de l'Université du Québec à Montréal <http://www.unesco.chairephilo.uqam.ca/isabelle_duplessis.htm> [Duplessis, « Fondements philosophiques »].

⁷⁷¹ Duplessis, « Communauté internationale », *supra* note 28.

⁷⁷² *Ibid.*

⁷⁷³ Kiss, « Réflexions », *supra* note 89 à la p. 83.

(les organisations internationales) et l'apparition d'acteurs non étatiques (les organisations non gouvernementales et la société civile internationale), la révolution des moyens de communication et la prise de conscience de l'interrelation des problématiques internationales »⁷⁷⁴. La seconde est une globalisation qui s'entend strictement comme l'« extension au monde entier de règles imposant la liberté des échanges commerciaux et des services »⁷⁷⁵ et qui renforce également le rôle d'acteurs non étatiques (entreprises transnationales et multinationales, mais également d'acteurs étatiques gouvernementaux avec l'OMC). Les deux phénomènes, qui sont le plus souvent escamotés sous l'appellation « globalisation », remettent en question le rôle central de l'État à titre d'acteur sur la scène internationale mais aussi la capacité de l'ordre juridique international à traduire toutes les relations entre les acteurs.

La théorie du réseau se propose d'illustrer cette nouvelle dynamique en reconnaissant la coexistence de divers foyers normatifs, incluant mais ne se limitant pas à l'État, ainsi que la création constante de liens normatifs entre une multiplicité d'acteurs⁷⁷⁶. Le modèle kelsennien, qui plaçait l'État comme acteur principal au sommet d'une pyramide normative hiérarchisée⁷⁷⁷ est donc progressivement remplacé par un modèle mieux adapté à la mondialisation⁷⁷⁸ et qui repose plutôt sur la structure ouverte du réseau pouvant s'étendre à l'infini⁷⁷⁹. S'y affrontent alors divers réseaux faisant concurrence à l'État-réseau, qui y demeure à la fois autonome et contraint par des réseaux alternatifs⁷⁸⁰.

Le paradigme en éclosion en serait alors un de réseau, un réseau d'acteurs mais aussi un réseau de liaisons normatives qui présupposent également une multiplicité d'ordres juridiques livrant concurrence au droit strictement international. Dans ces réseaux de droits et d'acteurs, tout comme dans l'État-réseau, la notion d'humanité cherche à s'affirmer.

⁷⁷⁴ Kiss, « Réflexions », *supra* note 89 à la p. 83.

⁷⁷⁵ *Ibid.*

⁷⁷⁶ Benyekhlef, *supra* note 6 à la p. 716.

⁷⁷⁷ *Ibid.* à la p. 717.

⁷⁷⁸ *Ibid.* à la p. 557.

⁷⁷⁹ *Ibid.* à la p. 716.

⁷⁸⁰ *Ibid.* à la p. 724.

1.1. Un réseau de droits

Si les États sont internationalisés, la société, elle, serait plutôt globalisée⁷⁸¹. Ce constat porte à se questionner sur la prétention du droit international à constituer le meilleur vecteur normatif de l'intérêt de tous les acteurs⁷⁸². Conceptuellement, le droit public international s'est développé avant tout comme un droit essentiellement privé, modulant le rapport des acteurs étatiques, certes publics⁷⁸³ dans leur mission de représentation, mais mettant avant tout de l'avant sur la scène internationale leurs intérêts particuliers⁷⁸⁴. Son autonomie par rapport aux droits nationaux peut en cela être mise en doute⁷⁸⁵ et sa fonction alors réduite à la gestion des interférences entre les souverainetés⁷⁸⁶. Le droit international n'a pas pour mission de régler les problématiques transnationales et ne s'y intéresse que si les intérêts en présence sont en adéquation avec les siens⁷⁸⁷. Les prémisses du droit international, tel que son nom l'indique, le rendent donc incapable de dépasser les relations interétatiques pour devenir véritablement transnational⁷⁸⁸, une brèche qui a alors naturellement amené d'autres acteurs de la mondialisation à se doter d'une normativité parallèle. Ce fut le cas pour les acteurs économiques qui ont articulé une économie globalisée et sa normativité distincte, la *lex mercatoria*. Cette dernière, dotée d'un réseau juridique propre et concurrent⁷⁸⁹, a irrémédiablement bouleversé la logique pyramidale selon laquelle le droit positif ne pouvait émaner que des États⁷⁹⁰ et a résolument placé le flux de capitaux et leur emploi hors du contrôle étatique⁷⁹¹.

⁷⁸¹ Domingo, *supra* note 307 à la p. 56.

⁷⁸² Benyekhlef, *supra* note 6 à la p. 574.

⁷⁸³ Jan Klabbers, « Global Governance before the ICJ : Re-reading the *WHA Opinion* » (2009) 13 UNYB 1 à la p. 1 [Klabbers].

⁷⁸⁴ Lejbowicz, *supra* note 7 à la p. 25.

⁷⁸⁵ *Ibid.* à la p. 87.

⁷⁸⁶ *Ibid.* à la p. 25.

⁷⁸⁷ Benyekhlef, *supra* note 6 à la p. 591.

⁷⁸⁸ Domingo, *supra* note 307 à la p. 38 s'appuyant sur Philip C. Jessup, *Transnational Law*, New Haven, Yale University Press, 1956 à la p. 2 et George Scelles, *Précis de droit des gens. Principes et systématique*, vol. 1, Paris, Librairie du Recueil Sirey, 1932 à la p. 32.

⁷⁸⁹ Philippe Khan, « Droit international économique, droit du développement, *lex mercatoria* : concept unique ou pluralisme des ordres juridiques », dans *Le droit des relations économiques internationales : études offertes à Berthold Goldman*, Paris, Litec, 1982, 97 tel que repris dans Lejbowicz, *supra* note 7 à la p. 88.

⁷⁹⁰ *Ibid.* à la p. 87.

⁷⁹¹ Chemillier-Gendreau, *supra* note 670 à la p. 274.

La notion d'humanité répond bien évidemment également à un besoin de dépasser un droit strictement interétatique, comme l'atteste sa référence souvent accolée à un « droit des gens ». Or, il faut rappeler à cet effet que l'invention du qualificatif « international », attribué au philosophe anglais Jeremy Bentham, visait précisément à dissiper la confusion que pouvait entretenir l'expression antérieure de « droit des gens »⁷⁹². Certains y voient une maladresse ayant amputé la dimension publique du droit international, ce qui aurait permis à l'État d'échapper au droit, n'ayant pas de compte à rendre à ses citoyens lorsqu'il impose ses choix sur la scène internationale mais restant toujours apte à se retrancher derrière sa souveraineté⁷⁹³. On voudrait donc rétablir la dualité originelle en employant l'expression « droit de l'humanité » en lieu et place de celle du « droit international public »⁷⁹⁴. Un ordre normatif qui s'opposerait au droit international, plutôt privé, des États. Un droit des gens renouvelé⁷⁹⁵ et concurrent car en marge des règles nationales et internationales⁷⁹⁶. Un troisième ordre normatif apte à préserver les intérêts communs du genre humain⁷⁹⁷ et rendu possible par la mondialisation de la communauté humaine⁷⁹⁸ qui procède de la capacité de « tout individu membre d'un groupe humain de communiquer avec n'importe quel individu de n'importe quel groupe »⁷⁹⁹.

Cet ordre juridique distinct de l'ordre interétatique s'oppose également à un droit économique qui ne véhicule pas davantage les intérêts communs au genre humain⁸⁰⁰. D'aucuns craignent même que la « contre-valeur » du capitalisme⁸⁰¹ mette en danger les valeurs à la base des droits humains⁸⁰² ou encore que les menaces engendrées par le marché et

⁷⁹² M. Merle, « Les tribulations de l'État », dans M. Merle, *Les acteurs dans les relations internationales*, Paris, Économica, 1986 reprenant une traduction de l'œuvre anglaise originale publiée chez Hafner Publishing Co., New York, 1948 à la p. 326.

⁷⁹³ Lejbowicz, *supra* note 7 à la p. 194.

⁷⁹⁴ Le Bris, *supra* notion 3 à la p. X (préface de Michel Bélanger).

⁷⁹⁵ Niciu, *supra* note 159 à la p. 14.

⁷⁹⁶ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 534.

⁷⁹⁷ Un « ius humanitatis » selon Andrew Halpin et Volker Röben, *Theorising the Global Legal Order*, Oxford, Hart Pub., 2009 à la p. 42 [Halpin].

⁷⁹⁸ Rafael Domingo, « Gaius, Vattel, and the New Global Law Paradigm » (2011) 22 E.J.I.L. 627 à la p. 629 [Domingo, « Vattel »].

⁷⁹⁹ George Scelle, « Droit de la paix » (1933) IV R.C.A.D.I. 331 à la p. 342 tel que repris dans Lejbowicz, *supra* note 7 aux pp. 289 à 290.

⁸⁰⁰ Chemillier-Gendreau, *supra* note 670 à la p. 315.

⁸⁰¹ *Ibid.* à la p. 279.

⁸⁰² Kiss, « Réflexions », *supra* note 89 à la p. 83.

la science ne puissent donner lieu à de nouvelles barbaries⁸⁰³. L'humanité procède en effet d'une possibilité normative résolument éthique qui se mesure à une mondialisation purement économique en proposant un bien commun tout autant mondialisable⁸⁰⁴. Elle se distancie dans son contenu et se formule comme un avertissement : « ni le principe de souveraineté nationale ni celui de la liberté de commerce n'ont jamais permis, pris isolément, de construire une « société de droit » mondiale⁸⁰⁵. Figurons-nous s'ils peuvent le faire lorsqu'ils sont pris ensemble! »⁸⁰⁶. Ceci n'aura d'ailleurs pas échappé au président de l'Assemblée générale des Nations Unies qui, alors que l'économie globale connaissait de préoccupants ratés, dénoncera que l'on cherche à construire une « Arche de Noé pour sauver le système économique actuel et, ce faisant, [à] abandonner à son sort la grande majorité de l'humanité et [à] la laisser souffrir des effets néfastes d'un système imposé par une minorité irresponsable mais puissante »⁸⁰⁷. Dans le même contexte mais dans un forum tout à fait distinct, le Pape François

⁸⁰³ Allard, *supra* note 73 à la p. 196. Voir la partie 3.2. du Chapitre 2, *ci-dessus*, pour l'illustration de certaines de ces barbaries.

⁸⁰⁴ Jacques-Yvan Morin, « La mondialisation, l'éthique et le droit » dans Daniel Mockel, dir., *Mondialisation et État de droit*, Bruxelles, Bruylant, 2002, 81 à la p. 85. Voir la partie 3.2. du Chapitre 2, *ci-dessus*, sur le bien commun [Morin].

⁸⁰⁵ Pour s'en convaincre : « La corruption gagne du terrain » *La Presse* (17 juillet 2013) à la p. A 13, un article par lequel Transparency International souligne que le problème de la corruption s'est aggravé depuis les deux dernières années au niveau mondial. Certaines études comportementales expliquent d'ailleurs comment l'argent contribue à la corruption en créant un cadre décisionnel particulier, en marge des considérations de l'éthique et de la morale, voir Maia Szalavitz, « How Money Makes You Lie and Cheat » *Time* (19 juin 2013), en ligne : Time <<http://healthland.time.com/2013/06/19/how-money-makes-you-lie-and-cheat/>>.

⁸⁰⁶ Préface de Riccardo Petrella dans Paquerot, « Ressources vitales », *supra* note 199 à la p. VIII.

⁸⁰⁷ S.E. Miguel D'Escoto Brokmann, Allocution d'ouverture, Conférence de haut niveau sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement », New York, 20 juin 2009, en ligne : Organisation des Nations unies <http://www.un.org/ga/econcrisissummit/docs/pga_opening_fr.pdf> [Brokmann]. Cette conférence des Nations Unies sur la crise financière s'est tenue dans la discrétion du 24 au 26 juin 2009 à New York. Il s'agissait de traiter de la pire récession économique mondiale observée depuis la Deuxième guerre mondiale et de réformer la gouvernance des institutions financières mondiales. La déclaration finale de la conférence a été entérinée par l'Assemblée générale dans le *Document final de la Conférence sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement*, Rés. 63/303 (XLIII), Doc. Off. AG NU, 63^e session (2009), en ligne : <http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/63/303&Lang=F> et un groupe de travail a été mis sur pied, voir *Création d'un groupe de travail spécial à composition non limitée de l'Assemblée générale chargé d'assurer le suivi des questions figurant dans le Document final de la Conférence des Nations Unies sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement*, Rés. 63/305 (LXIII), Doc. Off. NU, 63^e session (2009), en ligne : Organisation des Nations Unies <http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/63/305&Lang=F>. Les développements restent à suivre.

tenait des propos étrangement similaires en demandant une « réforme financière qui soit éthique » au nom de la dignité humaine⁸⁰⁸.

D'une part, il est certain que l'État n'abandonnera pas la lutte visant à réaffirmer la pertinence du réseau international et sa suprématie, mais il est d'autre part déjà incapable de juguler la création de réseaux alternatifs tels que la *lex mercatoria* globalisée⁸⁰⁹ ou un droit réellement public mondialisé. L'humanité a un rôle central à jouer dans la compréhension des mutations du droit⁸¹⁰, d'un système pyramidal vers une figure du réseau. Elle constitue un frein à la tentation de voir le droit économique s'imposer comme nouvelle référence unique, selon la logique d'une mondialisation du commerce devenu droit global, faisant écho à l'avènement de l'État né initialement de l'exigence des pratiques marchandes⁸¹¹.

Un réseau d'ordres normatifs présente ainsi l'avantage de proposer une alternative à l'imposition unilatérale de la rationalité d'un seul système⁸¹² par le modèle d'une « société civile internationale en expansion dont aucun agent politique n'émerge pour prétendre à la domination »⁸¹³. Voudrait-on rêver que l'on pourrait même y voir un terrain favorable à la résolution du théorème kantien, selon le lequel « [l]e plus grand problème pour l'espèce humaine, celui que la nature contraint l'homme à résoudre, est d'atteindre une société civile administrant universellement le droit »⁸¹⁴. Un problème difficile et que l'humanité est certainement appelée à résoudre en dernier⁸¹⁵ et qui présuppose les défis simultanés que sont la formation des citoyens à l'intérieur de chaque communauté, l'aménagement d'une meilleure constitution civile à l'intérieur de tous les États et une concertation commune au niveau supranational⁸¹⁶. L'impossible rendu possible par le travail d'acteurs qui s'associent maintenant librement.

⁸⁰⁸ François 1^{er}, *supra* note 758.

⁸⁰⁹ R.J. Dupuy, « Conclusions », *supra* note 130 à la p. 479.

⁸¹⁰ Le Bris, *supra* note 3 aux pp. 65 à 66.

⁸¹¹ Lejbowicz, *supra* note 7 à la p. 119.

⁸¹² Duplessis, « Communauté internationale », *supra* note 28.

⁸¹³ Lejbowicz, *supra* note 7 à la p. 128.

⁸¹⁴ Emmanuel Kant, *Idée d'une histoire universelle au point de vue cosmopolitique*, Cinquième proposition, Paris, Gallimard, La Pléiade, 1985 à la p. 193.

⁸¹⁵ *Ibid.* à la p. 195.

⁸¹⁶ *Ibid.*

Puisque ce serait l'œuvre de la conception pyramidale de la réalité juridique que de provoquer « l'aveuglement et l'incapacité à déchiffrer les rôles des différents acteurs politiques »⁸¹⁷, il est permis de penser que la théorie du réseau d'acteurs permet de définir le rôle de l'humanité dans le droit.

1.2. Un réseau d'acteurs

Pourtant, dans le réseau d'acteurs, aux côtés des opérateurs privés (entreprises et ONG) et des acteurs publics (organisations internationales et autres agences gouvernementales) qui ont « recours à des modes de régulation que ne ressortissent pas aux catégories habituelles du droit »⁸¹⁸, on peine à trouver la place de l'humanité. Il faut d'emblée affirmer que l'humanité n'est pas, en elle-même, un acteur, fussions-nous en train de réinventer le droit par le paradigme du réseau. Bien qu'elle ait sa place dans le vocabulaire juridique⁸¹⁹ et que ses effets tangibles dans l'ordre (ou les ordres) juridique(s) l'empêchent d'être réduite au simple « concept-slogan »⁸²⁰, la notion d'humanité reste difficile à saisir. D'abord parce que « le juriste aime à commencer par les définitions »⁸²¹ et qu'elle n'a jamais été clairement définie⁸²². Le consensus de la doctrine est à l'effet qu'elle renvoie à « l'ensemble des hommes, à la communauté humaine en tant qu'entité à laquelle chaque homme appartient [, au] genre humain »⁸²³ et qu'elle inclut ainsi « toutes les espèces d'*homo sapiens*⁸²⁴ [...] sans avoir égard aux races, religions ou distinctions sociales quelconques »⁸²⁵. Communauté organique ne relevant pas du rapport à l'autre⁸²⁶, c'est l'ensemble des peuples de la Terre abstraction faite de leur répartition en États⁸²⁷. La définition la plus complète qui ait été consacrée dans un texte juridique serait certainement celle contenue à la *Déclaration sur la race et les préjugés*

⁸¹⁷ Lejbowicz, *supra* note 7 à la p. 190.

⁸¹⁸ Benyekhlef, *supra* note 6 à la p. 801.

⁸¹⁹ Le Bris, *supra* note 3 à la p. 29.

⁸²⁰ *Ibid.* à la p. 65.

⁸²¹ Bedjaoui, « Des œuvres de l'esprit », *supra* note 102 à la p. 954.

⁸²² Allard, *supra* note 73 à la p. 193.

⁸²³ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 20.

⁸²⁴ Sucharitkul, « Évolution », *supra* note 116 à la p. 888.

⁸²⁵ Sucharitkul, « L'humanité en tant qu'élément », *supra* note 37 aux pp. 420 à 421.

⁸²⁶ Richard McKeon, « The Concept of Mankind and Mental Health », (1966-67) 77 *Ethics* 29 à la p. 31.

⁸²⁷ Charpentier, *supra* note 609 à la p. 17.

raciaux de 1978 affirmant que « tous les êtres humains appartiennent à la même espèce et proviennent de la même souche [...] ils naissent égaux en dignité et en droits et font tous partie intégrante de l'humanité »⁸²⁸. Certains ont tenté de distinguer l'humanité-espèce de l'humanité-sentiment⁸²⁹ sur la base d'une distinction existant dans la langue anglaise entre « mankind » et « humanity »⁸³⁰, une opposition quelque peu artificielle⁸³¹. L'articulation juridique de l'humanité a toujours impliqué ces deux facettes⁸³² qui, à la rigueur, peuvent respectivement exprimer l'appartenance à l'espèce et les devoirs qui en découlent⁸³³. L'humanité est en effet multifacette : juridique, biologique, symbolique et philosophique⁸³⁴, mais y regarder par trop près serait flirter avec un humaniste délétère par lequel on peut ensuite séparer les hommes⁸³⁵. L'humanité est avant tout autoréférentielle, il s'agit d'un miroir ontologique qui se renvoie à lui-même et, en somme, qui se passe de définition.

Même appréhendé comme un « inescapable fact »⁸³⁶, l'humanité n'a eu de cesse de se dérober alors que l'on croyait l'identifier⁸³⁷. Beaucoup ont ainsi pensé que l'humanité devait passer par la qualification de personne juridique pour surmonter l'incapacité du droit à

⁸²⁸ Art. 1 *Déclaration sur la race et les préjugés sociaux*, 27 novembre 1978, en ligne : Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme <http://portal.unesco.org/fr/ev.php-URL_ID=13161&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html>. Cette déclaration se veut la poursuite des objectifs de l'UNESCO qui, dans son acte constitutif, affirmait que « la grande et terrible guerre qui vient de finir a été rendue possible par le reniement de l'idéal démocratique de dignité, d'égalité et de respect de la personne humaine et par la volonté de lui substituer, en exploitant l'ignorance et le préjugé, le dogme de l'inégalité des races et des hommes ». Elle s'inscrit également dans le contexte de la décolonisation qui a formé une communauté internationale plus diversifiée où la lutte contre le racisme apparaît plus pertinente que jamais.

⁸²⁹ Abikhzer, *supra* note 4 aux pp. 19 à 20 et Rémond-Gouilloud, *supra* note 314 à la p. 61.

⁸³⁰ Par exemple, le *Statut de Rome*, *supra* note 455 à l'art. 7, dans sa version anglaise, traite de « crime against humanity ».

⁸³¹ Le Bris, *supra* note 4 à la p. 33.

⁸³² Déjà en droit humanitaire au XIX^e siècle. Voir Coupland, *supra* note 44 à la p. 975.

⁸³³ Martine Rémond-Gouilloud, *supra* note 314 à la p. 57.

⁸³⁴ Le Bris, *supra* note 3 aux pp. 38 à 43.

⁸³⁵ Ceci nous mène à des errements tels que la séparation entre une humanité sauvage et barbare opposée à une humanité civilisée apte à participer au droit, faisant référence à James Lorimer, *Principes de droit international*, Paris, éd. Chevalier Maresq, 1885 tel que repris par Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 515. Ces errements sont souvent à la base des exactions dont l'humanité peine à se défendre : colonialisme, antisémitisme, fascisme, génocide. Voir Martens, « Conférence », *supra* note 55.

⁸³⁶ Selon l'expression de Hannah Arendt. Voir Patricia Owens, « Hannah Arendt, Violence, and the Inescapable Fact of Humanity » dans Anthony F. Lang, Jr. et John Williams, dir., *Hannah Arendt and International Relations: Readings across the Lines*, New York, Palgrave Macmillan, 2005, 41 à la p. 41 [Owens].

⁸³⁷ Le Bris, *supra* note 3 à la p. 329.

« concevoir une notion positive d'humanité au-delà de la notion de personne »⁸³⁸. Certains ont accueilli ce nouveau sujet de droit comme un fait découlant du progrès juridique⁸³⁹, salué cette naissance⁸⁴⁰, souligné cette reconnaissance⁸⁴¹ et cru à sa consécration par la signature de la *Convention des Nations Unies sur le droit de la mer*⁸⁴². Mais, plutôt que d'avoir acquis la qualité de « nouveau sujet du droit des gens »⁸⁴³, il a été plus communément retenu que l'humanité jouissait d'une personnalité juridique limitée⁸⁴⁴ en tant que sujet de droit passif titulaire de droits⁸⁴⁵ mais ne pouvant les exercer directement⁸⁴⁶. Elle n'est, en tous les cas, pas concrètement admise dans la liste des sujets du droit international, qui comprend essentiellement les États et les organisations internationales⁸⁴⁷ et admet difficilement l'accession d'entités collectives à ce statut⁸⁴⁸.

Si bien que l'on en est arrivé à se demander si le concept d'humanité pouvait tout simplement faire l'économie d'une personnalité juridique⁸⁴⁹, surtout lorsque l'on prend en considération que c'est dans la foulée des revendications d'un patrimoine commun de l'humanité que ce besoin s'est fait ressentir. En effet, l'idée de patrimoine emporte celle de la personnalité⁸⁵⁰ de son bénéficiaire⁸⁵¹, une difficulté qui peut être évitée en entretenant plutôt

⁸³⁸ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 43 citant Catherine Labrusse-Riou, « L'échange de gamètes humains, de la pratique au droit », (1995) Cahier Laennec à la p. 17.

⁸³⁹ Par exemple Aldo Armando Cocca dans les *Proceedings* du Colloque de Constance de 1970 tel que souligné dans Eugène Pépin, « L'Humanité et le droit des gens » (1983) 7 Ann. dr. marit. & aér 11 à la p. 13 [Pépin].

⁸⁴⁰ Abikhzer, *supra* note 4 aux pp. 488 à 489 faisant référence à Mohammed Bedjaoui, *Pour un nouvel ordre économique international*, UNESCO, 1978 à la p. 244.

⁸⁴¹ Niciu, *supra* note 159 à la p. 14 faisant référence, notamment à Marco G. Marcoff, *Traité de droit international public de l'espace*, Fribourg, éditions universitaires, 1973 à la p. 272 et Aldo Armando Cocca, *Mantenuiento de la utilizacion del espacio utra-terrestrie con fines pacificos*, Cordoba, 1986 à la p. 99.

⁸⁴² Pépin, *supra* note 839 à la p. 11.

⁸⁴³ Voir Mateesco-Matte, *supra* note 269.

⁸⁴⁴ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 536, se référant notamment à B. Nagy, « Common Heritage of Mankind : the status of future generations », dans *Proceeding of 31th Colloquium on the Law of Outer Space* 8-15 october 1988, India Washington America Institut of Aeronautics and astronautics, 1989 à la p. 321. La personnalité juridique, en droit international public, est entendue comme la possibilité pour un individu ou une institution d'exercer des droits et d'être soumis à des obligations. Voir sur le sujet : Dominique Carreau et Fabrizio Marrella, *Droit international*, 11^e éd., Paris, A. Pedone, 2012.

⁸⁴⁵ Le Bris, *supra* note 3 2012 à la p. 426.

⁸⁴⁶ Baslar, *supra* note 16 à la p. 75.

⁸⁴⁷ Sucharitkul, « L'humanité en tant qu'élément », *supra* note 37 à la p. 415

⁸⁴⁸ Thomas Berns, « Présentation », dans Thomas Berns, dir., *Le droit saisi par le collectif*, Bruxelles, Bruylant, 2004, 7 à la p. 7.

⁸⁴⁹ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 344.

⁸⁵⁰ Cassan, *supra* note 542 aux pp. 198 à 199.

⁸⁵¹ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 533.

des visées de protection et de préservation⁸⁵². L'humanité peut d'ailleurs servir de référent indépendamment de tout projet de personnalité juridique, comme ce fut le cas dans le *Traité de l'espace* qui fait des astronautes des « envoyés de l'humanité »⁸⁵³. Ce serait moins à un sujet de droit conventionnel que l'on voudrait recourir qu'à un référent à la communauté humaine qui « sert à nous penser en tant que collectif »⁸⁵⁴, une conceptualisation qui est renforcée par une mondialisation qui a fait passer l'humanité d'une « disunited multitude »⁸⁵⁵ à une communauté humaine qui se constate implicitement⁸⁵⁶.

Le concept d'humanité agirait ainsi comme un élément-clé dans le « consensus laborieux entre les acteurs d'une société internationale tout à la fois conflictuelle et autogérée »⁸⁵⁷ et exprimerait le « besoin de construire des sociétés organisées malgré la complexité des relations internationales »⁸⁵⁸. L'humanité apparaît ainsi « l'embryon d'une réponse juridique au phénomène de la mondialisation [afin] d'y discerner les bienfaits qu'il faut multiplier et les nuisances qu'il faut réduire »⁸⁵⁹. Une reconnaissance de l'humanité

non comme une entité réelle, mais comme une potentialité qui s'invente à travers la mise à égalité des États, des organisations internationales, des entreprises et des individus, quant à leurs droits et devoirs, et à leurs responsabilités de sujets de droit⁸⁶⁰.

L'humanité devient ainsi un concept qui s'insère dans le réseau d'acteurs par l'action de ses derniers, qu'ils soient sujets du droit international ou qu'ils s'y rattachent indirectement. Elle les transcende dans la mesure où, chacun à leur manière, ils sont appelés à en faire la promotion.

⁸⁵² *Ibid.* à la p. 532.

⁸⁵³ Art. 5 du *Traité sur l'espace*, *supra* note 108.

⁸⁵⁴ Allard, *supra* note 73 à la p. 205.

⁸⁵⁵ Une expression de Hobbes relevée par Domingo, « Vattel », *supra* note 798 à la p. 642.

⁸⁵⁶ Domingo, *ibid.*

⁸⁵⁷ « Imaginaire juridique », dans A.J. Arnaud, dir., *Dictionnaire encyclopédique de théorie et de sociologie juridique*, Paris, LGDJ, Bruxelles, Story-Scienta, 2^e éd, 1993 aux pp. 285 à 286 tel que cité dans Abikhzer, *supra* note 4 aux pp. 542 et 543.

⁸⁵⁸ R. Maqueda, « Something more about Humanity as a Subject of Law », dans Proceedings International institute of Space Law of the international astronomical federation, American institute of aeronautic and astronautic, 13^e colloque, 1970, Californie, 1971 aux p. 215 et s. tel que reproduit dans Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 542.

⁸⁵⁹ Martens, « L'humanité » *supra* note 74 à la p. 238.

⁸⁶⁰ Lejbowicz, *supra* note 7 à la p. 172.

2. Les acteurs du réseau

L'humanité, sans constituer un acteur autonome, est appréhendée par les différents acteurs du réseau. Si l'« universalité du droit est telle, qu'elle ne se confond pas avec un être singulier, individu, État ou toute institution »⁸⁶¹, on peut en dire autant de la notion d'humanité. Ainsi, elle est portée par l'État, par les organisations internationales et, ultimement, par tous les acteurs des réseaux, des individus aux organisations non gouvernementales. Ils entretiennent avec elles une interdépendance à géométrie variable.

2.1. L'État

Les États, qui entendent rester indépendants, agissent comme s'ils ne partageaient pas un destin commun⁸⁶². Sujets principaux du droit international, ils se conçoivent bien souvent comme les seuls représentants légitimes de l'humanité, qui pourtant les dépasse⁸⁶³ à une époque où les prétentions de l'ordre international à s'établir comme seul réseau normatif sont également dépassées. Il n'en résulte pas moins une interdépendance que nous nous devons de souligner.

Le droit doit prendre acte du fait que, en pratique, la gestion des intérêts de l'humanité au quotidien ne peut être assurée que par les États⁸⁶⁴. L'application du droit est confiée en dernière analyse aux législations nationales, ce qui fait que son sort se joue davantage au-dessous qu'au-dessus des institutions étatiques capables de le faire respecter⁸⁶⁵. Dans les lieux occupés et régis par les États⁸⁶⁶, le concept d'humanité doit trouver en eux « l'appui nécessaire pour prendre dans le champs juridique la place qui doit être sienne »⁸⁶⁷. Il n'est pas impossible de penser que l'État puisse être « une institution au service de l'humanité »⁸⁶⁸. Après tout, les

⁸⁶¹ *Ibid.* à la p. 243.

⁸⁶² Lejbowicz, *supra* note 7 à la p. 173.

⁸⁶³ Paquerot, « Ressources vitales », *supra* note 199 à la p. 110.

⁸⁶⁴ Le Bris, *supra* note 3 à la p. 441.

⁸⁶⁵ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 411.

⁸⁶⁶ Lejbowicz, *supra* note 7 aux pp. 5 et 6.

⁸⁶⁷ Le Bris, *supra* note 4 la p. 442.

⁸⁶⁸ « Institution au service de l'humanité, l'État doit respecter la personne humaine ». Le Bris, *supra* note 3 à la p. 443 citant Albert de la Pradelle.

États ont « l'obligation de respecter, de faire respecter et d'appliquer le droit international des droits de l'homme et le droit international humanitaire »⁸⁶⁹. Toutefois, le consentement de l'État, s'il n'est pas obligatoire, est recherché dans le cadre de l'intervention humanitaire⁸⁷⁰. La mise en œuvre de standards internationaux en matière de droits de l'homme est également impossible sans l'assistance des législations nationales⁸⁷¹. D'ailleurs, la territorialité et la nationalité étaient légitimées à la base parce qu'elles contribuaient à assurer la sécurité humaine⁸⁷² et demeurent encore aujourd'hui nécessaires⁸⁷³ pour renforcer son respect⁸⁷⁴. Quant aux crimes contre l'humanité, le principe de compétence universelle repose sur la coopération des États en matière d'arrestation⁸⁷⁵. La protection de la culture est tout autant tributaire des acteurs étatiques⁸⁷⁶, puisqu'ils doivent recenser les monuments et les sites afin qu'ils apparaissent sur la liste du patrimoine mondial que tous s'engagent à protéger⁸⁷⁷. Les États sont également « responsables de la conservation de la diversité biologique »⁸⁷⁸ ou encore « des activités nationales dans l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes »⁸⁷⁹.

Le problème ne se situe pas tellement dans l'action (ou l'inaction) de l'acteur étatique, mais plutôt au niveau de son exclusivité à dire l'intérêt de l'humanité par le seul canal du droit

⁸⁶⁹ Art. I des *Principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à réparation des victimes de violations flagrantes du droit international des droits de l'homme et de violations graves du droit humanitaire*, Rés. 60/147 (LX), Doc. Off. AG NU, 60^e session (2006), en ligne : Organisation des Nations Unies <http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/60/147>.

⁸⁷⁰ Art. 9 et 126 de la *Convention de Genève III*, *supra* note 409 et art. 143 de la *Convention de Genève IV*, *supra* note 409. L'intervention humanitaire est généralement entendue comme la pratique d'un État qui intervient « pour des motifs d'humanité sur un territoire étranger afin de protéger la vie des populations qui y habitent, quand le gouvernement local est incapable d'assurer cette protection ou quand il participe lui-même à des violations massives des droits de l'homme ». Arbour, *supra* note 5 à la p. 610.

⁸⁷¹ Rein A. Mullerson, « Human Rights and the Individual as Subject of International Law : A Soviet View » (1990) 1 EJIL 33 à la p. 37 [Mullerson].

⁸⁷² Ruti G. Teitel, « Humanity's Law : Rule of Law for the New Global Politics » (2002) 35 Cornell Int'l L.J. 355 à la p. 361.

⁸⁷³ Abikhzer, *supra* note 4 2005 à la p. 441.

⁸⁷⁴ Benyekhle, *supra* note 6 aux pp. 217 à 218.

⁸⁷⁵ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 441. Voir : art. 59 et 92 (arrestation), art. 86 à 88 (coopération), art. 89 (remise de personnes à la Cour) et 93 (autres formes de coopération) du *Statut de Rome*, *supra* note 455.

⁸⁷⁶ Kahn, *supra* note 261 à la p. 311.

⁸⁷⁷ Art. 3, 6 et 11 c) de la *Convention sur le patrimoine mondial*, *supra* note 113.

⁸⁷⁸ Préambule de la *Convention de Rio*, *supra* note 362.

⁸⁷⁹ Art. VI du *Traité sur l'espace*, *supra* note 108.

international alors que le risque qu'il y substitue ses propres intérêts semble inéluctable⁸⁸⁰. Par le « prisme déformant de l'égo-centrisme étatique »⁸⁸¹, les intérêts de l'humanité peuvent en effet être réduits à un « agrégat d'intérêts nationaux »⁸⁸². Instrumentalisé, le concept d'humanité peut être « mis au service des intérêts étatiques »⁸⁸³ et risque bien de se faire un outil de dissimulation fidèle au mot de Proudhon⁸⁸⁴ : « qui dit humanité veut tromper »⁸⁸⁵. Devant le doute de voir les États capables de s'astreindre à définir et promouvoir le bien commun⁸⁸⁶, il faut éviter de laisser la logique étatique « réclame[r] pour elle-même l'avènement de l'humanité »⁸⁸⁷ et *a fortiori* lorsque l'on sait avec quelle aisance elle peut se cacher « behind the shield of sovereignty »⁸⁸⁸.

Ainsi, l'histoire a largement démontré une tendance à user de l'action humanitaire comme « paravent pour des entreprises moins nobles »⁸⁸⁹, notamment d'alibi à un impérialisme largement étranger à l'humanité⁸⁹⁰. En effet, souvent sélectives et intéressées⁸⁹¹, les interventions d'humanité commandent le scepticisme⁸⁹² lorsque l'on tient compte du fait que « some nations are capable of deceiving themselves into believing that their desire to expand their influence in the world is really an altruistic concern to defend democracy and human rights »⁸⁹³. Les dérives de l'intervention humanitaire peuvent aussi prendre la forme de

⁸⁸⁰ Antonio Cassese, « Soliloquy » dans Paola Gaeta et Salvatore Zappalà, dir., *The Human Dimension of International Law : Selected Papers of Antonio Cassese*, Oxford, Oxford University Press, 2008 à la p. lxxvii tel que repris par Domingo, « Vattel », *supra* note 798 à la p. 641.

⁸⁸¹ Abikhzer, *supra* note 3 à la p. 502.

⁸⁸² Le Bris, *supra* note 3 à la p. 382.

⁸⁸³ *Ibid.* à la p. 406.

⁸⁸⁴ Le Bris, *supra* note 3 à la p. 49.

⁸⁸⁵ Il s'agit en fait plus exactement d'un mot de Pierre-Joseph Proudhon tel que reformulé par Carl Schmitt dans *Der Begriff des Politischen*, Berlin, Duncker et Humblot, 1979 à la p. 55.

⁸⁸⁶ Dupuy, « Dialectiques », *supra* note 247 à la p. 73.

⁸⁸⁷ Lejbowicz, *supra* note 7 à la p. 167.

⁸⁸⁸ Corell, *supra* note 471 à la p. 38.

⁸⁸⁹ Pierre-Michel Eisenmann, « Devoir d'ingérence et non-intervention : de la nécessité de remettre quelques pendules à l'heure », (1991) 3 Relations internationales et stratégiques 67 à la p. 75

⁸⁹⁰ Sayeman Bula-Bula, *L'ambiguïté de l'Humanité en droit international. Leçon inaugurale à l'occasion de la rentrée académique 1998-1999 des Universités officielles du Congo, Académie des Beaux-Arts, Kinshasa, le 29 novembre 1998*, Kinshasa, Presses de l'Université de Kinshasa, 1999 à la p. 11 [Bula-Bula].

⁸⁹¹ Le Bris, *supra* note 3 à la p. 475.

⁸⁹² Owens, *supra* note 836 à la p. 43.

⁸⁹³ Peter Singer, *One World, the Ethics and Globalization*, New Haven, Yale University Press, 2002 à la p. 138 tel que cité dans Coppens, *supra* note 563 à la p. 422.

l'accaparement du concept d'humanité afin d'en dépouiller son adversaire⁸⁹⁴, comme la « War on Terror »⁸⁹⁵ en a fait foi. La responsabilité de protéger emporte les mêmes risques⁸⁹⁶.

Dans le cadre des crimes contre l'humanité, la défense de l'humanité peut devenir conjoncturelle car elle est livrée à une appréciation politique qui dépend de la lecture que l'État fait de son passé et, plus précisément, s'il estime fautif le régime qui est incriminé⁸⁹⁷. La répression des crimes contre l'humanité peut ainsi se révéler sélective dans le temps et l'espace⁸⁹⁸ et la compétence universelle emporte le risque qu'elle se fasse l'instrument de règlements de comptes ou soit perçue comme telle⁸⁹⁹. Après tout, les tribunaux des crimes contre l'humanité sont aussi souvent les tribunaux des vainqueurs⁹⁰⁰.

Il n'est pas certain non plus que les droits de l'homme soient exempts de manipulations idéologiques lorsqu'ils sont défendus par l'État⁹⁰¹, qui se fait bien souvent l'agent de ses violations⁹⁰². L'affirmation parallèle de la souveraineté et des droits de l'homme au sortir de la Deuxième guerre mondiale relève même pour certains d'une « schizophrénie » étatique

⁸⁹⁴ Carl Schmitt, *The Concept of the Political*, Chicago, University of Chicago Press, 1996 à la p. 54 tel que repris dans Owens, Owens, *supra* note 836 à la p. 43. Carl Schmitt ayant adhéré au parti nazi en 1933 et ayant idéologiquement appuyé le III^e Reich, il convient de préciser que la reconnaissance de certaines de ses réflexions juridiques dans le présent mémoire n'emporte aucunement celle des allégeances politiques qu'il aura fait siennes.

⁸⁹⁵ *Ibid.* à la p. 41. L'expression « War on Terror » (guerre au terrorisme) est celle que le Président américain George W. Bush a employée suite aux attaques du World Trade Center. Elle a conduit à une campagne militaire internationale visant à éliminer plusieurs organisations terroristes dont l'organisation identifiée comme étant à l'origine de l'attaque, Al-Qaeda, et l'homme à sa tête, Oussama Ben Laden. À forte connotation idéologique, la traque des groupes terroristes islamistes a joué un rôle dans les interventions subséquentes de l'armée américaine en Iraq et en Afghanistan, souvent présentées comme la libération de populations soumises à des violations des droits de l'homme (« Operation Iraqi Freedom »). Dans l'actualité, nous pourrions aujourd'hui faire un lien avec la situation ayant cours en Syrie, où les exactions commises (ou prétendument commises, à ce stade) par le régime en place à l'encontre de civils pourraient fournir des motifs humanitaires à d'éventuelles frappes couvrant des motifs ultérieurs.

⁸⁹⁶ Gareth Evans, « The responsibility to Protect », (2008) 22 Int'l Relations 283 à la p. 289.

⁸⁹⁷ Martens, « L'humanité », *supra* note 74.

⁸⁹⁸ Bula-Bula, *supra* note 890 à la p. 14.

⁸⁹⁹ Coppens, *supra* note 563 à la p. 438.

⁹⁰⁰ Allard, *supra* note 73 à la p. 195. À ce sujet, nous pouvons penser à l'héritage que nous laisse M^e Jacques Vergès qui en avait contre « les bonnes intentions, les procès truqués et l'ordre mondial » et qui n'aura pas hésité à dire aux accusateurs de Barbie, dont il assurait la défense : « [c]e que vous lui reprochez, vous l'avez fait vous-même sous la colonisation. Alors à quel titre vous permettez-vous de le juger? ». Personnage controversé, ses critiques ne méritent pas moins réflexion. Voir « Mort de l'avocat Jacques Vergès », *La Presse* (16 août 2013) à la p. A18.

⁹⁰¹ Domingo, *supra* note 307 aux pp. 59 à 60.

⁹⁰² Aranguren, *supra* note 639 à la p. 469.

puisque, d'une part, l'État cherche à légitimer l'ordre international en s'engageant à respecter la personne humaine et, d'autre part, il se ménage l'option de se dérober aux critiques lorsqu'il se livre à des violations flagrantes de ces mêmes droits⁹⁰³. La question des particularismes et de leur reconnaissance, laissée à l'État dans le droit international, pose également le risque de voir certaines particularités étouffées au profit d'autres⁹⁰⁴. L'État repose avant tout sur la nation, une conceptualisation politique pour le moins simpliste.

L'intérêt commun de l'humanité n'est pas en reste lorsqu'il est employé pour la sauvegarde d'intérêts étatiques individuels ou collectifs⁹⁰⁵, les négociations sur le statut des grands fonds marins en étant certainement l'exemple le plus criant. L'*Accord de New York* a d'une part démontré la capacité des États puissants à imposer le contenu de l'intérêt commun⁹⁰⁶, mais l'ont aussi confondu avec les revendications du tiers-monde⁹⁰⁷ qui par la notion d'humanité a en quelque sorte procédé à « identifier sa volonté à celle de la collectivité dans son ensemble »⁹⁰⁸.

Il n'est en somme pas certain que, seul, l'État soit capable d'opérer une distinction entre une référence à l'humanité basée sur une légitimation et une justification⁹⁰⁹. N'oublions pas que « [l]a doctrine du XIX^e siècle considérait la colonisation comme une œuvre de civilisation dont dépendait le "bien commun de l'humanité" »⁹¹⁰! Il convient alors de se rappeler que si la violence opère souvent selon la logique de la fin qui justifie les moyens, le

⁹⁰³ Costas Douzinas, « Humanity, Military Humanism and the New Moral Order » dans Tom Campbell et Seumas Miller, dir., *Human Rights and the Moral Responsibilities of Corporate and Public Sector Organisations*, Kluwer, 2004, 223 à la p. 232 [Douzinas].

⁹⁰⁴ Chemillier-Gendreau, *supra* note 670 à la p. 322. Un exemple en serait l'imposition par l'État-nation d'une langue commune à sa population, dans le but d'instaurer l'unité favorable à la mise en marche de la lourde machine étatique. La France, que l'on suppose pourtant homogène sur ce plan, aurait ainsi mené des campagnes nationales d'assimilation linguistique au détriment, notamment, de l'occitan, du breton ou encore du basque. Voir à ce sujet l'entrevue de Rozenn Milin par Catherine Perrin (23 octobre 2012) à *Médium large*, Radio-Canada, en ligne : Radio-Canada <http://www.radio-canada.ca/emissions/medium_large/2012-2013/chronique.asp?idChronique=252076> et son projet de préservation des langues du monde « Sorosoro, pour que vivent les langues du monde », en ligne : Sorosoro <<http://www.sorosoro.org/>>.

⁹⁰⁵ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 415.

⁹⁰⁶ Paquerot, « Les exigences », *supra* note 133 à la p. 344.

⁹⁰⁷ Cassan, *supra* note 542 aux pp. 197 à 201.

⁹⁰⁸ *Ibid.*

⁹⁰⁹ Owens, *supra* note 836 à la p. 53.

⁹¹⁰ Bedjaoui, « Des oeuvres de l'esprit », *supra* note 102 à la p. 960.

pouvoir dont on peut tirer une légitimité est celui qui n'exige aucune justification, car il est inhérent à l'existence d'une communauté véritable⁹¹¹, telle que l'humanité qui ne saurait se réduire à l'ensemble des États.

Le nœud du problème est donc sans contredit la souveraineté étatique⁹¹², ou plutôt la souveraineté telle que conçue depuis la paix de Westphalie. Force est de constater lorsqu'on s'y intéresse que ce sont bien « [l]es plus ambitieuses et les plus exaltées [des] subjectivités [qui] sont, dans l'histoire, devenues conquérantes »⁹¹³. Car, malgré que les termes les plus constants de notre civilisation soient les individus et les êtres humains, ce sera l'État et son contenu variable⁹¹⁴ qui seront ultimement retenus. Il est pourtant communément admis que l'État est le fruit d'une construction juridique⁹¹⁵ et socio-historique⁹¹⁶, tout comme la souveraineté qui relève davantage de la théorie que du fait⁹¹⁷. Il est même permis de douter que le mythe de l'État-nation, au sens de la pérennité d'une race et de la solidité d'un sol⁹¹⁸, n'ait jamais été pertinent, par exemple, dans une Amérique s'apparentant davantage à une mosaïque disparate liée à un idéal quasi-kantien⁹¹⁹. Ceci pourrait expliquer en partie pourquoi la *Déclaration d'indépendance* américaine de 1776 fait usage de références se rapportant surtout au droit naturel⁹²⁰ :

When in the Course of human events, it becomes necessary for one people to dissolve the political bands which have connected them with another, and to assume among the powers of the earth, the separate and equal station to which the Laws of Nature and of Nature's God entitle them, a decent respect to the opinions of mankind requires that they should declare the causes which impel them to the separation. [...] We hold these truths to be self-evident, that all men are created equal, that they are endowed by their Creator with certain unalienable Rights, that among these are Life, Liberty and the pursuit of Happiness. [nos soulignés]⁹²¹

⁹¹¹ Owens, *supra* note 836 à la p. 53.

⁹¹² Baslar, *supra* note 16 à la p. 78.

⁹¹³ Chemillier-Gendreau, *supra* note 670 à la p. 23.

⁹¹⁴ Reuter, *supra* note 536 à la p. 53.

⁹¹⁵ Lejbowicz, *supra* note 7 à la p. 146.

⁹¹⁶ Benyekhle, *supra* note 6 à la p. 612.

⁹¹⁷ Allott, « Eunomia », *supra* note 612 à la p. 302.

⁹¹⁸ Ce sont là les expressions de Bernard-Henri Lévy dans *American Vertigo*, p. 405 tels que repris dans Mountagha Sow, « A Tale of Two Nations », (2012) 36 *Le Pigeon dissident* 3, 9 à la p. 9.

⁹¹⁹ *Ibid.* Quasi-kantien puisque relevant essentiellement d'une libre-association sur la base de valeurs partagées.

⁹²⁰ Domingo, *supra* note 307 à la p. 47.

⁹²¹ *Declaration of Independance*, 4 juillet 1776, en ligne : Archives gouvernementales <http://www.archives.gov/exhibits/charters/declaration_transcript.html>.

Bref, la souveraineté absolue semble aujourd'hui dépassée⁹²². Le droit ne peut avoir pour seul objectif la juxtaposition de souverainetés⁹²³ et ne graviter qu'autour des sujets de droits étatiques qui ont proclamé, à la manière de Louis XIV⁹²⁴, que « le monde, c'est eux »⁹²⁵. Ce serait la confusion entre l'État et sa souveraineté qui rendrait le dépassement des intérêts isolés des États impossible⁹²⁶. Elle serait issue d'un trop grand attachement au sens interne de la souveraineté, l'autorité sans supérieur, maladroitement projetée à l'externe⁹²⁷. Or, comme « ce qui échappe aux États, leur extériorité, est plus vaste aujourd'hui que ce dont ils gardent la maîtrise, leur intériorité »⁹²⁸, il semble nécessaire de « dépouiller l'État de [son] caractère mythologique et de le soumettre au droit »⁹²⁹. De toute manière, le souverain n'aurait pas toujours prétendu exercer un monopole normatif et aurait dû composer antérieurement avec d'autres ordres juridiques, dans une dynamique allant de la concurrence à la complémentarité⁹³⁰. L'humanité et les phénomènes de mondialisation et de globalisation sonnent donc surtout le glas d'une conception westphalienne de la souveraineté et, sans entraîner la disparition de l'État, le recadrent et le limitent dans ses actions⁹³¹. L'État reste une œuvre humaine qui, de par sa nature, reste « inachevé et susceptible de transformations »⁹³². Il « s'actualise déjà dans sa manière de se raconter par le biais de la mondialisation qui transforme ses fonctions traditionnelles et exige qu'il traite avec des acteurs non étatiques ou transnationaux et les organisations internationales, régionales et non gouvernementales »⁹³³. Au surplus, il s'agit davantage d'une mutation de la notion de souveraineté que d'une réelle altération⁹³⁴. Le concept d'humanité cherche à compléter une souveraineté autosuffisante et qui semble être « morally speaking, an empty vessel »⁹³⁵ afin qu'ils forment « le nouveau

⁹²² Benyekhlef, *supra* note 6 à la p. 567.

⁹²³ Voir Reuter, *supra* note 536,

⁹²⁴ Du fameux « L'État, c'est moi » qui est attribué au monarque.

⁹²⁵ Allott, « Health », *supra* note 21 à la p. 409.

⁹²⁶ Benyekhlef, *supra* note 6 à la p. 615.

⁹²⁷ *Ibid.* à la p. 567.

⁹²⁸ Chemillier-Gendreau, *supra* note 670 à la p. 310.

⁹²⁹ Reuter, *supra* note 536 à la p. 54.

⁹³⁰ Benyekhlef, *supra* note 6 à la p. 559.

⁹³¹ Le Bris, *supra* note 3 à la p. 599.

⁹³² Lejbowicz, *supra* note 7 à la p. 403.

⁹³³ Duplessis, « Fondements philosophiques », *supra* note 770.

⁹³⁴ Le Bris, *supra* note 3 à la p. 62.

⁹³⁵ Peters, *supra* note 601 à la p. 119.

visage d'un couple » unissant légalité et légitimité⁹³⁶. La nécessité de penser le droit hors des relations étatiques dans un contexte de mondialisation entraîne inévitablement une délégitimation du pouvoir de l'État⁹³⁷ et c'est ce qui lui fait redouter la notion d'humanité⁹³⁸. Pourtant, elle ne peut que lui rendre ce qu'il a déjà perdu.

Il ne s'agit donc pas « d'opposer la mondialisation à la souveraineté des États, car l'un ne va pas sans l'autre »⁹³⁹, ni d'opposer humanité et souveraineté⁹⁴⁰. Il n'est pas question de nier l'État⁹⁴¹, qui demeure une forme significative d'organisation sociale⁹⁴² et juridique. Il faut plutôt se garder d'établir une hiérarchie prédéterminée entre droit de l'humanité et droit étatique⁹⁴³ et « revoir la souveraineté vers un polycentrisme du pouvoir »⁹⁴⁴. Un travail pénelopien⁹⁴⁵ qui consiste à « concevoir des États assez sûrs de leur souveraineté pour faire accueil à l'extériorité et à l'altérité, qui ne se penseraient plus clos, seuls puissants et seuls souverains, et qui, [...] auraient l'intelligence des réseaux multirelationnels »⁹⁴⁶.

2.2. Les organisations internationales et les tribunaux internationaux

Les organisations internationales sont, avec les États, les seules entités dotées d'une personnalité juridique et reconnues comme acteurs du droit international classique. Une reconnaissance progressive par les tribunaux internationaux⁹⁴⁷ a conduit à leur établissement à

⁹³⁶ Le Bris, *supra* note 3 à la p. 60.

⁹³⁷ Chemillier-Gendreau, *supra* note 670 à la p. 312.

⁹³⁸ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 545.

⁹³⁹ Edouard Jourdain, « Karim Benyekhlef : Une possible histoire de la norme », La lettre de Conventions, juillet 2010, en ligne : Centre d'études et de recherche internationales <[http :www.cerium.ca/Entretien-avec-Karim-Benyekhlef](http://www.cerium.ca/Entretien-avec-Karim-Benyekhlef)> à la p. 02 [Jourdain].

⁹⁴⁰ Le Bris, *supra* note 3 à la p. 441.

⁹⁴¹ Jourdain, *supra* note 939 à la p. 02.

⁹⁴² Philip Allott, *Eunomia : New Order for a New World*, Oxford, Oxford University Press, 2001 à la p. 221.

⁹⁴³ Le Bris, *supra* note 3 à la p. 603.

⁹⁴⁴ Benyekhlef, *supra* note 6 à la p. 625.

⁹⁴⁵ D'après l'expression de René Cassin, telle que reprise dans Lejbowicz, *supra* note 7 à la p. 305.

⁹⁴⁶ *Ibid.* à la p. 305

⁹⁴⁷ Voir la prise en compte progressive des organisations internationales par la Cour permanente de justice internationale par la CIJ : *Échange des populations grecques et turques* (1925), C.P.J.I. (Sér. B) n° 10 et en ligne : Cour internationale de Justice <http://www.icj-cij.org/pcij/serie_B/B_10/01_Echange_des_populations_grecques_et_turques_Avis_consultatif.pdf> et *Compétence de la Commission européenne du Danube entre Galatz et Braïla* (1927), C.P.J.I. (Sér. B) n° 14 et en

titre de « sujet[s] de droit international [ayant la] capacité d'être titulaire[s] de droits et de devoirs internationaux »⁹⁴⁸. Il n'est donc pas surprenant que l'on ait envisagé de confier les intérêts de l'humanité à une organisation internationale qui en assurerait la représentation⁹⁴⁹. Toutefois, aucune entité institutionnelle organisée au nom de l'humanité n'a pu ultimement être constituée, malgré les quelques traités prévoyant un organe gestionnaire du patrimoine commun de l'humanité qui aurait pu le laisser présager⁹⁵⁰. Outil d'abord mal adapté du seul fait d'une représentation intégrale impossible en raison du caractère transtemporel de l'humanité, sa représentation globale est plutôt utopique⁹⁵¹ si l'on considère que l'institution représentative de l'humanité passerait de toute manière par les « fourches caudines d'une création étatique »⁹⁵². Une problématique dont l'Autorité des fonds marins s'est faite l'exemple en étant appelée de manière contradictoire à agir pour le compte de l'humanité entière⁹⁵³ tout en représentant les États parties⁹⁵⁴. Au final, ce sont les États qui se sont trouvés à exercer leurs prérogatives par son biais et en ont fait « une organisation composée d'États agissant pour le compte de l'humanité »⁹⁵⁵ avec tous les écueils que cela comporte, y compris dans ce cas précis de lourds soupçons d'inégalité représentative⁹⁵⁶ et des mécanismes décisionnels qui excluent tout à fait un caractère supranational⁹⁵⁷. Le risque d'assimilation subséquente de l'humanité par les États pousse naturellement à s'interroger sur la possibilité pour cette dernière d'être autre chose qu'un « écran étatique »⁹⁵⁸. Car, en effet, on peut toujours entrevoir derrière l'écran d'une organisation les jeux de pouvoir de ses États-membres⁹⁵⁹, qui ne se transforment pas suite à leur adhésion « en une communauté d'êtres

ligne : Cour internationale de Justice <http://www.icj-cij.org/pcij/serie_B/B_14/01_Commission_europeenne_du_Danube_Avis_consultatif.pdf>.

⁹⁴⁸ *Réparation des dommages subis au service des Nations Unies*, Avis consultatif, [1949], en ligne : Cour internationale de Justice <<http://www.icj-cij.org/docket/files/4/1834.pdf>> à la p. 179. Voir aussi *Certaines dépenses des Nations Unies*, Avis consultatif, [1962], en ligne : Cour internationale de Justice <<http://www.icj-cij.org/docket/files/49/5259.pdf>> [*Avis Réparation*].

⁹⁴⁹ Carrillo-Salcedo, « La Cour pénale internationale », *supra* note 532 à la p. 15.

⁹⁵⁰ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 493.

⁹⁵¹ Le Bris, *supra* note 3 à la p. 409.

⁹⁵² Charpentier, *supra* note 609 aux p. 17 à 21.

⁹⁵³ Art. 137 de la CNUDM, *supra* note 123.

⁹⁵⁴ *Ibid.* à son art. 157.

⁹⁵⁵ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 536.

⁹⁵⁶ Le Bris, *supra* note 3 à la p. 404.

⁹⁵⁷ Les processus décisionnels rendent impossible même un dépassement des intérêts des grandes puissances.

⁹⁵⁸ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 539.

⁹⁵⁹ Le Bris, *supra* note 3 à la p. 596.

désintéressés occupés uniquement à la réalisation d'un Bien commun supérieur »⁹⁶⁰. Les organisations internationales sont plutôt, plus platement, « l'expression de la volonté des États de coopérer soit universellement soit régionalement dans des domaines politiques et techniques »⁹⁶¹. La qualité de sujet de droit de l'organisation internationale est fonctionnelle et en fait, en quelque sorte, un sujet secondaire⁹⁶².

Cet état des choses est illustré par l'amendement apporté à l'acte constitutif de l'UNESCO pour remplacer au sein du Comité exécutif les représentants choisis pour leur valeur scientifique et intellectuelle par des délégués des États-membres⁹⁶³. À l'origine, la Conférence générale était composée de délégués des États-membres alors que le Comité exécutif, dont la fonction est de donner effet aux programmes adoptés par la Conférence, était composé de quinze personnes élues par la Conférence parmi les délégués sur la base de leurs compétences⁹⁶⁴. Suite à l'amendement, le Comité exécutif fut recomposé de cinquante-huit États-membres élus par la Conférence qui doivent alors désigner un représentant en « s'effor[çant] de désigner une personnalité qualifiée dans un ou plusieurs des domaines de compétence de l'UNESCO et ayant l'expérience et la compétence nécessaires pour remplir les fonctions administratives et exécutives qui incombent au Conseil »⁹⁶⁵. Il s'agit en fait d'une rupture avec la philosophie de la Commission internationale de coopération intellectuelle créée en 1922 sous l'égide de la Société des Nations et dont la mission a par la suite été reprise

⁹⁶⁰ Morin, *supra* note 804 à la p. 358.

⁹⁶¹ Lejbowicz, *supra* note 7 à la p. 277.

⁹⁶² E. Kamenetskaya, « Subjects of International Space Law », (1979) Proc. 22th Coll. On the Law of Outer Space 161 à la p. 161.

⁹⁶³ *Actes de la Conférence générale*, Doc. Off. UNESCO, 26^e session (1991), en ligne : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture <<http://unesdoc.unesco.org/images/0009/000904/090448f.pdf>> [*Actes de la Conférence UNESCO*] à la p. 136 et art. V de l'*Acte constitutif de l'Organisation pour l'éducation, la science et la culture*, en ligne : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture <<http://unesdoc.unesco.org/images/0021/002161/216192f.pdf#page=7>> [*Acte constitutif UNESCO*]. Voir Monique Chemillier-Gendreau, *Humanité et souverainetés : essai sur la fonction du droit international*, Paris, Découverte, 1995 à la p. 32 et Takashi Saikawa, « From Intellectual Co-operation to International Cultural Exchange: Japan and China in the International Committee on Intellectual Cooperation » (2009) 1 Asian Regional Integration Review 83 à la p. 84 : « the members of the ICIC should be elected not as a government representative but as a representative of various academic fields. In other words, the important thing for the members is not their nationality but their academic achievements » [Saikawa].

⁹⁶⁴ Art VI de la *Conference for the Establishment of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization*, 16 novembre 1945, en ligne : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture <<http://unesdoc.unesco.org/images/0011/001176/117626e.pdf>>.

⁹⁶⁵ Art. V A) (2) b) de l'*Acte constitutif UNESCO*, *supra* note 963.

par l'UNESCO. Une philosophie se résumant à la « solidarity among intellectuals based on the universality of culture »⁹⁶⁶ au nom de laquelle Marie Curie et Albert Einstein⁹⁶⁷ auront nommément œuvré en siégeant sur la Commission et qui défendait plus efficacement la vision selon laquelle « la science n'a pas de patrie, parce que le savoir est patrimoine commun de l'humanité »⁹⁶⁸.

D'aucuns font observer également que la multiplicité des organisations internationales, qui emporte une dispersion des responsabilités et un chevauchement de domaines rendant la coopération difficile, pourrait même procéder d'un souci de les garder en position d'infériorité par rapport aux grandes puissances⁹⁶⁹. Machines à transformer la puissance en utopie⁹⁷⁰, elles seraient alors le miroir inversé de l'État qui transforme les idéologies en instrument⁹⁷¹.

La recherche d'une prise en compte de l'humanité révèle tout particulièrement les carences du système onusien, qui présente les mêmes failles originelles :

[p]our le plus grand bénéfice de la propagande, tous les excès les plus irritants du parlementarisme ont été utilisés : démagogie verbale, sans frein, négation des vérités et des évidences les plus élémentaires, mensonges purs et simples, marchandage dans les coulisses en vue d'obtenir des voix supplémentaires ou contreparties à un vote, basses manœuvres de procédures etc. Dans de telles perspectives, l'ONU n'est pas considérée autrement que comme un instrument à utiliser au profit d'intérêts nationaux bien définis, même s'ils se parent d'un amour de l'humanité et du progrès international qui fait difficilement illusion⁹⁷².

En effet, si l'Organisation des Nations unies jouit d'une personnalité juridique internationale et de l'exercice d'un certain droit de regard sur les États en raison notamment de sa

⁹⁶⁶ Saikawa, *supra* note 963 à la p. 84. Cet article traite du rôle de la Chine et du Japon dans l'adoption d'une représentation géographique/étatique (pluraliste) à l'UNESCO plutôt qu'une approche universelle qui se confondait avec un eurocentrisme. Il est permis de penser que ce débat a contribué aux changements subséquents.

⁹⁶⁷ *Ibid.*.

⁹⁶⁸ Louis Pasteur, en ligne : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture <http://portal.unesco.org/en/ev.php-URL_ID=26770&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html>.

⁹⁶⁹ N'Guyen Quoc Dinh, Daillier et Pellet, *Droit public international*, Paris, LGDJ, 1987 à la p. 62 [N'Guyen].

⁹⁷⁰ S. Sur, *Système juridique international et utopie*, Archives de philosophie du droit, t. 32, Sirey, 1987 à la p. 42 tel que repris dans Lejbowicz, *supra* note 7 à la p. 280. Ainsi, Sur considère que les organisations internationales font peu avec les compétences (limitées) dont elles disposent et génèrent surtout de l'utopie (il fournira l'exemple de l'Assemblée générale faisant la promotion d'un nouvel ordre économique international). Il s'interroge à savoir s'il s'agit d'une dissipation d'énergie.

⁹⁷¹ Lejbowicz, *ibid.*

⁹⁷² Michel Virally, *L'ONU, utile ou néfaste?*, Paris, Hachette-Réalités, 1962 à la p. 115 tel que reproduit dans Dupuy, « Dialectiques » à la p. 76.

représentativité et de ses compétences étendues, elle demeure la « gardienne impuissante de l'humanité »⁹⁷³. Certains la tiennent responsable d'avoir introduit imprudemment la notion d'humanité sans lui accorder de contenu véritable⁹⁷⁴, la réduisant à un « sous-produit d'un règlement de type westphalien » en ne l'édifiant pas au-dessus des nations⁹⁷⁵ et, finalement, en se posant comme « the one hope of the world for bringing peace and freedom to humanity »⁹⁷⁶ dans un contexte d'après-guerre qui commandait l'adoption d'un code moral⁹⁷⁷. Pourtant, au-delà du manichéisme qu'on lui prête en la faisant l'instrument des grandes puissances de ce monde⁹⁷⁸, la création des Nations unies répond, maladroitement peut-être, à un besoin de dépassement du droit international classique fait de réciprocité et de non-ingérence au profit des intérêts communs⁹⁷⁹. On peut y voir l'aveu de la prise de conscience d'une communauté humaine qui fait partie des fondements du droit au même titre que la souveraineté étatique⁹⁸⁰. Elle s'intéresse aussi tout particulièrement aux « problèmes sans passeport »⁹⁸¹ de la mondialisation. Bien sûr, on peut s'interroger si elle relève davantage de la scène ou de l'acteur⁹⁸² mais, selon nous, sa défectuosité résulte moins de la présence (ou omniprésence) de l'État que du monopole que ce dernier croit avoir à définir le bien commun transnational⁹⁸³. Se sortir de cette impasse n'est peut-être pas impossible si l'on parvient à se rappeler l'esprit qui a présidé à sa création :

[y]ou have created a great instrument for peace and security and human progress in the world. If we failed to use it, we shall betray all those who have died in order that we might meet here in freedom and safety to create it. If we seek to use it selfishly – for the advantage of any one nation or any small group of nations – we shall be equally guilty of that betrayal⁹⁸⁴.

⁹⁷³ Le Bris, *supra* note 3 aux pp. 410 à 416.

⁹⁷⁴ R.J. Dupuy, « Conclusions », *supra* 130 à la p. 481.

⁹⁷⁵ Dupuy, « L'humanité dans l'imaginaire », *supra* note 2 aux pp. 75 à 76.

⁹⁷⁶ Pandit Nehru, « United Nations in India », *World Focus*, New Delhi, oct-déc 1999 à la p. 59 tel que cité par Ram Prakash Anand, *Studies in international law and history. An Asian perspective*, Leiden, Martinus Nijhoff Publishers, 2004 à la p. 16.

⁹⁷⁷ Ellis, *supra* note 625 aux pp. 20 à 21.

⁹⁷⁸ Chemillier-Gendreau, *supra* note 670 aux pp. 23 à 24.

⁹⁷⁹ Paquerot, « Ressources vitales », *supra* note 199 à la p. 100.

⁹⁸⁰ *Ibid.*

⁹⁸¹ Selon l'expression du Secrétaire Général Kofi Annan, en ligne : Organisation des Nations Unies <<http://www.unfoundation.org/what-we-do/issues/>>.

⁹⁸² Sashi Tharoor, « Saving Humanity from Hell » dans Edward Newman, Ramesh Thakur et John Tirman, dir., *Multilateralism under Challenge? : Power, International Order, and Structural Change*, New York, United Nations University Press, 2006, 21 à la p. 27 [Tharoor].

⁹⁸³ Dupuy, « Dialectiques », *supra* note 247 à la p. 81.

⁹⁸⁴ Harry Truman, à l'assemblée réunie pour la signature de la Charte des Nations Unies à San Francisco tel que cité dans Tharoor, *supra* note 982 à la p. 22.

D'ailleurs, à cet égard, une interprétation de l'*Avis consultatif sur la licéité des armes nucléaires* de la Cour internationale de Justice pourrait s'avérer éclairante. On sait que dans cet avis la Cour a soupesé les intérêts étatiques et ceux de l'humanité dans le cadre du recours d'armes de destruction massive avant de conclure que certaines questions débordaient du cadre strictement étatique⁹⁸⁵ en rappelant la notion de considérations élémentaires d'humanité. Elle également souligné le passage de la « substitution progressive d'un droit international de coopération au droit international classique de la coexistence »⁹⁸⁶, accordant une nouvelle importance aux obligations *erga omnes* et aux règles du *jus cogens*⁹⁸⁷ qui contribuent à faire valoir l'intérêt supérieur de la survie de l'humanité⁹⁸⁸. Cette décision est également intéressante en ce qu'elle précise la logique derrière l'attribution de la personnalité juridique aux organisations internationales qui, dans l'*Avis consultatif portant sur les dommages subis par les Nations Unies*, s'entendait comme la compétence nécessaire pour lui permettre de s'acquitter effectivement des fonctions lui ayant été attribuées par ses États-membres⁹⁸⁹. En effet, à l'opposé des États disposant de compétences générales, les organisations internationales ont des compétences d'attribution limitées et contenues à leur acte constitutif⁹⁹⁰, selon le principe de spécialité, ce qui fait en sorte qu'elles sont dotées par les États qui les créent de compétences d'attribution dont les limites sont établies en fonction des intérêts que ceux-ci leur donnent pour mission de promouvoir⁹⁹¹. Or, devant trancher entre des requêtes concurrentes provenant de l'Organisation mondiale de la Santé et de l'Organisation des Nations Unies sur une même question, celle de la licéité de l'emploi des armes nucléaires, la Cour a choisi d'écarter l'OMS malgré ses compétences en matière de santé humaine pour développer une approche basée sur l'effectivité plutôt que sur l'attribution expresse par les États-membres. Ainsi, elle a déclaré que : « le droit de la saisir demande à être soigneusement limité si l'on veut conserver un partage correct de compétences - et, donc, d'efficacité - entre

⁹⁸⁵ *Avis Licéité*, *supra* note 352, au par. 82 : « Ces règles indiquent ce que sont les conduites et comportements normalement attendus des États ». Voir Stec, *supra* note 323 à la p. 362.

⁹⁸⁶ « Déclaration du juge Bedjaoui », *supra* note 530, au par. 13.

⁹⁸⁷ *Ibid.*

⁹⁸⁸ *Ibid.* au par. 22.

⁹⁸⁹ *Avis Réparation*, *supra* note 948, à la p. 179.

⁹⁹⁰ Arbour, *supra* note 5, à la p. 733.

⁹⁹¹ *Licéité OMS*, *supra* note 408, à la p. 78. Voir aussi Charpentier, *supra* note 609 aux pp. 18 à 20.

organismes internationaux »⁹⁹². Un changement de cap qui fait croire à certains qu'il existe « a more or less coherent blueprint for global governance involving a division of labor between the United Nations and its various agencies »⁹⁹³ et que la Cour a cherché à exprimer son insatisfaction à l'égard du principe de la spécialité qui se rattache à la problématique plus générale de l'imbrication difficile des organisations internationales dans un ordre horizontal. Le principe de spécialité entendu strictement, comme le fait valoir Klabbers, n'assurerait pas une couverture efficace et permettrait à certaines situations de tomber dans un vide juridique, ce qui justifie que l'on se réfère plutôt à l'Assemblée générale directement, afin qu'elle mette à contribution l'organisation internationale satellite de l'ONU la plus apte à assurer la mise en œuvre appropriée⁹⁹⁴. En rattachant l'OMS au système onusien, la Cour aurait cherché, selon cette hypothèse, à proposer une alternative à un droit reposant essentiellement sur la souveraineté⁹⁹⁵, considérant que les intérêts communs de l'humanité exigent que l'on dépasse le volontarisme étatique⁹⁹⁶. En appréhendant les Nations Unies comme un système articulé, n'est-ce pas une conceptualisation « eminently recognizable as modeled upon domestic forms of political organization : a ministry of general affairs (or a president's or prime minister's office) seconded by functional ministries with more limited, specialized tasks »⁹⁹⁷? Nous croyons du moins que cette interprétation du système onusien le fait ressembler plus que jamais à un réseau, outillé pour gérer un droit complexe et mondialisé, et s'intégrant à un système antérieur plutôt que s'y opposant⁹⁹⁸. La Cour a cependant limité par la même occasion les scénarios donnant ouverture à la requête d'avis consultatif par des organisations internationales gravitant en périphérie du système onusien⁹⁹⁹ et, dans le cas de l'OMS qui a compétence sur la santé entendue comme un « état de complet bien-être physique, mental et social »¹⁰⁰⁰, on mesure bien quelle est la perte d'opportunités pour l'humanité.

⁹⁹² *Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires*, Avis consultatif, [1996], « Déclaration de M. Ferrari Bravo » en ligne : Cour internationale de Justice <<http://www.icj-cij.org/docket/files/95/7506.pdf>> à la p. 60.

⁹⁹³ Klabbers, *supra* note 783 à la p. 13.

⁹⁹⁴ *Ibid.* à la p. 23.

⁹⁹⁵ *Ibid.* à la p. 25.

⁹⁹⁶ *Ibid.*

⁹⁹⁷ *Ibid.* à la p. 23.

⁹⁹⁸ *Ibid.* à la p. 28.

⁹⁹⁹ *Ibid.* à la p. 26.

¹⁰⁰⁰ Préambule de la *Constitution OMS*, *supra* note 717.

Bien entendu, la Cour internationale de Justice détient elle-même une autorité au déploiement complexe dans un ordre strictement international. À titre d'organe judiciaire principal des Nations Unies¹⁰⁰¹, tous les membres sont automatiquement parties à son statut¹⁰⁰² et s'engagent à se conformer à ses décisions¹⁰⁰³. Elle demeure toutefois sous utilisée¹⁰⁰⁴, en raison notamment de la compétence facultative établie dans le *Statut de la Cour internationale de Justice*¹⁰⁰⁵. Il est ainsi demandé aux États de « reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, à l'égard de tout autre État acceptant la même obligation, la juridiction de la Cour »¹⁰⁰⁶ par la voie d'une « déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire ». À cette date, soixante-dix États¹⁰⁰⁷ ont émis cette déclaration, basée sur la réciprocité et admettant les réserves, et il est à noter que le seul membre du Conseil de sécurité qui accepte automatiquement sa juridiction est le Royaume-Uni après la volte-face de la France et des États-Unis qui ont retiré leur déclaration d'acceptation (la Chine et la Russie ne l'ont pour leur part jamais accordée)¹⁰⁰⁸. Elle est toutefois en meilleure posture que la Cour pénale internationale qui ne peut prétendre à l'universalité en raison de la faible ratification de son statut et qui demeure ainsi subordonnée à la volonté de l'État intéressé¹⁰⁰⁹. Les deux tribunaux n'en sont pas moins des tentatives de déplacer le droit d'un système « state-based » à un ordre « community-based »¹⁰¹⁰ et sont des acteurs qui jouent un rôle dans la construction juridique de l'humanité¹⁰¹¹.

¹⁰⁰¹ Art. 92 de la Charte NU, *supra* note 9.

¹⁰⁰² *Ibid.* à l'art. 93.

¹⁰⁰³ *Ibid.* à l'art. 94.

¹⁰⁰⁴ Jonathan Power, *Conundrums of Humanity: The Quest for Global Justice*, Boston, Martinus Nijhoff, 2007 à la p. 99 [Power].

¹⁰⁰⁵ *Statut CIJ*, *supra* note 495.

¹⁰⁰⁶ *Ibid.* à son art. 36.

¹⁰⁰⁷ Voir les déclarations déposées auprès du Secrétaire général des Nations Unies, « Déclarations d'acceptation de la juridiction obligatoire », en ligne : Cour Internationale de Justice <<http://www.icj-cij.org/jurisdiction/index.php?p1=5&p2=1&p3=3>>.

¹⁰⁰⁸ Power, *supra* note 1004 à la p. 99.

¹⁰⁰⁹ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 441.

¹⁰¹⁰ Yáñez-Barnuevo, *supra* note 605 à la p. 829.

¹⁰¹¹ Carrillo-Salcedo, « La Cour pénale internationale », *supra* note 532 à la p. 27.

2.3. Les autres acteurs

Le modèle du réseau présente l'avantage principal de prendre en compte des acteurs qui ne sont autrement pas reconnus dans le cadre du droit strictement international. Ainsi, il admet une société civile internationale émergente bien qu'elle ne détienne pas de personnalité juridique¹⁰¹². Il en va de même pour les personnes qui, plutôt que de disparaître derrière l'État, peuvent aspirer à être reconnues comme un élément d'une communauté humaine qui les intègre sans les gommer¹⁰¹³. Elles participent alors à leur tour à la promotion de cette humanité : « [a]n individual has not started living until he can rise above the narrow confines of his individualistic concerns to the broader concerns of humanity »¹⁰¹⁴. Le réseau permet aussi de reconsidérer des fictions du droit international qui sont difficilement conciliables avec certaines réalités. Un exemple en serait les nations et les peuples qui coïncident parfaitement avec l'État en droit interne alors que le droit international révèle une réalité toute autre¹⁰¹⁵. Les États tendent plutôt paradoxalement à diviser les nations en dépit de leur mythe d'unité et de rassemblement des différences¹⁰¹⁶. D'ailleurs, n'étaient-ce pas les peuples des Nations Unies qui au sortir de la guerre demandaient aux États de renoncer à leur antagonisme pour rétablir la paix et de prendre en charge l'humanité contenue en chacun d'eux dans un droit plus international qu'interétatique¹⁰¹⁷? Il est également fréquent de voir la mention des nations ou des peuples dans les instruments qui souhaitent « rappeler aux États le rôle qu'ils n'assument pas toujours »¹⁰¹⁸ envers l'humanité.

3. La conceptualisation de l'humanité dans le réseau

L'État a longtemps eu le monopole de l'humanité et « remplissait cette fonction avec plus ou moins d'efficacité tant que les sociétés humaines vivaient repliées sur elles-

¹⁰¹² Benyekhlef, *supra* note 6 à la p. 600.

¹⁰¹³ Domingo, « Vattel », *supra* note 798 à la p. 641.

¹⁰¹⁴ Martin Luther King tel que cité dans El-Hassan Bin Talal (Prince of Jordan), « Towards an Ethic of Human Solidarity », dans Stephens, Alan et Raphael Walden, dir., *For the Sake of Humanity : Essays in Honour of Clemens N. Nathan*, Boston, Martinus Nijhoff, 2006, 123 à la p. 123 [Talal].

¹⁰¹⁵ Lejbowicz, *supra* note 7 à la p. 329.

¹⁰¹⁶ *Ibid.* à la p. 327.

¹⁰¹⁷ Lejbowicz, *supra* note 7 à la p. 329.

¹⁰¹⁸ *Ibid.* à la p. 327.

mêmes »¹⁰¹⁹. La mondialisation a changé la donne en soulevant des problématiques que la société « tente de résoudre par le langage du droit »¹⁰²⁰ en énonçant ce qu'elle aspire à devenir¹⁰²¹. En réaction aux jeux de pouvoir des États et à un droit international dépassé par les contradictions qui le traversent¹⁰²², d'autres acteurs cherchent à se « réapproprier l'humanité juridique [...] fragile car désorganisée et en quête d'appuis normatifs et institutionnels »¹⁰²³.

La prise en compte de l'humanité pourrait bien impliquer une construction juridique nouvelle pour sauvegarder la diversité de la communauté humaine tout en la préservant de l'éclatement¹⁰²⁴. La mondialisation offre justement « [a] greater artistic license to the legal imagination »¹⁰²⁵ qui procède à la fois de l'opportunité et du besoin¹⁰²⁶. Car il ne s'agit pas d'articuler la mondialisation tellement que les relations humaines globalisées¹⁰²⁷. À cet égard, l'organisation d'un ordre supraétatique et l'approche fonctionnelle sont deux solutions souvent proposées pour s'adapter aux besoins d'une humanité globalisée.

3.1. L'ordre supraétatique ou l'approche fonctionnelle

La raison d'État et la primauté des intérêts nationaux sont au centre de la tradition d'une époque que nous quittons peu à peu, bien que ces caractéristiques s'avèrent persistantes¹⁰²⁸. La promotion d'intérêts communs à l'humanité entière renforcée par une mondialisation emportant la réalisation d'une interdépendance planétaire¹⁰²⁹ pousse certains à en conclure que les prémisses d'un nouvel ordre reposant sur la reconnaissance des droits humains seraient

¹⁰¹⁹ Le Bris, *supra* note 3 à la p. 595.

¹⁰²⁰ Lejbowicz, *supra* note 7 aux pp. 1 et 2.

¹⁰²¹ *Ibid.* à la p. 11.

¹⁰²² Paquerot, « Les patrimoines », *supra* note 358 à la p. 34.

¹⁰²³ Le Bris, *supra* note 3 à la p. 596.

¹⁰²⁴ Le Bris, *supra* note 3 à la p. 604.

¹⁰²⁵ Halpin, *supra* note 797 à la p. 5.

¹⁰²⁶ *Ibid.*

¹⁰²⁷ Domingo, *supra* note 307 à la p. 98.

¹⁰²⁸ Chemillier-Gendreau, *supra* note 670 aux pp. 43 à 44.

¹⁰²⁹ Paquerot, « Ressources vitales », *supra* note 199 à la p. 37.

déjà à l'œuvre¹⁰³⁰. Il y aurait une « aspiration encore diffuse d'une institutionnalisation du vivre ensemble planétaire apte à répondre au défi de la survie de l'humanité et de l'égalité humaine »¹⁰³¹ dont le destin serait d'engendrer « un *pouvoir supraétatique* qui se transforme en *pouvoir supranational* »¹⁰³². L'humanité reconnue à titre de communauté et sur laquelle « prendrait appui un gouvernement mondial »¹⁰³³ est une idée très forte. Elle procède de la conception qu'un contre-pouvoir est le pré-requis d'un changement véritable : « pour soumettre le pouvoir étatique, c'est moins sur une autre forme de droit qu'il faut compter que sur un autre pouvoir supérieur au regard du droit »¹⁰³⁴. On poursuit alors l'utopie de l'organisation supranationale dont les différentes acceptions dépendent essentiellement du niveau de centralisation espéré, de la mise en place d'une fédération universelle à l'établissement d'un État mondial¹⁰³⁵. La fédération universelle, telle que proposée par Kant ou Scelle, permettrait la mise en œuvre effective des droits de l'humanité de la même manière que l'instauration de l'État-nation aura permis de régir par le droit les relations entre les individus¹⁰³⁶. L'État y serait maintenu mais deviendrait un échelon comme les autres dans l'agencement planétaire¹⁰³⁷. Dans cet esprit et devant les difficultés qu'implique l'établissement d'une telle structure fédérale au niveau mondial, certains préfèrent encore supposer que les Nations Unies remplissent déjà ce rôle¹⁰³⁸. Pourtant, comme nous l'avons vu, « l'ONU est à l'image de la société internationale »¹⁰³⁹ et la Cour internationale de Justice

¹⁰³⁰ Christian Tomuschat, *Recueil des cours de l'Académie de droit international (Obligations Arising for States Without or Against their Will, Cours général de droit international public)*, vol. 241, Boston, Martinus Nijhoff/Brill, 1993 à la p. 300 tel que repris dans Paquerot, « Les patrimoines », *supra* note 358 à la p. 33.

¹⁰³¹ Aldo Armando Cocca, « Environment as Common Heritage of Mankind », dans International Institute of Space Law of the International Astronautical Federation, *Proceedings of the 32nd Colloquium on the Law of Outer Space*, tenu à Torremolinos-Málaga, du 7 au 14 octobre 1989, New York, American Institute of Aeronautics and Astronautics, 1990, p. 71 à la p. 73 tel que cité dans Paquerot, *ibid.* à la p. 31.

¹⁰³² J. Buchmann, *A la recherche d'un ordre international*, Paris, Louvain, Ed. Nauwelaerts, 1957 tel que reproduit dans Lejbowicz, *supra* note 7 à la p. 294

¹⁰³³ Le Bris, *supra* note 3 à la p. 599.

¹⁰³⁴ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 544.

¹⁰³⁵ Le Bris, *supra* note 3 à la p. 427.

¹⁰³⁶ « Les peuples, en tant qu'États, sont comparables aux individus ; dans l'état de nature (c'est-à-dire dans l'indépendance de toute loi extérieure) leur seul voisinage leur porte déjà préjudice et chacun d'eux, pour garantir sa sûreté, peut et doit exiger de l'autre qu'il entre avec lui dans une constitution analogue à la constitution civile, où l'on puisse garantir à chacun son droit ». Emmanuel Kant, *Vers la paix perpétuelle*, Paris, Presses universitaires de France, 1958 à la p. 99. Une idée reprise par George Scelle, « Règles générales du droit de la paix » (1933) 46 R.C.A.D.I. 327 à la p. 342. Voir aussi Le Bris, *ibid.* aux pp. 428 à 429.

¹⁰³⁷ Le Bris, *ibid.* à la p. 430.

¹⁰³⁸ Un débat sans issue selon Dupuy, « Dialectiques », *supra* note 247 à la p. 189.

¹⁰³⁹ Le Bris, *supra* note 3 à la p. 420.

semble avoir explicitement fermé cette porte lorsqu'elle lui a reconnu une personnalité juridique objective¹⁰⁴⁰ en spécifiant : « [e]ncore moins cela équivaut-il à dire que l'Organisation soit un super-État, quel que soit le sens de cette expression »¹⁰⁴¹. Il s'agirait, quelle que soit sa forme, d'une « fausse utopie »¹⁰⁴². Un projet qui ferait montre d'une imagination faible et paresseuse puisqu'il repose sur la reproduction, à différente échelle, du modèle institutionnel étatique qui est à l'origine de la critique utopique¹⁰⁴³. La représentation unie de l'humanité emporte de surcroît le risque d'une dérive totalitariste¹⁰⁴⁴, en générant une fois de plus une entité en mesure de refuser toute critique¹⁰⁴⁵ et d'imposer sa lecture unique du droit. Il est illusoire de concevoir une autorité mondiale capable d'énoncer des règles protectrices des intérêts du genre humain en toute neutralité¹⁰⁴⁶, ce serait « se dissimuler la réalité derrière une abstraction juridique »¹⁰⁴⁷ et livrer le genre humain à un redoutable Léviathan¹⁰⁴⁸. L'humanité mérite un statut qui ne soit pas calqué sur une institution politique existante, par ailleurs en crise, et d'être dotée d'un statut à la mesure de son unicité¹⁰⁴⁹. La condition humaine est inaliénable et ne requiert par conséquent aucune forme d'incorporation. Enfin, « il n'existe pas de lien automatique entre la centralisation conceptuelle et la centralisation institutionnelle »¹⁰⁵⁰.

Ces conclusions favorisent un repli sur la théorie du dédoublement fonctionnel, qui admet plusieurs acteurs sur un territoire¹⁰⁵¹ ou dans le cadre d'une activité. Plusieurs questions liées de près à l'humanité ont d'ailleurs été qualifiées de fonctionnelles, tels que le patrimoine

¹⁰⁴⁰ « La Cour est d'avis que cinquante États, représentant une très large majorité des membres de la communauté internationale, avaient le pouvoir, conformément au droit international, de créer une entité possédant une personnalité internationale objective - et non pas simplement une personnalité reconnue par eux seuls » *Avis Réparation*, *supra* note 948 à la p. 185.

¹⁰⁴¹ *Ibid.* à la p. 179.

¹⁰⁴² Selon l'expression de Michel Virally, *Le droit international en devenir*, Paris, Presses Universitaires de France, 1990 aux pp. 99 à 100 telle que reproduite dans Lejbowicz, *supra* note 7 à la p. 297.

¹⁰⁴³ *Ibid.* aux pp. 296 à 297.

¹⁰⁴⁴ Le Bris, *supra* note 3 à la p. 420.

¹⁰⁴⁵ Lejbowicz, *supra* note 9 à la p. 6.

¹⁰⁴⁶ Le Bris, *supra* note 3 à la p. 431.

¹⁰⁴⁷ R. de Lacharrière, « L'évolution de la société internationale : essai d'un bilan » (1977) 4 *Modern problems of international law and the philosophy of law* 293 aux pp. 298 et 299 dans *ibid.* à la p. 431.

¹⁰⁴⁸ Lejbowicz, *supra* note 3 à la p. 304.

¹⁰⁴⁹ Domingo, *supra* note 307 à la p. 116.

¹⁰⁵⁰ Le Bris, *supra* note 3 à la p. 438.

¹⁰⁵¹ Duplessis, « Communauté internationale », *supra* note 28.

et les intérêts communs¹⁰⁵². Plusieurs insistent sur le fait que l'État est incapable de gérer l'affaire de l'humanité comme la sienne propre¹⁰⁵³ puisqu'il la voit à travers le prisme de ses intérêts¹⁰⁵⁴ et d'admettre l'érosion corollaire de sa souveraineté¹⁰⁵⁵. Apparenter l'État à un mandataire ne serait ainsi qu'un « palliatif imparfait à la carence institutionnelle de la société internationale »¹⁰⁵⁶. Ce serait toutefois une solution réaliste¹⁰⁵⁷ dans la mesure où elle tient compte du fait que l'État est un médiateur incontournable¹⁰⁵⁸, elle appellerait surtout ce dernier à troquer l'égoïsme pour l'intendance¹⁰⁵⁹. On peut opposer que l'« éventuelle limitation de la souveraineté des États » sera peu probablement le fait des États eux-mêmes¹⁰⁶⁰ mais il s'agit de réitérer un contexte de mondialisation où la notion de souveraineté n'est plus une référence suffisante¹⁰⁶¹ et dans lequel un droit interétatique n'apparaît plus adéquat, suite à l'érosion de la territorialité et la crise de la normativité¹⁰⁶². Les États pourraient ainsi tirer parti de la notion d'humanité pour restaurer la théorie du dédoublement fonctionnel¹⁰⁶³ en admettant une « *stewardship sovereignty* » (une souveraineté-gestion)¹⁰⁶⁴ dans un système « où il conserve sa compétence organique en ce sens que seuls ses organes ont qualité pour agir, mais il n'a plus le pouvoir discrétionnaire en ce sens qu'il ne peut pas faire n'importe quoi »¹⁰⁶⁵. Une sorte de restauration de l'idée de communauté internationale en tant qu'union « reconnue par les États qui exercent leurs relations avec d'autres États dans un intérêt de morale et de justice, qui considèrent ces relations comme indispensables aux besoins de leur civilisation, qui les reconnaissent comme partie intégrante d'un ordre général obligatoire pour la prospérité de l'Humanité »¹⁰⁶⁶, mais en ne s'abusant pas cette fois sur le caractère

¹⁰⁵² Voir notamment Shelton, *supra* note 330 et Hey, *supra* note 333 à la p. 896.

¹⁰⁵³ Rémond-Gouilloud, *supra* note 314 à la p. 60.

¹⁰⁵⁴ Le Bris, *supra* note 3 à la p. 455.

¹⁰⁵⁵ Rémond-Gouilloud, *supra* note 314 à la p. 60.

¹⁰⁵⁶ N'Guyen, *supra* note 969 ou encore un « succédané de l'organisation institutionnelle défailante des ordres juridiques internationaux » selon Kiss, « La notion de patrimoine », *supra* note 1 à la p. 127.

¹⁰⁵⁷ Le Bris, *supra* note 3 à la p. 442.

¹⁰⁵⁸ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 537.

¹⁰⁵⁹ *Ibid.* à la p. 494.

¹⁰⁶⁰ Charpentier, *supra* note 609 aux pp. 17 à 21.

¹⁰⁶¹ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 491.

¹⁰⁶² Le Bris, *supra* note 3 aux pp. 495-496.

¹⁰⁶³ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 411.

¹⁰⁶⁴ Baslar, *supra* note 16 à la p. 131.

¹⁰⁶⁵ Dupuy, « Environnement », *supra* note 528 à la p. 199.

¹⁰⁶⁶ Paul Fauchille, *Traité de droit international public*, 3^e éd., Paris, éd. A. Rousseau, 1925 tel que reproduit dans Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 412.

concurrentiel des intérêts de l'État et de l'humanité¹⁰⁶⁷ en empêchant que l'État soit le seul juge¹⁰⁶⁸. L'utopie véritable est alors « de multiplier les espaces d'activités qui créent les diverses figures de l'humain et non [de] les faire disparaître sous un espace, entité homogène »¹⁰⁶⁹.

3.2 La transcendance de l'humanité dans le réseau

La notion d'humanité et la multiplication des acteurs et des réseaux mettent en exergue le besoin de repenser un droit qui s'est artificiellement scindé entre les droits nationaux et un droit interétatique qui ne représentent pas, pris ensemble, la société humaine¹⁰⁷⁰. Un ordre basé sur le volontarisme, la réciprocité, la territorialité et une souveraineté absolue est fortement contrarié¹⁰⁷¹ et mène à l'impasse en rendant caduc tout ce qui n'émane pas directement des États¹⁰⁷². La prise en compte de l'humanité permet de relativiser le rôle de l'État en reconsidérant la composition de la société¹⁰⁷³ et les relations complexes qu'entretiennent en son sein les différents acteurs de cette société, qui ne se résument pas aux relations interétatiques¹⁰⁷⁴. Autrement dit, avec l'humanité vient la réalisation que « [n]ous ne coalisons par des États, nous unissons des hommes »¹⁰⁷⁵ dans un nouveau schéma « où la gouvernance repose sur le travail d'un réseau d'acteurs très divers, et non plus sur une pyramide hiérarchique »¹⁰⁷⁶. L'État reste un acteur incontournable, mais il n'est plus seul car on a remis en cause son monopole normatif dans un droit global qui est, en fait, une addition de droits¹⁰⁷⁷. Il s'agit donc bien moins d'une rupture ou d'une révolution que d'une coexistence¹⁰⁷⁸, plutôt une conception rafraîchie du droit qu'une élimination de la norme moderne¹⁰⁷⁹. Un « mélange

¹⁰⁶⁷ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 539.

¹⁰⁶⁸ *Ibid.* à la p. 516.

¹⁰⁶⁹ Lejbowicz, *supra* note 7 à la p. 306.

¹⁰⁷⁰ Allott, « Health of Nations », *supra* note 612 à la p. 289.

¹⁰⁷¹ Stec, *supra* note 323 à la p. 368.

¹⁰⁷² Allott, « Eunomia », *supra* note 612 à la p. xvi.

¹⁰⁷³ Allott, « Health of Nations », *supra* note 612 à la p. 131.

¹⁰⁷⁴ Domingo, « Vattel », *supra* note 798 à la p. 644.

¹⁰⁷⁵ Jean Monnet, *Mémoires*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 1976 à la p. 9 tel que cité dans Domingo, *supra* note 307 à la p. xv.

¹⁰⁷⁶ Jourdain, *supra* note 939 à la p. 01.

¹⁰⁷⁷ Benyekhllef, *supra* note 6 à la p. 724.

¹⁰⁷⁸ Domingo, *supra* note 307 à la p. xviii.

¹⁰⁷⁹ Benyekhllef, *supra* note 6 à la p. 837.

d'affaiblissement et de permanence de l'État »¹⁰⁸⁰ qui permet surtout la diversification des liens sociaux mais qui pose toutefois la question de leur articulation¹⁰⁸¹. La notion d'humanité apparaît dans l'ensemble de normes et des institutions contribuant à sa protection¹⁰⁸² et devient ainsi plus qu'une fiction servant de « terre d'asile pour la promotion de l'homme sur la scène internationale »¹⁰⁸³. Hors de l'humanité, rien ne peut exister¹⁰⁸⁴, sa vocation n'est donc pas tant de « devenir une personne juridique que d'encadrer et de conditionner les autres acteurs du [droit], vers une communauté humaine actuelle et plurielle plutôt que vers une personne centralisée »¹⁰⁸⁵. D'ailleurs, la société contemporaine est maintenant composée de protagonistes difficilement identifiables (ONG, multinationales) et les sujets de droits reconnus voient leur rôle dans la prise de décision réduit en conséquence¹⁰⁸⁶. La tâche n'en est que plus complexe : il faut « s'accommoder des nombreuses voix qui s'élèvent pour défendre les droits du genre humain »¹⁰⁸⁷.

L'humanité est une « entité dématérialisée et insaisissable qui prend néanmoins corps dans les entités qui la composent »¹⁰⁸⁸, des sujets étatiques à la société civile internationale¹⁰⁸⁹, sans toutefois se confondre avec « un être singulier, individu, État ou toute institution »¹⁰⁹⁰. Elle est « à la fois englobée et englobante »¹⁰⁹¹. L'humanité intègre donc l'ordre juridique sans remettre en cause la fonction de chacun des acteurs¹⁰⁹². Elle pousse cependant à s'interroger sur les droits respectifs de toutes les entités juridiques qui la constituent (individus, États, OI, ONG, entreprises, peuples, nations, communautés)¹⁰⁹³. Elle ne s'extrait pas de l'ordre juridique international, elle ajoute seulement sa logique verticale à la logique

¹⁰⁸⁰ Chemillier-Gendreau, *supra* note 670 à la p. 307.

¹⁰⁸¹ *Ibid.* à la p. 307.

¹⁰⁸² Le Bris, *supra* note 3 aux pp. 494 à 500.

¹⁰⁸³ George Scelle, *Précis du droit des gens*, Principes et systématiques, Sirey, 1932.

¹⁰⁸⁴ Sucharitkul, « L'humanité en tant qu'élément », *supra* note 37 à la p. 427.

¹⁰⁸⁵ Le Bris, *supra* note 3 à la p. 597.

¹⁰⁸⁶ Chemillier-Gendreau, *supra* note 670 à la p. 305.

¹⁰⁸⁷ Le Bris, *supra* note 3 à la p. 603.

¹⁰⁸⁸ *Ibid.* à la p. 550.

¹⁰⁸⁹ *Ibid.* à la p. 36.

¹⁰⁹⁰ Lejbowicz, *supra* note 7 à la p. 243.

¹⁰⁹¹ Dupuy, « Environnement » *supra* note 528 à la p. 493.

¹⁰⁹² Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 543.

¹⁰⁹³ Lejbowicz, *supra* note 7 à la p. 321.

horizontale¹⁰⁹⁴ car cette cacophonie d'acteurs forme « une mosaïque [de] juridictions qui se complètent »¹⁰⁹⁵. Dans ce pluralisme juridique, cet « espace public polycentrique »¹⁰⁹⁶, toute la difficulté repose sur la prétention de chacun de parler en son nom¹⁰⁹⁷. La communauté mondiale représente ainsi « l'humanité dans toute son étendue, dans toute son ampleur et dans toutes ses manifestations »¹⁰⁹⁸ dans un droit « made in countless international forums, implemented through countless international agencies, interpreted and applied by countless new international courts and tribunals [...] re-enacted by national legislatures, implemented by national executive branches of government, enforced in national courts »¹⁰⁹⁹. Ces acteurs « répondent aux luttes de tous les jours qu'elles soient économiques, politiques ou personnelles »¹¹⁰⁰. Et, avec la globalisation économique, même l'économie nationale devient l'affaire de tous¹¹⁰¹.

Ainsi, « un autre espace public est né, transversal, critique [et] cherchant à dire le multiple »¹¹⁰². Une opinion publique mondiale¹¹⁰³ qui est en quelque sorte la « traduction juridique de la voix autonome de la société civile »¹¹⁰⁴. L'infrastructure de la conscience sociale est alimentée par la mondialisation des communications et des discours¹¹⁰⁵, elle est la conscience que l'humanité a de ses droits¹¹⁰⁶. L'humanité est une communauté fondée sur la faculté de juger, que Kant appelle le sens commun¹¹⁰⁷ et Arendt le sens de la communauté¹¹⁰⁸,

¹⁰⁹⁴ L'ordre vertical est descendant et l'ordre horizontal est ascendant ou fait de réciprocité, Le Bris, *supra* note 3 à la p. 596.

¹⁰⁹⁵ Paul Martens, « L'humanité », *supra* note 74.

¹⁰⁹⁶ Le Bris, *supra* note 3 à la p. 550.

¹⁰⁹⁷ *Ibid.* à la p. 550.

¹⁰⁹⁸ Sucharitkul, « L'humanité en tant qu'élément », *supra* note 37 aux pp. 419 à 420.

¹⁰⁹⁹ Allott, « Eunomia », *supra* note 612 à la p. xv.

¹¹⁰⁰ *Ibid.* à la p. xx.

¹¹⁰¹ *Ibid.* aux pp. xvii et xviii.

¹¹⁰² Lejbowicz, *supra* note 7 à la p. 401.

¹¹⁰³ Benyekhlef, *supra* note 6 à la p. 639.

¹¹⁰⁴ Richard Falk, « The World Order Between Inter-State and the Law of Humanity : The role of Civil Society Institutions » dans Daniele Archibugi et David Held, dir., *Cosmopolitan Democracy : An Agenda for a New World Order*, Cambridge, Polity, 1995 à la p. 165 tel que repris Le Bris, *supra* note 3 aux pp. 494 à 500.

¹¹⁰⁵ Allott, « Eunomia », *supra* note 612 à la p. xx.

¹¹⁰⁶ Le Bris, *supra* note 3 à la p. 20 citant J. G. Bluntschli, *Le droit international codifié*, Paris, Guillaumin et cie, 1868.

¹¹⁰⁷ Emmanuel Kant, *Critique de la faculté de juger*, Paris, Vrin, 1993 à la p. 109.

¹¹⁰⁸ Hannah Arendt, *Juger. Sur la philosophie politique de Kant*, Paris, Seuil, 1991.

que l'on reconnaît en l'autre et qui dépend de notre capacité à communiquer¹¹⁰⁹. L'intérêt commun devient alors « society's enlightened self-interest formed in a society's public mind »¹¹¹⁰. Un « embryon de conscience du collectif [par lequel] s'esquisse, au moins dans les esprit, une pensée de la communauté »¹¹¹¹. C'est ainsi que, pour certains, le numérique sauve l'éthique car il oblige à une conscience planétaire, une responsabilité planétaire, à un humanisme numérique¹¹¹². L'humanisme porté par la notion d'humanité ne forme pas « un droit formel, littéral, procédant *a priori*, découpé en théorèmes ou en paragraphes dans les livres classiques, mais le droit nécessaire, historique, essentiellement progressif, dont la légitimité se fonde sur la nature des choses »¹¹¹³ et dont la manifestation se trouve dans l'opinion ou la conscience publique¹¹¹⁴. Il s'agit d'un rappel à l'effet que l'être humain est le but légitime et principal de tout droit¹¹¹⁵. Or, changer la conscience humaine, c'est changer la réalité humaine¹¹¹⁶ puisque les sociétés se bâtissent et se réforment au gré des grandes idées de l'humanité¹¹¹⁷ :

L'essentiel est d'avoir un projet pour l'humanité. Ce qui suppose une prise de conscience par les gouvernements, les scientifiques, les philosophes, de tous les hommes de pensée des devoirs nouveaux qu'impose à tous l'avènement de l'humanité dans l'Histoire. [...] L'humanité devient un sujet aux diverses incarnations organiques. [...] elle dispose du verbe et de l'action des comités de sages, des groupes d'experts, des ONG aussi qui font constamment référence au bien commun de l'humanité ou, comme les Prix Nobel, dénoncent les crimes contre son avenir. Tous voient en elle une norme, une transcendance [nos soulignés]¹¹¹⁸

¹¹⁰⁹ Allard, *supra* note 73 aux pp. 199 à 200.

¹¹¹⁰ Allott, « Health of Nations », *supra* note 21 à la p. 295.

¹¹¹¹ Chemillier-Gendreau, *supra* note 670 à la p. 16.

¹¹¹² Reportage « Hervé Fisher et l'âme numérique » par Alain Crevier (18 novembre 2012) à *Second Regard*, Radio-Canada, en ligne : Radio-Canada <http://www.radio-canada.ca/emissions/second_regard/2012-2013/Reportage.asp?idDoc=256861&autoPlay=>>. Ainsi, l'internet figure parmi le domaine public mondial selon Nicola Bassi, « Il demanio planetario : una categoria in via di affermazione » (2011) 61 *Rivista trimestrale di diritto pubblico* 619 à la p. 619. On peut aussi penser à la démarche des « Creative commons », en ligne : Creative Commons <<http://creativecommons.org/>>, adaptant la propriété intellectuelle pour la rendre plus compatible avec internet (les droits peuvent être modulés) dans une mission d'information.

¹¹¹³ Chao Phya Aphay Raja, « Le droit international et la phase actuelle de la question d'Orient », *Revue de droit international et de législation comparée*, 1876 aux pp. 294 et 380 tel que cité dans Sucharitkul, « L'humanité en tant qu'élément », *supra* note 37 à la p. 18.

¹¹¹⁴ *Ibid.*

¹¹¹⁵ Chao Phya Aphay Raja, « Les principes philosophiques du droit international – examen critique du système de M. Lorimier », *Revue de droit international et de législation comparée*, 1886 à la p. 58 tel que repris dans Sucharitkul, *ibid.* à la p. 19.

¹¹¹⁶ Allott, « Health of Nations », *supra* note 21 à la p. 4.

¹¹¹⁷ *Ibid.* à la p. x.

¹¹¹⁸ Dupuy, « Dialectiques », *supra* note 247 à la p. 260.

La Paix de Westphalie a été conclue lorsque le monde a été ordonné en une « juxtaposition d'États souverains, égaux et libres [...] garanti[e] par la force des armes »¹¹¹⁹. On a de nouveau cherché à assurer la paix, cette fois en instituant « des méthodes garantissant qu'il ne sera pas fait usage de la force des armes, sauf dans l'intérêt commun »¹¹²⁰, avec la création d'une ONU fondée en réitérant les principes de souveraineté, de territorialité et d'États-nations. La mondialisation nous pousse à dépasser cette conception du monde qui se trouve devant une impasse¹¹²¹. Si l'inhumanité et l'efficacité destructrice augmentent en fonction de la distance qui sépare les adversaires¹¹²², cette conscience publique mondialisée est peut-être la voie menant à la paix de l'humanité.

L'humanité, un peu à la manière du droit naturel, est référentielle¹¹²³. Elle « combine, en une infinité de relations à équilibrer et à respecter, le tout et les parties »¹¹²⁴ et se fait le jalon nous permettant d'évaluer les décisions tant politiques qu'économiques¹¹²⁵ : « quand tous les points de repère ont disparus, la seule chose qu'il nous reste et nous guide encore est bien notre humanité »¹¹²⁶. Un ordre, pour l'heure, proposé plutôt qu'imposé¹¹²⁷ mais qui fait de l'humanité « plus qu'une somme ou un ensemble de maillons »¹¹²⁸ mais bien la conscience cristallisée d'un attachement à des valeurs communes qui se traduit en responsabilité¹¹²⁹.

4. La finalité de valeurs communes de l'humanité

Ce n'est pas parce que « l'homme ne réalise son humanité que par une série ininterrompue de médiations, parce que l'homme en son humanité et l'humanité dans les hommes restent inachevés [que] cet inachèvement [est] le signe d'une absence de finalité »¹¹³⁰.

¹¹¹⁹ Arbour, *supra* note 5 à la p. 21.

¹¹²⁰ Préambule de la *Charte NU*, *supra* note 9.

¹¹²¹ Domingo, *supra* note à la p. 54.

¹¹²² Owens, *supra* note 836 à la p. 55.

¹¹²³ Lejbowicz, *supra* note 7 à la p. 18.

¹¹²⁴ Chemillier-Gendreau, *supra* note 670 à la p. 368.

¹¹²⁵ Talal, *supra* note 1014 à la p. 130.

¹¹²⁶ Préface de Xavier Philippe dans Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 12.

¹¹²⁷ Domingo, *supra* note 307 à la p. xviii.

¹¹²⁸ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 485.

¹¹²⁹ *Ibid.*

¹¹³⁰ Lejbowicz, *supra* note 7 à la p. 182.

Cette finalité peut en fait se retrouver dans des valeurs communes et dans le consensus sur ces dernières, rendu impossible par la tendance des États à « hypostasier en valeurs sacrées leurs intérêts les plus importants »¹¹³¹ et l'égalité souveraine des États engendrant un sentiment de cloisonnement et de relativisme¹¹³². Or, la possibilité d'un droit conçu « non pas comme fil de relations entre les États, ce qu'il a été simplement jusqu'ici (*jus inter gentes*), mais comme structuration d'une société (*jus gentium*), dépend de la réponse à cette question, essentielle : celle de l'existence même de valeurs universellement partagées »¹¹³³.

4.1. Les valeurs communes

On oublie souvent que la Paix de Westphalie a eu pour origine une crise des consciences et une crise de confiance en certaines institutions qui se sont écroulées suite à une perte de légitimité¹¹³⁴. Ainsi, c'est la liberté de conscience et de religion qui a été secourue par l'institution étatique, dans la logique de considérations humanitaires antérieures à la notion de souveraineté¹¹³⁵. Les intérêts de l'humanité auront par la suite été progressivement éclipsés par les intérêts de l'État¹¹³⁶, qui ont aspiré en quelque sorte à l'universalité au sortir de la Deuxième guerre mondiale¹¹³⁷. La communauté internationale a parallèlement tenté de représenter un intérêt éthique et moral collectif¹¹³⁸, sans grand succès puisque, à toutes fins pratiques, « the modern international order replaced the morality of ends with that of sovereignty »¹¹³⁹. Le XX^e siècle sera finalement désenchanté précisément par les trois mythes modernes qui y ont été véhiculés – à savoir l'État, la science et le marché – et qui se sont

¹¹³¹ Duplessis, « L'humanité en droit international », *supra* note 13 à la p. 6.

¹¹³² *Ibid.* à la p. 26.

¹¹³³ *Ibid.* à la p. 327.

¹¹³⁴ Stec, *supra* note 323 aux pp. 381 à 382.

¹¹³⁵ *Ibid.*.

¹¹³⁶ Mullerson, *supra* note 871 aux pp. 33 à 34.

¹¹³⁷ Domingo, *supra* note 307 à la p. 171,

¹¹³⁸ Ellis, *supra* note 625 à la p. 11.

¹¹³⁹ Carl Schmitt, *Der Nomos der Erde in Volkerrecht des Jus Publicum Europaeum*, Berlin, Ducker & Humblot, 1997 tel que reproduit dans Douzinas, *supra* note 903 à la p. 230. Cette vision s'inscrit dans une critique plus large de Schmitt dirigée à l'encontre du libéralisme, un faux universalisme où les États, souverains, débattent du contenu de tous les droits, voir Carl Schmitt, *The Concept of the Political*, Chicago, University of Chicago Press, 1997. C'est à ce titre que l'on peut dire que l'on a remplacé la moralité des fins par une moralité des souverainetés. Voir la note 894 au sujet des précautions à prendre en référant à la pensée de Schmitt.

avérés être une illusion de progrès¹¹⁴⁰. La mondialisation a cependant permis une nouvelle prise de conscience de l'humanité, qui par ses problématiques communes, s'est découvert un sentiment de communauté¹¹⁴¹ qui lui ouvre des perspectives infinies : elle « peut penser sa finalité non plus seulement en tant qu'individu, mais en tant qu'espèce »¹¹⁴². Le concept d'humanité se range ainsi pour certains parmi les « grandes idées civilisatrices »¹¹⁴³, capable de soulever les enthousiasmes et de mobiliser une énergie créatrice¹¹⁴⁴.

Or, « [l]a vie de toute communauté [...] est nécessairement fondée sur l'acceptation de valeurs reconnues et acceptées comme communes »¹¹⁴⁵. Le concept d'humanité, reposant sur la communauté, est donc porteur de valeurs communes et transculturelles¹¹⁴⁶ facilitées en ce que les individus qui la composent sont relativement identiques dans leurs besoins¹¹⁴⁷. En effet, l'application universelle des droits de la personne humaine est contrariée dans son effectivité plutôt que dans sa philosophie¹¹⁴⁸, puisque l'on s'entend généralement à l'effet que la limite du relativisme se situe dans le conflit avec les valeurs les plus fondamentales¹¹⁴⁹. Les droits de la personne humaine dépassent ainsi la réalité nationale « au profit de l'identité du genre humain »¹¹⁵⁰. Dans un contexte où la souveraineté westphalienne est dépassée mais qu'une conception de la souveraineté demeure inéluctable, l'universalité de la communauté

¹¹⁴⁰ Martens, « L'humanité », *supra* note 74 à la p. 236.

¹¹⁴¹ Domingo, *supra* note 307 à la p. 119.

¹¹⁴² Bedjaoui, « Des oeuvres de l'esprit », *supra* note 102 à la p. 969.

¹¹⁴³ Carrillo-Salcedo, *supra* note 360 à la p. 124.

¹¹⁴⁴ Bedjaoui, « Des oeuvres de l'esprit », *supra* note 102 à la p. 961.

¹¹⁴⁵ Kiss, « Réflexions », *supra* note 89 à la p. 79.

¹¹⁴⁶ Dupuy, « Conclusions », *supra* note 130 à la p. 481. La reconnaissance d'un lien transculturel est plus efficace pour neutraliser les antagonismes et le repli sur soi que l'affirmation d'un lien multiculturel. Le multiculturalisme s'entend comme la formation d'une mosaïque de cultures, qui emporte les risques de ségrégation, de ghettoïsation et d'aliénation en favorisant surtout une tolérance, alors que le transculturalisme suppose une complicité entre les communautés qui repose sur une ouverture individuelle. Le transculturalisme entretient donc de forts liens avec le cosmopolitisme, reconnaissant à l'individu une identité culturelle multiple. Voir Sheena Wilson, « Multiculturalisme et transculturalisme : ce que peut nous apprendre la revue *ViceVersa* (1983 à 1996) » (2012) 45 *Revue internationale d'Études canadiennes* 261.

¹¹⁴⁷ Reuter, *supra* note 536 à la p. 60.

¹¹⁴⁸ Iovane, *supra* à la p. 242. À titre d'exemple, les droits de l'homme sont réitérés dans divers instruments régionaux tels que, à titre d'exemple, la *Déclaration de Bangkok* contenue à la *Final Declaration of the Regional Meeting for Asian on the World Conference on Human Rights*, Doc. NU A/CONF.157/PC/59 (1993), en ligne : Office of the High Commissioner for Human Rights <<http://www.unhchr.ch/Huridocda/Huridoca.nsf/TestFrame/9d23b88f115fb827802569030037ed44?OpenDocument>>.

¹¹⁴⁹ Iovane, *ibid.*, à la p. 247.

¹¹⁵⁰ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 409.

humaine et sa conscience collective ne peuvent faire reposer légitimement sa limitation que sur un ensemble de valeurs communes¹¹⁵¹ qui la dépasse¹¹⁵².

La globalisation de l'économie pousse également le concept d'humanité à recourir à la notion de valeurs communes : « [a]ujourd'hui, l'éthique est mondiale ou elle n'est pas éthique »¹¹⁵³. Le capitalisme est un « mythe creux » qui divertit la communauté humaine d'un réel projet commun, fût-il « celui de sa propre survie compromise de diverses manières »¹¹⁵⁴, en n'admettant pas que certaines choses échappent à une évaluation purement monétaire¹¹⁵⁵. On conçoit facilement que « [l']économie devrait respecter des valeurs et ne pas être elle-même source de valeurs »¹¹⁵⁶ considérant les dangers d'une logique livrée à elle-même¹¹⁵⁷ :

[f]olie d'autant plus folle et qui rend d'autant plus fou qu'elle n'est, en aucune manière, *l'autre de la raison*. [...] Rentabilisation, liquidation : le même traitement industriel s'applique [...] Indifférente au pourquoi, méthodique et purement opérationnelle, elle s'acquitte avec le même bonheur de toutes les questions qui commencent par « comment » [...] En somme, c'est la raison instrumentale qui [...] a eu raison des exigences du sens moral et des évidences du sens commun. Et cette victoire est sa folie même¹¹⁵⁸.

Ainsi, la « croissance du système économique sur lui-même, à partir de lui-même, de sa propre logique » relève du dogme¹¹⁵⁹. La constitution de l'UNESCO, rédigée en 1945, a d'ailleurs souligné qu'« une paix fondée sur les seuls accords économiques et politiques des gouvernements ne saurait entraîner l'adhésion unanime, durable et sincère des peuples et que, par conséquent, cette paix doit être établie sur le fondement de la solidarité intellectuelle et morale de l'humanité »¹¹⁶⁰. L'UNESCO décrivait toujours sa vocation, cinquante ans plus tard, en 1995, comme « proprement éthique, dans un monde en quête de nouveaux repères et à la recherche de valeurs communes, alors même qu'une vigilance accrue s'impose au vu des

¹¹⁵¹ *Ibid.* à la p. 490.

¹¹⁵² Voir Michel Virally, « Panorama du droit international contemporain », (1983) 183 R.C.A.D.I. 79 au pp. 352 à 358.

¹¹⁵³ Brokmann, *supra* note 807.

¹¹⁵⁴ Chemillier-Gendreau, *supra* note 670 à la p. 279.

¹¹⁵⁵ Stec, *supra* note 323 aux pp. 387 à 388.

¹¹⁵⁶ Brokmann, *supra* note 807.

¹¹⁵⁷ Alain Finkielkraut, *L'humanité perdue : essai sur le XXe siècle*, Paris, Éditions du Seuil, 1996 à la p. 70.

¹¹⁵⁸ Il s'agit de propos étonnamment transposables de Primo Lévi sur le nazisme, un choc historique ayant ramené l'humanité au premier plan. Dans Finkielkraut, *ibid.* aux pp. 9 à 10.

¹¹⁵⁹ Freitag, *supra* note 767.

¹¹⁶⁰ Préambule de l'*Acte constitutif UNESCO*, *supra* note 963.

graves atteintes qui sont portées aux droits les plus fondamentaux » et souligne maintenant l'« urgence de renforcer la solidarité morale de l'humanité pour assurer la sauvegarde du patrimoine qui lui est commun, naturel et culturel, matériel et immatériel, intellectuel et génétique »¹¹⁶¹.

Les valeurs communes de l'humanité s'articuleraient largement sur la dignité de la personne humaine¹¹⁶², une valeur acceptée universellement¹¹⁶³, constituant « the fundamental value of all human beings, the absolute inner worth which distinguishes them *qua* humans and raise them above all other entities [...] the recognition of [...] the basis upon which is built every system of human rights »¹¹⁶⁴. Indissociable donc d'une appréhension du droit ayant pour origine la personne humaine en tant que fin¹¹⁶⁵, la dignité humaine chapeaute ainsi le droit, et tout particulièrement les droits de l'homme, le droit humanitaire ainsi que le droit au développement¹¹⁶⁶. Dante voyait d'ailleurs la dignité issue de la raison et de la communauté des hommes comme le moyen de développer une « puissance intellectuelle [...] qui ne peut être entièrement et simultanément mise en acte par les moyens d'un seul homme ou de quelques-uns ou de quelques communautés particulières »¹¹⁶⁷. Mais, s'il est important pour son évolution que l'humanité canalise cette dignité dans le droit et se dote d'une morale commune, c'est avant tout suivant cet avertissement : « amoralism may start to seem a natural state [a]nd, once this happens [...] morality may come to seem utopian »¹¹⁶⁸.

¹¹⁶¹ *Actes conférence UNESCO*, *supra* note 963 à la p. 14.

¹¹⁶² L. Legaz y Lacambra, « La humanidad, sujeto de derecho » dans *Estudios de derecho internacional público y privado : homenaje al profesor Luis Sela Sampil*; vol. 2, Oviedo : Secretariado de Publicaciones, Universidad de Oviedo, 1970 aux pp. 550 à 551.

¹¹⁶³ Domingo, *supra* note 307 à la p. 134.

¹¹⁶⁴ Iovane, *supra* note 91 à la p. 232.

¹¹⁶⁵ Domingo, *supra* note 307 à la p. 134.

¹¹⁶⁶ Le Bris, *supra* note 3 à la p. 71.

¹¹⁶⁷ Il désignait cette dignité sous le nom d'« humanitas », dans Dante, *La monarchie universelle* tel que repris par Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 408.

¹¹⁶⁸ Jonathan Glover, *Humanity : a Moral History of the Twentieth Century*, New Haven, Yale University Press, 2000 à la p. 410.

4.2. Quelques écueils

La consolidation de la communauté humaine par des valeurs communes ne va pas sans apporter le risque d'un certain dogmatisme. L'idée de valeur éprouve les frontières entre le juridique, le politique, le philosophique, le religieux et l'historique, ce qui peut rapidement faire « glisser les débats et controverses sur des terrains où l'émotion et l'irrationalité peuvent trouver très vite prise »¹¹⁶⁹. Certains dénoncent le caractère idéologique que peut prendre la notion d'humanité et déplorent l'emploi de la majuscule (« Humanité ») qui l'amplifie¹¹⁷⁰. Nous aurions tendance à seconder cette position, considérant que l'État en fait un usage obligatoire (« État ») et qu'il n'est certes pas immunisé contre cette dérive : « [l]e point capital en matière de droit est l'existence d'une Puissance infinie, la croyance en cette existence et sa force irrésistible, comme source de toute valeur conventionnelle. L'État est cette croyance commune »¹¹⁷¹. Mais, en effet, une humanité qui prétendrait à un ordre de valeurs collectives érigées en vérité absolue serait certainement à proscrire¹¹⁷². Une « tyrannie de l'universel » serait alors à craindre car « on sait bien [que] ce qui caractérise les régimes totalitaires, c'est leur prétention à définir une humanité idéale »¹¹⁷³ et que l'intérêt commun n'est pas forcément en adéquation avec l'intérêt du plus grand nombre¹¹⁷⁴. Toutefois, la définition de valeurs fondamentales partagées et sous-tendant les droits de l'humanité par voie de délibération¹¹⁷⁵ est difficilement admissible et il vaut mieux l'entrevoir comme « the endless process of re-definition and the continuous but impossible attempt to escape faith and external determination »¹¹⁷⁶.

Un second écueil provient du flou entourant le concept de valeur et de sa capacité à générer du droit. Pour certains, un droit global est « à inventer dans ses valeurs »¹¹⁷⁷, tout en

¹¹⁶⁹ Préface de Xavier Philippe dans Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 11.

¹¹⁷⁰ Le Bris, *supra* note 3 à la p. 48.

¹¹⁷¹ Paul Valéry, *Cahiers* tel que cité par Roger Pinto, *Au service du droit. Réflexions et positions*, Paris, Presses de la Sorbonne, 1984 à la p. p. 6.

¹¹⁷² Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 29.

¹¹⁷³ *Ibid.* à la p. 369.

¹¹⁷⁴ *Ibid.* à la p. 515.

¹¹⁷⁵ Le Bris, *supra* note 3 à la p. 604.

¹¹⁷⁶ Douzinan, *supra* note 903 à la p. 226.

¹¹⁷⁷ Chemillier-Gendreau, *supra* note 670 à la p. 12.

étant plus que « just a handful of moral principles »¹¹⁷⁸ mais tout de même « un droit commun propre à promouvoir le respect des valeurs non-négociables »¹¹⁷⁹. D'aucuns avancent que « l'idée d'humanité constitue la seule idée régulatrice en termes de droit »¹¹⁸⁰ tandis que d'autres dénoncent plutôt qu'un droit issu de l'humanité devrait éviter « the emphasis on norms that have made international law a bundle of shared good intentions controlled by the great powers »¹¹⁸¹. L'ambiguïté est certainement alimentée par un rapprochement avec le jus naturalisme¹¹⁸² qui, historiquement, sera progressivement passé du statut de norme à celui de valeur « sans force obligatoire positive mais seulement nécessaire à l'inspiration de la législation »¹¹⁸³.

L'humanité, pour corriger l'écart entre sa conscience et son instinct a, comme l'aura souligné Kant, la capacité de s'imposer des devoirs¹¹⁸⁴. Or, « [l]es devoirs de l'homme sont au profit de l'humanité »¹¹⁸⁵ et l'humanité a à la fois des responsabilités envers elle-même et les générations à venir¹¹⁸⁶. Pourtant, on a dit des droits de l'homme qu'ils étaient la nouvelle moralité des relations internationales¹¹⁸⁷ et « the creed of humanity that surely sums up all other creeds directing human behavior »¹¹⁸⁸ avec les résultats que l'on connaît¹¹⁸⁹. De la même manière, l'universalité des conventions de Genève, qui semble pourtant confirmer l'existence de normes éthiques communes en droit humanitaire, représente toujours un défi certain d'effectivité¹¹⁹⁰. Que peut alors la morale pour l'humanité? La société civile peut toujours jouer un rôle en encourageant les États à se soumettre à la juridiction de tribunaux

¹¹⁷⁸ Domingo, *supra* note 903 à la p. 199.

¹¹⁷⁹ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 554.

¹¹⁸⁰ Hannah Arendt, *Les origines du totalitarisme*, t. 2, L'impérialisme, Points politiques, 1982 à la p. 66.

¹¹⁸¹ Domingo, *supra* note 903 aux pp. 101 à 102.

¹¹⁸² *Ibid.* à la p. 49.

¹¹⁸³ Chemillier-Gendreau, *supra* note 670 à la p. 314.

¹¹⁸⁴ Rémond-Gouilloud, *supra* note 314 à la p. 59.

¹¹⁸⁵ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 406 reprenant René-Jean Dupuy, « Au-delà des affrontements, l'avènement de l'Humanité dans P. Chanu, dir., *Les enjeux de la paix*, Paris, Presses Universitaires de France, 1995.

¹¹⁸⁶ Kutukdjian, *supra* note 480 à la p. 606.

¹¹⁸⁷ Douzinas, *supra* note 903 à la p. 223.

¹¹⁸⁸ Ndine Gordimer, « Reflections by Nobel Laureates on the Occasion of the Fiftieth Anniversary of the Universal Declaration of Human Rights » dans Y. Danieli, E. Stamatopoulou and C.J. Dias, dir., *The Universal Declaration of Human Rights : Fifty Years and Beyond*, New York, Bay Wood, 1999 aux pp. vii à viii.

¹¹⁸⁹ Delmas-Marty, *supra* note 72 à la p. 111.

¹¹⁹⁰ Auteur inconnu, *supra* note 69 à la p. 17 et Corell, *supra* note 471 à la p. 37.

internationaux et à honorer leurs obligations *erga omnes*¹¹⁹¹, qui s'appuient sur des valeurs communément partagées par la communauté humaine¹¹⁹² sur la base de leur importance¹¹⁹³ mais, ce sera sans doute avec un succès inégal.

Il est par conséquent tentant de conclure que l'on aura entretenu l'utopie d'une humanité « qui s'annonce avant de se construire »¹¹⁹⁴. Il faut croire que les effets des batailles que l'on a menées en son nom sont réels malgré leur apparence de défaite¹¹⁹⁵. L'humanité est en effet un concept ouvert : elle sera ce que les hommes en feront et « [p]our l'heure, l'idéologie qu'elle porte est au travail »¹¹⁹⁶. Il s'agit d'une révolution dans les esprits¹¹⁹⁷ et c'est à ce titre que l'humanité travaille le droit en profondeur¹¹⁹⁸. Par tous ses agents, dans tous les réseaux, l'humanité est transcendance et dépassement¹¹⁹⁹. Dépassement d'abord d'un droit international qui ne s'adresse qu'aux États ou d'un droit des gens qui ne se résumerait qu'à un droit de l'homme d'être protégé des abus de son État. Dépassement ensuite d'une conscience individuelle vers une conscience collective¹²⁰⁰ puisqu'« on doit aux autres nos conditions de vie, et on doit reproduire à travers notre vie ce qui a été reçu, c'est-à-dire un monde capable d'accueillir ensuite les descendants »¹²⁰¹. Dépassement finalement d'une logique marchande par laquelle « on nous a convaincus que nous ne sommes pas des citoyens mais des porteurs d'intérêts »¹²⁰² et qui, déjà en crise, nous rappelle que « nous devons placer les populations avant tout »¹²⁰³. Car, « [l]e droit, comme toute autre chose, devrait être humanisé, aussi longtemps que l'on garde l'espoir de survivre »¹²⁰⁴. Si l'on considère que « [l]e droit semble

¹¹⁹¹ Treves, « Judicial », *supra* note 179 à la p. 133.

¹¹⁹² Stec, Stec, *supra* note 323 à la p. 380.

¹¹⁹³ *Barcelona Traction*, *supra* note 520 au par. 33.

¹¹⁹⁴ Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 488.

¹¹⁹⁵ Chemillier-Gendreau, *supra* note 670 à la p. 276.

¹¹⁹⁶ Dupuy, « Dialectiques », *supra* note 247 à la p. 194.

¹¹⁹⁷ « A revolution not in the street but in the mind ». Allott, « Eunomia », *supra* note 612 à la p. 257.

¹¹⁹⁸ Le Bris, *supra* note 3 à la p. 599.

¹¹⁹⁹ Aranguren, *supra* note 639 à la p. 459.

¹²⁰⁰ Inglott, *supra* note 606 à la p. 298.

¹²⁰¹ Freitag, *supra* note 767.

¹²⁰² Chapsal, *supra* note 746 à la p. 6.

¹²⁰³ Angel Gurría, secrétaire général de l'OCDE, Discours d'ouverture de la 19^e édition la Conférence de Montréal dans le cadre du Forum économique international des Amériques, Voir « Conférence de Montréal : l'OCDE plaide pour une gestion économique plus humaine », *Radio-Canada* (11 juin 2013), en ligne : <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/Economie/2013/06/10/002-conference-montreal-debut-19e-edition.shtml>.

¹²⁰⁴ Sucharitkul, « L'humanité en tant qu'élément », *supra* note 37 à la p. 423.

progresser seulement quand il y a rencontre entre des circonstances et un projet permettant de les transformer »¹²⁰⁵, il faut insister sur le fait que l'on trouvera difficilement meilleures circonstances qu'un changement de paradigme sur fond de multiples mutations du droit et de projet plus pertinent à mener que celui de l'humanité pour amorcer ce progrès.

¹²⁰⁵ Delmas-Marty, *supra* note 72 à la p. 120.

Conclusion

La notion juridique d'humanité tend vers le bien commun ou, à tout le moins, rappelle au droit la pertinence intemporelle de ce but. Si ses rapports avec le droit international restent troubles et que son rôle dans un droit en changement demeure incertain, c'est qu'elle incarne la « patience du concept »¹²⁰⁶. Néanmoins, de la genèse de l'humanité-objet dans le droit international, de son opposition à un droit strictement interétatique ou du rempart qu'elle constitue contre l'absorption de la normativité par un droit économique globalisé, ressortent les mêmes exigences qui peuvent être désignées comme un ensemble formé des droits embryonnaires reconnus ou revendiqués pour l'humanité. Des droits humains qui sont en parfaite adéquation avec la sauvegarde de ses intérêts essentiels. Ils pourraient être conceptualisés, fort simplement, de la manière suivante : à leur sommet, les principes-clés de la dignité humaine, de l'intégrité et de la survie de l'humanité, rappelés en toutes circonstances par les lois fondamentales de l'humanité qui donnent corps à leur protection et, ensuite, à la base d'une vie digne, la reconnaissance des droits de l'humanité à la paix et au développement humain¹²⁰⁷. Une schématisation qui se retrouve dans son intégralité à la *Déclaration sur les responsabilités des générations présentes envers les générations futures*¹²⁰⁸.

Ainsi appréhendé, le catalogue des manifestations de la notion juridique d'humanité devient matriciel et peut dépasser la simple compilation d'exemples ou le regroupement sous la même bannière de situations à première vue tout à fait différentes¹²⁰⁹. Chercher l'humanité dans le droit est avant tout l'étude des manifestations d'une même chose, le décryptage d'un même message inlassablement répété. En cela, le juriste pêche peut-être par sa méthode : il tend à procéder à la compartimentation de ce qui est commun, le raffinant si bien dans le vase clos du champ d'application distinct des différentes branches du droit qu'il le rend parfois méconnaissable. Or, l'humanité ne peut être comprise juridiquement dans ses manifestations prises isolément, elle requiert une vue d'ensemble qui éclaire son dessein et en révèle le sens.

¹²⁰⁶ Abikhzer, *supra* note 4, empruntant l'expression de G. Lebrun qui y voyait le le cheminement et l'évolution de la pensée.

¹²⁰⁷ Le Bris, *supra* note 3 à la p. 71 et Abikhzer, *supra* note 4 aux pp. 541 et 542.

¹²⁰⁸ *Supra* note 487.

¹²⁰⁹ Préface de Xavier Philippe dans Franck Abikhzer, *supra* note 4 à la p. 12.

Chacune des manifestations de la notion d'humanité est l'expression d'un droit humain tel qu'appliqué à une situation précise. À chercher l'essentiel dans ses détails, on ne génère que le flou. On se perd dans la multitude des concepts et des voix qui disent l'humanité.

Les droits de l'humanité, ramenés à leur plus simple expression, sont d'ailleurs reflétés par les valeurs universellement partagées par l'humanité. La recherche d'une juricité peut faire apparaître cette interchangeabilité comme une faiblesse, pourtant, il s'agit peut être là de sa plus grande force et l'origine de sa résilience. La lecture du rapport de 1947 fait à la Commission des droits de l'homme par le Comité de l'UNESCO et portant sur les principes philosophiques à l'origine des droits universels de l'homme¹²¹⁰ est à cet égard très instructive. On y retrouve, sous leur acception individuelle plutôt que collective, les droits de l'humanité, qui seront tous subséquentement transposés dans la *Déclaration universelle des droits de l'homme*¹²¹¹. L'avis du Comité était à l'effet que ces droits, ainsi que les autres qu'il identifie dans son rapport, comme étant :

the rights which men acquired through the centuries [...] important to the development of man and the development of the world community [...] rights which should inspire individual men, nations, and international agencies to work for their achievement and to use their full authority and power in support of them. They may be seen to be implicit in man's nature as an individual and as a member of society and to follow from the fundamental right to live¹²¹².

On peut y dénoter un rattachement au droit naturel et également une vision selon laquelle différents acteurs doivent être mis à contribution pour assurer leur respect. Toutefois, le plus intéressant se situe dans la suite qui sera donnée à ce rapport par la Commission des droits de l'homme lors de la rédaction de la *Déclaration* de 1948, alors que la définition des valeurs humaines universelles passe d'un Comité d'intellectuels sélectionnés sur la base de leurs accomplissements dans leurs domaines respectifs à une Commission appelée à soumettre une déclaration à l'ensemble des États-membres des Nations Unies. Les divergences sont très parlantes et se situent à trois niveaux : la protection de la propriété, les moyens de revendication des droits de l'homme et l'accès à l'information. Ainsi, la protection de la

¹²¹⁰ « Grounds Human Rights », *supra* note 93.

¹²¹¹ *Supra* note 82, la dignité figure deux fois au préambule ainsi qu'aux art. 1, 22 et 23; le droit à la survie/vie est inclus à l'art. 3; la paix est mentionnée au préambule et le développement est visé par l'art. 27.

¹²¹² « Grounds Human Rights », *supra* note 93 aux pp. 7 à 8.

propriété telle qu'entendue par le Comité est limitée : « [e]very man has the right to private property in so far as necessary for his personal use and the use of his family; no other form of property is in itself a fundamental right »¹²¹³ et, au niveau du savoir, « [man] shall not be hindered in the pursuit of knowledge and in communicating the results of his inquiries to others in the effort to increase the sum of human knowledge »¹²¹⁴. Or, sa protection se fera avec une vision fort différente dans la *Déclaration* par laquelle « nul ne peut être arbitrairement privé de sa propriété »¹²¹⁵ et selon laquelle « chacun a droit à la protection des intérêts moraux et matériels découlant de toute production scientifique, littéraire ou artistique dont il est l'auteur »¹²¹⁶. On reconnaît facilement le jeu du compromis des intérêts et on ne manquera pas de remarquer que la question de la propriété intellectuelle fera subséquemment l'objet de revendications au nom de l'humanité, ce qui tend à appuyer le caractère universel de sa formulation initiale par le Comité.

Une autre divergence fondamentale se retrouve dans la proposition du Comité d'un droit à l'information selon lequel « [e]very man, that he may play his part in human society, has the right to the fullest and most accurate information from all relevant sources »¹²¹⁷ qui ne sera ultimement pas retenu dans la *Déclaration*. Si l'on considère que la mondialisation se définit par le développement d'un réseau mondial de communications ayant rendu possible la décentralisation de la normativité et le déplacement du paradigme de la pyramide kelsenien vers la figure du réseau d'acteurs multiples, on peut se demander s'il n'était pas inévitable que l'humanité cherche à se réapproprier ce droit.

Finalement, on a remplacé dans la *Déclaration* un droit pour le moins insolite à la rébellion et à la révolution proposé par le Comité voulant que « [i]n the event that the government of his nations operates contrary to the fundamental principle of justice and the basic human rights in such fashion that no redress is permitted by peaceful means, man has the

¹²¹³ The Right to Property, « Grounds Human Rights », *supra* note 93 à la p. 9.

¹²¹⁴ The Right to Free Inquiry, *ibid.* à la p. 9.

¹²¹⁵ Art. 17 (2) *Déclaration des droits de l'homme*, *supra* note 93.

¹²¹⁶ Art. 27 (2) *ibid.*

¹²¹⁷ The Right to Information, « Grounds Human Rights », *supra* note 93 à la p. 9.

right to set up a government more nearly in conformity with justice and equality »¹²¹⁸ par une formule des plus sibyllines à l'effet que « [t]oute personne a droit à ce que règne, sur le plan social et sur le plan international, un ordre tel que les droits et libertés énoncés dans la présente Déclaration puissent y trouver plein effet » et que « chacun n'est soumis qu'aux limitations établies par la loi exclusivement en vue d'assurer la reconnaissance et le respect des droits et libertés d'autrui et afin de satisfaire aux justes exigences de la morale, de l'ordre public et du bien-être général dans une société démocratique »¹²¹⁹. Il est assez manifeste que l'on a ainsi placé, conformément à l'approche globale des Nations Unies, l'humanité sous la protection de l'État. Cela confirme au surplus que la reconnaissance des droits de l'humanité « répond moins à des questions de technique juridique qu'à une politique juridique axée sur la protection du genre humain »¹²²⁰ ou à la prise de conscience de l'humanité envers elle-même. Alfred Naquet disait d'ailleurs, avant même que les guerres du XX^e siècle destinées à raviver la conscience de l'humanité ne surviennent, que « la division du monde en patries est le moyen de conserver une force dirigée contre l'extérieur en apparences, mais en réalité à l'intérieur »¹²²¹.

Dans ces circonstances, il est donc plus que jamais indiqué de rappeler que si « le rôle du juriste n'est pas d'entretenir le citoyen ou l'homme politique dans les illusions qu'ils peuvent avoir sur l'efficacité des institutions juridiques ou sur la portée des mots qu'ils désignent [il demeure toutefois celui de leur] indiquer les obstacles qu'il leur appartient de surmonter s'ils veulent assurer efficacement la promotion des valeurs auxquelles il leur est permis, en tant que citoyens, d'adhérer »¹²²². Le travail de mise en conformité du droit avec les valeurs humaines est difficile et il semble de mise de l'illustrer par la mythologie grecque, d'aucuns le qualifiant d'ouvrage pénélopeien¹²²³ et d'autres le comparant au châtiment de Sisyphe, condamné à rouler sans cesse un rocher jusqu'au sommet d'une montagne d'où la

¹²¹⁸ The Right to Rebellion and Revolution, « Grounds Human Rights », *supra* note 93 à la p. 10.

¹²¹⁹ Art. 29 (2) *Déclaration des droits de l'homme*, *supra* note 93.

¹²²⁰ Le Bris, *supra* note 3 à la p. 71.

¹²²¹ Alfred Naquet, *L'humanité et la patrie*, Paris, P-V Stock, 1901 à la p. 311.

¹²²² Charpentier, *supra* note 609 à la p. 21.

¹²²³ René Cassin, repris dans Lejbowicz, *supra* à la p. 305

pierre retombait par son propre poids dans un effort inutile et sans espoir¹²²⁴. À tout prendre, nous préférons voir en la notion d'humanité et en ses promesses le fil d'Ariane capable de nous guider, tel un ultime repère, dans un droit en constante évolution.

¹²²⁴ Albert Camus, *Le mythe de Sisyphe. Essai sur l'absurde*, Paris, Les Éditions Gallimard, 1942 aux par. 163 à 168.

Bibliographie

Documentation nationale : législation

Canada

Loi affirmant le caractère collectif des ressources en eau et visant à renforcer leur protection, L.R.Q. C-6.2 et en ligne : Publications du Québec <http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=2&file=/C_6_2/C6_2.html>.

Documentation nationale : jurisprudence

États-Unis

Association for Molecular Pathology and als. v. Myriad Genetics Inc. et als. (Sup. Ct. 2013), en ligne : Supreme Court <http://www.supremecourt.gov/opinions/12pdf/12-398_1b7d.pdf>.

Royaume-Uni

Regina v. Bartle and the Commissioner of Police for the Metropolis and Others Ex Parte Pinochet (1999), (H.L.) en ligne : Parlement du Royaume-Uni <<http://www.parliament.the-stationery-office.co.uk/pa/ld199899/ldjudgmt/jd990324/pino1.htm>>.

Documentation internationale : jurisprudence

Cour internationale de Justice

Affaire de la Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (Belgique c. Espagne), [1970] en ligne : Cour internationale de Justice <<http://www.icj-cij.org/docket/files/50/5387.pdf>>.

Affaire des activités militaires et paramilitaires au Nicaragua (Nicaragua c. États-Unis d'Amérique), [1986] en ligne : Cour internationale de Justice <<http://www.icj-cij.org/docket/files/70/6502.pdf>>.

Affaire du détroit de Corfu, [1949] en ligne : Cour internationale de Justice <<http://www.icj-cij.org/docket/files/1/1644.pdf>>.

Affaire du détroit de Corfu, [1949], « Opinion individuelle de M Alexandro Rodriguez », en ligne : Cour internationale de Justice <<http://www.icj-cij.org/docket/files/1/1648.pdf>>.

Affaire relative à l'application de la Convention pour la prévention et la répression du génocide (Bosnie-Herzégovine c. Serbie-et-Monténégro), [2007] en ligne : Cour internationale de Justice <<http://www.icj-cij.org/docket/files/91/13685.pdf>>.

Affaire relative au projet Gabčíkovo-Nagymaros (Hongrie-Slovaquie), [1997] en ligne : Cour internationale de Justice <<http://www.icj-cij.org/docket/files/92/7375.pdf>>.

Certaines dépenses des Nations Unies, Avis consultatif, [1962], en ligne : Cour internationale de Justice <<http://www.icj-cij.org/docket/files/49/5259.pdf>>.

Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires, Avis consultatif, [1996], C.I.J. rec. 226 et en ligne : Cour internationale de Justice <<http://www.icj-cij.org/docket/index.php?p1=3&p2=4&k=e1&case=95&code=unan&p3=4>>.

Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires, Avis consultatif, [1996], « Déclaration de M. Bedjaoui » en ligne : Cour internationale de Justice <<http://www.icj-cij.org/docket/files/95/7498.pdf>>.

Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires, Avis consultatif, [1996], « Déclaration de M. Ferrari Bravo » en ligne : Cour internationale de Justice <<http://www.icj-cij.org/docket/files/95/7506.pdf>>.

Licéité de l'utilisation des armes nucléaires par un État dans un conflit armé, Avis consultatif, « Exposé écrit du Gouvernement de Nauru », (20 septembre 1994), [1996] en ligne : Cour internationale de Justice <<http://www.icj-cij.org/docket/files/93/8792.pdf>>.

Réparation des dommages subis au service des Nations Unies, Avis consultatif, [1949], en ligne : Cour internationale de Justice <<http://www.icj-cij.org/docket/files/4/1834.pdf>>.

Cour permanente de justice internationale

Affaire du « Lotus » (1927), C.P.J.I. (Sér. A) n° 10 et en ligne : Cour internationale de Justice <http://www.icj-cij.org/pcij/serie_A/A_10/30_Lotus_Arret.pdf>.

Compétence de la Commission européenne du Danube entre Galatz et Braila (1927), C.P.J.I. (Sér. B) n° 14 et en ligne : Cour internationale de Justice <http://www.icj-cij.org/pcij/serie_B/B_14/01_Commission_europeenne_du_Danube_Avis_consultatif.pdf>.

Échange des populations grecques et turques (1925), C.P.J.I. (Sér. B) n° 10 et en ligne : Cour internationale de Justice <http://www.icj-cij.org/pcij/serie_B/B_10/01_Echange_des_populations_grecques_et_turques_Avis_consultatif.pdf>.

Cour permanente d'arbitrage

Affaire de l'Île de Palmas (États-Unis c. Pays-Bas) (1928), en ligne : The Hague Justice Portal <<http://www.haguejusticeportal.net/Docs/PCA/Ethiopia-Eritrea%20Boundary%20Commission/Island%20of%20Palmas%20French%20PCA%20final.pdf>>.

Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie

Prosecutor v. Kordic & Cerkez (2001), Affaire N° IT-95-14/2-T, en ligne : Tribunal pénal pour l'ex-Yougoslavie <http://www.icty.org/x/cases/kordic_cerkez/tjug/en/kor-tj010226e.pdf>.

Prosecutor v. Krstic (2001), Affaire N° IT-98-33-T, en ligne : Tribunal pénal pour l'ex-Yougoslavie <<http://www.icty.org/x/cases/krstic/tjug/en/krs-tj010802e.pdf>>.

Le Procureur c. Kupresik (2000), Affaire no IT-9516-T, en ligne : Tribunal pénal pour l'ex-Yougoslavie <<http://www.icty.org/x/cases/kupreskic/tjug/fr/kup-tj000114f.pdf>>.

Le Procureur c. Miodrag Jokic (2004), Affaire N° IT-01-42-1, en ligne : Tribunal pénal pour l'ex-Yougoslavie <http://www.icty.org/x/cases/miodrag_jokic/tjug/fr/jok-sj040318f.pdf>.

Le Procureur c. Tadic, « Arrêt relatif à l'appel de la défense concernant l'exception préjudicielle d'incompétence » (2 octobre 1995), en ligne : Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie <<http://www.icty.org/x/cases/tadic/acdec/fr/51002JN3.htm>>.

Prosecutor v. Tadic, « Decision on the Defense Motion for Interlocutory Appeal » (2 octobre 1995), en ligne : Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie <<http://www.icty.org/x/cases/tadic/acdec/en/51002.htm>>.

Tribunal maritime international

Responsibilities and Obligations of States Sponsoring Persons and Entities with Respect to Activities in the Area, Affaire N° 17, Avis consultatif, [2001] en ligne : Tribunal maritime international <http://www.itlos.org/fileadmin/itlos/documents/cases/case_no_17/adv_op_010211_fr_01.pdf>.

Documentation internationale : traités et autres accords

Accord concernant la poursuite et le châtement des grands criminels de guerre des Puissances européennes de l'Axe et statut du tribunal militaire, 8 août 1945, en ligne : Comité international de la Croix-Rouge <<http://www.icrc.org/applic/ihl/dih.nsf/Treaty.xsp?action=openDocument&documentId=6AA5276A7884D0DEC12563140043A8DB>>.

Accord régissant les activités des États sur la Lune et les autres corps célestes, 5 décembre 1979, 1363 R.T.N.U. 29 et en ligne : Organisation des Nations Unies <<http://treaties.un.org/doc/publication/UNTS/Volume%201363/v1363.pdf>> [*Accord sur la Lune*].

Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982, 28 juillet 1994, en ligne : Organisation des Nations Unies <<http://treaties.un.org/doc/publication/UNTS/Volume%201836/v1836.pdf>>.

Accord sur le sauvetage des astronautes, le retour des astronautes et la restitution des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique, 22 avril 1968, en ligne : Organisation des Nations Unies [http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/2345%20\(XXII\)](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/2345%20(XXII)).

Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, 15 avril 1994, en ligne : Organisation mondiale du Commerce <http://www.wto.org/french/docs_f/legal_f/27-trips_01_f.htm>.

Charte des droits et devoirs économiques des États, Rés. AG 3281 (XXIX), Doc. Off. AG NU, 29^e session, (1974), 53, en ligne : Organisation des Nations Unies <[http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/3281%20\(XXIX\)](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/3281%20(XXIX))>.

Charte mondiale de la nature, 28 octobre 1982, en ligne : Organisation des Nations Unies <http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/37/7>.

Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, 9 mai 1992, en ligne : Organisation des Nations Unies <<http://unfccc.int/resource/docs/convkp/convfr.pdf>>.

Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel, 16 novembre 1972, en ligne : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture <http://portal.unesco.org/fr/ev.php-URL_ID=13055&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html>.

Convention de Genève (I) pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne, 12 août 1949, en ligne Comité international de la Croix-Rouge <<http://www.icrc.org/dih.nsf/INTRO/365?OpenDocument>>.

Convention de Genève (II) pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés des forces armées sur mer, 12 août 1949, en ligne : Comité international de la Croix-Rouge <<http://www.icrc.org/applic/ihl/dih.nsf/Treaty.xsp?documentId=4EE20B2B36D570F6C12563140043A999&action=openDocument>>.

Convention de Genève (III) relative au traitement des prisonniers de guerre, 12 août 1949, en ligne : Comité international de la Croix-Rouge <<http://www.icrc.org/dih.nsf/INTRO/375?OpenDocument>>.

Convention de Genève (IV) relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, 12 août 1949, en ligne : Comité international de la Croix-Rouge
<<http://www.icrc.org/applic/ihl/dih.nsf/Treaty.xsp?documentId=87DBEB6A73B8E8D0C12563140043A9F3&action=openDocument>>.

Convention (II) de La Haye concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre, 28 juillet 1899, en ligne : Comité international de la Croix-Rouge
<<http://www.icrc.org/applic/ihl/dih.nsf/Treaty.xsp?documentId=11331D79375C6484C12563140043A1D6&action=openDocument>>.

Convention (IV) de la Haye concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre, 18 octobre 1907, en ligne : Comité international de la Croix-Rouge
<<http://www.icrc.org/applic/ihl/dih.nsf/Treaty.xsp?documentId=7C5A1DD850591B0FC12563140043A35B&action=openDocument>>.

Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international, 10 septembre 1998, en ligne : Organisation des Nations Unies
<<http://www.pic.int/LaConvention/Aper%C3%A7u/TextedelaConvention/tabid/1786/language/fr-CH/Default.aspx>>.

Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, 10 décembre 1982, en ligne : Organisation des Nations Unies <<http://www.un.org/french/law/los/unclos/closindx.htm>>.

Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants, 23 mai 2001, en ligne : Organisation des Nations Unies
<http://www.pops.int/documents/convtext/convtext_fr.pdf>.

Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone, 22 mars 1985, en ligne : Programme des Nations Unies pour l'environnement
<<http://ozone.unep.org/pdfs/viennatext-fr.pdf>>.

Convention de Vienne sur le droit des traités, 23 mai 1969, en ligne : Organisation des Nations Unies <http://untreaty.un.org/ilc/texts/instruments/francais/traites/1_1_1969_francais.pdf>.

Convention portant réglementation de la navigation aérienne, 13 octobre 1919, 11 L.N.T.S. 173 [*Convention de Paris*].

Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, 9 décembre 1948, en ligne : Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
<<http://www2.ohchr.org/french/law/genocide.htm>>.

Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflits armés, 14 mai 1954, en ligne : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
<http://portal.unesco.org/fr/ev.php-URL_ID=13637&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html>.

Convention pour la protection du patrimoine mondial culturel et naturel, 16 novembre 1972, en ligne : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture <<http://whc.unesco.org/archive/convention-fr.pdf>>.

Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, 17 octobre 2003, en ligne : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture <<http://www.unesco.org/culture/ich/index.php?lg=fr&pg=00006>>.

Convention relative à l'aviation civile internationale, 7 décembre 1944, 15 R.T.N.U. 295 [Convention de Chicago].

Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage, 23 juin 1979, en ligne : Programme des Nations Unies pour l'environnement <http://www.cms.int/documents/convtxt/cms_convtxt_fr.htm> [Convention de Bonn].

Convention sur la diversité biologique, 5 juin 1992, en ligne : Organisation des Nations Unies <<http://www.cbd.int/doc/legal/cbd-fr.pdf>>.

Convention sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à d'autres fins que la navigation, 21 mai 1997, en ligne : Organisation des Nations Unies <http://untreaty.un.org/ilc/texts/instruments/francais/traites/8_3_1997_francais.pdf>.

Convention sur le plateau continental, 29 avril 1958, en ligne : Organisation des Nations Unies <http://untreaty.un.org/ilc/texts/instruments/francais/traites/8_1_1958_plateau_continental_francais.pdf>.

Convention sur l'interdiction d'utiliser des techniques de modifications à l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles, 10 décembre 1976, en ligne : Organisation des Nations Unies <http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/31/72>.

Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou frappant sans discrimination, 10 octobre 1980, en ligne : Organisation des Nations Unies <[http://www.unog.ch/80256EDD006B8954/\(httpAssets\)/A22CFFAEEA7AD447C12572F4002FDB1E/\\$file/CCW+amended+F.pdf](http://www.unog.ch/80256EDD006B8954/(httpAssets)/A22CFFAEEA7AD447C12572F4002FDB1E/$file/CCW+amended+F.pdf)>.

Déclaration à l'effet d'interdire l'usage de certains projectiles en temps de guerre, 11 décembre 1968, en ligne : Comité international de la Croix-Rouge <<http://www.icrc.org/applic/ihl/dih.nsf/Article.xsp?action=openDocument&documentId=20C9164AAC62C500C12563BD002B8C6F>> [Déclaration de St-Petersbourg].

Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, 14 juin 1992, en ligne : Programme des Nations Unies pour l'environnement

<<http://www.unep.org/Documents.multilingual/Default.asp?DocumentID=78&ArticleID=1163&l=fr>> [*Déclaration de Rio*].

Déclaration des principes de la coopération culturelle internationale, 4 novembre 1966, en ligne : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture <http://portal.unesco.org/fr/ev.php-URL_ID=13147&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html>.

Déclaration finale de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, 16 juin 1972, en ligne : Programme des Nations Unies pour l'environnement <<http://www.unep.org/Documents.Multilingual/Default.asp?DocumentID=97&ArticleID=1503&l=fr>> [*Déclaration de Stockholm*].

Declaration on Humanitarian Minimum Standards, 2 décembre 1990, en ligne : Åbo Akademi University Institute for Human Rights <http://web.abo.fi/institut/imr/publications/publications_online_text.htm>.

Déclaration sur l'Accord sur les ADPIC et la santé publique, 14 novembre 2001, en ligne : Organisation mondiale du Commerce <http://www.wto.org/french/thewto_f/minist_f/min01_f/mindecl_trips_f.htm>.

Déclaration sur la race et les préjugés sociaux, 27 novembre 1978, en ligne : Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme <http://portal.unesco.org/fr/ev.php-URL_ID=13161&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html>.

Déclaration sur le droit à l'environnement, 4 décembre 1986, en ligne : Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme <<http://www2.ohchr.org/french/law/developpement.htm>>.

Déclaration sur les responsabilités des générations présentes envers les générations futures, 12 novembre 1997, en ligne : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture <http://portal.unesco.org/fr/ev.php-URL_ID=13178&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html>.

Déclaration universelle des droits de l'homme, 10 décembre 1948, en ligne : Organisation des Nations Unies <<http://www.un.org/fr/documents/udhr/index2.shtml>>.

Déclaration universelle sur le génome humain et les droits de l'homme, 11 novembre 1997, en ligne : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture <http://portal.unesco.org/fr/ev.php-URL_ID=13177&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html>.

Joint Declaration of the Seventy-seven Developing Countries Made at the Conclusion of the United Nations on Trade and Development, 15 juin 1954, en ligne : Le Groupe des 77 à l'ONU <<http://www.g77.org/doc/Joint%20Declaration.html>>.

Pacte international relatif aux droits civils et politiques, 16 décembre 1966, en ligne : Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme <<http://www2.ohchr.org/french/law/ccpr.htm>>.

Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, 16 décembre 1966, en ligne : Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme <<http://www2.ohchr.org/french/law/cescr.htm>>.

Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole I), 8 juin 1977, en ligne : Comité international de la Croix-Rouge <<http://www.icrc.org/applic/ihl/dih.nsf/Treaty.xsp?documentId=CBEC955A2CE7E0D4C12563140043ACA5&action=openDocument>>.

Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux (Protocole II), 8 juin 1977, en ligne : Comité international de la Croix-Rouge <<http://www.icrc.org/applic/ihl/dih.nsf/Treaty.xsp?documentId=6A490AB5993C1504C12563140043ACE7&action=openDocument>>.

Protocole au Traité sur l'Antarctique relatif à l'environnement, 4 octobre 1991, en ligne : Secrétariat du Traité sur l'Antarctique <http://www.ats.aq/documents/recatt/Att006_f.pdf>.

Règlement sanitaire international, 23 mai 2005, en ligne : Organisation Mondiale de la Santé <http://whqlibdoc.who.int/publications/2008/9789242580419_fre.pdf>.

Statut de la Cour internationale de Justice, 26 juin 1945, en ligne : Cour internationale de Justice <<http://www.icj-cij.org/documents/index.php?p1=4&p2=2&p3=0>>.

Statut de Rome de la Cour pénale internationale, 17 juillet 1998, en ligne : Comité international de la Croix-Rouge <<http://www.icrc.org/dih.nsf/INTRO/585?OpenDocument>>.

Statut du tribunal international de Nuremberg, 8 août 1945, en ligne : Comité international de la Croix-Rouge <<http://www.icrc.org/dih.nsf/52d68d14de6160e0c12563da005fdb1b/ef25b8f448034148c1256417004b1ce6?OpenDocument>> (version anglaise : *Charter of the International Military Tribunal*, en ligne : Yale Law School <<http://avalon.law.yale.edu/imt/imtconst.asp>>) [*Statut de Nuremberg*].

Statut du Tribunal pénal pour l'ex-Yougoslavie, 25 mai 1993, en ligne : Comité international de la Croix-Rouge <<http://www.icrc.org/applic/ihl/dih.nsf/Treaty.xsp?action=openDocument&documentId=50C1FB4969BF9375C125639B0036A99F>>.

Traité interdisant de placer des armes nucléaires ou d'autres armes de destruction massive sur le fonds des mers et des océans ainsi que dans leur sous-sol, 11 février 1971, en ligne :

Organisation des Nations Unies
<<http://treaties.un.org/doc/Publication/UNTS/Volume%20955/volume-955-I-13678-French.pdf>>.

Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, 3 novembre 2001, en ligne : Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture <<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/011/i0510f/i0510f.pdf>>.

Traité sur l'Antarctique, 1^{er} décembre 1959, en ligne : Secrétariat du Traité sur l'Antarctique <http://www.ats.aq/documents/ats/treaty_original.pdf>.

Traité sur les principes régissant les activités en matière d'exploration et de l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, 27 janvier 1967, 610 R.T.N.U. 220 et en ligne : Organisation des Nations Unies <<http://treaties.un.org/doc/Publication/UNTS/Volume%20610/volume-610-I-8843-French.pdf>> [*Traité sur l'espace*].

Documentation internationale : documents des Nations unies

Acte constitutif de l'Organisation pour l'éducation, la science et la culture, en ligne : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture <<http://unesdoc.unesco.org/images/0021/002161/216192f.pdf#page=7>>.

Actes de la Conférence générale, Doc. Off. UNESCO, 26^e session (1991), en ligne : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture <<http://unesdoc.unesco.org/images/0009/000904/090448f.pdf>>.

Affectation à des fins exclusivement pacifiques du fond des mers et des océans ainsi que de leur sous-sol, en haute-mer, au-delà des limites de la juridiction nationale actuelle et exploitation de leurs ressources dans l'intérêt de l'humanité, et convocation d'une conférence sur le droit de la mer, Rés. AG 2750 (XXV), Doc. Off. AG NU, 25^e session (1970), en ligne : Organisation des Nations Unies <[http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/2750\(XXV\)&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/2750(XXV)&Lang=F)>.

Affectation à des fins exclusivement pacifiques du fond des mers et des océans ainsi que de leur sous-sol, en haute-mer, au-delà des limites de la juridiction nationale actuelle et exploitation de leurs ressources dans l'intérêt de l'humanité, et convocation d'une conférence sur le droit de la mer, Rés. AG 2881 (XXVI), Doc. Off. AG NU, 26^e session (1971), en ligne : Organisation des Nations Unies <[http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/2881\(XXVI\)&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/2881(XXVI)&Lang=F)>.

Annual Report of the United Nations High Commissioner for Human Rights on Reports of the Office of the High Commissioner and the Secretary General. Fundamental Standards of Humanity, Doc. NU A/HRC/8/14 (2008), en ligne : <<http://web.abo.fi/institut/imr/publications/G0814081.pdf>>.

Charte des Nations Unies, 26 juin 1945, R.T. Can. 1945 no 7 et en ligne : Organisation des Nations Unies <<http://www.un.org/fr/documents/charter/>>.

Conference for the Establishment of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, 16 novembre 1945, en ligne : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture <<http://unesdoc.unesco.org/images/0011/001176/117626e.pdf>>.

Constitution de l'Organisation mondiale de la Santé, 22 juillet 1946, en ligne : Organisation mondiale de la santé <http://www.who.int/governance/eb/who_constitution_fr.pdf>.

Création d'un groupe de travail spécial à composition non limitée de l'Assemblée générale chargé d'assurer le suivi des questions figurant dans le Document final de la Conférence des Nations Unies sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement, Rés. 63/305 (LXIII), Doc. Off. NU, 63^e session (2009), en ligne : Organisation des Nations Unies <http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/63/305&Lang=F>.

Critères pour la gestion d'un développement durable : vers un développement durable sur le plan écologique (2001), en ligne : Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement <<http://unctad.org/Sections/dite/iia/docs/compendium/fr/17%20volume%201.pdf>>.

Déclaration à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, Rés. 2627 (XXV), Doc. Off. AG NU, 25^e session (1970), en ligne : Organisation des Nations Unies <[http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/2627\(XXV\)&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/2627(XXV)&Lang=F)>.

Déclaration des principes régissant le fond des mers et des océans, au-delà de la limite de la juridiction nationale, Rés. AG 2749 (XXV), Doc. Off. AG NU, 25^e session, (1970), en ligne : Organisation des Nations Unies <<http://daccess-dds-ny.un.org/doc/RESOLUTION/GEN/NR0/787/12/IMG/NR078712.pdf?OpenElement>>.

Document final de la Conférence sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement, Rés. 63/303 (XLIII), Doc. Off. AG NU. 63^e session (2009), en ligne : <http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/63/303&Lang=F>.

Document final du Sommet de 2005, Rés. 60/1 (LX), Doc. Of.. AG NU, 60^e session (2005), en ligne : Organisation internationale des Nations Unies <http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/60/1>.

Examen de la question de l'affectation à des fins exclusivement pacifiques du lit des mers et des océans ainsi que de leur sous-sol, en haute mer, au-delà des limites de la juridiction

nationale actuelle, et de l'exploitation de leurs ressources dans l'intérêt de l'humanité, Rés. AG 2340 (XXII), Doc. Off. AG NU, 22^e session (1967), en ligne : Organisation des Nations Unies <[http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/2340\(XXII\)&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/2340(XXII)&Lang=F)>.

Examination of the Question of the Reservation Exclusively for Peaceful Purposes of the Seabed and the Ocean Floor, and the Subsoil Thereof, Underlining the High Seas Beyond the Limits of Present National Jurisdiction, and the Use of their Resources in the Interest of Mankind, Doc. Off. AG NU, 22^e session, Doc. NU A/C.1/PV.1515 (1967), en ligne : Organisation des Nations Unies <http://www.un.org/Depts/los/convention_agreements/texts/pardo_ga1967.pdf>.

Final Declaration of the Regional Meeting for Asian on the World Conference on Human Rights, Doc. NU A/CONF.157/PC/59 (1993), en ligne : Office of the High Commissioner for Human Rights <<http://www.unhchr.ch/Huridocda/Huridoca.nsf/TestFrame/9d23b88f115fb827802569030037ed44?OpenDocument>>.

International Undertaking on Plant Genetic Resources, Rés. 8/83, Doc. Off. FAO NU, (1983), en ligne : Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture <http://apps3.fao.org/wiews/docs/Resolution_8_83.pdf>.

L'avenir que nous voulons, Rés. 66/288 (LXVI), Doc. Off. AG NU, 66^e session (2012), en ligne : Organisation des Nations Unies <<http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N11/476/11/PDF/N1147611.pdf?OpenElement>>.

Nouvel ordre humanitaire international, Rés. 55/73 (LX), Doc. Off. AG NU, 55^e session (2001), en ligne : Organisation des Nations Unies <http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/55/73&Lang=F>.

Nouvel ordre humanitaire international, Rés. 59/171 (LIV), Doc. Off. AG NU, 59^e session (2005), en ligne : Organisation des Nations Unies <<http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N04/486/53/PDF/N0448653.pdf?OpenElement>>.

Oceans and the Law of the Sea, Rés. 59/24 (LXI), Doc. Off. AG NU, 59^e session (2005), en ligne : Organisation des Nations Unies <http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/59/24&Lang=E>.

Principes de la coopération internationale en ce qui concerne le dépistage, l'arrestation, l'extradition et le châtement des individus coupables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, Rés. 3074 (XXVIII), Doc. Off. AG NU, 28^e session (1973), en ligne : Organisation des Nations Unies <<http://daccess-dds-ny.un.org/doc/RESOLUTION/GEN/NR0/282/97/IMG/NR028297.pdf?OpenElement>>.

Principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à réparation des victimes de violations flagrantes du droit international des droits de l'homme et de violations graves du droit humanitaire, Rés. 60/147 (LX), Doc. Off. AG NU, 60^e session (2006), en ligne : Organisation des Nations Unies <http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/60/147>.

Protection des civils dans les conflits armés, Rés. 1674, Doc. Off. CS NU (2006), en ligne : Organisation des Nations Unies <<http://www.un.org/News/fr-press/docs/2006/CS8710.doc.htm>>.

Protection des civils dans les conflits armés, Rés. 1676, Doc. Off. CS NU (2006), en ligne : Organisation des Nations Unies <<http://www.un.org/News/fr-press/docs/2006/CS8710.doc.htm>>.

Protection du climat mondial pour les générations présentes et futures, Rés. AG 4353 (XLIII), Doc. Off. AG NU, 43^e session (1988), en ligne : Organisation des Nations Unies <http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/43/53&Lang=F>.

Question de l'affectation à des fins exclusivement pacifiques du fond des mers et des océans ainsi que de leur sous-sol, en haute-mer, au-delà des limites de la juridiction nationale actuelle et exploitation de leurs ressources dans l'intérêt de l'humanité, Rés. AG 2467 (XXIII), Doc. Off. AG NU, 23^e session (1968), en ligne : Organisation des Nations Unies <[http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/2467\(XXIII\)&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/2467(XXIII)&Lang=F)>.

Question de l'affectation à des fins exclusivement pacifiques du fond des mers et des océans ainsi que de leur sous-sol, en haute-mer, au-delà des limites de la juridiction nationale actuelle et exploitation de leurs ressources dans l'intérêt de l'humanité, Rés. AG 2574 (XXIV), Doc. Off. AG NU, 24^e session (1969), en ligne : Organisation des Nations Unies <[http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/2574\(XXIV\)&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/2574(XXIV)&Lang=F)>.

Question de l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques, Rés. AG 1348 (VIII), Doc. Off. AG NU, 8^e session (1958), en ligne : Organisation des Nations Unies <<http://www.un.org/french/documents/ag/resolutions.shtml>>.

Question of Antarctica, Rés. AG 3877 (XXXVIII), Doc. Off. AG NU, 38^e session (1983), en ligne : Organisation mondiale des Nations Unies <http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/38/77&Lang=E&Area=RESOLUTION>.

Souveraineté permanente sur les ressources naturelles, Rés. AG 1803 (XVII), Doc. Off. AG NU, 17^e session (1962), en ligne : Organisation des Nations Unies <<http://daccessdds.un.org/doc/RESOLUTION/GEN/NR0194/35/IMG/NR019435.pdf?OpenElement>>.

Rapport du Secrétaire Général des Nations Unies « Nous, les peuples des Nations Unies au XXI^e siècle » (2000), en ligne : Organisation des Nations Unies <<http://www.un.org/french/millenaire/sg/report/full.htm>>.

Rapport sur le développement humain (1994), en ligne : Programme des Nations Unies pour le développement <http://hdr.undp.org/en/media/hdr_1994_fr_chap2.pdf>.

Report on the World Commission on Environment and Development « Our Common Future », (1987), en ligne : Organisation des Nations Unies <http://conspect.nl/pdf/Our_Common_Future-Brundtland_Report_1987.pdf>.

Restitution of Works of Art to Countries Victims of Expropriation, Rés. 3391 (XXX), Doc. Off. AG NU, 30^e session (1975), en ligne : Organisation des Nations Unies <http://www.unesco.org/culture/laws/pdf/UNGA_resolution3391.pdf>.

Restitution of Works of Art to Countries Victims of Expropriation, Rés. 3187 (XXVIII), Doc. Off. AG NU, 28^e session (1973), en ligne : Organisation des Nations Unies <http://www.unesco.org/culture/laws/pdf/UNGA_resolution3391.pdf>.

The Grounds of an International Declaration of Human Rights (Report of the UNESCO Committee of the Philosophic Principles of the Rights of Man to the Commission on Human Rights of the United Nations), Doc. Off. UNESCO, 1947, en ligne : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture <<http://unesdoc.unesco.org/images/0012/001243/124350eb.pdf>>.

Documentation internationale : documents de l'Organisation maritime internationale

Environmental Management Plan for the Clarion-Clipperton Zone of the Central Pacific Ocean, 28 novembre 2011, en ligne : Organisation maritime internationale <<http://www.safety4sea.com/images/media/pdf/IMO%20MEPC%201%20Circ%20775.pdf>>.

Documentation internationale : documents de l'Autorité des fonds marins

Kaplan Projet : Analyzing Biodiversity, Species Ranges and Gene Flow in Nodules Areas of the Seabed, en ligne : Autorité internationale des grands fonds marins <<http://www.isa.org.jm/files/documents/EN/efund/Kaplan.pdf>>.

Note officieuse sur les questions dont l'Autorité internationale des fonds marins sera saisie à sa quinzième session (2009), en ligne : Autorité internationale des fonds marins <<http://www.isa.org.jm/fr/sessions/2009>>.

Documentation internationale : documents de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle

Document de synthèse concernant la propriété intellectuelle relative aux ressources génétiques (2013), en ligne : Organisation mondiale de la propriété intellectuelle <http://www.wipo.int/edocs/mdocs/tk/fr/wipo_grtkf_ic_23/wipo_grtkf_ic_23_www_230222.pdf>.

Doctrines : monographies

Abikhzer, Franck. *La notion juridique d'humanité*, Aix-en-Provence, Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2005.

Aginam, Obijiofor. *Global Health Governance : International Law and Public Health in a Divided World*, Toronto, University of Toronto Press, 2005.

Aguiar Aranguren, Astrúbal. « La Humanización del derecho internacional contemporáneo » dans Karel Vasak, dir., *Amicorum liber : les droits de l'homme à l'aube du XXI^e siècle*, Bruxelles, Bruylant, 1999, 459.

Alland, Denis. *Droit international public*, Paris, Éditions Presses Universitaires de France, 2000.

Allard, Julie. « L'humanité, un concept juridique sans précédent? » dans Thomas Berns, dir., *Le droit saisi par le collectif*, Bruxelles, Bruylant, 2004, 189.

Allott, Philip. *Eunomia. New Order for a New World*, New York, Oxford University Press, 2001.

Allott, Philip. *The Health of Nations : Society and Law Beyond the State*, Cambridge University Press, Cambridge, 2002.

Anand, Ram Prakash. *Legal Regime of the Sea-Bed and the Developing Countries*, Delhi, Thomson Press, 1975.

Anand, Ram Prakash. *Studies in International Law and History. An Asian Perspective*, Leiden, Martinus Nijhoff Publishers, 2004.

Arbour, Jean-Maurice. *Droit international public*, 4^e éd., Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2002.

Arbour, Jean-Maurice et Sophie Lavallée. *Droit international de l'environnement*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2006.

Arendt, Hannah. *Condition de l'homme moderne*, Paris, Calmann-Lévy, 1988.

- Baslar, Kemal. *The Concept of Common Heritage of Mankind in International Law*, La Haye/Boston, M. Nijhoff, vol. 30, 1998.
- Bedjaoui, Mohamed. « Des œuvres de l'esprit d'intérêt universel comme patrimoine commun de l'humanité » dans Karel Vasak, dir., *Amicorum liber : les droits de l'homme à l'aube du XXI^e siècle*, Bruxelles, Bruylant, 1999, 951.
- Bélanger, Michel. *Le droit international de la santé*, Paris, Presses universitaires de France, 1997.
- Benyekhlef, Karim. *Une possible histoire de la norme. Les normativités émergentes de la mondialisation*, Montréal, Éditions Thémis, 2008.
- Berns, Thomas. « Présentation », dans Thomas Berns, dir., *Le droit saisi par le collectif*, Bruxelles, Bruylant, 2004, 7.
- Beurrier, Jean-Pierre. *Droit maritime*, Paris, Dalloz, 2006.
- Bin Talal, El-Hassan (Prince of Jordan). « Towards an Ethic of Human Solidarity », dans Stephens, Alan et Raphael Walden, dir., *For the Sake of Humanity : Essays in Honour of Clemens N. Nathan*, Boston, Martinus Nijhoff, 2006, 123.
- Birnie, Patricia W. *International Law and the Environment*, 2^e éd., Oxford, Oxford University Press, 2002.
- Boisson de Chazournes, Laurence et Katerina Varfi. « Intérêt collectif, lutte contre les changements climatiques et le défi de l'universalité » dans Aristotle Constantinides, Nikos Zaicos, dir., *Essays in Honour of Professor Kalliopi K. Koufa*, Boston, Martinus Nijhoff Publishers, 2009, 627.
- Bowman, Michael. « Environmental Protection and the Concept of Common Concern of Mankind » dans Malgosia Fitzmaurice et als., dir., *Research Handbook on International Environmental Law*, Cheltenham, Edward Elgar, 2010, 493.
- Bula-Bula, Sayeman. *L'ambiguïté de l'Humanité en droit international. Leçon inaugurale à l'occasion de la rentrée académique 1998-1999 des Universités officielles du Congo, Académie des Beaux-Arts, Kinshasa, le 29 novembre 1998*, Kinshasa, Presses de l'Université de Kinshasa, 1999.
- Carreau, Dominique et Fabrizio Marrella, *Droit international*, 11^e éd., Paris, A. Pedone, 2012.
- Carrillo-Salcedo, Juan-Antonio. « Contribution de la notion d'humanité au renforcement de la dimension idéologique du droit international » dans Karel Vasak, dir., *Amicorum liber : les droits de l'homme à l'aube du XXI^e siècle*, Bruxelles, Bruylant, 1999, 115.

- Cassan, Hervé. « Humanité et développement : quelques remarques prospectives », dans *La formation des normes en droit international du développement*, Paris, Éditions du CNRS, 1984, 197.
- Cassella, Sarah. *La nécessité en droit international : de l'état de nécessité aux situations de nécessité*, Leiden/Boston, Martinus Nijhoff Publishers, 2011.
- Charpentier, Jean. « L'humanité : un patrimoine mais pas de personnalité juridique » dans Prieur, Michel et Claude Lambrechts, dir., *Les hommes et l'environnement : Quels droits pour le vingt-et-unième siècle?*, Paris, Frison-Roche, 1998, 17.
- Chemillier-Gendreau, Monique. *Humanité et souverainetés : essai sur la fonction du droit international*, Paris, Découverte, 1995.
- Committee on Hormonally Active Agents in the Environment, National Research Council. *Hormonally active agents in the environment*, Washington, National Academy Press, 1999.
- Corriente Córdoba, José A. « Globalización, intereses y patrimonio de la humanidad y patrimonio mundial » dans Zlata Drnas de Clément, dir., *Estudios de derecho internacional en homenaje al profesor Ernesto J. Rey Caro*, vol. 1, Drnas-Lerner Editores, 2002, 259.
- Delmas-Marty, Mireille. *Vers un droit commun de l'humanité*, 2^e éd., Paris, Textuel, 2005.
- Diouf, Jacques. « L'eau, patrimoine de l'humanité » dans M. Ait-Kadi, A. Shady et A. Szollosi-Nagu, dir., *Water, the World's Common Heritage : Proceedings of the first World Water Symposium : Marrakesh, Morocco : 21-22 March 1997*, Oxford, Elsevier Science, 1997.
- Domingo, Rafael. *The New Global Law*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010.
- Dominicié, Christian. « Observations sur la consolidation des valeurs communes en droit des gens contemporain » dans Aristotle Constantinides, Nikos Zaicos, dir., *Essays in Honour of Professor Kalliopi K. Koufa*, Boston, Martinus Nijhoff Publishers, 2009, 3.
- Donnelly, Jack. *The Concept of Human Rights*, London, Croom Helm, 1985.
- Duplessis, Isabelle. *Pour un statut juridique de l'Humanité en droit international*, mémoire de maîtrise en droit, Université de Montréal, 1994 [non publiée].
- Dupuy, Pierre-Marie. « Les "considérations élémentaires d'humanité" dans la jurisprudence de la Cour Internationale de Justice » dans René-Jean Dupuy, dir., *Mélanges en l'honneur de Nicolas Valticos : droit et justice*, Paris, Pedone, 1999, 117.
- Dupuy, René-Jean. « Avant-propos » dans R. J. Dupuy, dir., *La gestion des ressources pour l'humanité : le droit de la mer : colloque, La Haye, 29-31 octobre 1981*, La Haye/ Boston/ Londres, Martinus Nijhoff Publishers, 1982, XIII.

- Dupuy, René-Jean. « Conclusions of the Workshop » dans *L'avenir du droit international dans un monde multiculturel. Colloque de l'Académie de droit international de La Haye tenu du 17 au 19 novembre 1983 à La Haye*, Boston, Nijhoff, 1984, 469.
- Dupuy, René-Jean. *Dialectiques du droit international : souveraineté des États, communauté internationale et droits de l'humanité*, Paris, Pedone, 1999.
- Dupuy, René-Jean. « Introduction du sujet » dans R. J. Dupuy, dir., *La gestion des ressources pour l'humanité : le droit de la mer : colloque, La Haye, 29-31 octobre 1981*, La Haye/ Boston/ Londres, Martinus Nijhoff Publishers, 1982, 11.
- Dupuy, René-Jean. *Le droit international*, Paris, Presses universitaires de France, 1966.
- Dupuy, René-Jean. *L'humanité dans l'imaginaire des nations*, Paris, Juillard, 1991.
- Dupuy, René-Jean. *L'océan partagé : analyse d'une négociation (troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer)*, Paris, Éditions A. Pedone, 1979.
- Dutheil de la Rochère, Jacqueline, *Droit de l'espace*, Paris, A. Pedone, 1988.
- Eide, Asbjørn. « The Need for a Declaration on Standards of Humanity » dans Boutros Boutros-Ghali, dir., *Boutros Boutros-Ghali : Amicorum discipulorumque liber*, vol. 2, Bruxelles, Bruylant, 1998, 1019.
- Fidler, David P. *International Law and Infectious Diseases*, Oxford, Oxford University Press, 1999.
- Finkelkraut, Alain. *L'humanité perdue : essai sur le XX^e siècle*, Paris, Éditions du Seuil, 1996.
- Fitzmaurice, Sir Gerald. « Judicial Innovation : Its Uses and its Perils », dans *Cambridge Essays in International Law, Essays in Honor of Lord McNair*, New York, Oceana Publications, 1965, 24.
- Garrett, Laurie. *Betrayal of Trust : The Collapse of Global Public Health*, New York, Hyperion, 2000.
- Glover, Jonathan. *Humanity : a Moral History of the Twentieth Century*, New Haven, Yale University Press, 2000.
- Gordimer, Ndine. « Reflections by Nobel Laureates on the Occasion of the Fiftieth Anniversary of the Universal Declaration of Human Rights » dans Y. Danieli, E. Stamatopoulou and C.J. Dias, dir., *The Universal Declaration of Human Rights : Fifty Years and Beyond*, New York, Bay Wood, 1999.

- Greenwood, Christopher. « Historical Development and Legal Basis », dans Dieter Fleck, dir., *The Handbook of Humanitarian Law in Armed Conflicts*, Oxford/New York, Oxford University Press, 1995.
- Hafner, Gerhard. « The Division of the Commons? The Myth of the Commons : Divide or Perish » dans Holger Hestermeyer et al., dir., *Law of The Sea in Dialogue*, Berlin, Springer Berlin Heidelberg, 2010, 91.
- Halpin, Andrew et Volker Röben. *Theorising the Global Legal Order*, Oxford, Hart Pub., 2009.
- Hey, Ellen. « Conceptualizing Global Natural Resources : Global Public Goods Theory and International Law » dans Holger Hestermeyer, dir., *Coexistence, Cooperation and Solidarity : liber amicorum Rüdiger Wolfrum*, vol. 1, Boston, Martinus Nijhoff Publishers, 2012, 881.
- International Commission on Intervention and State Sovereignty. *The Responsibility to Protect*, Ottawa, International Development Research Center, 2001.
- Jonas, Hans. *Le principe de responsabilité : une éthique pour la civilisation technologique*, Paris, Flammarion, 1998.
- Kahn, Philippe. « Les patrimoines communs de l'humanité : quelques réflexions » dans M. Prieur et C. Lamrechts, dir., *Les hommes et l'environnement, quels droits pour le 21^e siècle?*, Études en hommage à Alexandre Kiss, Paris, éd. Frison-Roche, 1998, 307.
- Kant, Emmanuel. *Critique de la faculté de juger*, Paris, Vrin, 1993 à la p. 109.
- Kant, Emmanuel. *Idée d'une histoire universelle au point de vue cosmopolitique*, Cinquième proposition, Paris, Gallimard, La Pléiade, 1985.
- Kant, Emmanuel. *Vers la paix perpétuelle*, Paris, Presses universitaires de France, 1958.
- Kaul, I. *Biens publics mondiaux : la coopération internationale au XXI^e siècle*, Paris, PNUD, Économica, 2002.
- Kiss, Alexandre. « Réflexions sur l'intérêt général de l'humanité » dans Renato Zerbini Ribeiro Leão, Andrew Drzemczewski et als., dir., *Os rumos do direito internacional dos direitos humanos : ensaios em homenagem ao professor Antônio Augusto Cançado Trindade*, vol. 1, Porto Allegre, Fabris, 2005, 79.
- Knoppers, Bartha Maria. *Dignité humaine et patrimoine génétique*, Ottawa, Commission de réforme du droit du Canada, 1991.

- Koskenniemi, Martti. *From Apology to Utopia. The Structure of International Legal Argument*, Helsinki, Lakimiesliiton Kustannus Finnish Lawyers' Publishing Company, 1989.
- Kronmiller, Theodore G. *The Lawfulness of Deep Sea-Bed Mining*, New York, Oceana Publications, 1980.
- Kutukdjian, Georges B. « Le génome humain : patrimoine commun de l'humanité » dans Héctor Gros Espiell, dir., *Héctor Gros Espiell, amicorum liber : persona humana y derecho internacional*, vol. 1, Bruxelles, Bruylant, 1997, 601.
- Kwakwa, Edward. *The International Law of Armed Conflict: Personal and Material Fields of Application*, Dordrecht, Kluwer Academic, 1992 à la p. 36.
- Lachs, Manfred. « Ouverture du Colloque » dans R. J. Dupuy, dir., *La gestion des ressources pour l'humanité : le droit de la mer : colloque, La Haye, 29-31 octobre 1981*, La Haye/ Boston/ Londres, Martinus Nijhoff Publishers, 1982, 3.
- Leanza, Umberto. « De la souveraineté à la coopération : l'émergence d'intérêts collectifs » dans Aristotle Constantinides, Nikos Zaicos, dir., *Essays in Honour of Professor Kalliopi K. Koufa*, Boston, Martinus Nijhoff Publishers, 2009, 609.
- Le Bris, Catherine. *L'humanité saisie par le droit international public*, Paris, L.G.D. J., 2012.
- Legaz y Lacambra, L. « La humanidad, sujeto de derecho » dans *Estudios de derecho internacional público y privado : homenaje al profesor Luis Sela Sampil*; vol. 2, Oviedo Secretariado de Publicaciones, Universidad de Oviedo, 1970.
- Lavieille, Jean-Marc. *Droit international de l'environnement*, 2^e éd., Paris, Ellipses, 1998.
- Lejbowicz, Agnès. *Philosophie du droit international : l'impossible capture de l'humanité*, Paris, Presses universitaires de France, 1999.
- Lemyre, Normand. *Les aspects juridiques de l'internationalisation des grands fonds marins*, mémoire de maîtrise en droit, Université de Montréal, 1980 [non publiée].
- Lévy, Jean-Pierre. *Le destin de l'Autorité internationale des grands fonds marins*, Paris, Éditions A. Pedone, 2002.
- Lucchini, Laurent et Michel Voelckel, *Droit de la mer*, Paris, Éditions A. Pedone, 1996.
- Mahmoudi, Said. « Common Heritage of Mankind, Common Concern of Humanity » dans Jean-Pierre Beurrier, Alexandre Kiss et Said Mahmoudi, dir., *New Technologies and Law of the Marine Environment*, Kluwer Law International, 2000, 215.

- Mahmoudi, Said. *The Law of Deep Sea-Bed Mining : a Study of the Progressive Development of International Law Concerning the Management of Polymetallic Nodules of the Deep Seabed*, Stockholm, Almquist et Wiksell International, 1987.
- Mateesco Matte, Nicolas. *Deux frontières invisibles : de la mer territoriale à l'air territorial*, Paris, Éditions A. Pedone, 1965.
- Martel, André-Anne. *Le patrimoine commun de l'humanité : solution possible à l'anthropocentrisme en droit international de l'environnement*, mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal, 2012.
- Martens, Paul. « L'humanité comme sujet de droit » dans Thomas Berns, dir., *Le droit saisi par le collectif*, Bruxelles, Bruylant, 2004, 207.
- Martin, Pierre-Marie. *Droit des activités spatiales*, Paris, Masson, 1992.
- Mellert, Robert B. « Reconsidering the Medieval Concept of Nature in the Development of a Scientific Ethics » dans Wolfgang Kluxen dir., *Sprache und Erkenntnis im Mittelalter*, Walter de Gruyter, Berlin 1981, 610.
- Merle, M. « Les tribulations de l'État », dans M. Merle, dir., *Les acteurs dans les relations internationales*, Paris, Économica, 1986.
- Morand-Deville, Jacqueline. « L'environnement, notre patrimoine commun : Quelle gouvernance? Quelles obligations pour l'État gardien? » dans Paule Halley, dir., *L'environnement, notre patrimoine commun et son État gardien*, Cowansville, Yvon Blais, 2012, 5.
- Morin, Jacques-Yvan. « La mondialisation, l'éthique et le droit » dans Daniel Mockel, dir., *Mondialisation et État de droit*, Bruxelles, Bruylant, 2002, 81.
- Nafziger, James A. R. et Tullio Scovazzi. *Le patrimoine culturel de l'humanité*, Boston, Martinus Nijhoff Publishers, 2007.
- Naquet, Alfred. *L'humanité et la patrie*, Paris, P-V Stock, 1901.
- N'Guyen, Quoc Dihn, Patrick Daillier et Alain Pellet. *Droit public international*, Paris, LGDJ, 1987.
- Njenga, F. X. « Résumé des débats » dans R. J. Dupuy, dir., *La gestion des ressources pour l'humanité : le droit de la mer : colloque, La Haye, 29-31 octobre 1981*, La Haye/ Boston/ Londres, Martinus Nijhoff Publishers, 1982, 283.
- Oda, Shigeru. « Sharing of Ocean Resources – Unresolved Issues in the Law of the Sea » dans R. J. Dupuy, dir., *La gestion des ressources pour l'humanité : le droit de la mer : colloque*,

- La Haye, 29-31 octobre 1981*, La Haye/ Boston/ Londres, Martinus Nijhoff Publishers, 1982, 49.
- Owens, Patricia. « Hannah Arendt, Violence, and the Inescapable Fact of Humanity » dans Anthony F. Lang, Jr. et John Williams, dir., *Hannah Arendt and International Relations : Readings across the Lines*, New York, Palgrave Macmillan, 2005, 41.
- Pancracio, Jean-Paul. *Droit international des espaces : air, mer, fleuves, terre, cosmos*, Paris, A. Colin, 1997.
- Paquerot, Sylvie. « Les exigences de l'État de droit dans le concept de patrimoine commun de l'humanité : réflexion autour de la mise en représentation de la légitimité au plan international » dans Daniel Mockel, dir., *Mondialisation et État de droit*, Bruxelles, Bruylant, 2002, 321.
- Paquerot, Sylvie. « Les patrimoines en droit international public : portée et limites » dans Paule Halley, dir., *L'environnement, notre patrimoine commun et son État gardien*, Cowansville, Yvon Blais, 2012, 19.
- Paquerot, Sylvie. *Le statut des ressources vitales en droit international : essai sur le concept de patrimoine commun de l'humanité*, Bruxelles, Bruylant, 2002.
- Pardo, A. « Résumé des débats » dans R. J. Dupuy, dir., *La gestion des ressources pour l'humanité : le droit de la mer : colloque, La Haye, 29-31 octobre 1981*, La Haye/ Boston/ Londres, Martinus Nijhoff Publishers, 1982, 283.
- Payoyo, Peter B. *Cries of The Sea. World Inequality, Sustainable Development and the Common Heritage of Humanity*, Boston, Martinus Nijhoff Publishers, 1997 aux pp. 453 et 454.
- Pinto, C. W. « Common Heritage of Mankind : from Metaphor to Myth, and the Consequences of Constructive Ambiguity » dans J. Makarczyk (dir.) *Theory of International Law and the Threshold of the 21st Century : Essays in Honor of Krzysztof Skubiszewski*, La Haye/London, Kluwer Law International, 1996, 249.
- Pinto, C. W. « Mineral Resources » dans R. J. Dupuy, dir., *La gestion des ressources pour l'humanité : le droit de la mer : colloque, La Haye, 29-31 octobre 1981*, La Haye/ Boston/ Londres, Martinus Nijhoff Publishers, 1982, 19.
- Pinto, Roger. *Au service du droit. Réflexions et positions*, Paris, Presses de la Sorbonne, 1984.
- Post, Gaines. *Studies in Medieval Legal Thoughts: Public Law and the State 1100-1322*, Clark, The Lawbook Exchange Limited, 2006.
- Power, Jonathan. *Conundrums of Humanity: The Quest for Global Justice*, Boston, Martinus Nijhoff, 2007.

- Rangeon, François. « L'intérêt général et les notions voisines » dans Bartha Maria Knoppers et Yann Joly, dir., *La santé et le bien commun*, Montréal, Thémis, 2008, 19.
- Reijnen, Gijsbertha C. M. et Willem de Graaf. *The Pollution of Outer Space, in Particular of the Geostationary Orbit*, Dordrecht, M. Nijhoff, 1989.
- Rémond-Gouilloud, Martine. « L'autre humanité » dans M. Prieur et C. Lamrechts, dir., *Les hommes et l'environnement, quels droits pour le 21^e siècle?*, Études en hommage à Alexandre Kiss, Paris, éd. Frison-Roche, 1998, 55.
- Reuter, Paul. *Le développement de l'ordre juridique international. Écrits de droit international*, Paris, Économica, 1995.
- Roth, Armand D. *La prohibition de l'appropriation et les régimes d'accès aux espaces extra-terrestres*, Paris, Presses universitaires de France, 1992.
- Salmon, Jean. *Dictionnaire du droit international public*, Bruylant, Bruxelles, 2001.
- Schmidt, Markus G. *Common Heritage or Common Burden? : The United States Position on the Development of a Regime for Deep Sea-Bed Mining in the Law of the Sea Convention*, New York, Oxford University Press, 1989.
- Serracino Inglott, Peter. « Los sujetos de los derechos humanos : individuos y humanidad » dans José Vidal Beneyto, dir., *Derechos humanos y diversidad cultural : globalización de las culturas y derechos humanos*, Barcelona, Icaria, 2006, 295.
- Shiva, Vandana. *La vie n'est pas une marchandise : les dérives des droits de propriété intellectuelle*, Montréal, Éditions Écosociété, 2004.
- Sucharitkul, Sompong. « L'humanité en tant qu'élément contribuant au développement progressif du droit international contemporain » dans *L'avenir du droit international dans un monde multiculturel. Colloque de l'Académie de droit international de La Haye tenu du 17 au 19 novembre 1983 à La Haye*, Boston, Nijhoff, 1984, 415.
- Sucharitkul, Sompong. « Évolution continue d'une notion nouvelle : le patrimoine commun de l'humanité » dans Y. Dinstein et M. Tabor, *International Law at a Time of Perplexity, Essays in Honour of Shabtai Rosenne*, Boston, Nijhoff, 1989, 887.
- Suy, Anne. *La théorie des biens publics mondiaux : une solution à la crise*, Paris, L'Harmattan, 2009.
- Tharoor, Sashi. « Saving Humanity from Hell » dans Edward Newman, Ramesh Thakur et John Tirman, dir., *Multilateralism under Challenge? : Power, International Order, and Structural Change*, New York, United Nations University Press, 2006, 21.

- Taylor, Allyn L. « Enjeux contemporains liés à la gouvernance de la santé mondiale » dans Bartha Maria Knoppers et Yann Joly, dir., *La santé et le bien commun*, Montréal, Thémis, 2008, 221.
- Thorsteindóttir, Halla. « Stratégies de promotion de la génomique comme bien public mondial » dans Bartha Maria Knoppers et Yann Joly, dir., *La santé et le bien commun*, Montréal, Thémis, 2008, 185.
- Treves, Tullio. « Continuité et innovation dans les modèles de gestion des ressources minérales des fonds marins internationaux » dans R. J. Dupuy, dir., *La gestion des ressources pour l'humanité : le droit de la mer : colloque, La Haye, 29-31 octobre 1981*, La Haye/ Boston/ Londres, Martinus Nijhoff Publishers, 1982, 63.
- Treves, Tullio. « Judicial Action for the Common Heritage » dans Holger Hestermeyer et al., dir., *Law of The Sea in Dialogue*, Berlin, Springer Berlin Heidelberg, 2010, 113.
- Vaissière, R : « Résumé des débats » dans R. J. Dupuy, dir., *La gestion des ressources pour l'humanité : le droit de la mer : colloque, La Haye, 29-31 octobre 1981*, La Haye/ Boston/ Londres, Martinus Nijhoff Publishers, 1982, 283.
- Vincent, Philippe. *Droit de la mer*, Bruxelles, Larcier, 2008.
- Warioba, J. S. « Résumé des débats » dans R. J. Dupuy, dir., *La gestion des ressources pour l'humanité : le droit de la mer : colloque, La Haye, 29-31 octobre 1981*, La Haye/ Boston/ Londres, Martinus Nijhoff Publishers, 1982, 283.
- Weiss, Edith Brown. *In Fairness to Future Generations : International Law, Common Patrimony, and Intergenerational Equity*, New York, Transnational Publishers, 1989.
- Yankov, A. « Résumé des débats » dans R. J. Dupuy, dir., *La gestion des ressources pour l'humanité : le droit de la mer : colloque, La Haye, 29-31 octobre 1981*, La Haye/ Boston/ Londres, Martinus Nijhoff Publishers, 1982, 283.
- Zaccaï, Edwin. « Générations futures, humanité, nature : Difficultés des collectifs pour la protection de l'environnement » dans Thomas Berns, dir., *Le droit saisi par le collectif*, Bruxelles, Bruylant, 2004, 261.

Doctrine : périodiques

- Auteur inconnu. « Le concept d'humanité et le droit international » (2004) 25 La Chronique judiciaire d'Haïti 14.
- Allott, Philip. « Reconstituting Humanity : New International Law » (1992) 3 E.J.I.L. 219.
- Anand, R. P. « Common Heritage of Mankind : Mutilation of an Ideal » (1997) 37 :1 Indian Journal of International Law 4.

- Arturo, Luis Andrés Fajardo. « Multiplicité des cadres de protection des droits de l'homme » (2008) 14 *Civilizar Ciencias Sociales y Humanas* 27.
- Bassi, Nicola. « Il demanio planetario : una categoria in via di affermazione » (2011) 61 *Rivista trimestrale di diritto pubblico* 619.
- Beer-Gabel, Josette. « L'exploitation du fonds des mers dans l'intérêt de l'humanité : chimère ou réalité? » (1977) 81 *R.G.D.I.P.* 167.
- Bekkouche, M. Adda. « La récupération du concept de patrimoine commun de l'humanité (P.C.H.) par les pays industriels » (1987) 20 *Rev. B.D.I.* 124.
- Bothe, Michael. « Droit international de la santé et droit de l'environnement » (1985) 2 *R.Q.D.I.* 125.
- Boustany, Katia. « Intervention humanitaire et intervention d'humanité. Évolution ou mutation en Droit international? » (1993-1994) 8 *R.Q.D.I.* 103.
- Brunnée, J. « Common Interest : Echoes of an Empty Shell? » (1989) 49 *Zeitschrift Für Ausländisches Öffentlichen Recht Und Völkerrecht* 791.
- Bueckling, Adrian. « The Strategy of Semantics and the "Mankind Provisions" of the Space Treaty » (1979) 7 *J. Space L.* 15.
- Burke, Anthony. « Recovering Humanity from Man : Hannah Arendt's Troubled Cosmopolitanism » (2008) 45 *International Politics* 514.
- Carrillo-Salcedo, J.-A. « La Cour pénale internationale : l'humanité trouve une place dans le droit international » (1999) 103 *R.G.D.I.P.* 23.
- Clancy, E. A. « The Tragedy of the Global Commons » (1998) 5 *Indiana Journal of Global Studies* 601.
- Cocca, Aldo Armando. « Environment as Common Heritage of Mankind » (1989) *Proceedings of the 32th Coll. On the Law of Outer Space* 71.
- Cocca, Aldo Armando. « The Law of Mankind : Ius Inter Gentes Again » (1993) 12 *Ann. dr. marit. & aéro.-spat.* 507.
- Coppens, Philippe. « Du droit de punir : par humanité? (à propos de la compétence universelle) » (2005) 35 *R.G.D.* 403.
- Corell, Hans. « Sovereignty and Humanity : Reality and Possibility » (2007) 36 *Denver J. Int'l L. & Pol'y* 1.

- Cooper, R. L. et R. J. Kavlock. « Endocrine Disruptors and Reproductive Development: a Weight-of-evidence Overview » (1997) *J. Endocrinol* 152.
- Coupland, Robin. « Humanity : What Is It and How Does It Influence International Law? » (2001) 83 *RICR* 969.
- Domingo, Rafael. « Gaius, Vattel, and the New Global Law Paradigm » (2011) 22 *E.J.I.L.* 627.
- Douzinas, Costas. « Humanity, Military Humanism and the New Moral Order » dans Tom Campbell et Seumas Miller, dir., *Human Rights and the Moral Responsibilities of Corporate and Public Sector Organisations*, Kluwer, 2004, 223.
- Dunlop, Emma. « Humanity as the Λ and Ω of Sovereignty : Four Replies for Ann Peters » (2009) 20 *E.J.I.L.* 555.
- Dupuy, René-Jean. « Humanité et environnement » (1991) 2 *Colo. J. Int'l Envtl. L. & Pol'y* 197.
- Dupuy, René-Jean. « Humanité et environnement » (1993) 12 *Ann. dr. marit. & aéro.-spat.* 493.
- Dupuy, Pierre-Marie. « La Convention de Vienne sur le droit des traités à l'épreuve de la pratique : quel bilan trente ans après son entrée en vigueur », (2006) 2 *Revue belge de droit international* 411.
- Eisenmann, Pierre-Michel. « Devoir d'ingérence et non-intervention : de la nécessité de remettre quelques pendules à l'heure », (1991) 3 *Relations internationales et stratégiques* 67.
- Ellis, David C. « On the Possibility of International Community » (2009) 11 *International Studies Review* 1.
- Evans, Gareth. « The responsibility to Protect », (2008) 22 *Int'l Relations* 283.
- Fidler David P. et Lawrence O. Gostin. « The New International Health Regulations : An Historic Development for International Law and Public Health » *Journal of Law, Medicine & Ethics* 85.
- Fitzpatrick, Peter. « Is Humanity Enough? : the Secular Theology of Human Rights » (2006) 10 *Mediterranean Journal of Human Rights* 123.
- Francioni, Francesco. « Beyond State Sovereignty : the Protection of Cultural Heritage as a Shared Interest of Humanity » (2004) 25 *Mich. J. Int'l. L.* 1209.

- Francioni, Francesco. « Resource sharing in Antarctica: for whose benefit? » (1990) 1 E.J.I.L. 258.
- Gaurier, Dominique. « La permanence d'un mythe : patrimoine commun des pauvres ou patrimoine commun de l'humanité? » (1991) 11 Ann. dr. marit. & aéro.-spat. 61.
- Gervais Daniel J. et Elizabeth F. Judge. « Physionomie et problématiques modernes du monopole octroyé par le droit des brevets » dans JurisClasseur Québec, coll. « Droit des affaires », *Propriété intellectuelle*, fasc. 23, Montréal, LexisNexis Canada, feuilles mobiles.
- Goldwin, Robert A. « Le droit de la mer : sens commun contre "patrimoine commun" », (1985) 89 R.G.D.I.P. 719.
- Howse, Robert. « Human Rights in the WTO : Whose Rights, What Humanity? Comment on Petermann » (2002) 13 E.J.I.L. 651.
- Iovane, Massimo. « The Universality of Human Rights and the International Protection of Cultural Diversity : Some Theoretical and Practical Considerations » (2007) 14 International Journal on Minority and Group Rights 231.
- Jourdain, Édouard. « Karim Benyekhlef : Une possible histoire de la norme », La lettre de Conventions, juillet 2010, en ligne : Centre d'études et de recherche internationales <[http :www.cerium.ca/Entretien-avec-Karim-Benyekhlef](http://www.cerium.ca/Entretien-avec-Karim-Benyekhlef)>.
- Kamenetskaya, E. « Subjects of International Space Law », (1979) Proc. 22th Coll. On the Law of Outer Space 161.
- Kapur, Amrita. « Humanity as the \mathcal{A} and Ω of Sovereignty : Four Replies for Ann Peters » (2009) 20 E.J.I.L. 560.
- Kiss, Alexandre. « La notion de patrimoine commun de l'humanité » (1982) 175 RCADI 103.
- Kiss, Alexandre. « La protection internationale de deux valeurs fondamentales de l'humanité : les droits de l'homme et l'environnement » dans Salvino Busuttil, dir., *Mainly human rights*, Valletta, Malta : Fondation Internaionale Malte, 1999, 109.
- Kiss, Alexandre. « The Common Concern of Mankind » (1997) 27 Env'l Pol'y and L. 244.
- Klabbers, Jan. « Global Governance before the ICJ : Re-reading the *WHA Opinion* » (2009) 13 UNYB 1.
- Lapradelle, Albert Geouffre de. « Le droit de l'État sur la mer territoriale » (1898) R.G.D.I.P. 275.
- Larschan, Bradley et Bonnie C. Brennan. « The Common Heritage of Mankind Principle in International Law » (1982-1983) 21 Columbia Journal of Transnational Law 305.

- Leary, David. « Moving the Marine Genetic Resources Debate Forward : Some Reflections » (2012) 27 *The International Journal of Marine and Coastal Law* 435.
- Lodge, Michael W. « The Common Heritage of Mankind » (2012) 27 *The International Journal of Marine and Coastal Law* 733.
- Mahiou, Ahmed. « L'Afrique et le patrimoine commun de l'humanité » (1988) 3 *Espaces et ressources maritimes* 1.
- Mahmoudi, Said. « New Technologies and Law of the Marine Environment » (2009) 39 *Environmental Policy and Law* 87.
- Mateesco-Matte, Mircea. « Au trentième anniversaire de l'ère spatiale » (1987) XII *Annals of air and space law* 279.
- Mercure, Pierre-François. « Le rejet du patrimoine commun de l'humanité afin d'assurer la gestion de la diversité biologique » (1995) 33 *Can. Y.B. Int'l Law* 281.
- Mercure, Pierre-François. « La proposition d'un modèle de gestion intégrée des ressources naturelles communes de l'humanité » (1998) 36 *Can. Y.B. Int'l Law* 41.
- McKeon, Richard. « The Concept of Mankind and Mental Health », (1966-67) 77 *Ethics* 29.
- Sow, Mountagha. « A Tale of Two Nations » (2012) 36 *Le Pigeon dissident* 3, 9.
- Mullerson, Rein A. « Human Rights and the Individual as Subject of International Law : A Soviet View » (1990) 1 *EJIL* 33.
- Myles, Eric. « “Humanity”, “Civilization” and the “International Community” in the Late Imperial Russian Mirror : Three Ideas “Topical for Our Days” » (2002) 4 *J. Hist. Int'l L.* 310.
- Niciu, Martian I. « Le patrimoine commun de l'humanité en droit international maritime et en droit spatial » (1995) 13 *Ann. dr. marit. & aéro.-spat.* 9.
- Noyes, John E. « The Common Heritage of Mankind : Past, Present, and Future » (2011) 40 *Denver Journal of International Law and Policy* 447.
- Oraison, André. « Réflexions générales sur le concept de "patrimoine commun de l'humanité" en droit international de la mer » (2005) 83 *R.D.I.S.D.P.* 249.
- Owens, Patricia. « International Politics - Humanity, Sovereignty and the Camps » (2008) 45 *International Politics* 522.
- Pépin, Eugène. « L'Humanité et le droit des gens » (1983) 7 *Ann. dr. marit. & aér* 11.

- Peters, Ann. « Humanity as the A and Ω of Sovereignty » (2009) 20 E.J.I.L. 513.
- Petersmann, Ernst-Ulrich. « Time for a United Nations “Global Compact” for Integrating Human Rights into the Law of Worldwide Organizations : Lesson from European Integration » (2002) 13 E.J.I.L. 621.
- Pharand, Donat. « L'Arctique et l'Antarctique : patrimoine commun de l'humanité? » (1982) 7 Ann. Air & Sp. L. 415.
- Rémond-Gouilloud, Martine. « Mer et environnement : de quelques relations plus ou moins raisonnables » (1995) 13 Ann. dr. marit. & aéro.-spat. 19.
- Saikawa, Takashi. « From Intellectual Co-operation to International Cultural Exchange: Japan and China in the International Committee on Intellectual Cooperation » (2009) 1 Asian Regional Integration Review 83.
- Senarclens, Pierre de. « L'humanitaire et la globalisation » (2000) 82 RICR 311.
- Schabas, William. « Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide », (2008) en ligne : United Nations Audio Visual Library of International Law <http://untreaty.un.org/cod/avl/pdf/ha/cppcg/cppcg_f.pdf>.
- Shelton, Dinah. « Common Concern of Humanity » (2009) 39 Envtl. Pol'y & Law 83.
- Schuller, Andreas. « Fundamental Standards of Humanity : still a Useful Attempt or an Expired Concept? » (2010) 14 Int'l J.H.R. 744.
- Stec, Stephen. « Humanitarian Limits to Sovereignty : Common Concern and Common Heritage Approaches to Natural Resources and Environment » (2010) 12 Int'l Comm. L. Rev. 361.
- Sweetser, Catherine E. « Humanity as the A and Ω of Sovereignty : Four Replies for Ann Peters » (2009) 20 E.J.I.L. 549.
- Teitel, Ruti G. « Humanity's Law : Rule of Law for the New Global Politics » (2002) 35 Cornell Int'l L.J. 355.
- Ticehurst, Rupert. « La clause de Martens et le droit des conflits armés » (1997) 824 *Revue internationale de la Croix Rouge* 133.
- Vigny, Jean-Daniel et Cecilia Thompson. « Fundamental Standards of Humanity : What Future? » (2002) 20 Nethl. Q.H.R. 185.

Welly, Nicolas D. « Enlightened State-Interest : a Legal Framework for Protecting the "Common Interest of All Mankind" from Hardinian Tragedy » (2010) 3 Journal of Space Law 273.

Wilson, Sheena. « Multiculturalisme et transculturalisme : ce que peut nous apprendre la revue *ViceVersa* (1983 à 1996) » (2012) 45 Revue internationale d'Études canadiennes 261.

White, Emily Kidd. « Humanity as the Λ and Ω of Sovereignty : Four Replies for Ann Peters » (2009) 20 E.J.I.L. 545.

Yáñez-Barnuevo, Juan Antonio. « Hacia un tribunal de la humanidad : la Corte Penal Internacional » (2001) 5 Cursos Euromediterráneos Bancaja de Derecho Internacional 811.

Yu, Jia et Wu Ji-Lu. « The Outer Continental Shelf of Coastal States and the Common Heritage of Mankind » (2011) 42 Ocean Development and International Law 317.

Autres documents : allocutions et conférences

Duplessis, Isabelle. « Les fondements philosophiques et juridiques d'une communauté internationale », en ligne : Chaire de philosophie de l'Université du Québec à Montréal <http://www.unesco.chairephilo.uqam.ca/isabelle_duplessis.htm>.

Martens, Paul. « L'humanité comme sujet de droit », conférence au Centre Perelman de Philosophie du droit lors du séminaire « Le contentieux transnational des droits de l'homme », Université libre de Bruxelles, 30 mars 2010, [non publiée]. Disponible pour écoute en ligne : Centre Perelman de Philosophie du droit <http://www.philodroit.be/spip.php?page=article&id_article=1086&lang=fr>.

Miguel D'Escoto Brokmann, S. E. Allocution d'ouverture, Conférence de haut niveau sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement », New York, 20 juin 2009, en ligne : Organisation des Nations unies <http://www.un.org/ga/econcrisissummit/docs/pgs_opening_fr.pdf>.

Pape François 1^{er}, Discours aux nouveaux ambassadeurs du Kirghizstan, d'Antigua-et-Barbuda, du Grand-Duché de Luxembourg, et du Botswana accrédités par le Saint-Siège, Cérémonie d'accréditation à titre d'ambassadeurs extraordinaires et plénipotentiaires auprès du Saint-Siège, Salle Clémentine, Vatican, 16 mai 2013, en ligne : Le Saint-Siège <http://www.vatican.va/holy_father/francesco/speeches/2013/may/documents/papa-francesco_20130516_nuovi-ambasciatori_fr.html>.

Autres documents : entrevues et reportages télévisés

Entrevue de Jean-Claude Guillebaud par Alain Crevier « Retrouver l'espérance » (14 avril 2013) à *Second Regard*, Radio-Canada, en ligne : Radio-Canada <http://www.radio-canada.ca/emissions/second_regard/2012-2013/Entrevue.asp?idDoc=285355>.

Entrevue de Luc Ferry par Alain Crevier (20 février 2011) à *Second Regard*, Radio-Canada, en ligne : Radio-Canada <http://www.radio-canada.ca/emissions/second_regard/2010-2011/Entrevue.asp?idDoc=134750>.

Entrevue de Michel Freitag par Alain Crevier (7 avril 2013) à *Second Regard*, Radio-Canada, en ligne : Radio-Canada <http://www.radio-canada.ca/emissions/second_regard/2012-2013/Reportage.asp?idDoc=283890>.

Entrevue de Rozenn Milin par Catherine Perrin (23 octobre 2012) à *Médium large*, Radio-Canada, en ligne : Radio-Canada : <http://www.radio-canada.ca/emissions/medium_large/2012-2013/chronique.asp?idChronique=252076>

Reportage « Hervé Fisher et l'âme numérique » par Alain Crevier (18 novembre 2012) à *Second Regard*, Radio-Canada, en ligne : Radio-Canada <http://www.radio-canada.ca/emissions/second_regard/2012-2013/Reportage.asp?idDoc=256861&autoPlay=>.

Reportage « Les colères de Jean Ziegler » par Errol Duchaine (15 juin 2013) à *La semaine verte*, Radio-Canada, en ligne : Radio-Canada <http://www.radio-canada.ca/emissions/la_semaine_verte/2012-2013/chronique.asp?idChronique=298538>.

Reportage « Le temps » par Alain Crevier (10 février 2013) à *Second Regard*, Radio-Canada, en ligne : Radio-Canada <http://www.radio-canada.ca/emissions/second_regard/2012-2013/Reportage.asp?idDoc=272178&autoPlay=>.

Autres documents : journaux, fils de presse et autres nouvelles

« Approaching a State Shift in Earth Biosphere » *Nature* (7 juin 2012) en ligne : Nature <<http://www.nature.com/nature/journal/v486/n7401/full/nature11018.html>>.

Buffet, Peter. « The Charitable-Industrial Complex » *The New York Times* (26 juillet 2013), en ligne : The New York Time <http://www.nytimes.com/2013/07/27/opinion/the-charitable-industrial-complex.html?_r=0>.

Champagne, Dominic. « Le bien commun » *Voir* (19 avril 2012) en ligne : Voir <<http://voir.ca/societe/2012/04/19/dominic-champagne-le-bien-commun/>>.

Chapsal, Agnès. « Rendre la pauvreté illégale », entrevue avec Riccardo Petrella, *24h* (24-26 mai 2013), en ligne : 24h <http://virtuel.24hmontreal.canoe.ca/doc/24hrsmontreal/24heuresmontreal20132405_opt/2013052301/6.html#6>.

« Conférence de Montréal : l'OCDE plaide pour une gestion économique plus humaine » *Radio-Canada* (11 juin 2013), en ligne : Radio-Canada <<http://www.radio->

canada.ca/nouvelles/Economie/2013/06/10/002-conference-montreal-debut-19e-edition.shtml>.

David, Françoise. « Que reste-t-il du bien commun? – Le bien commun : pour l'égalité et la liberté » *Le Devoir* (19 juillet 2004) en ligne : Le Devoir <<http://www.ledevoir.com/non-classe/59323/que-reste-t-il-du-bien-commun-le-bien-commun-pour-l-egalite-et-la-liberte>>.

Di Napoli, Albelle. « Mercredi 22 août, l'humanité a déjà épuisé son crédit annuel de ressources naturelles » *Le Monde* (22 août 2012) en ligne : Le Monde <http://www.lemonde.fr/planete/article/2012/08/22/mercredi-22-aout-jour-du-depassement-pour-les-ressources-mondiales_1748396_3244.html>.

Holland, Jesse J. « Court Rules Against Patenting Human Genes » *Time* (13 juin 2013) en ligne : Time <<http://healthland.time.com/2013/06/13/court-rules-against-patenting-human-genes-2/print/>>.

« India Races to Contain Untreatable Tuberculosis » *Wall Street Journal* (19 juin 2012) en ligne : Wall Street Journal, <<http://online.wsj.com/article/SB10001424052702303444204577460734274201756.html>>

Katz, Andrew. « How Natural Disasters Changed the World in 2012 » *Time* (12 mai 2013), en ligne : Time <<http://world.time.com/2013/05/12/natural-disaster-data/>>.

« La corruption gagne du terrain » *La Presse* (17 juillet 2013) à la p. A 13.

« L'état de la planète se dégrade à grande vitesse » *Radio-Canada* (6 juin 2012), en ligne : Radio-Canada <<http://www.radio-canada.ca/nouvelles/environnement/2012/06/06/002-rapport-pnue-geo-5.shtml>>.

Lévesque, Claude. « Terre brûlée, livres en périls » *Le Devoir* (28 juin 2013), en ligne : Le Devoir <<http://www.ledevoir.com/international/actualites-internationales/369665/terre-brulee-livres-en-peril>>.

« Médicaments : Une réforme nuirait aux pays en développement », *La Presse*, 17 juillet 2013 à la p. A 12.

McCally, Michael. « Environment and Health : an Overview », (2000), en ligne : Canadian Medical Association Journal <http://www.cmaj.ca/cgi/content/full/163/5/533?maxtoshow=&HITS=10&hits=10&RESU_LTFORMAT=&fulltext=fertility+and+chemicals&andorexactfulltext=and&searchid=1&FIRSTINDEX=0&sortspec=date&resourcetype=HWCIT>.

« Mort de l'avocat Jacques Vergès », *La Presse* (16 août 2013) à la p. A18.

Salomon Gina M. et Ted Schettler. « Endocrine disruption and potential human health implications » (2000), en ligne : Canadian Medical Association Journal <<http://www.cmaj.ca/cgi/content/full/163/11/1471?maxtoshow=&HITS=10&hits=10&RESULTFORMAT=&fulltext=fertility+and+chemicals&andorexactfulltext=and&sear chid=1&FIRSTINDEX=0&sortspec=date&resourcetype=HWCIT>>.

Subramanian, Courtney. « Rebranding Climate Change as Public Health Issue » *Time* (8 août 2013), en ligne : Time <<http://healthland.time.com/2013/08/08/rebranding-climate-change-as-a-public-health-issue/>>.

Szalavitz, Maia. « Hotter World Means Hotter Tempers, More Violence », *Time* (2 août 2013), en ligne : Time <<http://healthland.time.com/2013/08/02/hotter-world-means-hotter-tempers-more-violence/>>.

Szalavitz, Maia. « How Money Makes You Lie and Cheat » *Time* (19 juin 2013), en ligne : Time <<http://healthland.time.com/2013/06/19/how-money-makes-you-lie-and-cheat/>>.

Walsh, Bryan. « Drug-Resistant Malaria is Spreading, and It Could Be a Public Health Disaster » *Time* (6 avril 2012) en ligne : Time <<http://healthland.time.com/2012/04/06/drug-resistant-malaria-is-spreading-and-it-could-be-a-public-health-disaster/>>.

Walsh, Fergus. « Antibiotic Resistance « as Big a Risk as Terrorism » », *BBC News* (11 mars 2013) en ligne : BBC News <<http://www.bbc.co.uk/news/health-21737844?print=true>>.

Autres documents : sites internet

« About the Group of 77 », en ligne : Le Groupe des 77 à l'ONU <77.org>.

Comité consultatif national sur le SRAS et la santé publique, *Leçons de la crise du SRAS : renouvellement de la santé publique au Canada*, octobre 2003, en ligne : Agence de la santé publique <<http://www.phac-aspc.gc.ca/publicat/sars-sras/naylor/index-fra.php>>.

« Creative commons », en ligne : Creative Commons <<http://creativecommons.org/>>.

Debays, Barbara. « Le bouclier anti-missile », *Radio-Canada* (24 février 2005), en ligne : Radio-Canada <<http://www.radio-canada.ca/nouvelles/dossiers/bouclier/index.html>>.

« Défense du bien commun : gelons le Plan Nord » *Greenpeace* (19 avril 2012) en ligne : Greenpeace <<http://www.greenpeace.org/canada/fr/campagnes/Forets/foret-boreale/a-vous-dagir/gel-du-plan-nord/>>.

« État des traités – Accord régissant les activités des États sur la Lune et les autres corps célestes », en ligne : Organisation des Nations Unies <http://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=IND&mtdsg_no=XXIV-2&chapter=24&lang=fr>.

- « Homo Toxicus », documentaire diffusé le 10 décembre 2008 par Télé Québec, en ligne : <http://www.homotoxicus.com/index.htm>.
- « Il y a 25 ans : ouverture du procès Barbie », en ligne : Cour d'appel de Lyon http://www.ca-lyon.justice.fr/index.php?option=com_content&task=view&id=507&Itemid=1.
- « La déclaration sur le génome humain débattue en fin de session du comité de bioéthique », (1996) en ligne : UNESCO Press <http://www.unesco.org/bpi/fre/unescopresse/hebdofr/bioeth2.htm>.
- « Les membres de l'UIT », en ligne : Institution spécialisée des Nations Unies pour les technologies de l'information et de la communication <http://www.itu.int/fr/about/Pages/membership.aspx>.
- « Notre cocktail quotidien de produits chimiques », en ligne : Bureau européen des unions de consommateurs <http://www.beuc.org/custom/2002-00344-01-F.pdf>.
- « Sorosoro, pour que vivent les langues du monde », en ligne : Sorosoro <http://www.sorosoro.org/>.
- « The Disapearing Male », documentaire diffusé le 13 décembre 2008 par CBC, en ligne: <http://www.cbc.ca/documentaries/doczone/2008/disappearingmale/>.
- « What are Global Public Goods? », en ligne : Banque mondiale <http://go.worldbank.org/JKZLIHR2B0>.
- Zizek, Slavoj. *Discours au Liberty Square pendant Occupy Wall Street*, 10 octobre 2011, en ligne : Impose Magazine <http://www.imposemagazine.com/bytes/slavoj-zizek-at-occupy-wall-street-transcript>.